

Ministère du Commerce
et de l'Industrie (MCI)



HAITI

REVUE DIAGNOSTIQUE ÉVOLUTIVE ET INTÉGRÉE DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT

VERSION FINALE DE L'ÉDITION 2019

Juin 2020

TABLE DES MATIÈRES

1	PRÉSENTATION DE LA VERSION FINALE DE LA REVUE DIAGNOSTIQUE	6
1.1	VOCATION DE LA REVUE ANNUELLE DIAGNOSTIQUE ÉVOLUTIVE ET INTÉGRÉE SUR LE COMMERCE & L'INVESTISSEMENT EN HAÏTI.....	7
1.2	SOURCES DE DONNÉES ET CONTRIBUTEURS.....	8
1.3	OBJECTIF ET RAISON D'ÊTRE DE L'OUTIL.....	9
1.4	CONTENU : DE QUOI ON PARLE DANS LA REVUE ET QUI EST CONCERNÉ ?.....	11
1.5	MODÈLE DE LA REVUE.....	13
1.6	PROCESSUS DE PRODUCTION : VERSIONS PROTOTYPE, INTERMÉDIAIRE ET FINALE.....	14
2	RÉSULTATS DU COMMERCE EXTÉRIEUR.....	16
2.1	QUELQUES NOTIONS UTILES DE MACROÉCONOMIE	16
2.2	ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS TOTALES D'HAÏTI	18
2.2.1	Données clés des exportations de biens et services du pays.....	18
2.2.2	Évolution des exportations d'Haïti comparée à celles de pays voisins.....	20
2.3	IMPORTATIONS, BALANCE COMMERCIALE ET COMPTE DES TransacTIONS COURANTES 24	
2.3.1	Les importations	24
2.3.2	La balance commerciale.....	25
2.3.3	Compte des transactions courantes : remises et dons officiels.....	31
2.4	DEGRÉ D'OUVERTURE AU COMMERCE INTERNATIONAL	36
3	RÉSULTATS D'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER	38
3.1	ÉVOLUTION DE L'IDE À HAÏTI 2003-2018(S1).....	38
3.2	COMPARAISON DE L'IDE ENTRE HAITI, REPUBLIQUE DOMINICAINE (RD) ET JAMAÏQUE 39	
3.3	PORTRAIT RÉGIONAL ÉLARGI DE L'IDE / 2014-2017.....	41
3.4	PROBLÉMATIQUE SPÉCIFIQUE À L'INSULARITÉ PARTAGÉE AVEC LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	42
3.5	SECTEURS ATTRACTIFS DE L'IDE EN HAITI: ANALYSE DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS AGRÉÉS.....	43
3.5.1	Évolution des investissements prévus : nombre, montant et répartition par taille	44
3.5.2	Projets d'investissements agréés et secteurs concernés.....	48
3.5.3	Projets d'investissements agréés : origine locale et étrangère	51
3.5.4	Types de bénéficiaires accordés aux nouveaux projets et à ceux de réinvestissements selon le secteur	52
3.6	POLITIQUE D'INVESTISSEMENT : LES ZONES FRANCHES ET LES PARCS INDUSTRIELS 53	
3.6.1	Offre de Parcs industriels et de Zones franches en Haïti	53
3.6.2	Parcs industriels et Zones franches : comparaisons régionales	57
3.7	RÉSULTATS DU FCI 2017 – ACTIONS POUR L'AMÉLIORATION DE L'IDE.....	60
4	RÉSULTATS DE CONCENTRATION-DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS ET MARGES INTENSIVE ET EXTENSIVE.....	62
4.1	QUELQUES NOTIONS ÉCONOMIQUES DE RÉFÉRENCE SUR L'ANALYSE DES EXPORTATIONS.....	62

4.2	ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES D'HAÏTI PAR RÉGION DE DESTINATION	65
4.3	ÉVOLUTION DES IMPORTATIONS HAITIENNES DE MARCHANDISES SELON LES RÉGIONS D'ORIGINE.....	68
4.4	COMPARAISON ENTRE RÉGIONS DE DESTINATION ET D'ORIGINE.....	71
4.5	CONCENTRATION, DIVERSIFICATION ET QUALITÉ DES EXPORTATIONS	73
4.5.1	Indices de diversification du FMI (Data Mapper)	73
4.5.2	Indices de qualité des exportations du FMI (Data Mapper).....	74
5	PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX : CONCENTRATION ET ÉVOLUTION	76
5.1	LES ÉTATS-UNIS : DE LOIN LE PRINCIPAL PARTENAIRE COMMERCIAL D'HAÏTI.....	76
5.2	PRINCIPAUX PAYS « CLIENTS » et principaux pays « fournisseurs » : CONCENTRATION ET REPOSITIONNEMENT	79
5.2.1	Principaux pays clients	79
5.2.2	Les principaux pays « fournisseurs d'Haïti	82
	DIAGNOSTIC DU RAPPORT CNUCED 2018 À PROPOS DES EXPORTATIONS.....	83
6	COMMERCE INTÉRIEUR	84
6.1	ENJEUX DE CONNAISSANCE.....	84
6.2	ÉVOLUTION DES PRIX DE MARCHÉ DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES DE CONSOMMATION COURANTE.....	84
6.3	NORMALISATION DE L'ACTIVITÉ COMMERCIALE	86
7	ÉVALUATION DE L'ENVIRONNEMENT D'AFFAIRES PERTINENT	87
7.1	PERFORMANCES D'haïti pour la FACILITÉ DE FAIRE DES AFFAIRES (BM)	87
7.2	INDICATEURS DE PERFORMANCE LOGISTIQUE D'HAÏTI (ipl-BM)	89
7.2.1	Évolution du rang d'Haïti selon les IPL 2007-2018.....	90
7.2.2	Comparaison des performances logistiques d'Haïti avec la RD, la Jamaïque et le Costa Rica (2017)	92
7.3	INDICATEURS DE PERFORMANCES EN FACILITATION DU COMMERCE (OCDE)	94
7.4	RÉSULTATS DU FCI 2017 – ACTIONS PROPOSÉES EN MATIÈRE D'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES.....	96
8	L'AIDE POUR LE COMMERCE : PORTRAIT	98
8.1	AIDE POUR LE COMMERCE : PRÉSENTATION DE LA NOTION	98
8.1.1	Pourquoi mesurer l'aide pour le commerce?.....	98
8.1.2	Secteurs OCDE de l'aide pour le commerce (APC).....	99
8.2	RÉSULTATS GÉNÉRAUX DE L'APC DE 2009-2010 À 2015-2016	101
8.2.1	Évolution des montants d'engagement et de versement	101
8.2.2	Évolution de la part de l'APC dans l'aide totale au développement (APD) à Haïti et dans 7 autres pays	102
8.2.3	Évolution de l'APC par PTF à Haïti	103
8.3	ÉVOLUTION DE L'APC PAR SECTEUR EN HAÏTI	105
8.3.1	Vision comparative globale de l'évolution sectorielle de 2009 à 2016	105
8.3.2	Évolution des versements et des engagements par secteur APC (OCDE).....	108
8.3.3	Versements des PTF par secteur APC 2015-2016.....	111
8.3.4	Constats relatifs aux caractéristiques des projets et à la qualité des données APC (MGAE)	

9	POLITIQUE COMMERCIALE	113
9.1	Résultats du FCI 2017 – Actions pour l’amélioration du commerce extérieur	113
9.2	CADRE LÉGAL DU COMMERCE ET DE L’INVESTISSEMENT	114
9.2.1	Études de référence sur la politique commerciale et le cadre légal du commerce et de l’investissement	114
9.2.2	Résultats du FCI 2017 – Actions proposées en matière d’amélioration de l’environnement des affaires au plan légal	115
9.3	Étude de cadrage de la politique commerciale d’Haïti réalisée par la CNUCED sur demande d’A.T. du MCI (10-2018)	116
9.4	Recommandation du rapport d’inventaire des instruments juridiques nationaux et internationaux MCI-CIR (03-2019)	118
9.4.1	Liste et statut des accords	119
9.4.2	Cartographie des accords (CFI)	122
9.4.3	Les goulots d’étranglement à la mise en œuvre des accords et des actions prioritaires selon la CNUCED (étude 10-2018)	124
9.4.4	Les actions prioritaires selon le Rapport d’inventaire des instruments juridiques MCI-CIR 2019	125
9.4.5	Éléments diagnostics et recommandations du rapport d’évaluation du programme CSME-volet Haïti (DUE 12-2018)	126
9.5	PROMOTION DES EXPORTATIONS ET DE L’IDE : RECOMMANDATIONS CNUCED POUR HAITI (10-2018)	129
9.5.1	Recommandations générales de la CNUCED (10-2018) sur la promotion des exportations 129	
9.5.2	Recommandations spécifiques de la CNUCED (10-2018) pour la promotion des exportations vers la République dominicaine	130
9.5.3	Recommandations spécifiques de la CNUCED (10-2018) pour la promotion de l’IDE .	130
10	INFRASTRUCTURES ET RÉSEAUX	131
10.1	TRANSPORT	131
10.1.1	Recommandation du Rapport d’inventaire des instruments juridiques nationaux et internationaux MCI-CIR	131
10.1.2	Résultats du FCI 2017 – Actions proposées en matière d’amélioration des infrastructures 132	
10.1.3	D’autres services que les coûts de transport entrent aussi dans l’équation de compétitivité : les coûts de signalement	132
10.2	ÉNERGIE	133
10.3	Indicateurs possibles du coté des contraintes d’offre et chaîne de résultats	133
11	DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS PRODUCTIVES	135
11.1	SERVICES BANCAIRES ET FINANCIERS	135
11.2	SERVICES ET INSTITUTIONS DE SOUTIEN AUX AFFAIRES	135
11.3	SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE	135
11.3.1	CNUCED 2018- Mesures sectorielles prioritaires recommandées pour l’Agro-industrie 135	
11.3.2	FCI 2018- Mesures sectorielles prioritaires recommandées pour l’Agriculture et l’Agro-industrie	135
11.3.3	MCI-CIR Inventaire 2019 - Mesures sectorielles recommandées pour l’Environnement, l’Agriculture et l’Énergie	137
11.3.4	« Le Programme SYFAAH, une Innovation, une Expérience à répliquer »	137
11.4	SECTEUR MANUFACTURIER	141
11.4.1	CNUCED 2018 - Mesures recommandées pour l’Industrie du textile-vêtement	141

11.4.2	FCI 2018- Mesures sectorielles prioritaires recommandées pour le textile-vêtement (assemblage).....	141
11.4.3	MCI-CIR Inventaire 03-2019 - Recommandations pour l'Industrie du textile-vêtement.....	141
11.5	SECTEUR TOURISTIQUE, INDUSTRIES CRÉATIVES ET CULTURE	142
11.5.1	Le tourisme comme levier de croissance économique et d'emploi	142
11.5.2	CNUCED - Mesures recommandées pour le Tourisme et l'industrie créatives.....	144
11.5.3	FCI 2017 – contraintes à desserrer et actions pour le tourisme et la culture	144
11.6	SECTEUR MINIER – MESURES PRIORITAIRES CNUCED	145
ANNEXE A.	DONNÉES STATISTIQUES SUR LES EXPORTATIONS DE B&S	
ANNEXE B.	DONNÉES STATISTIQUES SUR LA BALANCE COURANTE DE B&S	
ANNEXE C.	DONNÉES STATISTIQUES SUR L'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER	
ANNEXE D.	ORIGINE DES IMPORTATIONS ET DESTINATION DES EXPORTATIONS PAR RÉGION	
ANNEXE E.	ÉVOLUTION DES PRIX DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES DE CONSOMMATION COURANTE SUR LE MARCHÉ LOCAL	
ANNEXE F.	COMMENT L'AIDE POUR LE COMMERCE EST-ELLE MESURÉE, QUE COUVRE CETTE MESURE ET QUI MESURE?	
ANNEXE G.	AIDE POUR LE COMMERCE – PRINCIPAUX PTF	
ANNEXE H.	L'APC EN HAÏTI, DE 2009-2010 À 2015-2016 : RÉSULTATS DE L'ANALYSE TEXTUELLE DE LA BASE DE DONNÉES DÉTAILLÉES DES PROJETS MGAE-APC - 2009-2010 À 2015-2016	
ANNEXE I.	Liste des avant-projets de loi à ratifier ou à promulguer liés au commerce et à l'investissement dont l'IDE – Extrait du rapport d'inventaire MCI-CIR, janvier 2019	
ANNEXE J	Liste des propositions de textes de loi à finaliser – Extraite du rapport d'inventaire MCI-CIR, janvier 2019	
ANNEXE K.	ACTES DU FCI 2017 : TEXTES DE LOIS PRIORISÉS PAR CERTAINS PARTICIPANTS POUR UNE RAPIDE PROMULGATION (p.67-68)	
ANNEXE L.	FACILITATION DES AFFAIRES – INDICATEURS DOING BUSINESS /BANQUE MONDIALE	
ANNEXE M.	ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES	

1 PRÉSENTATION DE LA VERSION FINALE DE LA REVUE DIAGNOSTIQUE

La Revue diagnostique annuelle du Commerce et de l'Investissement (ci-après « la Revue ») est développée dans le cadre du projet « Appui à la mise en œuvre du CIR en Haïti » hébergé par le Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI) en qualité de Point focal (PF). Le CIR est un programme mondial multi donateur géré par un Secrétariat exécutif logé par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), lequel s'octroie les services de l'UNOPS comme gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale (GFAS) du CIR. Ce projet, financé par le CIR, est placé sous la gouvernance d'un Comité national public-privé de pilotage (le COMCIR) créé par décret présidentiel du 26 Mars 2013. Ledit Comité bénéficie pour la mise en œuvre du projet de l'appui technique d'une Cellule qui en assure la gestion au jour le jour et la coordination avec les parties prenantes sous l'autorité immédiate du PF. La *Version finale* de cette 1^{ère} édition annuelle de la Revue fait suite au partage en mars 2019 de la *Version prototype* avec les intervenants-clés, à la tenue par le MCI le 10 avril 2019 d'un **1^{er} forum interinstitutionnel sur le commerce et l'investissement** centré sur ce document, puis à la publication de la *Version intermédiaire* de la Revue en mai 2019 sur le site Internet de **CIR Haïti**.

En l'absence du Ministre du Commerce et de l'Industrie, Dr. Ronell GILLES, alors en déplacement, il revenait à Monsieur Daniel DENIS, Directeur Général du MCI, d'ouvrir le 1^{er} forum en prononçant les propos de circonstance. Monsieur Michel Patrick Boisvert, Directeur Général du Ministère de l'Économie et des Finances (Co-président du COMCIR), a pris part à l'ouverture du forum en prononçant un discours introductif. Monsieur Louis SPENCER, Représentant du Facilitateur des donateurs, en l'occurrence la Délégation de l'Union européenne (DUE) leur a emboîté le pas en présentant la position de son institution. La clôture du forum a été assurée par Madame Kim Sassine, Directrice exécutive de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Haïti (membre du COMCIR) qui s'est prononcée au nom du secteur privé. Il y a lieu de souligner la présence, entre autres, de : (i) Madame Fatima Léonne Prophète CANTAVE, Directrice à la Planification économique et sociale (DPES) du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (co-président du COMCIR), (ii) Madame *Marie-Renée VERTUS*, Représentante de la USAID (*Croissance économique*), et (iii) Monsieur Hugues Charles, Représentant les Affaires Mondiales CANADA.

Par rapport à la version intermédiaire, cette version finale de la Revue résulte essentiellement d'une révision éditoriale complète, incluant des corrections pour en alléger la lecture et en faciliter au besoin la compréhension. Elle comporte l'adjonction, au titre d'expériences à partager, d'une note détaillée sur le programme SYFAAH (Système de financement et d'assurances agricoles en Haïti), financé par le gouvernement canadien de 2011 à 2019, qui constitue l'une des grandes interventions réalisées dans le secteur du financement agricole en Haïti durant ces dernières années¹.

¹ Cette note intitulée « *Le Programme SYFAAH, une Innovation, une Expérience à répliquer* » a été préparée spécifiquement pour la Revue par monsieur Hugues Charles, un collaborateur de longue date dans les interventions de la coopération canadienne à Haïti (août 2019).

Outre la publication de cette **1^{ère} édition annuelle de la Revue diagnostique C&I**, le [site web du projet CIR-Haïti](#) donne aussi accès en téléchargement au **Guide pratique de gouvernance, d'élaboration et de diffusion de la Revue**, un produit visant à faciliter sa reproduction par le MCI et les autres parties prenantes au cours des prochaines années.

Cette version finale de la **1^{ère} édition annuelle de la Revue** devait aussi faire l'objet en avril 2020 d'un **2^{ème} forum interinstitutionnel sur le commerce et l'investissement** organisé par le MCI. Complémentairement, il était prévu de tenir par la même occasion un **atelier de formation** sur le **Guide pratique** en vue d'initier les parties prenantes à sa reproduction. À défaut de pouvoir, en raison de la pandémie **COVID-19**, organiser ces activités réunissant plusieurs dizaines de personnes en un même lieu physique, l'équipe de la Revue du MCI-CIR Haïti a eu recours à une formule de présentation en mode virtuel. Ainsi, une dizaine de **capsules vidéo ZOOM de présentation de la Revue et du Guide**, ont été produites et partagées avec les représentants des parties prenantes via la fourniture des liens d'accès².

1.1 VOCATION DE LA REVUE ANNUELLE DIAGNOSTIQUE ÉVOLUTIVE ET INTÉGRÉE SUR LE COMMERCE & L'INVESTISSEMENT EN HAÏTI

Un produit de connaissance est développé ici pour promouvoir et contribuer à une avancée de la concertation interinstitutionnelle et à une amélioration de l'efficacité de l'aide pour le commerce et l'investissement en Haïti.

La vocation principale de la « Revue diagnostique Commerce et Investissement » (ci-après la Revue C&I), telle qu'elle a été conçue au départ, est de servir comme outil d'appui à la concertation interinstitutionnelle publique-privée et au dialogue avec les partenaires techniques et financiers (PTF) en matière de promotion du commerce et de l'investissement, notamment de l'IDE, de formulation de la politique commerciale, et d'amélioration de l'efficacité de l'aide en ces domaines.

De par sa conception la Revue est formatée pour servir de document de référence à la préparation et à la tenue, sous forme d'une table sectorielle et thématique (TST) extraordinaire, d'un forum de concertation sur le commerce et l'investissement. Cet événement, perçu comme un rendez-vous annuel, est appelé comme tel à coïncider avec une nouvelle édition de la Revue pour un suivi diagnostique évolutive des situations, des mesures prises, des investissements entrepris en matière d'Aide pour le Commerce (APC) et de leurs résultats³.

² Le Guide pratique et les capsules vidéo d'une durée de 30mn à 45mn chacune ont été préparés par le consultant international du projet MCI-CIR, Daniel Boutaud.

³ Cela dit, la Revue pourra aussi constituer en tout temps une source d'information et de référence pour les intervenants publics et privés nationaux, ainsi que pour les partenaires techniques et financiers (PTF), qui – de par leurs missions, responsabilités et champs d'activité – sont concernés par le développement du commerce d'Haïti en général et des exportations en particulier, l'amélioration de l'efficacité de l'APC et la croissance des investissements sur le territoire national, dont l'IDE

1.2 SOURCES DE DONNÉES ET CONTRIBUTEURS

Il existe en Haïti une carence majeure de données économiques, laquelle limite fortement la capacité de prendre des décisions de politique publique avec l'éclairage voulu. Dans le même temps, nombre de données pertinentes sont disponibles mais malheureusement sous-exploitées. Il en est de même des nombreuses études d'évaluation des stratégies sectorielles, programmes et projets en développement économique dont les résultats restent confidentiels ou bien s'éparpillent sur une multitude de plateformes. Elles ne sont alors que peu ou pas utilisées conjointement, comme cela devrait être le cas, pour aider à mieux diagnostiquer les problèmes et à mieux prioriser les actions. La Revue se propose de contribuer à atténuer cette lacune en ce qui a trait aux domaines du commerce et de l'investissement.

La Revue est produite à partir d'un regroupement de données sélectionnées d'une multitude de sources internationales et nationales. Un grand nombre de celles-ci sont accessibles, via la plateforme [HAÏTI | OPEN DATA Investir en Haïti](#) hébergée par le [Centre de facilitation des investissements](#) (CFI). Les données sur les projets d'investissement public pertinentes à la comptabilisation de l'Aide pour le commerce sont obtenues auprès de la Direction de la Coopération externe (DCE) du Ministère de la planification et de la Coopération externe (MPCE), à partir d'une extraction spéciale effectuée sur les projets figurant dans la base de données du [Module de Gestion de l'aide externe \(MGAE\)](#) dont les codes répondent aux critères de l'OCDE définissant le secteur « commerce » en tant qu'objet de politique économique publique. D'autres institutions publiques, notamment la Banque de la République d'Haïti, ainsi que des directions du MCI contribuent également à l'institution de la revue comme sources de données (voir plus avant dans cette partie introductive).

Outre les données statistiques, la Revue vise à rassembler des extraits d'études et de rapports à valeur d'éléments de diagnostic, de suivi et d'évaluation des situations, programmes, actions et mesures pertinentes au commerce et à l'investissement. L'idée sous-jacente est de susciter lors des forums annuels des discussions à l'effet de dégager des diagnostics pour des propositions d'action qui peuvent être mis en perspective avec les données statistiques présentées préalablement. Pour cette version *finale 2019*, la revue a ainsi extrait et rassemblé des éléments diagnostiques et des propositions tirés de rapports récents de grande importance pour le dialogue sur la politique commerciale et l'investissement, soit :

- Les actes du Forum sur « la compétitivité et l'investissement » qui s'est tenu en septembre 2017, publié au début de 2019 par le CFI



- Le rapport d'études produit par la CNUCED en septembre 2018 sur la « formulation et la mise en œuvre de la politique commerciale d'Haïti : un plan d'action⁴
- Le « rapport d'inventaire des instruments juridiques nationaux et internationaux liés au commerce et à l'investissement dont l'investissement direct étranger (IDE) » produit par le MCI avec l'appui du projet CIR-Haïti en janvier 2019⁵.

La revue intègre aussi des éléments diagnostiques tirés du rapport d'évaluation finale du volet Haïti du programme Caribbean Single Market and Economy "CSME" (Délégation de l'Union Européenne à Haïti /décembre 2018)⁶ ainsi que d'une étude exhaustive du CIRAD sur secteur agricole haïtien et des investissements publics requis⁷. Comme susmentionné, cette version finale propose aussi, au titre de leçon d'expériences à partager, une note détaillée sur le programme SYFAAH (Système de financement et d'assurances agricoles en Haïti), financé par le gouvernement canadien de 2011 à 2019, qui constitue l'une des grandes interventions réalisées dans le secteur du financement agricole en Haïti durant ces dernières années⁸.

Il doit être, toutefois, souligné que la Revue souffre malheureusement d'une carence de données dans plusieurs domaines importants, comme par exemple ceux relatifs aux [indicateurs sur la facilitation des échanges de l'OCDE](#) . En effet, il n'existe aucune donnée sur Haïti quant à ces indicateurs pour faire de l'étalonnage avec les pays de la région et d'autres⁹. Par ailleurs, il y a lieu de déplorer une absence quasi-totale d'études d'impact des politiques et programmes publics sectoriels. C'est le cas, par exemple, de la politique des parcs industriels qui est pourtant la pièce maîtresse de la politique d'investissement du pays.

1.3 OBJECTIF ET RAISON D'ÊTRE DE L'OUTIL

Chaine de résultats attendus : Revue des 'faits' et 'diagnostics' ⇒ concertation fonctionnelle et fructueuse = coordination améliorée

⁴ Source : « Formulation et mise en œuvre de la politique commerciale d'Haïti : un plan d'action la contribution de la CNUCED », Francesco Abbate, consultant international, et Jean Daniel Élie, consultant national, CNUCED, septembre 2018.

⁵ Source : « Rapport d'inventaire des instruments juridiques nationaux et internationaux liés au commerce et à l'investissement dont l'investissement direct étranger (IDE) »; MM. Dugas et Charlemagne (chefs d'équipe); MCI-CIR; 21 janvier 2019

⁶ Source : « Rapport de Synthèse - Version finale »; Mr. Diego RUIZ, Cardno et AETS Novembre 2018, révisé 6-12-2018, DUE Haïti.

⁷ Source : Étude exhaustive et stratégique du secteur agricole/rural haïtien et des investissements publics requis pour son développement » ; sous la direction de Geert van Vliet, Gaël Pressoir, Jacques Marzin et Thierry Giordano ; Version finale - 29 juin 2016 ; CIRAD ; Convention CO0075-15 BID/IDB

⁸ Cette note intitulée « *Le Programme SYFAAH, une Innovation, une Expérience à répliquer* » a été préparée spécifiquement pour la Revue par monsieur Hugues Charles, un collaborateur de longue date dans les interventions de la coopération canadienne à Haïti (août 2019).

⁹ Il convient à cet égard que les pouvoirs publics et les PTF établissent de concert un agenda de production des connaissances prioritaires, qu'ils y consacrent les ressources nécessaires pour allouer les efforts requis. Haïti doit être en mesure de produire davantage de données pour soutenir des prises de décisions éclairées par des analyses consistantes et non pas sur la base d'avis approximatifs qui ne sont pas étayés par l'analyse de données probantes.

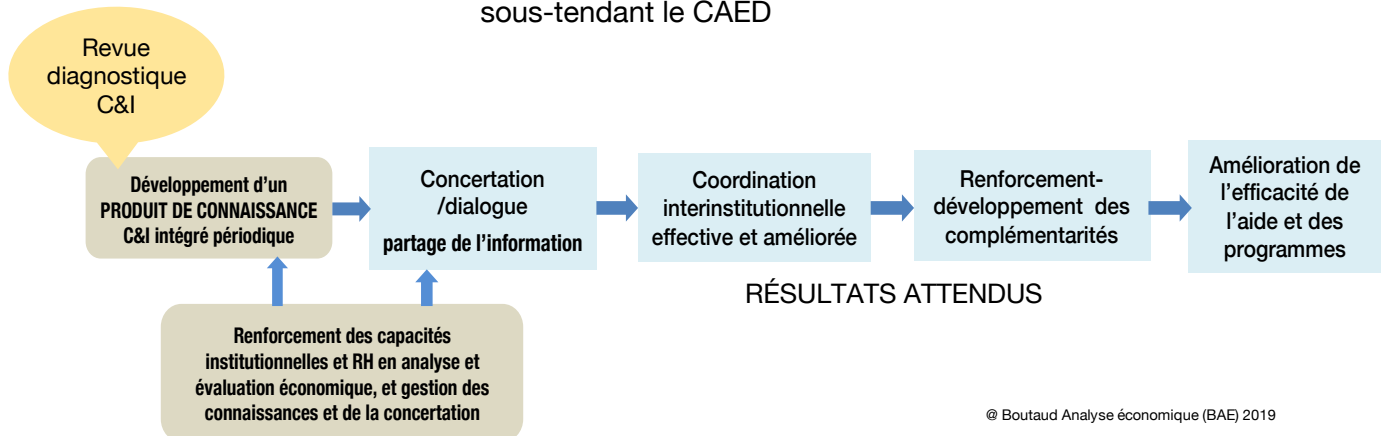
= complémentarités créées et renforcées ⇒ efficacité de l'aide améliorée ⇒ mobilisation accrue des ressources justifiée et réalisée

Le bien-fondé de l'outil « Revue diagnostique C&I » est de faciliter l'organisation, la conduite et le déroulement d'un dialogue fructueux en vue d'obtenir une meilleure complémentarité des actions et, par-là, une plus grande efficacité et mobilisation de l'aide pour le commerce via une coordination améliorée. Il s'agit ici d'assurer une coordination intersectorielle et spatiale (inter & intrarégionale) des efforts de mobilisation et de l'utilisation de l'APC.

La Revue a, entre autres objectifs, de permettre aux participants au dialogue de partager une même connaissance des faits actualisés, au possible, ainsi que les résultats de leur analyse diagnostique. Elle se veut ainsi un consensus entre institutions parties prenantes quant aux conclusions diagnostiques, lignes d'actions prioritaires et options de solutions considérées. Un tel processus de concertation s'offre comme un puissant moyen pour mieux identifier les défaillances, les manques, les défis et les solutions, en termes d'actions (mesures et projets d'investissement) et autres interventions envisagées sur les plans inter et intra sectoriel ou régional.

Le volet « Revue diagnostique C&I » du projet CIR-Haïti, axé sur le développement d'un produit de connaissance intégré et la conduite d'activités conjointes de renforcement des capacités des ressources humaines (RH), via des sessions de formation spécifique, s'inscrit dans une logique de complémentarité avec un outil de gouvernance bien établi du cadre institutionnel, en l'occurrence le [Cadre de Coordination de l'Aide externe au Développement d'Haïti \(CAED\)](#), et son cadre logique sous-jacent, tel qu'illustré par le graphique suivant :

Théorie de programme : l'articulation de la Revue diagnostique C&I à la chaîne logique sous-tendant le CAED



L'idée maitresse qui sous-tend cette chaîne logique est la suivante :

« Les produits de connaissance sont peu de choses s'ils restent éparpillés, non intégrés et non partagés sur une plateforme de concertation représentative et reconnue; inversement, les plateformes

de concertation sont inefficaces sans appui sur des produits de connaissance permettant de construire des consensus sur des diagnostics et d'établir des priorités »¹⁰.

1.4 CONTENU : DE QUOI ON PARLE DANS LA REVUE ET QUI EST CONCERNÉ ?

La couverture et l'intérêt de la Revue diagnostique C&I Haïti ne sont aucunement circonscrits aux données, aux analyses, aux institutions et aux opérateurs qui œuvrent exclusivement ou principalement dans des activités liées au domaine du commerce. Selon une simple logique économique, elle s'étend à tous les domaines et les secteurs pour lesquels le cadre d'affaires et les performances en matière de commercialisation et de circulation des biens et services sont des déterminants essentiels de la compétitivité, de la croissance et de l'emploi.

La Revue a la vocation de couvrir les secteurs suivants que l'OCDE a définis comme pertinents pour la mesure de l'Aide pour le commerce (APC / A4T) :

Secteurs OCDE relevant de l'Aide pour le Commerce

CATÉGORIES OCDE A4T	CODES SNPC ¹¹	SECTEURS OCDE A4T
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTAIRE ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE	331	POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTAIRE ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE	210	TRANSPORT ET STOCKAGE
	220	COMMUNICATIONS
	230	GÉNÉRATION ET OFFRE D'ÉNERGIE
DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DE PRODUCTION	240XX	SERVICES BANCAIRES ET FINANCIERS
	25010	SERVICES ET INSTITUTIONS DE SOUTIEN AUX AFFAIRES
	25020	PRIVATISATION
	311XX	AGRICULTURE
	312XX	SYLVICULTURE
	313XX	PÊCHE
	321XX	INDUSTRIE
322XX	RESSOURCES MINÉRALES ET MINES	

¹⁰ Source : « Défi conjoint du S&É et de la coordination économique intersectorielle dans les états fragiles », Daniel Boutaud ; [Bulletin de la Société québécoise d'Évaluation de programme \(SQÉP\), Volume 31 no1, septembre 2019, p.3.](#)

¹¹ SNPC : Système de notification des pays créanciers de l'OCDE

Eu égard à sa nature plurisectorielle, la Revue est susceptible d'intéresser un très large éventail de représentants de parties prenantes dont des analystes, des gestionnaires et des décideurs d'institutions ayant des responsabilités au triple niveau national, régional et local, incluant ceux appelés à participer à la TST commerce et investissement.

La Revue 2019 se concentre principalement sur la présentation des faits et des analyses diagnostiques au niveau :

- 1) **des échanges extérieurs (exportations et importations de biens et services) et de l'investissement dont l'IDE.** Ce sont des aspects de la réalité et de la performance de l'économie nationale que l'on vise à améliorer par la mise en œuvre de la politique commerciale et de la promotion des investissements. Les performances dans ce domaine sont importantes parce que la croissance des exportations et de l'IDE, ainsi que l'amélioration de la balance commerciale contribuent à la croissance du produit intérieur brut (PIB) et de l'emploi, à l'assainissement des finances publiques et à la réduction de la pauvreté ;
- 2) **de l'environnement d'affaires** pertinent au commerce et à l'investissement, en termes de « facilitation des affaires », de « performance logistique » et de « facilitation du commerce »;
- 3) **des investissements publics et de l'aide pour le commerce**, en tant que déterminants de l'amélioration des capacités en matière de politique commerciale et de l'investissement, d'infrastructures et de services de réseaux, d'innovation, de production et de commercialisation dans les secteurs productifs prioritaires : agriculture et agroindustrie, pêche, tourisme, industries créatives et services (TIC).

**CRITÈRES DE CONCEPTION – QUALITÉS ATTENDUES DU PRODUIT
« REVUE DIAGNOSTIQUE »**

Bon modèle - pertinence du contenu

1. *sujets couverts correspondant aux documents de connaissance les plus pertinents en la matière (revue biennale A4T OCDE-OMC; examen des politiques commerciales par l'OMC et Rapport-pays; boîtes à outils (toolkits) pour diagnostic de performance commerciale – environnement d'affaires BM-OCDE)*

Répliquabilité-reproductibilité-maitrisabilité-économie

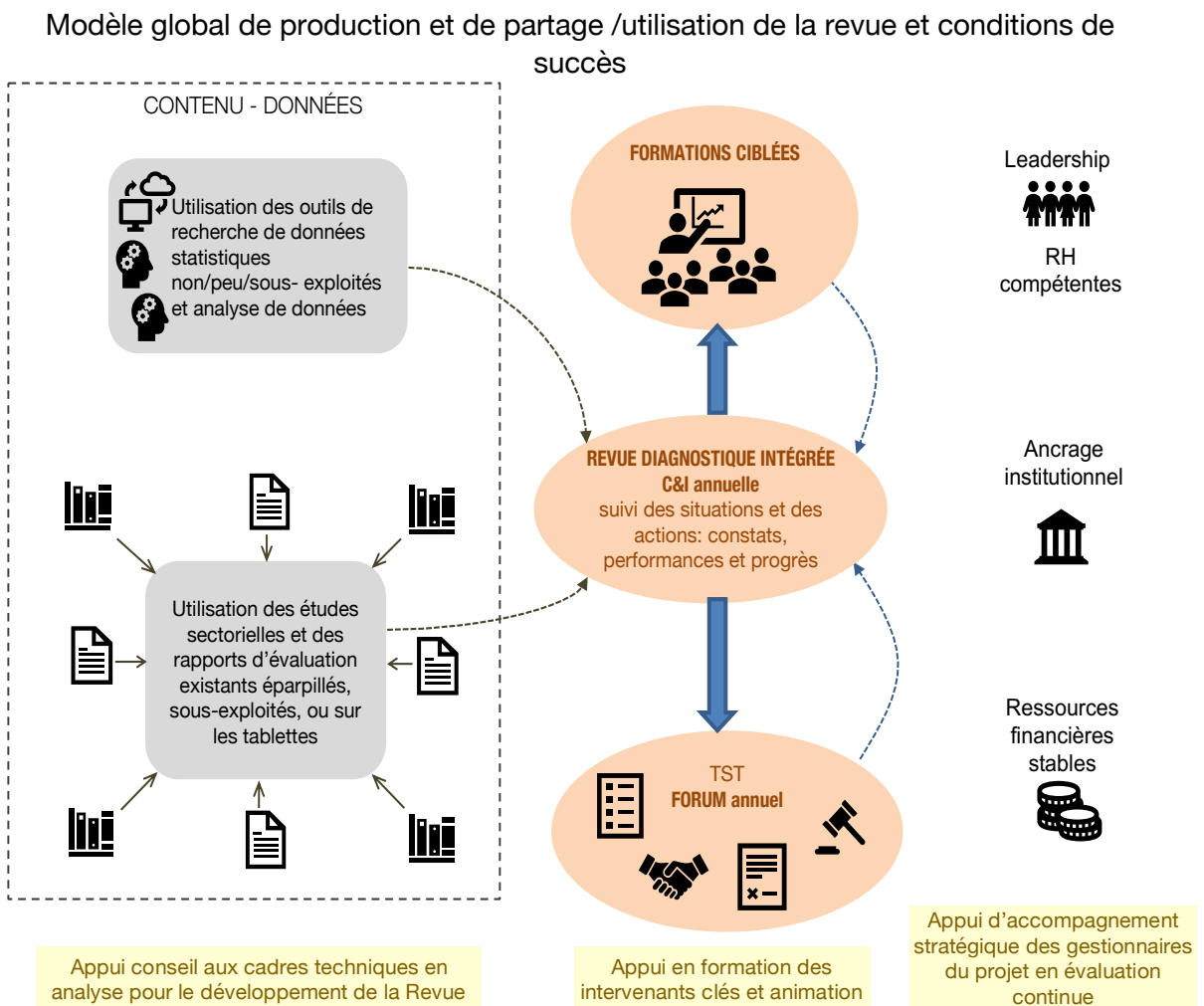
1. *sources de données fiables -régulières – bien identifiées*
2. *degré de technicité (difficulté-complexité) adapté aux compétences disponibles existantes et RH en formation*
3. *conformité avec des missions institutionnelles existantes et avec des pouvoirs d'assignation de tâches*
4. *économie des moyens : maximisation de l'utilisation de sources riches et fiables existantes*

Formats appropriés pour le support au dialogue

1. séquence logique revue vs programme de l'événement
2. faits/constats-références de connaissances reconnues-interprétation diagnostique
3. visualisation des données modèles de tableaux et graphiques clairs / facilement compréhensibles

1.5 MODÈLE DE LA REVUE

Le graphique ci-après représente le modèle global de la revue et des conditions de succès.



1.6 PROCESSUS DE PRODUCTION : VERSIONS PROTOTYPE, INTERMÉDIAIRE ET FINALE

La Revue est produite sous la supervision de la Cellule CIR du MCI qui bénéficie de l'appui technique du Consultant international Daniel Boutaud (Boutaud Analyse Économique /BAE). Son développement s'est effectué en quatre étapes : conception et planification, préparation tour à tour du prototype, de la version intermédiaire et de la version finale assortie d'un document de gouvernance pour sa durabilité. La publication de la version finale de la 1^{ère} édition annuelle de la revue (édition 2019) marque la livraison du principal produit attendu de la 4^{ème} étape. Cette livraison a été assortie de celle d'autres produits non moins importants pour la mise en œuvre, notamment: (i) le développement d'un programme spécifique, (ii) la conduite d'activités de formation en septembre 2018 et en avril 2019, (iii) la tenue du 1^{er} forum de présentation et d'échanges autour du document et (iv) le Questionnaire complété pour Haïti sur l'Aide pour le commerce 2019 destiné à l'OCDE-OMC, tel que requis pour satisfaire un engagement national (juillet 2019).

Pour rappel, la version « prototype », partagée fin mars 2019, était en fait une première mouture, un *draft*. Comme telle, elle se voulait un produit de démonstration pour permettre à tout un chacun de se faire une juste idée du produit et de mieux comprendre l'intérêt de s'associer à son développement. La publication du Prototype, puis des versions intermédiaire et finale a été possible grâce à de multiples consultations et d'échanges tenus depuis avril 2018 avec des institutions clés œuvrant dans les domaines et secteurs liés à *l'aide pour le commerce* ainsi qu'à sa promotion et à son intégration dans les politiques et stratégies sectorielles de développement économique et social.

Tel qu'illustré dans le graphique présenté plus tôt sur le modèle de la revue, des ateliers de formation ont été organisés, en septembre 2018 et en avril 2019, dans le cadre d'un programme de renforcement de capacités. Au total, plus de 80 cadres d'une douzaine d'institutions et agences, représentant plus d'une vingtaine de services, ont suivi le programme de formation qui a été développé spécifiquement dans le cadre du projet de la revue diagnostique C&I. Ces cadres ont aussi participé au 1^{er} forum C&I autour de la revue. Ils sont appelés à participer, à un titre ou à un autre, au processus de concertation sur le commerce et l'investissement dont l'IDE. Les trois premiers ateliers qui ont eu lieu en septembre 2018, avec la participation d'une cinquantaine de cadres, ont porté sur des thématiques aussi spécifiquement pertinentes à la coordination intersectorielle efficace de l'aide pour le commerce que:

- Mesure de l'aide pour le Commerce;
- Outils d'analyse et de visualisation diagnostique;
- Gestion de la concertation.

Pour sa part, la deuxième ronde de formation a consisté dans l'organisation d'un atelier intensif qui a eu lieu le 12 avril 2019, avec près d'une trentaine de participants. Outre les trois thématiques précédentes, elle a intégré une quatrième thématique, ainsi libellée :

- Technique d'évaluation et de priorisation multicritère d'aide à la décision (appliquée aux projets et secteurs d'intervention).

Finalement, suite à la diffusion de cette version finale de la 1^{ère} édition de la Revue, une troisième ronde de formation sera consacrée à la présentation du Guide pratique de

gouvernance, de production et de diffusion, incorporant les lignes directrices pour la réalisation des étapes qui restent à franchir dans le cadre de l'institution de la Revue.

DES COLLABORATIONS PRÉCIEUSES QUI ONT ÉTÉ FRUCTUEUSES

Comme susmentionné, deux sources/institutions nationales ont été essentielles pour l'accès aux données recherchées : le Cadre de coopération de l'aide externe au développement (CAED) du MPCE et le Centre de facilitation des investissements (CFI). Le MCI a pu compter sur la collaboration pleine et entière de la Direction de la coopération externe (DCE) et du CAED du MPCE pour accéder aux données du Module de gestion de l'Aide externe (MGAE). Parallèlement, Il s'est tourné vers le CFI pour avoir la possibilité d'utiliser la plateforme HAITI OPEN DATA, gérée par cette dernière. La Revue offre une claire illustration de la très grande richesse de cette plateforme qui reste, pour le moins, sous-exploitée.

Par ailleurs, le MCI a pu bénéficier de l'apport précieux de diverses autres parties prenantes. Dans cet ordre d'idées, il a eu droit à la collaboration d'institutions aussi importantes que la Banque de la République d'Haïti (BRH) et le Bureau de coordination et de suivi des accords de la CARICOM, de l'OMC et de la ZLEA (BACOZ), relevant de la Primature, ainsi qu'à celle de directions techniques internes et/ou déconcentrées du MCI - *Direction du commerce intérieur (DCI)*, *Direction du contrôle et de la réglementation industrielle (DCRI)*, *Direction des zones franches (DZF)* qui, sur la base d'un canevas préparé à leur intention, ont contribué à documenter différents aspects de la Revue. L'Unité des statistiques et études économiques (USEE), convient-il de le souligner, est depuis août 2018 également impliquée dans le processus d'institution de la revue.

Le défi de l'élaboration de politiques publiques sur les questions commerciales¹²

« La conception de politiques publiques sur les questions commerciales est une tâche ardue pour tous les pays, en particulier pour les pays en développement. Ce qui peut sembler, à première vue, un exercice externe implique des compromis entre les agences nationales. Ces compromis peuvent impliquer un équilibre délicat, par exemple entre des industries d'exportation efficaces et celles qui luttent pour devenir compétitives. C'est également le cas lors de l'élaboration de positions de négociation qui concilient des préoccupations d'ordre général avec celles liées à la création d'emplois.

L'élaboration des politiques est devenue difficile en raison de l'extension et de la prolifération des sujets traités dans les négociations commerciales. Dans le contexte actuel, les responsables de la conception et de la mise en œuvre des politiques commerciales sont confrontés à des problèmes plus complexes et plus difficiles à aborder que ceux de leurs prédécesseurs, tant du point de vue technique que politique ».

“Framework of Trade Policy - Dominican Republic”, United Nations
Conference on Trade and Development, 2017, p.2 **UNCTAD**

¹² Libre traduction de l'anglais par l'auteur.

2 RÉSULTATS DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Cette section propose un résumé de la situation du commerce extérieur, situation dont l'amélioration constitue la cible N° 1 de la politique commerciale, comme l'accroissement de l'IDE en est une pour la politique de promotion de l'investissement.

Le commerce intérieur est moins documenté que le commerce extérieur mais l'amélioration de ses performances est un enjeu majeur pour le développement économique d'Haïti

Il faut, dès le départ, souligner que la situation du commerce intérieur ne fera pas l'objet d'une section particulière de la Revue qui pourra, de manière consistante, l'intégrer dans de futures éditions. L'éclipse relative du commerce intérieur dans les premières éditions de la Revue tient à ce qu'il est moins documenté et moins exhaustivement et systématiquement suivi et étudié que le commerce extérieur sur le plan statistique. Il est, néanmoins, pris en compte dans diverses parties de la version prototype, en ce qui concerne notamment le cadre légal et réglementaire en matière de commerce, de l'aide externe dans le secteur du transport, de l'évolution des prix de marché des produits alimentaires locaux et importés, de l'identité professionnelle des entreprises commerciales (personnes physiques et morales), etc.

L'amélioration conjuguée du cadre légal et réglementaire, des capacités des réseaux d'infrastructure de mobilité, de l'efficacité des services publics et privés et de l'aide externe en ce domaine sont des facteurs clés pour le renforcement de la compétitivité des activités à travers le pays. Ils ont, en effet, le potentiel pour contribuer au développement des opportunités d'affaires et susciter des investissements, tout en favorisant la rétention des populations dans les régions. In fine, ils favorisent la croissance des chaînes de valeur dont le potentiel est non-exploité ou sous-exploité à des fins, sinon d'exportation, du moins de substitution des importations des produits alimentaires en priorité

2.1 QUELQUES NOTIONS UTILES DE MACROÉCONOMIE

Les encadrés présentés dans cette section proposent quelques notions de macroéconomie pour faciliter, au besoin, la compréhension et l'interprétation des données générales de commerce extérieur.

Les exportations...

- Les exportations (X) de biens et de services sont un moteur de croissance économique pour un pays
- La croissance des exportations contribue à l'augmentation du produit intérieur brut du pays (PIB) et à la création d'emplois productifs



- La croissance des exportations contribue à soutenir et à créer des emplois directs dans les entreprises exportatrices et indirects chez leurs fournisseurs de biens et services qui ont des établissements dans le pays
- La croissance des exportations contribue à l'augmentation des revenus des petits producteurs et des familles les plus pauvres *qui, à travers* des projets d'aide bien ciblés, sont associés à l'organisation plus efficace des chaînes de valeur dans l'agro-alimentaire, les services, l'artisanat, le tourisme et le secteur manufacturier. *De la sorte*, ces petits producteurs peuvent bénéficier des gains de productivité, des réductions des coûts de transaction et d'une distribution plus égalitaire de la valeur ajoutée générée le long des chaînes de valeur
- Une amélioration de la compétitivité globale du pays ou, tout juste, celle d'un secteur ou même d'une chaîne de valeur, a des chances de se traduire par une croissance des exportations totales du pays.

Les importations...

Toute augmentation des importations (M) s'accompagne à court terme d'une augmentation des recettes douanières, tout en favorisant une baisse du PIB



Toutefois, une augmentation des importations qui s'accompagnerait d'un développement du commerce extérieur en permettant aux entreprises nationales de réaliser des gains de productivité, de produire à des rendements croissants et d'améliorer ainsi leur compétitivité à l'international et sur le marché local (accès à des intrants de meilleure qualité et à des technologies plus performantes) ferait partie intégrante du mécanisme de croissance économique

La balance commerciale...

Si la balance commerciale est excédentaire, le commerce extérieur apporte une contribution nette positive au PIB ; la situation inverse se produit dans le cas d'un déficit

$$X - M < 0 \text{ (déficit)} \Rightarrow \searrow \text{PIB} \quad X - M > 0 \text{ (excédent)} \Rightarrow \nearrow \text{PIB}$$

- Que la balance commerciale soit excédentaire ou déficitaire, une amélioration de son solde (réduction de déficit ou accroissement d'excédent) apporte une contribution positive au PIB

$$\nearrow (X - M) \Rightarrow \nearrow \text{PIB} \quad \searrow (X - M) \Rightarrow \searrow \text{PIB}$$

- Pour contrebalancer un déficit de la balance commerciale, il faut dégager sur la balance des capitaux un excédent de même grandeur
- Une dégradation de la balance commerciale exerce une pression à la baisse sur le taux de change de la monnaie nationale par rapport aux

devises concernées par les échanges et à la hausse en cas d'amélioration de la balance commerciale.

$$\nearrow (X - M) \Rightarrow \nearrow \text{HTG vs. \$US} \quad \searrow (X - M) \Rightarrow \searrow \text{HTG vs. \$US}$$

- La dégradation du taux de change d'une monnaie vis-à-vis des devises clés améliore, à coup sûr, la compétitivité d'un pays, quant aux prix des produits offerts sur les marchés d'exportation. Mais celui-ci n'a de chance d'en tirer profit qu'à court terme moyennant qu'il dispose d'excès de capacités dans des secteurs d'activités où il a des avantages compétitifs pouvant être rapidement exploités. Car, à moyen et à long terme, l'économie tend à se rééquilibrer à une autre dimension. Cela a été clairement démontré pour Haïti qui, privée d'excès de capacités et d'avantages compétitifs immédiatement exploitables dans des créneaux d'exportation de son économie, n'a pas été en mesure de prendre avantage de la décote soutenue de la Gourde.
- Les remises de nationaux résidant à l'étranger, l'aide pour le développement (APD), ainsi que l'investissement direct étranger (IDE) (net) contribuent positivement à la balance des paiements (BdP) en aidant; notamment à combler d'éventuel déficit de la balance commerciale. Il se crée ainsi des synergies susceptibles de favoriser une appréciation du taux de change de la monnaie nationale.

2.2 ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS TOTALES D'HAÏTI

2.2.1 Données clés des exportations de biens et services du pays

Valeur 2017. Selon les données de la BRH, les exportations totales d'Haïti en valeur courante se sont chiffrées à 1 619,4 millions USD en 2017 dont 62,4% en biens (1 010,9M \$US) et 37,6% en services (608,5M \$US)¹³.

Croissance 2010-2017. Depuis 2010, année marquée le 12 janvier par un séisme dévastateur, les exportations haïtiennes ont connu une progression assez régulière culminant à 64% en 2017, soit un taux de croissance annuel moyen de 7,29% entre 2010 et 2017.

L'essentiel de cette augmentation en valeur courante a été réalisée entre 2010 et 2015, la tendance ayant été plutôt à la baisse, de 2015 à 2017. Il y a eu une remontée en 2017 mais elle n'a été guère suffisante pour compenser la baisse de régime qui a été enregistrée en 2016. Ce recul de -8% au niveau des exportations totales haïtiennes entre 2015 à 2017 est le résultat d'un double fléchissement dans l'apport respectif des services (-17%) et celui des biens (-1,6%) sur la période, en nette régression par rapport à leur performance des années précédentes (Graphique 1).

¹³ Source : BRH - balance des paiements (BdP); extraction de données BRH mensuelles, compilation par *année civile* et visualisation par l'auteur. À noter que les données annuelles disponibles sur le site de la BRH, et telles que reprises sur la plate-forme [Open.Data I Haïti](#), sont compilées par *année budgétaire*. Le choix a été fait ici de compiler les données pour la Revue, sur la base *d'année civile*, de manière à pouvoir s'aligner sur les données disponibles d'autres indicateurs macro/agrégats présentés.

Graphique 1. Exportations totales de biens et services – Haïti 2010-2017
(valeur courante, millions \$US) ¹⁴.



'Biens' vs. 'Services'. Plus spécifiquement, les exportations de biens se sont accrues de 74% sur la période 2010-2017, représentant un rythme moyen de croissance annuelle de 8,24% alors que les exportations de services ont cru à un taux moyen sensiblement inférieur à 5,85%, soit une augmentation totale de 49% sur la période de 8 ans. Toutefois, sur la plus grande partie de cette période, soit de 2010 à 2015, les exportations de services avaient, pour leur part, connu une croissance comparable à celle des exportations de biens suivant des taux annuels moyens respectivement de 12,07% et de 12,39%.

L'abaissement de 12,07% à 5,85% dans la performance moyenne des exportations haïtiennes pour la période 2010-2017 (Tableau 1) est le résultat du fléchissement marqué (17%) de celles des services entre 2015 et 2017 noté plus haut. Aussi, convient-il de souligner que l'accroissement des exportations de services de 2010 à 2015 (+324,13 millions SUS \approx +79,3%) est, en grande partie, (6/10 dû à leur énorme saut (195,04 millions US\$) entre 2010 et 2011, soit +47,7%.

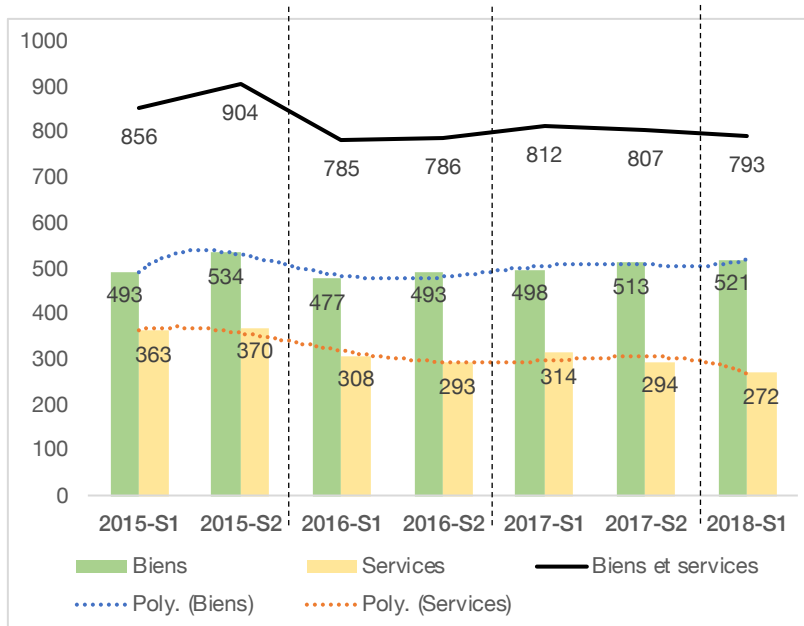
¹⁴ Source : idem note 5. BRH et compilation par l'auteur. À noter qu'il existe certains écarts entre les données annualisées d'exportations basées sur la BdP selon la BRH et les sources CNUCED-BM-FMI. Toutefois, ces écarts restent limités et les profils d'évolution sont grosso modo similaires. La BM fournit aussi une autre mesure des exportations courantes de B&S basée sur la valeur de tous les biens et autres services offerts au reste du monde (voir Annexe A, Graphique et Tableau A.1). Les données des dernières années sont d'ailleurs des estimations provisoires, non définitives.

Tableau1. Exportations totales de biens et services : taux de croissance annuel moyen Haïti 2010-2017 (valeur courante, millions USD) ¹⁵

	2010-2015	2015-2017	2010-2017
B&S	12,20%	-4,08%	7,29%
Biens	12,07%	-0,79%	8,24%
Services	12,39%	-8,88%	5,85%

Résultats préliminaires 2018. Les résultats pour le 1^{er} semestre 2018 laissent entrevoir pour cette année-là une légère augmentation des exportations de biens ainsi qu'une poursuite du fléchissement des exportations de services qui devrait contribuer à la stagnation des exportations totales (Graphique 2).

Graphique 2. Exportations semestrielles de biens et services – Haïti S1-2015 à S1-2018 (millions USD)¹⁶



Constat : Les exportations totales d'Haïti ont connu une croissance notable de 2010 à 2015, tant pour les biens que pour les services, laquelle a été suivie, de 2015 à 2017, d'un recul essentiellement attribuable aux services.

2.2.2 Évolution des exportations d'Haïti comparée à celles de pays voisins

A-t-il été observé un tel recul ou une simple stagnation dans les autres pays de la région ou plutôt ce recul est-il spécifique à Haïti ? Le tassement des exportations ne paraît pas attribuable à des perturbations climatiques ou sociales, même si l'économie nationale a pâti de l'ouragan Matthew ayant ravagé toute la péninsule du sud-ouest en septembre 2016 et a occasionnellement fait les frais des troubles sociaux qui ont sévi dans le pays depuis juillet 2018. Il n'est non plus affectée ni par les craintes que suscite la montée des

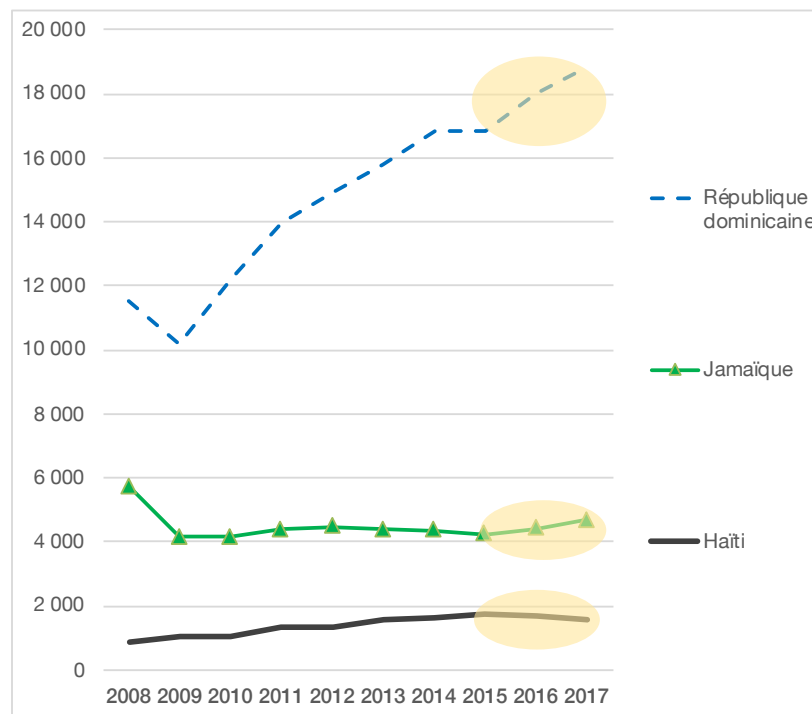
¹⁵ Source : BRH, compilation par l'auteur.

¹⁶ Source : BRH, compilation par l'auteur.

tensions politiques internationales ni par la politique relativement plus protectionniste de la nouvelle administration américaine depuis janvier 2017.

A l'encontre d'Haïti, la République dominicaine et la Jamaïque ont vu, de 2015 à 2017, un accroissement de leurs exportations (Graphique 3). Il reste à déterminer si cette baisse des exportations haïtiennes est attribuable à des produits-marchés particuliers.

Graphique 3. Évolution comparée des exportations de biens et services Haïti-République dominicaine-Jamaïque ; 2008 à 2017 (millions USD)¹⁷



Diagnostic : La cause du recul des exportations totales d'Haïti de 2015 à 2017 paraît davantage relever de facteurs spécifiques plutôt que contextuels plus généraux ayant affecté les pays de la région.

CONTRIBUTION DES EXPORTATIONS D'HAÏTI AU PIB

Indicateur [X/PIB %]. Le ratio des exportations au Produit intérieur brut [X/PIB %] tend à indiquer dans quelle mesure les exportations contribuent à la production de la richesse du pays. Pour Haïti, ce ratio a montré une tendance à la hausse pour toute la période allant de 2010 à 2016. Toutefois, il a nettement reculé en 2017 en montrant un léger décalage par rapport aux exportations totales qui ont fléchi à partir de 2015.

Cet indicateur entre en ligne de compte et peut s'avérer très significatif quand il s'agit de comparer des pays entre eux comme, par exemple, pour faire la part entre la situation d'Haïti qui accuse un ratio X/PIB de 18,4% et ses voisins immédiats dont la République dominicaine et la Jamaïque qui exhibent, respectivement 24,8% et 31,5% en 2017 (Graphique 4).

¹⁷ Source : Banque mondiale, indicateurs de développement dans le monde; mise à jour 14-11-2018; compilation de l'auteur.

Il convient toutefois de faire remarquer que l'augmentation de la contribution des exportations au PIB en Haïti a été accompagnée au cours des dix dernières années d'une réduction significative de l'écart accusé par le pays avec ces deux voisins (Tableau 2).

Graphique 4. Évolution comparée de la contribution des exportations de biens et services au PIB (X/PIB %) ; Haïti-Jamaïque-République dominicaine ; 2010 à 2017¹⁸

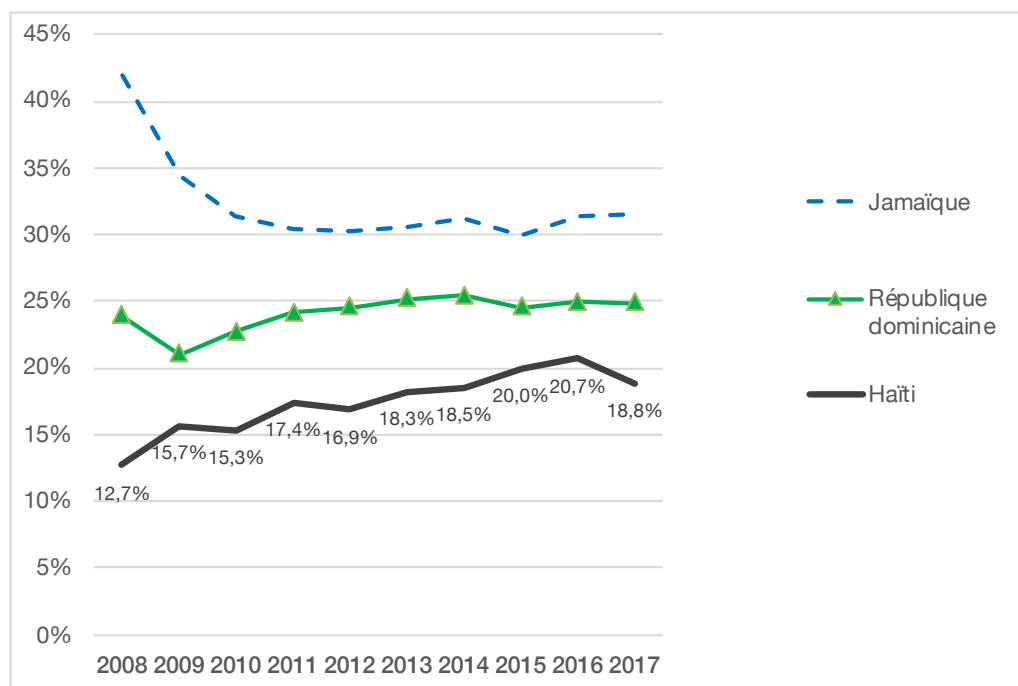


Tableau 2. Évolution du ratio des exportations de biens et services rapportées au PIB (X/PIB %) ; Haïti-Jamaïque-République dominicaine ; 2008 à 2017¹⁹

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Jamaïque	41,9%	34,5%	31,3%	30,4%	30,2%	30,6%	31,3%	29,9%	31,4%	31,5%
République dominicaine	23,9%	21,0%	22,7%	24,2%	24,6%	25,2%	25,4%	24,5%	24,9%	24,8%
Haïti	12,7%	15,7%	15,3%	17,4%	16,9%	18,3%	18,5%	20,0%	20,7%	18,8%
Écart Haïti /Jamaïque*	(29,2)	(18,8)	(16,0)	(12,9)	(13,3)	(12,3)	(12,7)	(9,9)	(10,6)	(12,7)
Écart Haïti /République dominicaine*	(11,2)	(5,3)	(7,3)	(6,7)	(7,7)	(6,9)	(6,9)	(4,5)	(4,2)	(6,0)

* en points de %

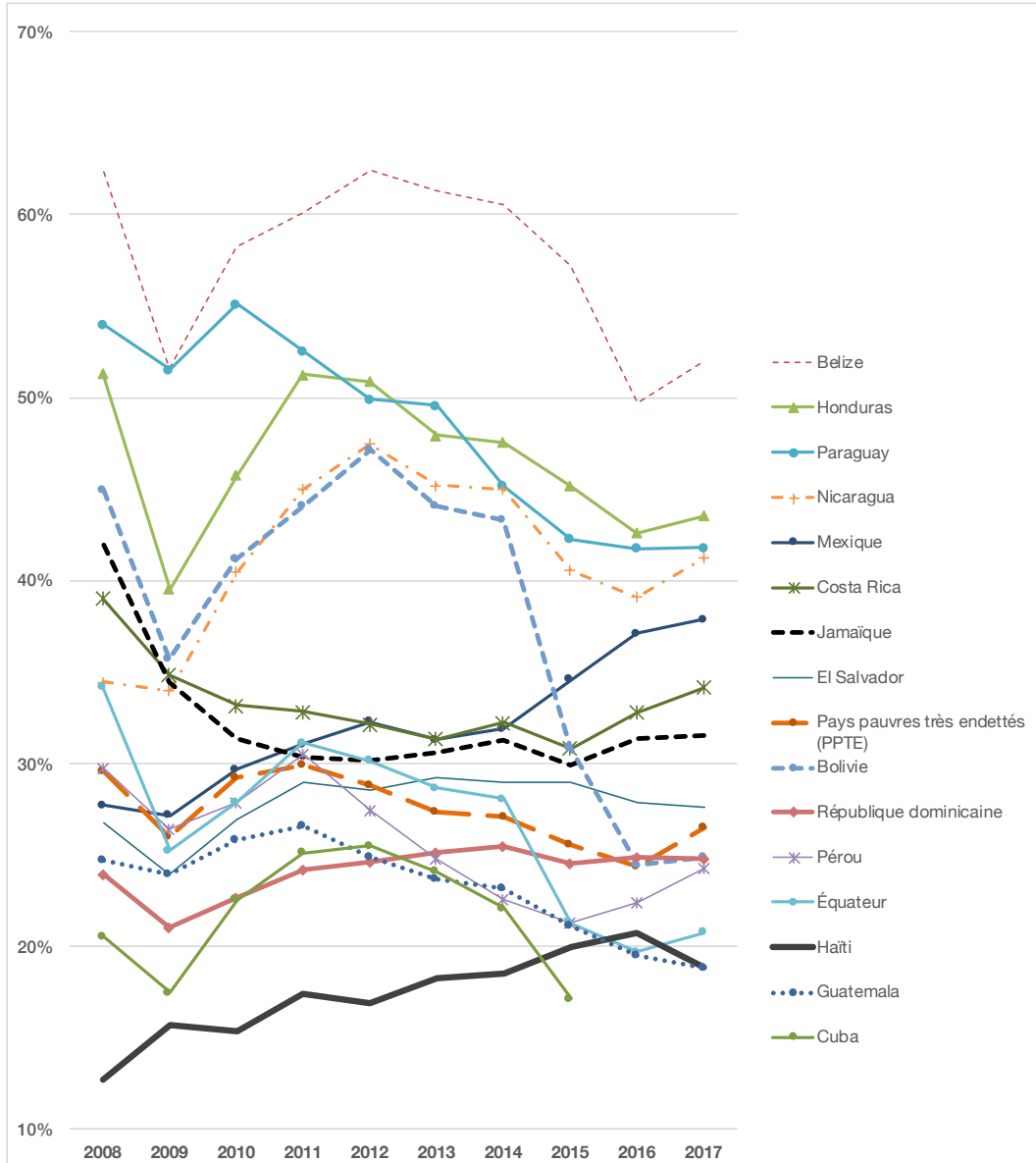
Le constat reste grosso modo le même en élargissant l'étalonnage à 15 pays de la région plus le groupe des « Pays pauvres très endettés » (Graphique 5) : Haïti se retrouve en queue de peloton en regard au ratio [X/PIB %] de 2017. Néanmoins, il compte parmi les 4 pays qui avaient un ratio plus élevé en 2017 comparée à 2008 et est celui qui avait connu l'augmentation la plus importante (Haïti +48% vs Mexique +37%, Nicaragua

¹⁸ Source : Banque mondiale, indicateurs de développement dans le monde; mise à jour 4-11-2018; compilation de l'auteur.

¹⁹ Source : Banque mondiale, indicateurs de développement dans le monde; mise à jour 14-11-2018; compilation de l'auteur.

+20%, République dominicaine +4% et El Salvador +3% ; pays pauvres très endettés - 10%)²⁰.

Graphique 5. Évolution comparée du ratio des exportations de B&S rapportées au PIB; Haïti, 14 autres pays et le groupe des PPTE - 2008 à 2017²¹



Diagnostic : Haïti a connu un fort accroissement de la contribution de ses exportations à son PIB, et se démarque à ce chapitre dans la région. Toutefois, cette performance a surtout permis à ce stade de faire du rattrapage : Haïti doit persévérer et accroître ses exportations et leur contribution au PIB.

²⁰ Idem note 11

²¹ Idem note 11

2.3 IMPORTATIONS, BALANCE COMMERCIALE ET COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

2.3.1 Les importations

Niveau et évolution des importations totales d'Haïti

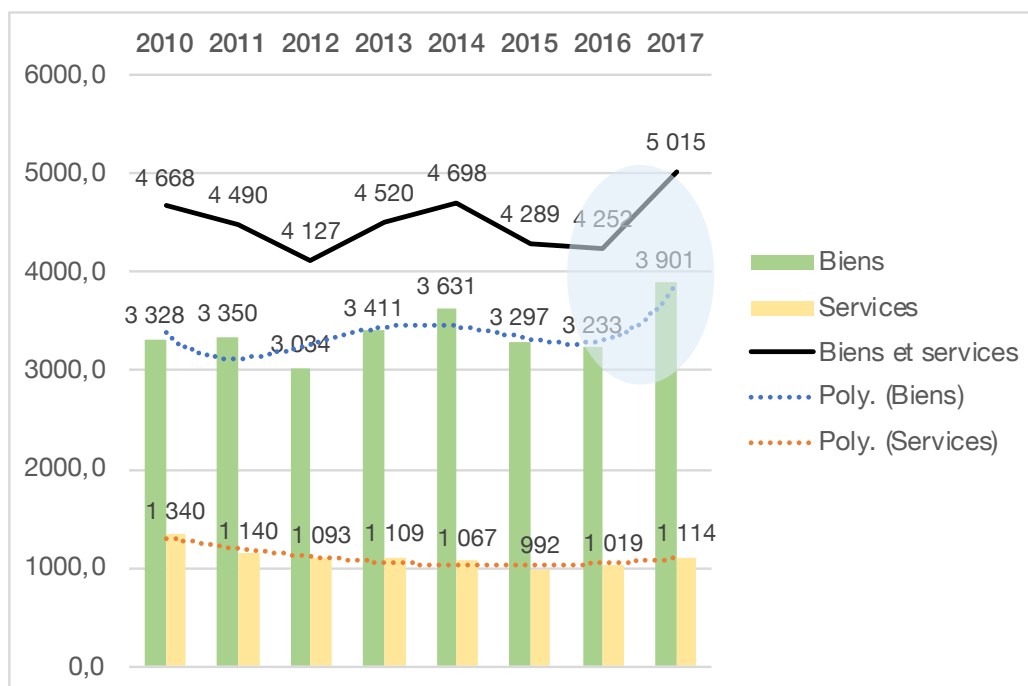
Niveau. En 2017, les importations totales de biens et services du pays sont montées à 5,015 milliards \$US, dont plus des $\frac{3}{4}$ (soit 77,8%) en importations de biens (3,901 milliards \$US) et le reste en importations de services (soit 22,2% pour 1,114 milliards \$US) (Tableau 3).

Tableau 3. Importations totales de biens et services – Haïti 2010-2017
(valeur courante, millions \$US)²²

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Biens	3328,1	3349,8	3034,3	3411,0	3631,0	3297,3	3233,3	3900,7
Services	1339,5	1140,3	1093,0	1109,0	1066,8	992,0	1019,0	1114,4
Biens et services	4667,7	4490,1	4127,2	4520,0	4697,8	4289,3	4252,3	5015,1

Évolution. Les importations totales sont restées relativement stables et bien contenues, sinon en légère baisse, de 2010 à 2016 (-2,85% entre ces deux années). Elles ont cependant fortement augmenté en 2017, soit de 17,9% sous l'impulsion des importations de biens (+20,6% en valeur). Les importations de services se sont, pour leur part, accrues de 9,4% en cette année 2017 (Graphique 6).

Graphique 6. Importations totales de biens et services – Haïti 2010-2017
(valeur courante, millions \$US)²³

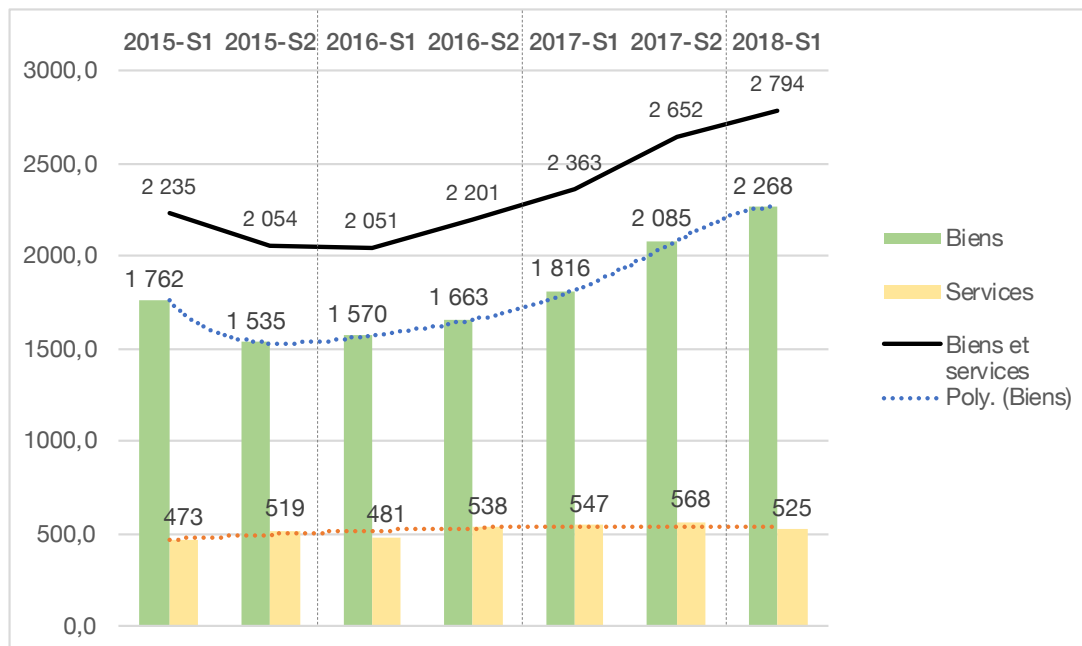


²² Source : ibid. note 5. BRH (BdP).

²³ Source : ibid. note 5. BRH (BdP).

Résultats préliminaires 2018. Les résultats pour le 1^{er} semestre 2018 laissent entrevoir pour l'année une augmentation significative des importations totales de biens et services, attribuable presque exclusivement à celles des biens. Il a été anticipé pour le 2^{ème} semestre de 2018 un certain ralentissement, voire un tassement dans la progression des importations de biens (Graphique 7).

Graphique 7. Importations semestrielles de biens et services – Haïti
S1-2015 à S1-2018 (millions USD)²⁴



2.3.2 La balance commerciale

2.3.2.1 Données clés sur la balance commerciale d'Haïti

Soldes 2017. Le solde de la balance commerciale correspond à la différence entre les exportations totales de B&S du pays et ses importations totales pour une année donnée. Un solde positif (excédentaire) signifie que le commerce extérieur contribue de façon *directe* à accroître la richesse nationale ; et l'inverse pour un solde négatif (déficit). Selon les données BRH, les importations totales du pays en 2017 ont surpassé ses exportations d'environ 3,4 milliards \$US. En fait à 5,02 milliards \$US, les importations étaient trois fois plus élevées que les exportations qui atteignaient 1,61 milliards \$US (x3,12). En d'autres termes, les exportations n'ont couvert qu'un tiers de la valeur des importations totales de B&S en 2017 : un déficit relativement important de la balance commerciale²⁵.

Ce déficit de la balance courante de 2017 peut être appréhendé plus spécifiquement sous l'angle des soldes cumulés de ses composantes respectives du commerce extérieur des biens et du commerce extérieur des services. Le solde déficitaire total de 3,396 millions \$US en 2017 mesure le résultat cumulé du solde déficitaire de la balance

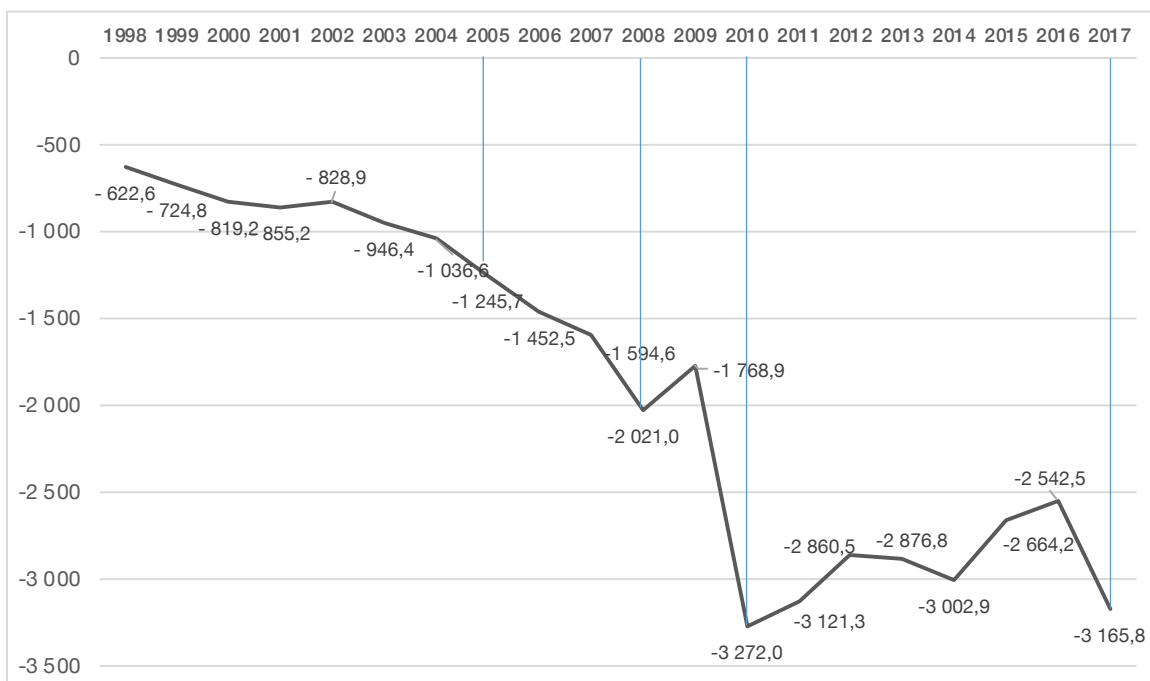
²⁴ Source : BRH (BdP) compilation par l'auteur.

²⁵ Ibid.

des biens qui s'est monté à -2 890 millions \$US, et de celui de la balance des services qui a été de -506 millions \$US cette année-là. Ainsi, le déficit de la balance totale des B&S provient en très grande partie (85,1%) du déficit de la balance des biens (marchandises). Cela est le cas non pas seulement parce que les importations de biens sont 3,5 fois plus élevées que celles des services, mais principalement parce que la balance des services est en proportion moins déficitaire que celle des biens. Le déficit de 506 millions \$US ne représente pas la moitié (45,4%) des importations totales de services (1 114 millions \$US), alors le déficit de 2 890 millions \$US de la balance des biens fait près des trois-quarts (74,1%) des importations totales de biens²⁶.

Évolution du solde de la balance commerciale. En regardant son évolution sur le long terme, soit sur la vingtaine d'année allant de 1998 à 2017 (données BM), on observe que la balance commerciale est structurellement déficitaire. Ce déficit a eu aussi tendance à s'accroître plus ou moins régulièrement de 1998 à 2008, puis à plonger en 2010 en raison du séisme survenu le 12 janvier 2010. Toutefois, le déficit a été, par la suite, contenu voire même réduit assez nettement de 2010 à 2016. Quant à la balance, elle s'est fortement détériorée en 2017 (Graphique 8 et Tableau 4).

Graphique 8. Évolution de la balance des biens et services – Haïti 1998-2017
(valeur courante, millions \$US)²⁷



²⁶ Il doit être ici noté que les services représentent historiquement une composante plus faible des exportations totales dans les pays en développement que dans les pays développés. Pour bon nombre de pays en développement, les stratégies visant à aller chercher le potentiel de croissance des exportations de services a joué un rôle important dans l'amélioration de leur balance commerciale et la diversification des exportations

²⁷ Source : Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde; mise à jour 14-11-2018; compilation de l'auteur.

Tableau 4. Niveau et variation annuelle % du déficit de la balance des biens et services Haïti- 1998-2017²⁸

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
USD courants (millions)	-622,6	-724,8	-819,2	-855,2	-828,9	-946,4	-1 036,6	-1 245,7	-1 452,5	-1 594,6
Croissance annuelle (%)		16,4%	13,0%	4,4%	-3,1%	14,2%	9,5%	20,2%	16,6%	9,8%
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
USD courants (millions)	-2 021,0	-1 768,9	-3 272,0	-3 121,3	-2 860,5	-2 876,8	-3 002,9	-2 664,2	-2 542,5	-3 165,8
Croissance annuelle (%)	26,7%	-12,5%	85,0%	-4,6%	-8,4%	0,6%	4,4%	-11,3%	-4,6%	24,5%

Évolution de la balance par composante (B&S). Examiné sous l'angle de ses composantes à partir des données de la BRH, l'évolution de la balance courante des dernières années montre qu'après la poussée de 2010, le déficit de balance des services a d'abord très fortement reculé en 2011 (-42,4%), ensuite plus faiblement jusqu'en 2015. Les deux années suivantes ont été marquées par une forte détérioration de la balance des services (61,6% en 2016 puis 20,8% en 2017), laquelle est restée, toutefois, bien en-deçà du niveau du déficit atteint en 2010 (-506 millions \$US en 2017 vs. -931 millions \$US en 2010). Pour sa part, la balance des biens a suivi un profil d'évolution bien différent de 2010 à 2017 (Tableau 5 et Graphique 9).

Tableau 5. Variation annuelle % du déficit de la balance des biens et de la balance des services ; Haïti- 2011-2017²⁹

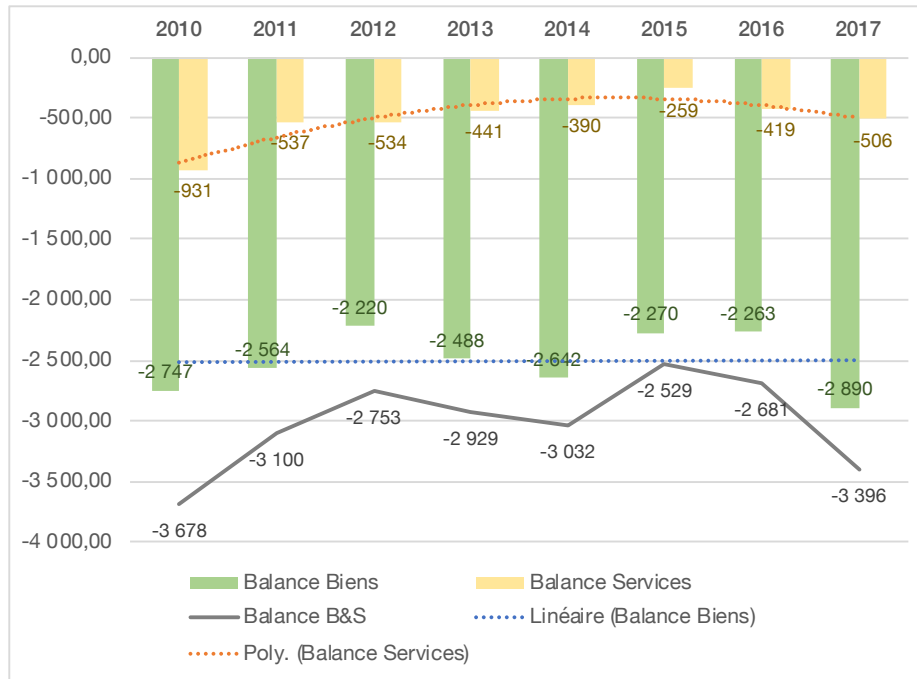
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Balance Biens	-6,7%	-13,4%	12,1%	6,2%	-14,1%	-0,3%	27,7%
Balance Services	-42,4%	-0,5%	-17,3%	-11,5%	-33,6%	61,6%	20,8%
Balance B&S	-15,7%	-11,2%	6,4%	3,5%	-16,6%	6,0%	26,6%

En effet, le déficit du commerce des biens a également eu tendance à reculer de 2010 à 2015 (de 2,75 milliards à 2,27 milliards \$US), mais moins fortement et selon un profil fluctuant marqué par une détérioration en 2013 et 2014, respectivement. Dans la foulée, le solde de la balance des biens a chuté en 2017 (-27,7%) en atteignant un déficit record (- 2,89 milliards \$US), légèrement plus élevé que le creux maximum atteint en 2010 (2,75 milliards \$US). Parallèlement, la balance globale des biens et services s'est révélée déficitaire de 3,40 milliards \$US en 2017 en se rapprochant du plus haut niveau atteint en 2010, soit 3,68 milliards \$US (Graphique 9).

²⁸ Source: ibid. BM

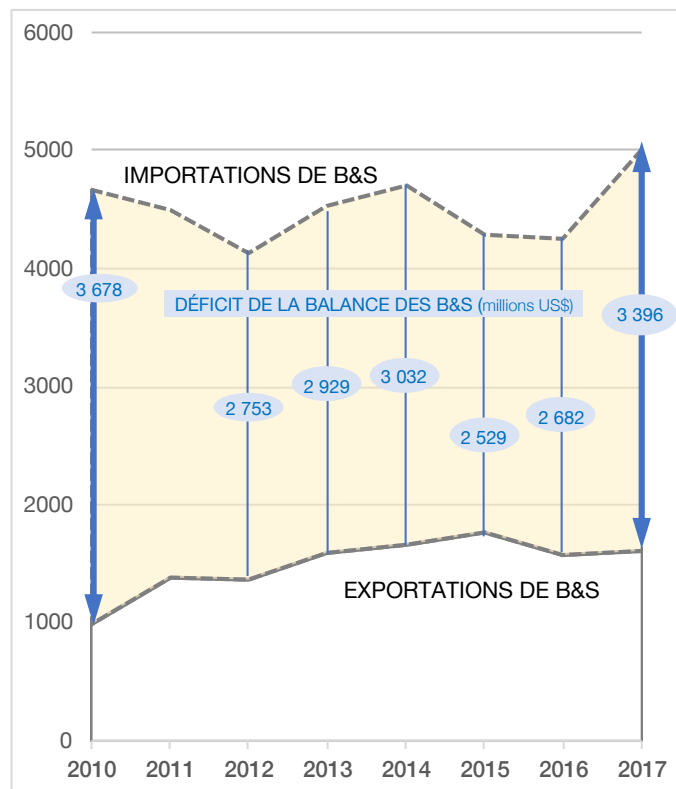
²⁹ Source: BRH, compilation de l'auteur

Graphique 9. Balances des biens, des services et des B&S, 2010-2017 (millions USD)³⁰



Le Graphique 10 propose une autre représentation de l'évolution du déficit de la Balance courante des B&S, cette fois-ci en tant que différence entre la valeur des exportations totales et celle des importations totales de biens et services.

Graphique 10. Évolution des exportations, des importations et de la balance courante des B&S 2010-2017³¹

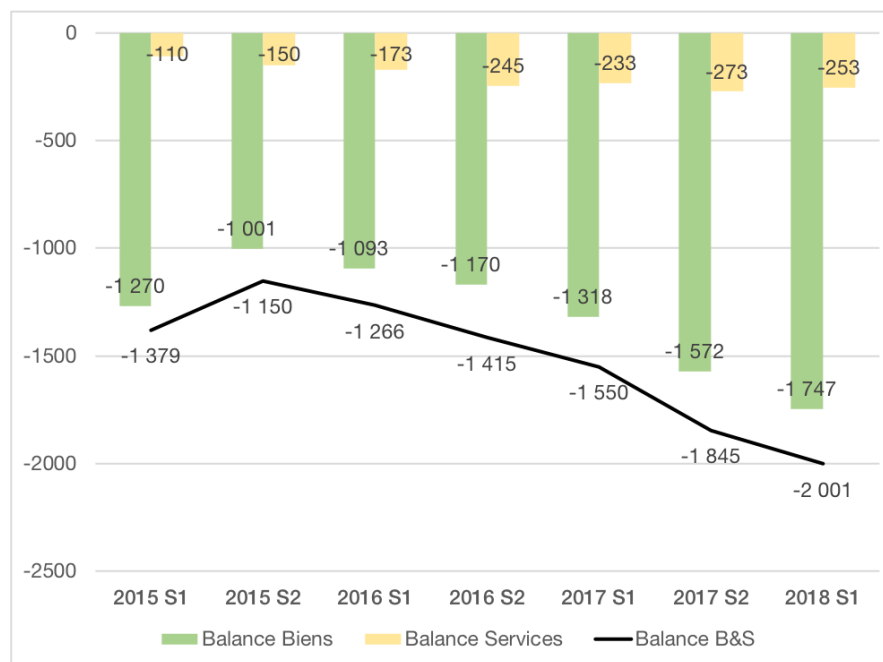


³⁰ Source : BRH données trimestrielles BdP; compilation par année civile et visualisation par l'auteur.

³¹ Source : Ibid.

Résultats préliminaires 2018. Les données relatives à la balance commerciale compilées, sur une base trimestrielle, par la BRH, à partir du 2^{ème} trimestre 2015, ont été mises à profit pour suivre l'évolution du solde de celle-ci par semestre à l'année civile. Il se dégage de l'observation des dernières données disponibles pour le 2^{ème} trimestre 2018 une tendance soutenue à l'aggravation du déficit de la balance commerciale.

Graphique 11. Balances des biens et des services ; données semestrielles 2015 (S1) - 2017 (S1) (millions USD)³²



Il ressort notamment des résultats de l'observation de ces données que le retournement de situation amorcé le 1^{er} semestre 2016 s'est poursuivi jusqu'au 1^{er} semestre 2018 en laissant déjà planer le spectre d'un nouveau recul de la balance commerciale en 2018. Selon ces données préliminaires de la BRH, l'aggravation du déficit de la balance commerciale d'Haïti au 1^{er} semestre 2018 est davantage liée au déficit du commerce des biens qu'à celui du commerce des services qui a entretemps très légèrement diminué (Graphique 11 ci-dessus).

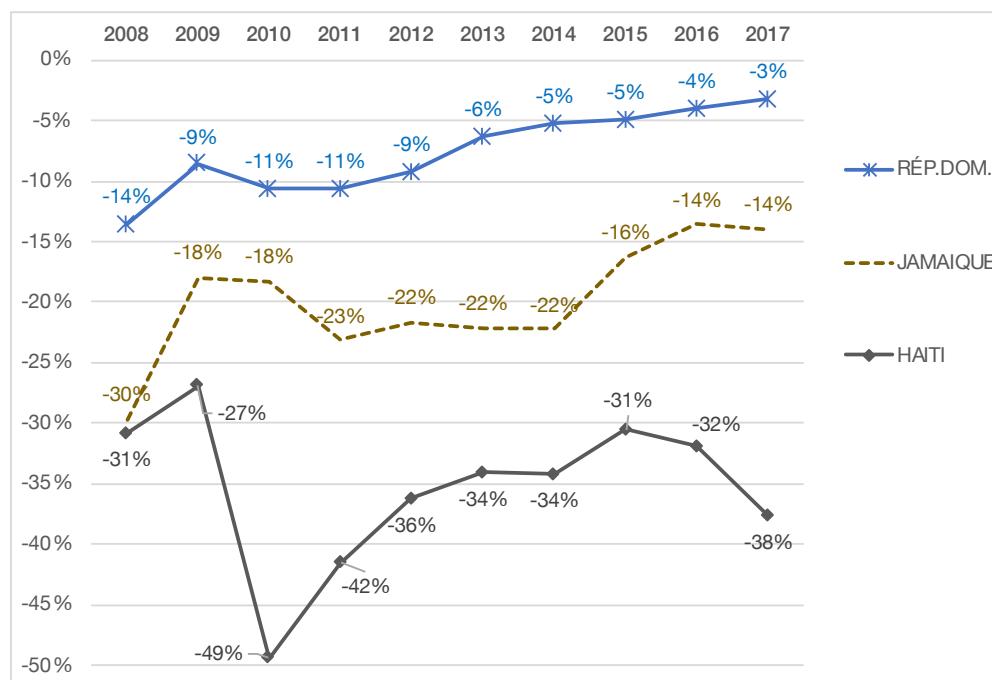
2.3.2.2 Évolution de la balance commerciale d'Haïti – Haïti comparé à des pays de la région

Il a été utilisé pour évaluer cette évolution la méthode de l'étalonnage qui consiste à diagnostiquer la situation d'un pays par rapport à celles d'autres servant d'éléments de comparaison ou étalons. De ce point de vue, Il a été comparé, de manière évolutive, sur une dizaine d'années (2008-2017) - le solde de la balance des B&S d'Haïti en pourcentage du PIB par rapport à ceux de la République dominicaine et de la Jamaïque, respectivement. Les résultats permettent de dresser plusieurs constats clairs, notamment :

³² Source : Ibid. BRH

- 1) le déficit structurel affectant les trois pays;
- 2) le niveau relativement élevé du déficit commercial d'Haïti en pourcentage de son PIB (38%), comparé à la Jamaïque (14%) et à la République dominicaine (3%) ;
- 3) l'élargissement du déficit commercial d'Haïti sous l'effet du séisme dévastateur du 12 janvier 2010 ;
- 4) l'amélioration marquée du ratio solde B&S / PIB d'Haïti entre 2010 et 2015 réduisant, du coup, significativement son déficit commercial par rapport avec la République dominicaine et encore davantage avec la Jamaïque sur la période 2010-2014;
- 5) l'aggravation de 2015 à 2017 du déficit commercial d'Haïti par rapport à ces deux voisins immédiats, en l'occurrence la République dominicaine et la Jamaïque : le ratio [solde B&S / PIB] d'Haïti a chuté de 7 points de pourcentage, passant de -31% à -38%, tandis que celui de la République dominicaine en a gagné 2 (allant de -5% à -3%). Quant à celui de la Jamaïque, il en a gagné 2, passant de -16% à -14% (Graphique 12).

Graphique 12. Balance des biens et services en % du PIB
Haïti, Jamaïque et République dominicaine; 2008-2017³³



³³ Source : BM, indicateurs de développement dans le monde (mise à jour 14/11/2018); compilation de l'auteur

2.3.3 Compte des transactions courantes : remises et dons officiels

Le déficit chronique de la balance commerciale des B&S est en partie compensé par les remises et les dons officiels au niveau du compte des transactions courantes de la BdP du pays, laquelle tend du reste à s'améliorer avec les entrées nettes positives d'investissements directs étrangers portées au compte d'opérations financières. Ces ressources qui arrivent sous forme de dons officiels, d'IDE et de remises des expatriés constituent autant de carburants qui peuvent servir à alimenter des investissements et, le cas échéant, à lever les contraintes au développement économique posées par :

- i. les faiblesses, en termes de capacités productives, de ressources humaines et d'innovation,
- ii. les insuffisances des services d'infrastructures de réseau (transport, télécommunications, énergie, services financiers, etc.), et
- iii. les problèmes de gouvernance affectant les institutions chargées des questions de politique commerciale, de promotion des investissements et de facilitation du commerce.

Les remises ne servent que très peu à des fins d'investissements productifs. Il en est de même des dons officiels qui sont plutôt orientés en grande partie vers des secteurs sociaux. Mais ils n'en demeurent pas moins des sources d'investissements directs étrangers. Comme tels, ils représentent des enjeux très importants pour l'économie haïtienne qui en a besoin pour dégager éventuellement des ressources qui puissent lui permettre d'atteindre ses objectifs de croissance. Dans un contexte international, caractérisé par la rareté de l'aide, il s'avère crucial de chercher à comprendre ces enjeux pour pouvoir mieux en suivre l'évolution au cours de ces dernières années.

2.3.3.1 Évolution des remises et des dons officiels (BdP)

Comme susmentionné, les remises et les dons officiels constituent des sources de financement très importantes pour les ménages, l'administration publique, les organismes privés et les entreprises. C'est particulièrement vrai pour Haïti où elles viennent en appui au développement de l'économie et contribuent à sa capacité d'importation.

En ce qui concerne les dons officiels, les données de la BRH sur la BdP ont montré qu'ils sont depuis 2010 en régression constante (Tableau 6 et Graphique 13). En effet, de 2010 à 2017, les dons officiels ont chuté de 1,79 milliards US\$, soit de 84% par rapport à leur niveau de 2010, en variation annuelle moyenne de 23,1%. Il y a là un défi important posé par cette diminution, même si des infrastructures ont été reconstruites. La modeste croissance qui a été entretemps enregistrée n'a pas permis de générer suffisamment de ressources fiscales pour compenser le déficit en dons officiels.

Les données disponibles au 1^{er} semestre 2018 laissèrent déjà augurer de la poursuite de cette tendance durant toute l'année 2018 (Tableau 7 et Graphique 14)).

Tableau 6. Dons officiels remises ; BdP 2010-2017
(millions \$US et taux de variation annuelle)³⁴

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Dons officiels	2 127,5	1 362,4	912,2	683,9	550,5	475,9	388,5	339,5
Envoi de fonds des travailleurs (Rei)	1 506,1	1 553,0	1 644,2	1 836,1	2 026,2	2 243,0	2 443,4	2 836,0
DONS OFFICIELS + REMISES	3 633,6	2 915,4	2 556,4	2 520,0	2 576,7	2 718,9	2 831,9	3 175,5
Variation annuelle (%)	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Dons officiels		-36,0%	-33,0%	-25,0%	-19,5%	-13,5%	-18,4%	-12,6%
Envoi de fonds des travailleurs		3,1%	5,9%	11,7%	10,4%	10,7%	8,9%	16,1%
DONS OFFICIELS + REMISES		-19,8%	-12,3%	-1,4%	2,2%	5,5%	4,2%	12,1%

Tableau 7. Dons officiels et remises ; BdP ; 1^{er} semestre 2015 au 1^{er} semestre 2018
(millions USD et taux de variation annuelle)³⁵

Millions \$US	2015-S1	2015-S2	2016-S1	2016-S2	2017-S1	2017-S2	2018-S1
Dons officiels	201,09	274,81	157,29	231,19	177,71	161,75	141
Envoi de fonds des travailleurs	1114,96	1128,02	1193,52	1249,87	1364,6	1471,4	1646,74
DONS OFFICIELS + REMISES	1316,05	1402,83	1350,81	1481,06	1542,31	1633,15	1787,74
Variation annuelle (%)	2015-S1	2015-S2	2016-S1	2016-S2	2017-S1	2017-S2	2018-S1
Dons officiels		36,7%	-42,8%	47,0%	-23,1%	-9,0%	-12,8%
Envoi de fonds des travailleurs		1,2%	5,8%	4,7%	9,2%	7,8%	11,9%
DONS OFFICIELS + REMISES		6,6%	-3,7%	9,6%	4,1%	5,9%	9,5%

Par contre, les remises ont connu une croissance relativement régulière, laquelle s'est sensiblement accélérée depuis 2013 pour se chiffrer à hauteur de 2,84 milliards US\$ courants en 2017 (Tableau 6 et Graphique 13).

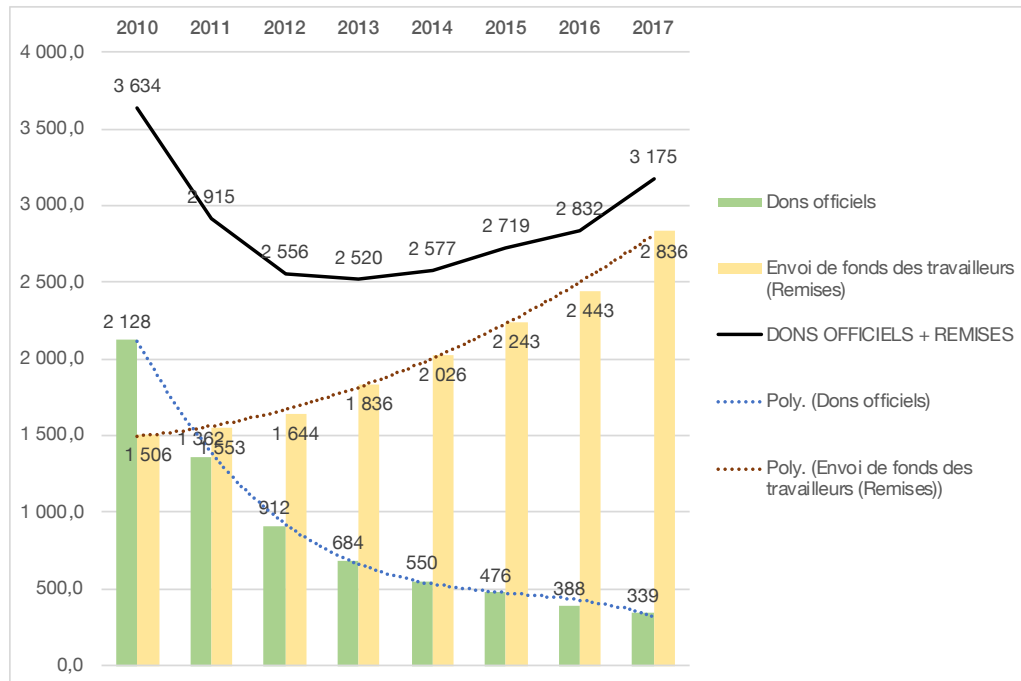
Les données disponibles au 1^{er} semestre 2018 ont accusé une augmentation de 20,7%³⁶ en glissement annuel par rapport au 1^{er} semestre 2017, laissant ainsi présager du maintien de la tendance sur l'ensemble de l'année 2018 (Tableau 7 et Graphique 14).

³⁴ Source : BRH données trimestrielles BdP; compilation de l'auteur par année civile.

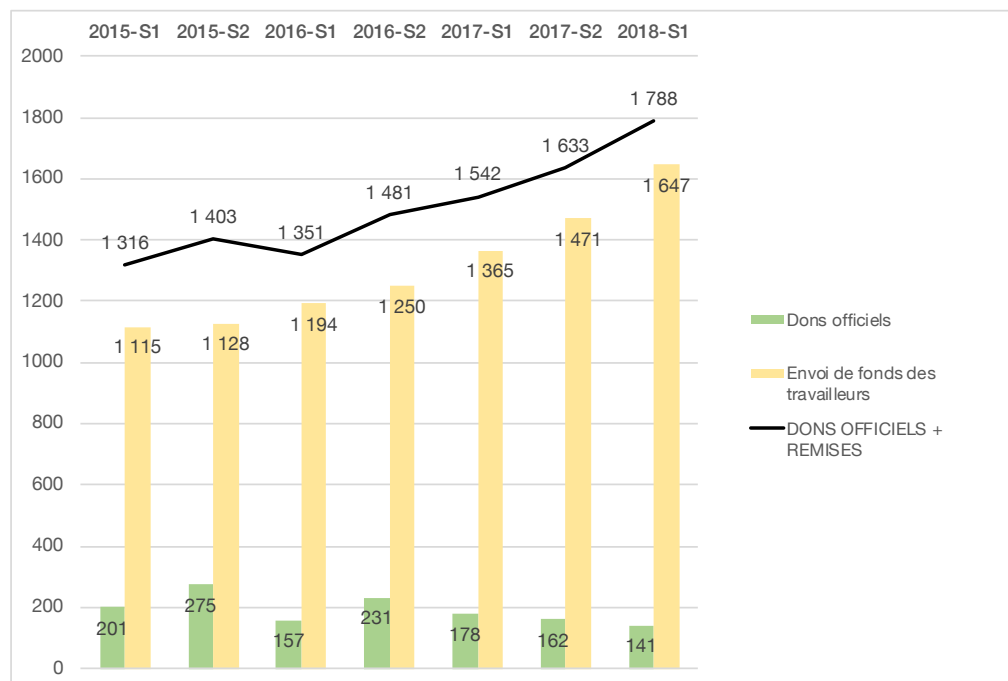
³⁵ Source : BRH données trimestrielles BdP; compilation de l'auteur par semestre.

³⁶ Soit $(1646,74 - 1364,6) / 1364,6 = 20,68\%$

Graphique 13. Dons officiels et remises ; BdP 2010-2017 (millions USD)³⁷



Graphique 14. Dons officiels et remises par semestre (BdP) 2015-S1 à 2018-S1 (millions USD)³⁸



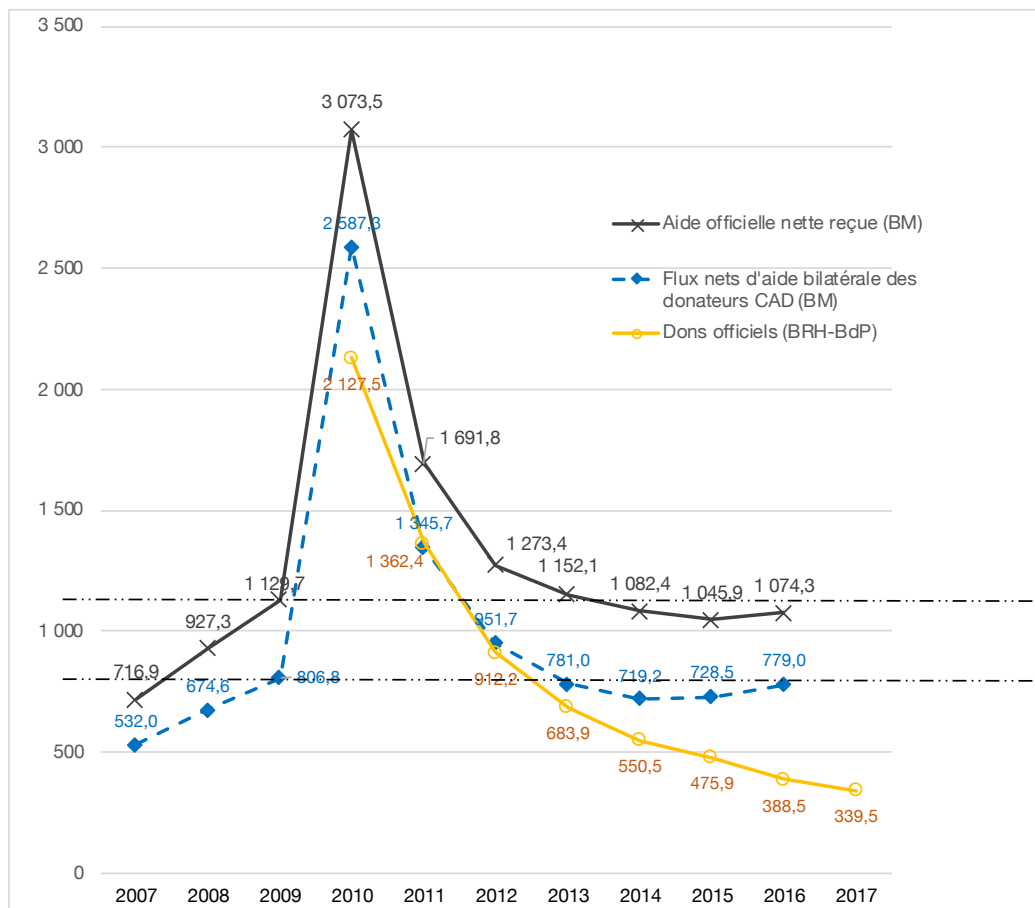
³⁷ Source : BRH données trimestrielles BdP; compilation de l'auteur par année civile.

³⁸ Source : BRH données trimestrielles BdP; compilation de l'auteur par semestre.

Dons vs. remises. En 2010, année exceptionnelle, les remises totales représentaient un montant nettement inférieur aux dons officiels, soit une proportion de 71%. L'année suivante (2011) les remises ont surclassé les dons officiels de 14%. En 2014, elles les ont presque quadruplés (3,7 fois) en 2017 avant d'atteindre plus de huit fois (plus spécifiquement 8,3 fois) leur montant total. Au 1^{er} semestre 2018, le multiplicateur est passé à 11,7.

Défi de la réduction de l'aide. L'économie haïtienne est fortement dépendante de l'aide externe au développement. Comme depuis 2010, celle-ci tend à se raréfier, il se pose à court terme un défi majeur de gestion des finances publiques qui, en raison de ce problème de dépendance, risque, à plus longue échéance, de mettre davantage à mal le processus de développement économique d'Haïti. [Depuis 2013, l'aide officielle nette totale est en fait revenue au niveau qu'elle avait 2009, quatre années plus tôt; elle a même glissé légèrement en-dessous depuis, de 2013 à 2016. Pareillement, après s'être fortement accrue en 2010, l'aide bilatérale a connu une forte diminution les années suivantes, pour revenir en 2013 à son niveau de 2009 (Graphique 15).

Graphique 15. Aide officielle totale et bilatérale (BM 2007-2016), dons officiels (BRH 2010-2017); (millions USD)³⁹

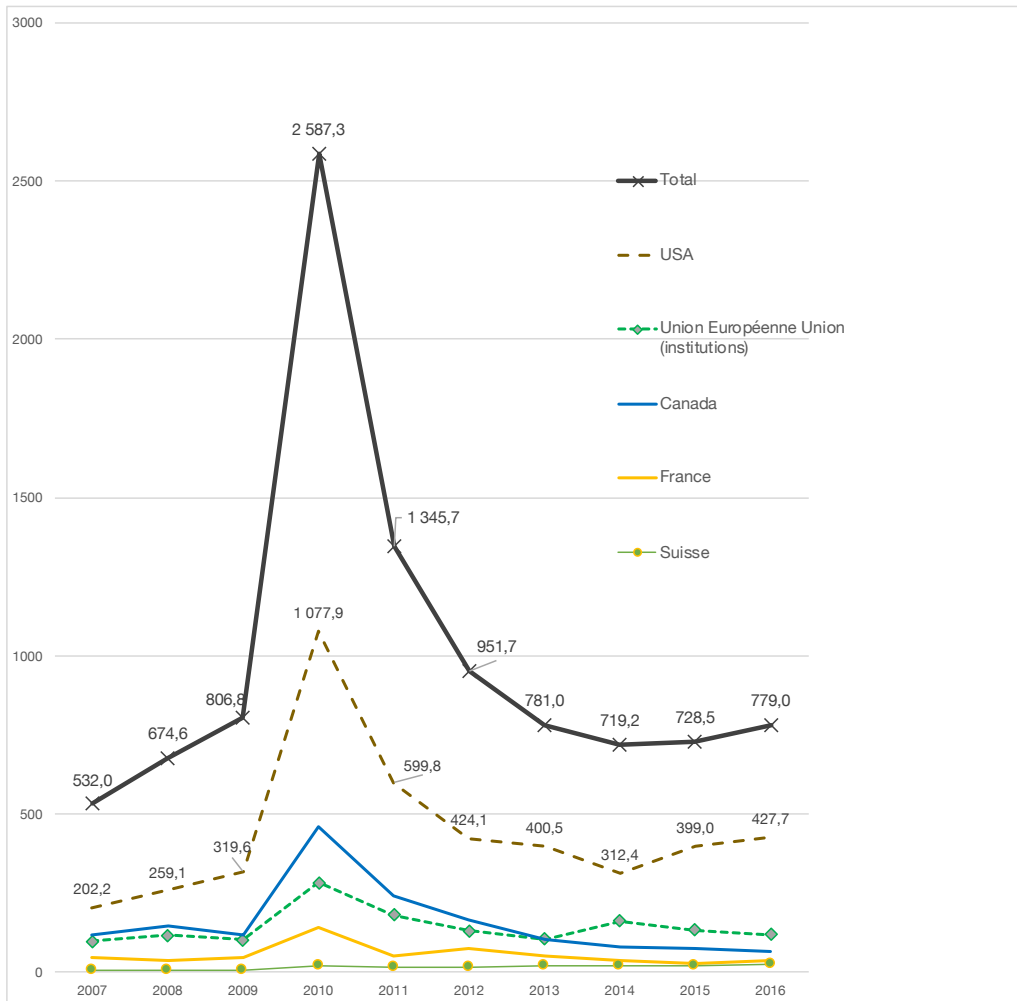


³⁹ Source : BM 2018; BRH données trimestrielles BdP; compilation de l'auteur par année civile.

2.3.3.2 Dons officiels : principaux pays donateurs

Sur la période de 2007 à 2016, 29 pays donateurs différents sont répertoriés avec un record de contributeurs en 2010 (28 sur le total de 29 sur la période 2007-2016). L'aide bilatérale est historiquement très concentrée. Sur cette période, les cinq premiers donateurs, en l'occurrence, les USA, l'Union européenne, le Canada, la France et la Suisse ont fourni au minimum 82,0% et au maximum 91,2% de l'aide bilatérale totale. En 2016, ces cinq pays donateurs ont représenté 87,1% de l'aide bilatérale totale des 24 pays donateurs (Graphique 16). Les 10 premiers pays donateurs, incluant également l'Allemagne, le Japon, la Norvège, la Belgique et le Royaume-Uni ont fourni ensemble 96,2% de l'aide bilatérale totale cette année-là.

Graphique 16. Flux nets d'aide bilatérale des donateurs : total et 5 premiers donateurs - 2007 à 2016 (millions \$US)⁴⁰



⁴⁰ Source : BM 2018; compilation de l'auteur

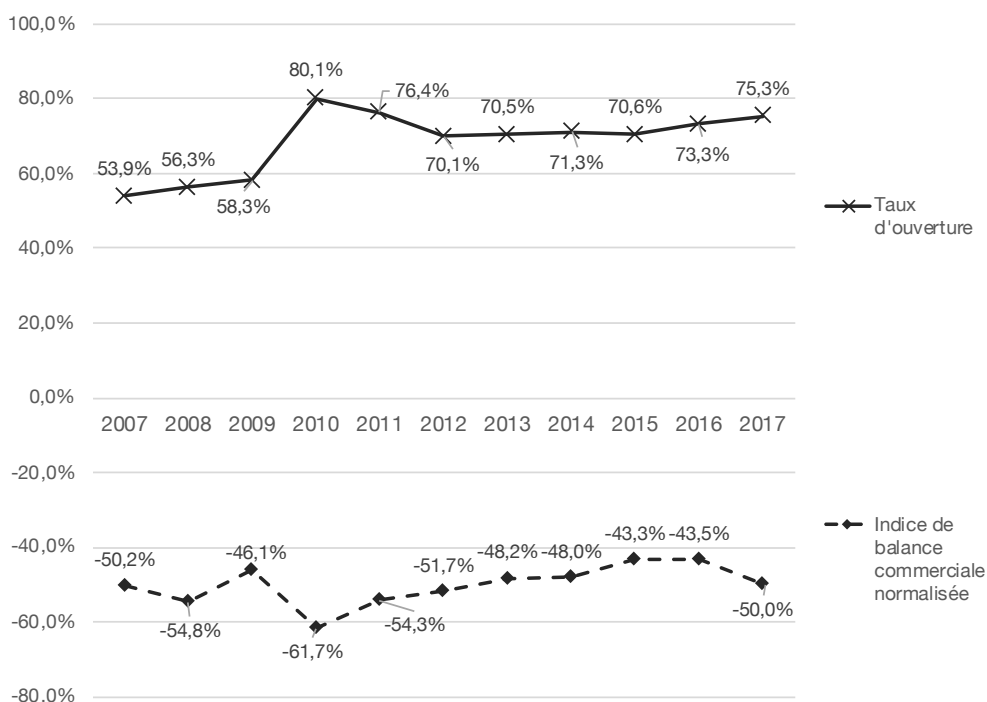
2.4 DEGRÉ D'OUVERTURE AU COMMERCE INTERNATIONAL

La question qui se pose est celle de savoir si Haïti est aujourd'hui plus ouverte et intégrée ou non au commerce international qu'elle ne l'a été une ou deux décennies plus tôt.

Une manière courante d'appréhender le degré d'ouverture d'une économie nationale est de rapporter la mesure de son commerce extérieur (soit la somme de ses exportations et de ses importations) à son produit intérieur brut, soit $[X + M] / PIB$.

Comme au niveau mondial, le degré d'ouverture de l'économie haïtienne a montré une tendance à s'améliorer sur le long terme, passant de 53,9% en 2007 à 75,3% en 2017 (Graphique 17). En effet, le taux d'ouverture du commerce mondial a pour sa part augmenté de 58,9% en 2007 à 71,7% en 2017⁴¹. Il y a donc lieu de relever pour la dernière décennie une forte similarité entre les deux taux d'ouverture, en termes de tendance et d'ordre de grandeur.

Graphique 17. Taux d'ouverture commerciale et indice de balance commerciale normalisée 2007-2017⁴²



Interprétation et argumentaire. Au plan interprétatif, l'augmentation du taux d'ouverture est généralement associée à l'idée d'une intégration accrue dans une économie mondiale plus internationalisée sur le plan des échanges et de l'organisation des chaînes de valeur. Nombre de travaux démontrent une corrélation positive entre la croissance du commerce et le développement économique. Toutefois, cela n'est vrai qu'à un certain niveau

⁴¹ Source : BM, <https://data.worldbank.org/indicator/NE.TRD.GNFS.ZS>

⁴² Source : BM, Indicateurs de développement dans le monde (mise à jour 14/11/2018); compilation de l'auteur d'après les données d'évolution des exportations, des importations et du PIB d'Haïti en valeur courante \$US.

d'agrégation. Au niveau micro, de pays particuliers, la relation n'est pas systématique. Comme tend à le montrer le cas d'Haïti, la plus grande ouverture peut éventuellement aller de pair avec une position commerciale moins favorable qui pèse donc sur la croissance du PIB. Une moindre ouverture n'aurait probablement pas généré davantage de croissance. Le secteur du textile-vêtement, qui est un secteur intégré commercialement, génère certes une valeur ajoutée nette bien moindre que le milliard US\$ qu'il génère en ventes à l'exportation, il n'en constitue pas moins un moteur très important pour l'économie, en termes de création d'emplois. D'autres secteurs d'exportation, notamment le tourisme, l'agriculture, les industries culturelles et créatives, y compris certains services aux entreprises peuvent éventuellement se révéler porteurs pour la création de valeur ajoutée. L'agriculture et l'agro-industrie présentent aussi un potentiel non-exploité de croissance et de création d'emplois sur le marché intérieur, en substitution des importations. La croissance d'Haïti n'est pas ralentie par un manque d'ouverture en soi, mais un manque de capacités productives pour prendre avantage des opportunités commerciales offertes et un manque de capacités en matière de promotion des exportations.

Indice de balance normalisée. Le besoin d'une plus grande intégration pour soutenir le développement d'Haïti, est avant tout celui du développement de ses activités exportatrices en utilisant l'IDE comme levier. Au plan analytique, le suivi du taux d'ouverture doit être mis en perspective avec celui de la balance commerciale et, plus spécifiquement, de la « balance commerciale normalisée ». C'est un indicateur de mesure de la performance commerciale qui est calculé en rapportant le solde de la balance commerciale au commerce extérieur total du pays, soit $Bn = [X - M] / [X + M]$. Lorsque la balance est équilibrée, l'indice de balance normalisée est égal à [0]. Dans le cas d'une balance de plus en plus bénéficiaire, l'indice tend à se rapprocher de [+1]; par contre, le plus elle devient déficitaire, le plus elle se rapproche de [-1].

Le Graphique 17 présenté plus tôt montre que l'augmentation du taux d'ouverture commerciale à long terme (de 54% en 2007 à 75% en 2017) ne s'est pas accompagnée d'une réduction de l'indice de balance normalisée (-50% en 2017 comme en 2007). On peut observer que l'évolution des deux indicateurs a été fortement affectée suite au désastre de 2010 et à l'affluence de l'aide. Cela s'est traduit par une forte augmentation des importations et du taux d'ouverture et par une forte baisse de l'indice de balance normalisée. L'évolution des deux indicateurs s'est replacée progressivement sur la tendance de long terme les années suivantes. Toutefois, la balance normalisée a montré les signes d'un inquiétant fléchissement en 2017 (de -43,5% à -50,0%).

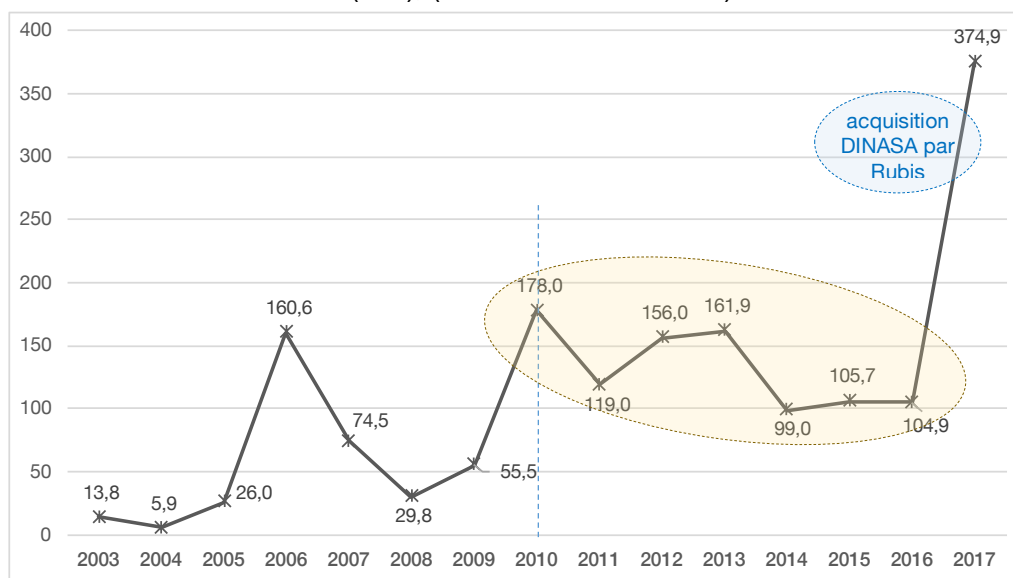
3 RÉSULTATS D'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER

3.1 ÉVOLUTION DE L'IDE À HAÏTI 2003-2018(S1)

Sur le long terme, de 2003 à 2016, les investissements directs étrangers (entrées nettes, US\$ courants) ont connu une progression assez nette, toutefois assortie de fluctuations annuelles importantes (des creux, respectivement en 2004, 2008 et 2014; des pics en 2006 et en 2010).

En 2017, ils ont fait un bon exceptionnel à 374,9 millions US\$, soit le triple de l'IDE moyen entre 2011 et 2016 (Graphique 18). Ce record de 2017 paraît en fait en très grande partie attribuable à une seule opération, l'acquisition de la DINASA et de sa filiale Sodigaz, le principal distributeur de carburant dans le pays (125 stations-services) par le groupe français RUBIS⁴³. Il doit donc être considéré comme un résultat exceptionnel, hors tendance.

Graphique 18. Investissements directs étrangers 2003-2017
BM-BdP (FMI); (millions \$US courants)⁴⁴

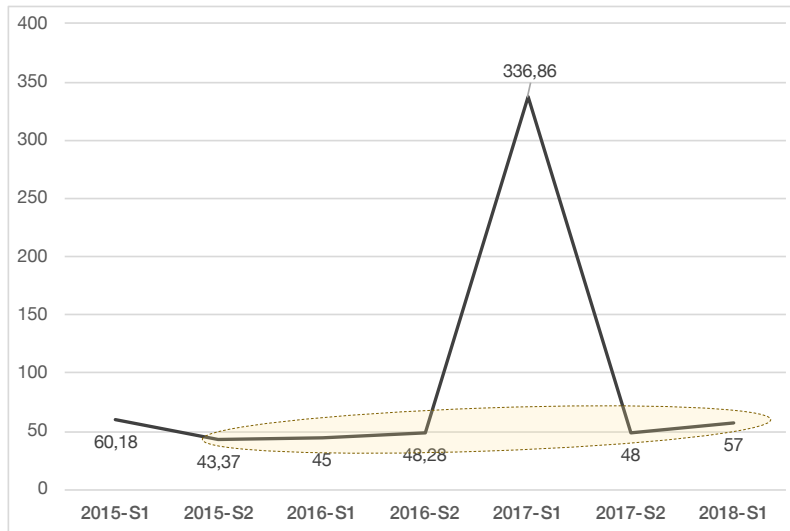


Plus récemment, les résultats pour le 1^{er} semestre 2018 montrent toutefois une certaine confirmation de la tendance amorcée après le creux du 2^{ème} trimestre 2015 (Graphique 19). Il est toutefois possible que les troubles du 2^{ème} semestre 2018 freinent cette timide tendance.

⁴³ C'est une compagnie spécialisée dans le stockage, la distribution finale, le support et les services de produits pétroliers qui a notamment des activités de distribution en Europe, dans les Caraïbes (Antilles-Guyane, Bermudes, Jamaïque, Western et Eastern Caribbean, et maintenant Haïti), ainsi que dans plus d'une dizaine de pays d'Afrique. Selon Portzamparc, il s'agirait d'une acquisition autour des 275 millions d'Euros (288 millions \$US); le Nouvelliste a mentionné « plus de 300 millions \$US (11-01-2019).

⁴⁴ Source : BM, Investissements étrangers directs, entrées nettes (BDP, \$ US courants); indicateurs de développement dans le monde (mise à jour 14/11/2018); compilation de l'auteur.

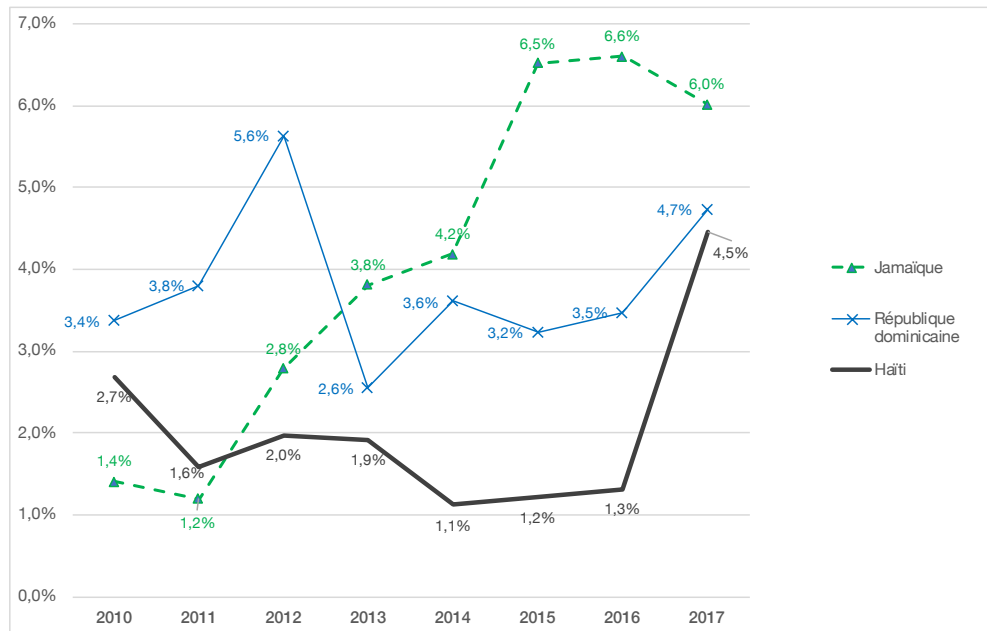
Graphique 19. Investissements directs par semestre ; BdP
2015-S1 à 2018-S1 (millions \$US; BRH)⁴⁵



3.2 COMPARAISON DE L'IDE ENTRE HAÏTI, REPUBLIQUE DOMINICAINE (RD) ET JAMAÏQUE

En 2017, le ratio IDE/PIB d'Haïti (4,5%) s'est rapproché de celui de la RD (4,7%) et de la Jamaïque (6,0%). C'est toutefois un résultat qui tend à faire illusion relativement à l'écart qui tend à s'élargir à long terme avec la Jamaïque de 2011 à 2016, et celui qui se maintient avec la RD lorsque l'on écarte le résultat exceptionnel de 2017 (par ailleurs, avec un impact réel qui demande à être clarifié) (Graphique 20).

Graphique 20. Investissements étrangers directs, entrées nettes (% du PIB)
Haïti-République Dominicaine-Jamaïque; 2010-2017⁴⁶

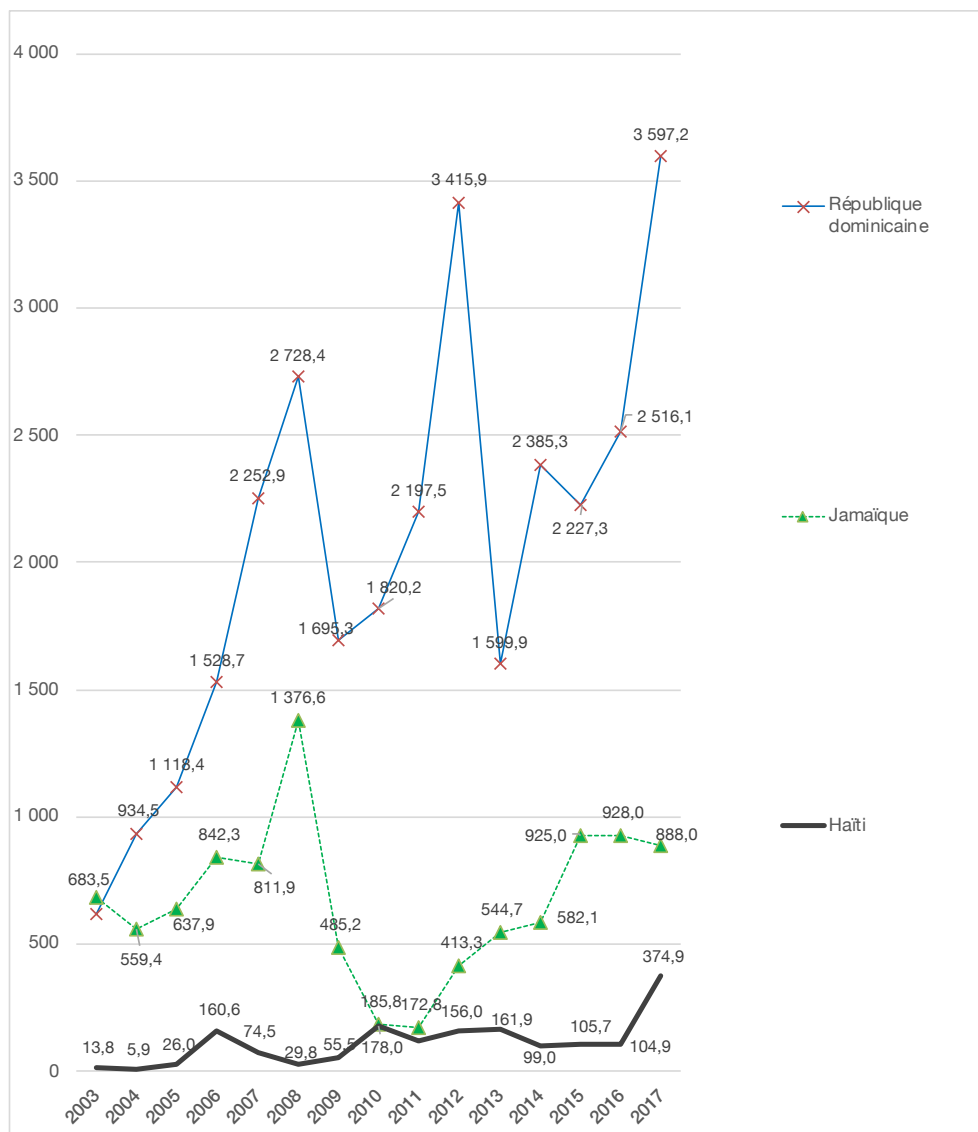


⁴⁵ Source : BRH données trimestrielles BdP; compilation de l'auteur par semestre.

⁴⁶ Source : BM, Investissements étrangers directs, entrées nettes (BDP, \$ US courants); indicateurs de développement dans le monde (mise à jour 14/11/2018); compilation de l'auteur

La RD est parvenue à capter un flux croissant d'IDE depuis une quinzaine d'années, grimpant spectaculairement de 684 millions US\$ en 2003 à 3,6 milliards de US\$ en 2017 (Graphique 21). Cela représente grosso modo 60% de l'IDE total pour l'ensemble des Caraïbes cette année-là (5,53 milliards \$US). Et les 8,2 milliards d'IDE captés par la RD sur les 3 années 2015-2016-2017 font près d'une fois et demie (1,45) l'IDE attiré par l'ensemble des pays de la CARICOM ces mêmes 3 années (5,6 milliards \$US)⁴⁷. Après les Bahamas, la Jamaïque suit parmi les principaux pays attracteurs d'IDE des Caraïbes. Cette dernière a connu une chute importante de ses exportations en valeur de 2008 à 2011, mais est sur une tendance croissante depuis, comme la RD (depuis 2012), alors qu'Haïti n'est pas parvenue à enclencher une dynamique claire d'attraction des investissements (nonobstant le record de 2017).

Graphique 21. Investissements étrangers directs, entrées nettes; (BDP, millions \$US courants) Haïti-République dominicaine-Jamaïque; 2003-2017⁴⁸



⁴⁷ Source : extraction de CEPALSTAT; compilation de l'auteur.

⁴⁸ Source : BM, Investissements étrangers directs, entrées nettes (BDP, \$ US courants); indicateurs de développement dans le monde (mise à jour 14/11/2018); compilation de l'auteur

3.3 PORTRAIT RÉGIONAL ÉLARGI DE L'IDE / 2014-2017

Selon les données de la CNUCED, le Panama a été en 2017 le principal bénéficiaire des IDE dans la région « Amérique centrale et Caraïbes », soit 5,3 milliards US\$. Il en a été de même pour les trois années précédentes.

La République dominicaine et le Costa Rica ont suivi à bonne distance avec 3,6 milliards US\$ et 3 milliards US\$, respectivement (Tableau 8 et Graphique 22).

Nonobstant son bon classement, le Costa Rica n'a pas connu, en ce qui concerne les IDE, le niveau de croissance spectaculaire de la République dominicaine de ces dernières années qui a été, de 2014 à 2017, de 35,4% contre seulement 2,3% pour le Costa Rica.

En fait, ces trois pays, Panama-RD-CR comptaient pour plus de la moitié (soit 54,4%) des IDE captés par les 11 pays de la région consignés dans le Tableau 8, une part qui s'est accrue à 65,4% en 2017.

Tableau 8. Investissements étrangers directs; sélection des principaux pays IDE de l'Amérique centrale et des Caraïbes 2014-2017 (millions \$US) ⁴⁹

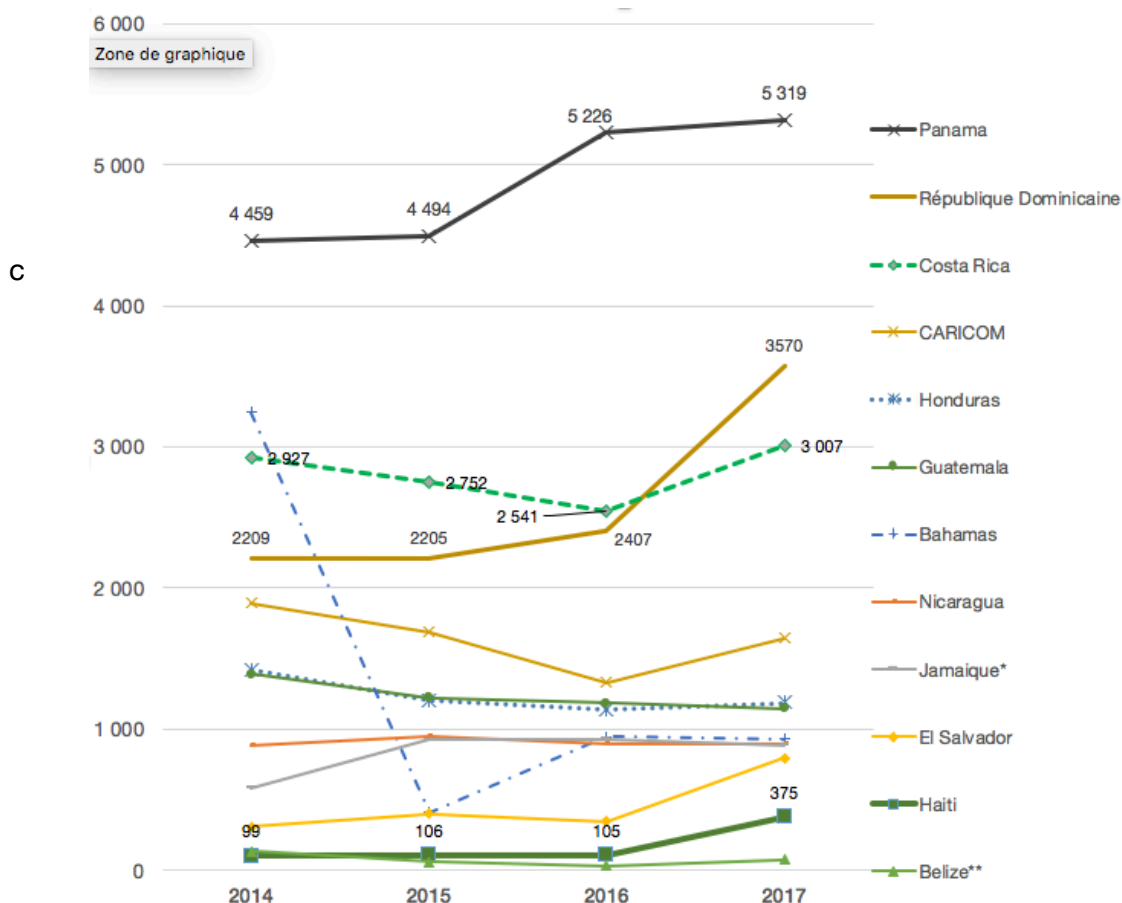
	2014	2015	2016	2017	2014 à 2017
MCAC Marché commun d'Amérique centrale	6 923	6 523	6 111	7 028	26 585
CARICOM Communauté des Caraïbes	1 895	1 684	1 329	1 643	6 551
Panama	4 459	4 494	5 226	5 319	19 498
Costa Rica	2 927	2 752	2 541	3 007	11 227
République Dominicaine	2 209	2 205	2 407	3 570	10 390
Bahamas	3 244	408	943	928	5 523
Honduras	1 417	1 204	1 139	1 186	4 946
Guatemala	1 389	1 221	1 185	1 147	4 941
Nicaragua	884	950	899	897	3 630
Jamaïque*	582	925	928	888	3 323
El Salvador	306	397	347	792	1 842
Haiti	99	106	105	375	684
Belize**	133	59	33	77	301

* Base de mesure "Actif/Passif" plutôt que "directionnelle" 2014 à 2017

** Base de mesure "Actif/Passif" plutôt que "directionnelle" en 2014-2015-2016

⁴⁹ Source : CNUCED, compilation de l'auteur; <https://unctadstat.unctad.org/wds/TableView/tableView.aspx>

Graphique 22. Investissements étrangers directs; sélection des principaux pays IDE de l'Amérique centrale et des Caraïbes 2015-2017 (millions \$US) ⁵⁰



3.4 PROBLÉMATIQUE SPÉCIFIQUE À L'INSULARITÉ PARTAGÉE AVEC LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Dans son rapport 2018 sur les perspectives économiques de l'Amérique latine, l'OCDE a souligné la performance de la RD en matière de croissance de l'IDE :

« L'augmentation des investissements dans les deux principaux pays bénéficiaires de la sous-région, le Panama et le Costa Rica, a compensé la baisse de l'IDE dans tous les autres pays d'Amérique centrale. La sous-région des Caraïbes a également connu une augmentation de 4,1% de l'IDE total, en grande partie attribuable à la tendance positive soutenue de la République dominicaine. Cette dernière qui concentre 55% de tous les investissements de la sous-région, a affiché une tendance à la hausse au cours de la dernière décennie, laquelle a été confirmée en 2016 par une augmentation de 9,2%, des entrées de fonds, soit 2 407 millions USD (CEPAL, 2017a) »⁵¹.

⁵⁰ Source : CNUCED, compilation de l'auteur; <https://unctadstat.unctad.org/wds/TableViewer/tableView.aspx>

⁵¹ OECD/CAF/ECLAC (2018), Latin American Economic Outlook 2018: Rethinking Institutions for Development, OECD Publishing, Paris; <http://dx.doi.org/10.1787/leo-2018-en>; traduction libre de l'auteur.

Le rapport énumère aussi les grands facteurs déterminants de l'IDE :

- « L'hétérogénéité des flux de capitaux entre pays, incluant l'IDE, les flux de portefeuille et d'autres flux d'investissement, s'explique principalement par le cycle économique mondial et par des facteurs plus spécifiques à chaque pays, tels que la meilleure gouvernance, des institutions publiques plus efficaces, des cadres réglementaires et juridiques plus solides, la stabilité politique et la responsabilisation et l'imputabilité accrues (IMF, 2017c) ».

Recommandations⁵². On voit dans bien des pays que l'IDE peut évoluer de manière très irrégulière, voire chaotique. Cela dit, l'exemple de la RD montre qu'il est possible d'enclencher une dynamique positive de croissance de l'IDE sur le moyen et le long terme. Le Costa Rica en est un autre exemple. Un tel résultat est clairement attribuable à la conception et à la mise en œuvre dans la durée d'une stratégie très volontariste et adaptée par étapes, combinant la construction d'un environnement d'affaires favorable et de conditions spécifiques d'accueil propices au développement d'activités ciblées.

Pour Haïti, il est crucial de mettre très haut dans les priorités une telle approche stratégique : (1) en élaborant des documents-cadres de politique du commerce et d'investissement adaptée à l'économie contemporaine; (2) en adoptant un ensemble de règlements et de mesures de base nécessaires et suffisantes pour amener rapidement des changements favorables à l'amélioration réelle et perceptible de l'environnement d'affaires.

Par ailleurs, puisqu'il se trouve qu'Haïti côtoie directement un champion régional de l'IDE et de la croissance des exportations, le positionnement d'Haïti vs. la RD, en termes de différenciation compétitive et de coopération économique, doit être perçu comme une composante majeure de la formulation des axes de politique et de stratégies à promouvoir et à mettre en œuvre en matière de commerce et d'investissement. Ce n'est pas un champ vierge, mais il convient d'explorer des voies de coopération pour trouver des formules de collaboration relativement plus porteuses basées, au possible, sur des activités de nature complémentaire plutôt que partagée, tels que, par exemple, des pôles d'activités ou des parcs communs.

3.5 SECTEURS ATTRACTIFS DE L'IDE EN HAÏTI : ANALYSE DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS AGRÉÉS

Dans le but de bénéficier des avantages, les investisseurs ont à soumettre au Ministère du commerce et de l'industrie une requête étayée par un document de projet. Le dossier complet ainsi déposé est, conformément au Code des investissements (article 48), transmis à la Commission interministérielle des investissements (CII). Les requêtes ayant reçu l'agrément de la CII ont valeur d'offre potentielle d'IDE. Il est analysé ci-après pour la période allant de 2015 à 2018 les possibilités d'IDE qui se profilent à travers les projets agréés. Cette analyse a été possible grâce à la collaboration du Centre de facilitation des investissements (CFI) qui sert d'hébergement à la CII, lequel a fourni la base de données des investissements prévus pour ladite période.

⁵² Il s'agit de recommandations simplement formulées et suggérées par l'auteur pour lancer des pistes de discussions lors du forum à venir.

Il peut être tiré de cette analyse des indications intéressantes sur la dynamique et la composition de l'offre « ex-ante » d'investissement. Toutefois, il est regrettable qu'en l'absence, d'une part, d'un système de suivi global des projets par secteur, région et origine de fonds... et, d'autre part, de données effectives, l'on soit amené à se limiter à cette analyse par défaut. Il serait certes possible de réaliser des études d'impact ex post, supportée par une enquête exhaustive, mais ce serait au mieux un pis-aller⁵³.

Recommandation. Il serait important pour une gestion efficace de la politique de promotion des investissements, et notamment de l'IDE, de mettre en place rapidement un système de suivi et d'évaluation (S&É) des investissements⁵⁴.

3.5.1 Évolution des investissements prévus : nombre, montant et répartition par taille

Les projets d'investissement agréés en 2015-2016, tout comme en 2016-2017, ont été au nombre de 32. Celui-ci a été réduit à près de la moitié en 2017, soit 17 projets.

Ainsi donc, sur un total de 81 projets agréés au cours de ces trois exercices fiscaux, 2/3 sont de nouveaux projets, et le tiers restant des projets de réinvestissement. C'est en soi un indice positif de continuité (Tableau 9).

Tableau 9. Agréments – Nombre de nouveaux projets et de réinvestissements⁵⁵

	2015-2016	2016-2017	2017-2018	Total
NOUVEAUX PROJETS	23	20	11	54
RÉINVESTISSEMENTS	9	12	6	27
Total	32	32	17	81
NOUVEAUX PROJETS	71,9%	62,5%	64,7%	66,7%
RÉINVESTISSEMENTS	28,1%	37,5%	35,3%	33,3%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

L'évolution des investissements prévus en valeur montre, toutefois, un net recul en passant d'environ 385 millions US\$ en 2015-2016 à 304 millions US\$ l'année suivante avant de fléchir à 109 millions en 2017-2018 (Tableau 10).

⁵³ Un suivi mensuel est effectué par l'ADIH, concernant le textile-vêtement, mais elle est limitée aux emplois directs, ignorant, du coup, les investissements, Rien ne semble-se passer non plus pour les autres industries et secteurs..

⁵⁴ La question devrait être abordée au forum en vue de susciter la contribution des participants pour la préparation d'une note de cadrage et d'un modèle de mise en place pour un tel outil.

⁵⁵ Source : CFI, compilation de l'auteur

Tableau 10. Projets agréés, Investissements prévus 2015-2016 à 2017-2018)⁵⁶

<i>millions \$US</i>	2015-2016	2016-2017	2017-2018	Total
Investissements prévus budgétés en HTG - convertis en \$US*	6,1	15,0	8,9	29,9
Investissements prévus budgétés en \$US	379,3	288,5	100,3	768,1
Investissements prévus totaux en \$US	385,3	303,5	109,2	798,0
(*) Conversion effectuée en appliquant le taux annuel moyen au cours de l'année fiscale correspondante calculé à partir des taux mensuel de fin de période publié par la BRH				
Montant annuel extrême (projet avec Invest.max)	255,0	96,9	22,8	374,6
Total hors valeur(s) extrême(s) max	130,3	206,6	86,5	423,4

Dans ce portrait, il faut toutefois remarquer que, tant en 2016-2017 qu'en 2017-2018, le montant total intègre un projet d'envergure exceptionnel, du point de vue de sa taille comparée à celles des autres : soit un projet de 255 millions US\$ en 2015-2016 et un de 97 millions US\$ en 2016-2017, alors que le projet de plus grande taille en 2017-2018 ne représentait que 23 millions US\$. Ainsi, si on fait abstraction du plus gros projet (dont on peut dire qu'il relève de l'aléatoire et cause une grande partie de la variabilité d'une année à l'autre), le portrait de l'évolution du montant total annuel des investissements prévus est différent, moins disparate, passant de 130 à 207, puis à 87 millions US\$ (Tableau 10 ci-dessus et Graphique 23 ci-après).

Graphique 23. Investissements prévus 2015-2016 à 2017-2018 (*millions US\$*)⁵⁷



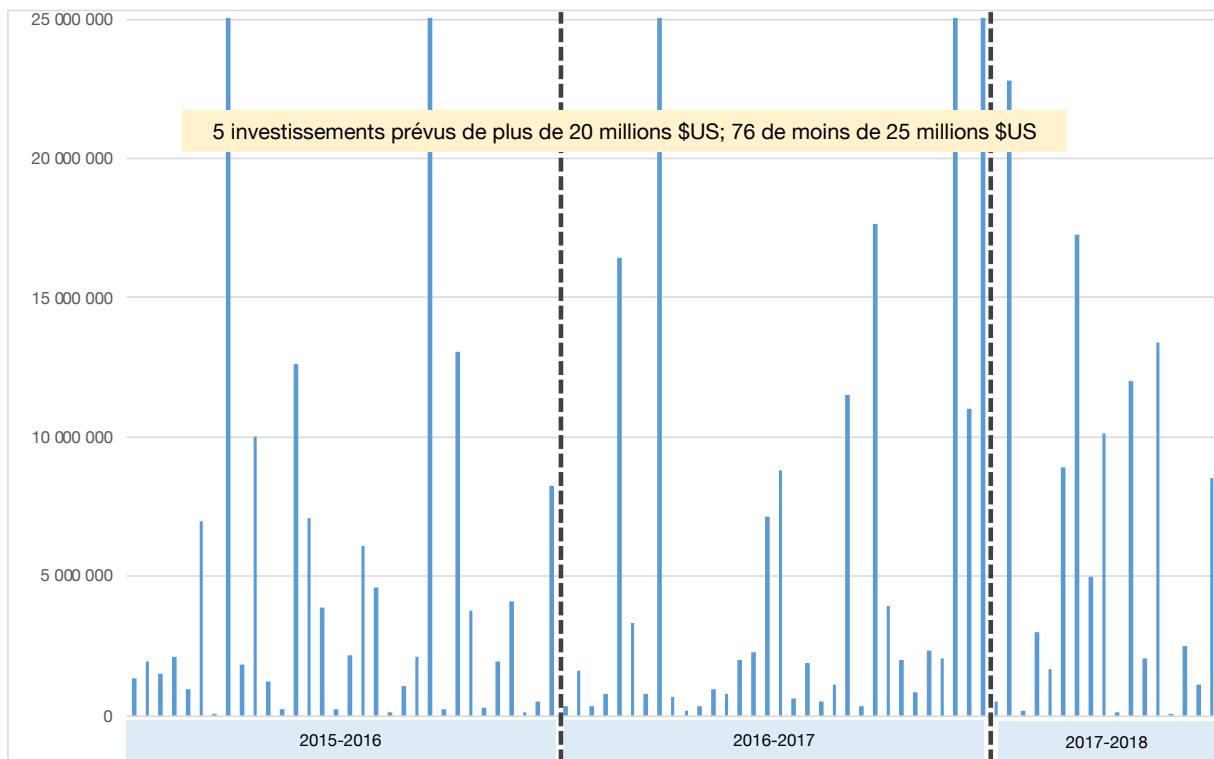
⁵⁶ Ibid.

⁵⁷ Source : compilation de l'auteur d'après la base de données fournies par le CFI.

Une autre façon d'exprimer cette réalité (hors le projet avec le montant annuel max) est la suivante : sur les 3 années, près de la moitié du montant total des investissements prévus, soit 46% (= 375 / 798 millions US\$) provient seulement de 3,7% du nombre total de projets agréés (3 sur 81).

Même genre de constat, les 5 plus gros projets agréés sur les 3 années (en fait 2 en 2015-2016 et 3 en 2016-2017), soit 6,2% du nombre total de projets représentent 60,9% du montant total des projets. Ce sont les 5 projets avec un investissement prévu de plus de 20 millions US\$, les 76 autres se situant en deçà des 20 millions (Graphique 24).

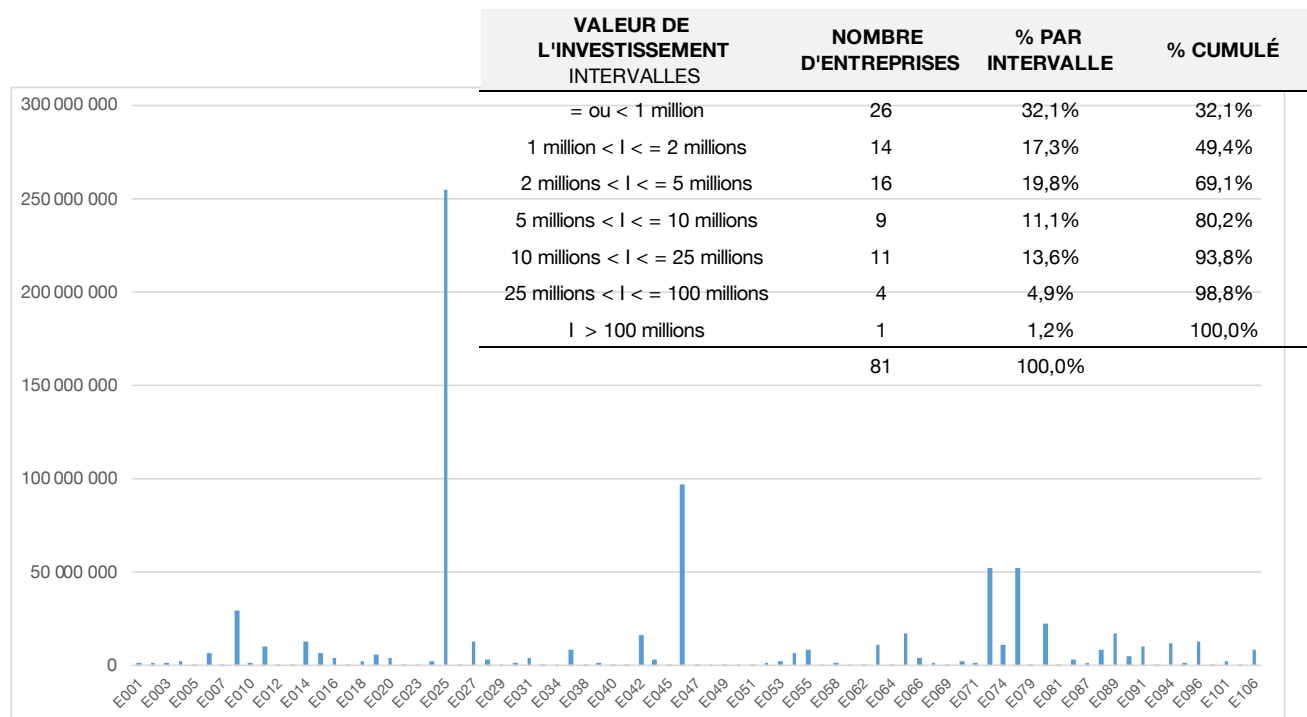
Graphique 24. Projets agréés – Investissements prévus 2015-2016 à 2017-2018 (\$US)⁵⁸



⁵⁸ Ibid.

En examinant la répartition des projets d'investissement agréés par taille sur les trois dernières années, on observe qu'environ le tiers d'entre eux (32,1%) sont de très petite taille, soit d'un million US\$ ou moins; et que près de la moitié des investissements prévus font 2 millions de US\$ (49,4%) (Graphique 25).

Graphique 25. Projets agréés – Répartition du nombre de projets selon la taille des investissements prévus 2015-2016 à 2017-2018⁵⁹



⁵⁹ Source : compilation de l'auteur d'après la base de données fournies par le CFI

3.5.2 Projets d'investissements agréés et secteurs concernés

3.5.2.1 Répartition des projets par secteur 2015-2016 à 2017-2018

La répartition des projets d'investissement agréés est établie au cours des 3 dernières années comme suit : environ la moitié (soit 49%) dans « l'industrie », 22% dans « l'exportation et la réexportation », 10% dans « l'agriculture » et 9% dans « le tourisme ». Le 10% restant (8 projets) sont distribués entre divers autres secteurs (Graphique 26 et Tableau 11).

Graphique 26. Projets agréés par secteur - 2015-2016 à 2017-2018⁶⁰

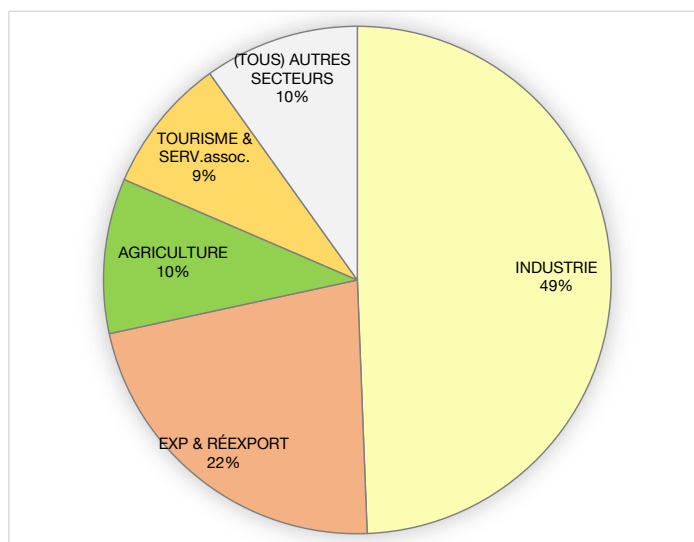


Tableau 11. Projets agréés par secteur (en %) 2015-2016 à 2017-2018⁶¹

	Nombre d'entreprises (agrément)	% du nombre total d'entreprises (agrément)
INDUSTRIE	40	49,4%
EXP & RÉEXPORT	18	22,2%
AGRICULTURE	8	9,9%
TOURISME & SERV.assoc.	7	8,6%
(TOUS) AUTRES SECTEURS	8	9,9%
AUTRES SECTEURS - Énergie	1	1,2%
AUTRES SECTEURS - Immobilier	3	3,7%
AUTRES SECTEURS - Matériaux de construction	1	1,2%
AUTRES SECTEURS - Pharmaceutique	2	2,5%
AUTRES	1	1,2%
TOUTES ENTREPRISES BÉNÉFICIAIRES	81	100%

⁶⁰ Ibid.

⁶¹ Source : compilation de l'auteur d'après la base de données fournie par le CFI

3.5.2.2 Répartition des nouveaux projets et ceux de réinvestissement par secteur

Parmi les principaux secteurs d'investissement, « l'industrie » « le tourisme et les activités connexes » ont, au cours des trois dernières années, partagé entre eux aussi bien de nouveaux investissements que des projets de réinvestissement. Pour leur part, les secteurs « exportation et réexportation » ainsi que « l'agriculture » ont exclusivement attiré de nouveaux projets, soit 81 au total représentant les 2/3 des requêtes agréées par la CII sur la période de référence. Il y a lieu de relever que 83% des nouveaux projets sont prévus pour trois secteurs : industrie, exportation-réexportation et agriculture (tableau 12).

Tableau 12. Répartition des Nouveaux projets et des réinvestissements par secteur 2015-2016 à 2017-2018 ⁶²

SECTEURS	Nouveaux projets	Réinvestissements	Total
INDUSTRIE	19	21	40
EXP & RÉEXPORT	18		18
AGRICULTURE	8		8
TOURISME & SERV.assoc.	4	3	7
AUTRES SECTEURS - Immobilier	3		3
AUTRES SECTEURS - Pharmaceutique	1	1	2
AUTRES SECTEURS	1		1
AUTRES SECTEURS - Énergie		1	1
AUTRES SECTEURS - Matériaux de construction		1	1
Total	54	27	81
INDUSTRIE	35,2%	77,8%	49,4%
EXP & RÉEXPORT	33,3%	0,0%	22,2%
AGRICULTURE	14,8%	0,0%	9,9%
TOURISME & SERV.assoc.	7,4%	11,1%	8,6%
AUTRES SECTEURS - Immobilier	5,6%	0,0%	3,7%
AUTRES SECTEURS - Pharmaceutique	1,9%	3,7%	2,5%
AUTRES SECTEURS	1,9%	0,0%	1,2%
AUTRES SECTEURS - Énergie	0,0%	3,7%	1,2%
AUTRES SECTEURS - Matériaux de construction	0,0%	3,7%	1,2%
Total	100,0%	100,0%	100,0%

Recommandation. Le secteur « textile-vêtement » a largement contribué à l'accroissement des exportations d'Haïti au cours de ces dernières années, tout en offrant un potentiel prometteur pour se maintenir comme vecteur de croissance. Cela dit, il y aurait lieu pour le MCI et le MEF de : (i) procéder à une évaluation du potentiel sous-exploité / non-réalisé du marché américain pour l'industrie haïtienne, (ii) élaborer et mettre en œuvre rapidement une véritable stratégie de développement, en cherchant notamment à mieux intégrer les PME de propriété nationale à ce processus. Il serait nécessaire d'évaluer, d'une part, l'impact du système d'incitations à l'investissement existant sur l'économie, les finances publiques et l'efficacité de l'aide et, d'autre part, l'incidence des investissements réalisés sur l'ensemble des secteurs prioritaires.

⁶² Ibid.

En dépit du problème posé pour la compilation de données précises sur les investissements effectifs, il peut être avancé, sans risque de se tromper, que l'industrie textile-vêtement, les télécommunications, l'agro-alimentaire (boissons), l'hôtellerie, et l'énergie sont les secteurs qui ont attiré des investissements directs étrangers au cours des dernières années en Haïti.

Dans le cas du textile-vêtement qui est, de très loin, la première industrie exportatrice du pays, l'importante croissance des exportations au cours des dernières années a été possible grâce à un accroissement des capacités productives financé en très grande partie par des IDE en provenance notamment de l'Asie de l'Est et du Sud.

Dans un article publié en juillet 2018 par le journal *Le Nouvelliste*, il a été rapporté que des sociétés asiatiques, tels que *WINDS Group* (Hong Kong, Chine) et *MAS Holdings* (Sri Lanka) en 2016, et *Everest Textile* (Taiwan) et *Yangzhou Everbright Foreign Trading* (Chine) en 2017, se proposaient d'investir entre 28 et 43 millions de dollars respectivement⁶³. Cette présence accrue des investisseurs asiatiques est, de toute évidence, un phénomène régional mais, dans le cas particulier du textile-vêtement, elle est intimement liée à l'avantage attractif d'Haïti.

Comme le relevait l'OCDE dans sa revue 2018 sur les perspectives pour l'Amérique latine, les principales sources d'investissements étrangers en Amérique latine sont concentrées aux États-Unis et dans l'Union européenne (France, Allemagne, Espagne, Royaume-Uni, Luxembourg). Cependant, la Chine s'est révélée également très active dans cette région où elle tend à jouer un rôle de plus en plus important comme fournisseur de capitaux dans des secteurs aussi vitaux que les télécommunications, la finance et les énergies propres (Avendano, Melguizo et Miner, 2017).⁶⁴

Le secteur textile-vêtement comporte comme élément important de compétitivité pour Haïti l'avantage préférentiel que lui confère la loi HOPE par rapport à ses concurrents immédiats pour l'accès en franchise des droits de douane de ses produits sur l'immense marché des États-Unis d'Amérique. Mettant à profit le faible coût de la main d'œuvre et la proximité de ce grand marché, cette industrie a pu, sous l'impulsion de la loi HOPE, attirer des IDE qui ont contribué à l'internalisation des chaînes de valeur. La conjoncture internationale plaide en faveur d'un renforcement de cet avantage préférentiel d'Haïti dans la mesure où le resserrement protectionniste découlant de l'augmentation des tarifs aux USA risque d'affecter un compétiteur aussi important que la Chine.

Comme le notait *Le nouvelliste* dans l'article susmentionné : « En 2016, grâce à la loi Hope, les exportations de vêtements d'Haïti vers les États-Unis ont atteint 849 millions de dollars, ce qui représente 90% des exportations du pays et 10% du PIB national, et employait 40 000 personnes, dont les deux tiers étaient les femmes. Malgré la croissance, Haïti ne représente que 1% des importations de vêtements des États-Unis, une proportion plus élevée que celle de la République dominicaine, mais inférieure à celle du Guatemala, d'El Salvador, du Honduras ou du Nicaragua »⁶⁵. Cette dernière observation tend à conforter l'idée qu'Haïti a une carte à jouer pour augmenter ses exportations de vêtement

⁶³ Source : *Le Nouvelliste*; « Un record de 375 millions USD d'investissements directs étrangers pour Haïti en 2017 » (12-07-2018)

⁶⁴ OECD/CAF/ECLAC (2018), *Latin American Economic Outlook 2018: Rethinking Institutions for Development*, OECD Publishing, Paris; <http://dx.doi.org/10.1787/leo-2018-en>

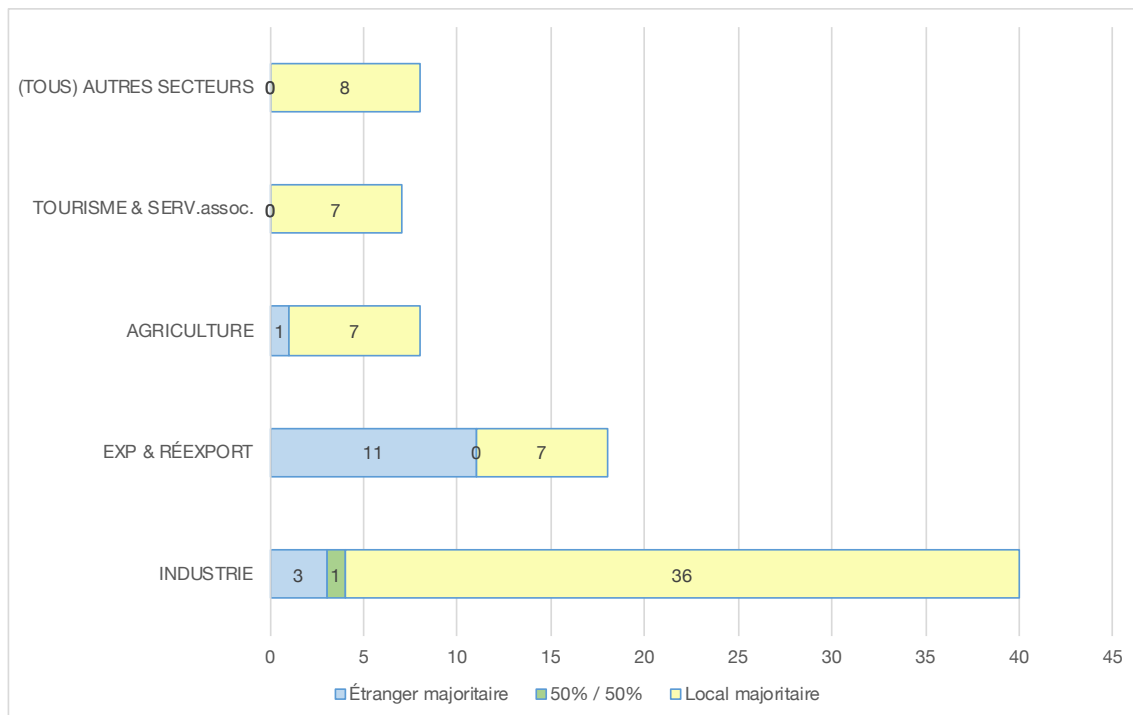
⁶⁵ Source : *Le Nouvelliste*; « Un record de 375 millions USD d'investissements directs étrangers pour Haïti en 2017 » (12-07-2018)

aux USA. Cela dit, pour que ce potentiel de marché se réalise, il sera nécessaire de mettre en œuvre des actions publiques appropriées bien concertées avec le secteur privé. Il y a lieu de relever, entre autres facteurs inhibiteurs actuels, la faiblesse des capacités productives. Il convient, sinon de développer, du moins de renforcer ces capacités, notamment par (i) l'extension et l'amélioration des services offerts dans les zones franches et les parcs industriels, (ii) la formation de ressources humaines pour répondre aux besoins élargis en compétences et en personnels qualifiés en vue d'un positionnement différencié et plus solide dans les chaînes de valeur internationales de l'industrie du vêtement et (iii) un appui conséquent aux entreprises locales en matière de promotion des exportations.

3.5.3 Projets d'investissements agréés : origine locale et étrangère

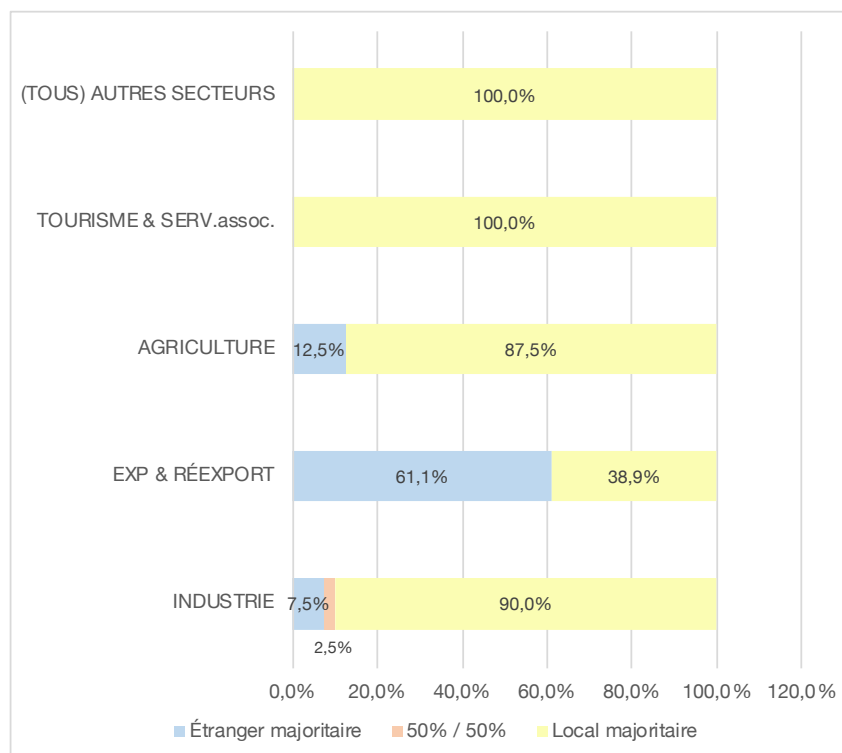
Un constat important est que sur les 81 projets agréés au cours des 3 dernières années, la très grande majorité, soit 80,2% (65 projets), sont des investissements majoritairement d'origine locale. Du solde, 18,5% (15 projets) sont d'origine majoritairement étrangère, et le projet restant est à 50/50 d'origine locale et étrangère. Le secteur « exportation et réexportation » est le seul dans lequel le plus grand nombre de projets est majoritairement d'origine étrangère (11 d'origine majoritairement étrangère vs 5 projets d'origine majoritairement locale). (Graphiques 27 et 28).

Graphique 27. Nombre de projets agréés par secteur et origine
2015-2016 à 2017-2018 ⁶⁶



⁶⁶ Ibid.

Graphique 28. Projets agréés par secteur – répartition selon l'origine
2015-2016 à 2017-2018⁶⁷



3.5.4 Types de bénéfiques accordés aux nouveaux projets et à ceux de réinvestissements selon le secteur

Les exonérations accordées aux entreprises agréées sont des incitatifs destinés à susciter ou à capter des investissements. Ces avantages sont, selon les projets, de différents types et durées. En termes d'impact fiscal, la contrepartie est éventuellement un manque à gagner dont l'ampleur est fonction des activités et du statut (imposable ou non) des revenus (directs ou indirects) générés. Pour savoir ex-post « si » et « dans quelle mesure » le dispositif est « rentable » et « bien calibré », il faut suivre les investissements effectifs et l'évolution des résultats des entreprises (en termes de VA, de revenus et d'emplois.) et estimer les avantages et coûts pour les finances publiques.

En examinant les données fournies par le CFI, il ressort que les 2/3 des 81 projets agréés aux cours des 3 dernières années ont bénéficié d'une double exonération fiscale et douanière. À l'exception d'un cas, tous les projets ont bénéficié d'exonérations douanières.

Dans « l'exportation et la réexportation », « l'agriculture » et « l'immobilier », tous les projets bénéficient des deux types d'exonération. Tel n'est pas le cas pour le secteur « industrie », dans lequel environ la moitié des entreprises n'obtiennent que des exonérations douanières pour leurs projets ainsi que pour le secteur « tourisme et services associés » avec 43% des projets bénéficiant uniquement des exonérations

⁶⁷ Source : compilation de l'auteur d'après la base de données fournies par le CFI

douanières. Comme indiqué dans le Tableau 13 ci-après, ces exonérations sont de deux (2) ordres : douanier et fiscal.

Tableau 13. Types d'exonérations accordées selon le secteur d'investissement
2015-2016 à 2017-2018 ⁶⁸

SECTEURS	Nombre d'entreprises	Exonérations fiscales	Exonérations douanières
INDUSTRIE	40	19	39
EXP & RÉEXPORT	18	18	18
AGRICULTURE	8	8	8
TOURISME & SERV.assoc.	7	4	7
AUTRES SECTEURS - Immobilier	3	3	3
AUTRES SECTEURS - Pharmaceutique	2	1	2
AUTRES SECTEURS	1	1	1
AUTRES SECTEURS - Énergie	1		1
AUTRES SECTEURS - Matériaux de construction	1		1
Total général	81	54	80

Durée des exonérations. La durée des exonérations accordées aux projets « d'exportation et de réexportation » au cours des 3 dernières années varie dans la majorité des cas (58,8%) entre 9 et 15 ans. Celle-ci court de 2 et 5 ans pour les autres cas (41,2%).

Dans le cas du secteur « Industrie » où se retrouve le plus grand nombre de projets agréés au cours des 3 dernières, la durée d'exemption s'établit comme suit par groupe de projets : environ 13% des projets ont bénéficié d'une exonération de longue durée de 7 à 15 ans maximum, 29% ont obtenu des avantages allant de 3 à 5 ans, 31% ont eu droit à 2 ans d'exonération et le quart restant à une exemption de courte durée : 1 à 1,5 an.

Finalement, dans le « tourisme », les avantages accordés se sont étalés sur une durée de 2 à 6 ans, une période d'exemption qui va en deçà de celle consenties aux « projets agricoles », laquelle couvre une durée de 3 à 5 ans.

3.6 POLITIQUE D'INVESTISSEMENT : LES ZONES FRANCHES ET LES PARCS INDUSTRIELS

3.6.1 Offre de Parcs industriels et de Zones franches en Haïti

- Toutes les compagnies qui s'installent dans les zones franches bénéficient automatiquement d'avantages fiscaux. Dans les parcs industriels, ces avantages ne sont pas accordés automatiquement, les compagnies ont besoin pour y accéder d'en faire la demande .

Haïti dispose actuellement de quatre parcs industriels et de cinq zones franches qui sont déjà opérationnels. Dans le même temps, une zone franche (Win /West Indies

⁶⁸ Ibid.

Zone Franche) reste à opérationnaliser, tandis que deux parcs industriels et deux zones franches seraient en perspective. Le parc industriel métropolitain (PIM) de Port-au-Prince et celui de Caracol (PIC) sont publics, tous les autres parcs industriels et zones franches sont privés.

- Trois parcs industriels / zones franches produisent déjà sur place de l'électricité et un parc industriel / zone franche s'apprête à leur emboîter le pas.
- Sept des neuf parcs industriels et zones franches disposent de leurs propres puits pour le captage, le traitement, le pompage et le stockage de l'eau. Alors que celle-ci est disponible gratuitement dans les zones franches Les Palmiers et SIDSA, elle est combinée avec l'électricité dans le loyer à Lafito Parc Industriel et Zone Franche, Quant aux autres parcs industriels / zones franches, ils en font des services à part entière.
- Par ailleurs, les 7 parcs industriels / zones franches pour lesquels les données sont disponibles regrouperaient 75 entreprises pour un effectif de 31 850 emplois (Tableau 14).
- Le PIC et le PIM compteraient à eux-deux près de 4/5 de ces emplois qui, avec l'ajout de SHODECOSA et de Les Palmiers, font la quasi-totalité des emplois recensés au Tableau 14, soit 94,5%.

Tableau 14. Parcs industriels et Zones franches à Haïti ⁶⁹

ZONES FRANCHES ET PARCS INDUSTRIELS	Catégorie	Statut	Propriété	Nombre de compagnies locataires	Nombre d'employés
PIC - Parc Industriel Caracol	Parc Industriel	En Fonctionnement	Publique	5	14 000
PIM - Parc Industriel Métropolitain	Parc Industriel	En Fonctionnement	Publique	16	11 000
SHODECOSA (Superior Housing Development Corporation S.A)	Parc Industriel	En Fonctionnement	Privé	28	3 500
Les Palmiers	Zone Franche	En Fonctionnement	Privé	1	1 700
SIDSA (Société Immobilière de Development S.A.)	Zone Franche	En Fonctionnement	Privé	4	800
Transct S.A (Airport Industrial Park)	Parc Industriel	En Fonctionnement	Privé	21	650
Hispaniola	Zone Franche	En Fonctionnement	Privé	14	200
CODEVI	Zone Franche	En Fonctionnement	Privé	nd.	nd.
De Dignerion	Zone Franche	En Fonctionnement	Privé	nd.	nd.
Lafito Industrial Park and Free Zone	Parc Industriel et Zone Franche	En Fonctionnement	Privé	En construct.; MOU signés avec 5 Cies	n/a
Zone Franche Santo Dujour (ZFSD)	Parc Industriel et Zone Franche	Phase planif. construction. 1er bât.dispo. jv 2018	Privé	nd.	nd.
Win (West Indies Free Zone)	Zone Franche	Pas encore en fonctionnt	Privé	nd.	nd.
Total				75	31 850

Constats de la DZF (MCI) relatifs aux ZF

Dans le cadre de la préparation de la revue, la DZF (MCI) a dressé un ensemble de constats sur les ZF installées dans le pays. Ces constats, pour la plupart, de nature diagnostique sont présentés dans le Tableau 15 suivant. Ils traitent notamment de

⁶⁹ Source : compilation de l'auteur d'après les données [Open.Data accessible sur le site web du CFI](#);15 mai 2017

problèmes d'infrastructures à compléter et de services à rendre disponibles (*éléments écrits en bleu*).

Tableau 15 Constats de la DZF (MCI) relatifs aux ZF d'Haïti ⁷⁰

ZF	Constats
Codevi	<p>Il s'agit d'un investissement privé. Codevi a, en effet, démarré, sur la base d'un prêt de 20 millions US\$ de la <i>Société Financière Internationale (SFI)</i>, filiale de la Banque Mondiale. Dans la foulée, un investissement, avoisinant les 100 millions US\$, a pu être réalisé durant les 15 dernières années. Cette ZF peut accommoder des conteneurs d'une dimension de 20 à 45 pieds. S'y trouvent implantées 10 entreprises franches de tailles diverses.</p> <p>Le MCI y est représenté par la <i>Direction des Zones Franches</i>. Il fournit aux entreprises franches de CODEVI le service de <i>Visa sur le programme Elvis Hope</i> ainsi que les <i>permis dont elles ont besoin pour exporter</i>.</p> <p>Codevi est autonome pour l'énergie électrique. Elle est dotée d'une usine électrique d'une capacité installée de 6.1 MGW, laquelle alimente l'ensemble des installations. Cette zone franche jouit également d'une autonomie en eau potable, caractérisée par un système osmose pour l'eau de boisson et un système de puits artésien pour les besoins de la clientèle. Pour finir, CODEVI a une certification ISO pour le traitement de l'eau.</p>
Hinsa	<p>Cette zone franche est un investissement privé de l'ordre de 43 047 825 USD. Elle devait, au-delà de l'installation d'E-Power, se poursuivre avec l'aménagement de l'espace disponible en 4 parties dont les 50 000 m² dévolus à cette centrale électrique. Les problèmes ayant affecté depuis le pays <i>n'ont pas permis de mettre à exécution le programme d'investissement, tel que prévu au départ. Au bout du compte, une seule entreprise franche a pu être installée dans cette ZF.</i></p>
Astro Carton d'Haïti S.A	<p>Il y va d'un investissement privé de 13 375 000 US\$. Astro Carton s'était procuré pour une valeur de 5 millions US\$ un terrain d'une dimension de 20 carreaux qui, fort malheureusement, est <i>depuis 2007 occupé par des spoliateurs.</i></p>
WIIM	<p>WIIM est également un investissement privé. En novembre 2010, les promoteurs ont signé une convention avec l'État Haïtien. Elle tournait autour de 19.60 carreaux de terre pour un montant d'investissement de 45 400 000 USD.</p> <p>Près de trois années plus tard, plus précisément le 14 février 2013, les deux parties ont signé un addendum à l'accord initial en vue de l'extension de la superficie de départ à 24.68 carreaux pour un investissement total de 87 400 000.00 USD.</p>

⁷⁰ Source : DZF/MCI; note préparée pour la Revue, 19-02-2019

ZF	Constats
	<p>Le 10 mars 2016, le Conseil national des Zones franches a autorisé le contrat de gestion de la zone franche WIIM par le Terminal Varreux S.A (TEVASA) pour une période de 25 ans renouvelable, conformément aux termes des articles 20 et 54 à 61 de la loi régissant la matière.</p> <p>Cet opérateur exclusif (TEVASA) qui détient depuis le 22 mars 1996 une licence d'exploitation de l'Autorité Portuaire Nationale (APN) a formé, en collaboration avec la firme française Bolloré Africa - Logistics une société commune dénommée <i>TBV-Port-au-Prince S.A</i>, qui est aussi le locataire de WIIM. Elle occupe un espace de 10 hectares et opère sur les Quais 4 et 5. TEVASA et Bolloré Africa - Logistics disposent chacun du même nombre d'actions de Bolloré Africa-Logistics. Bolloré participe à hauteur de 10 millions de dollars américains au financement de <i>TBV-Port-au-Prince S.A</i>, tandis que la TEVASA apporte les droits d'exploitation 4 et 5. Mis à part le loyer des locaux administratifs, la <i>TBV Port-au-Prince S.A</i> paie les redevances avec les tonnages de transit sur les quais respectifs. Cette ZF n'accueille qu'une seule entreprise franche.</p>
<p>SIDSA</p>	<p>Il est question ici également d'un investissement privé d'un montant de 8 488 396 USD financé par la Banque Nationale de Crédit (BNC). SIDSA dispose de facilités en eau, Internet, énergie électrique, etc. Tous les services essentiels sont à la charge du locataire sauf l'eau qui est gratuit. Cette ZF se trouve, pour le moins, confrontée à un problème d'infrastructure dans la mesure où les 600 mètres de route reliant la route de Tabarre 27 à la zone franche Société Immobilière de Développement sont à réhabiliter. SIDSA n'abrite jusqu'ici que 3 entreprises franches.</p>
<p>ZF Les Palmiers</p>	<p>Cette zone franche est le résultat d'un investissement privé de 8 000 000 USD. Elle dispose de trois bâtiments, respectivement de 7.400 m², de 7 000 m² et de 3 500 pieds². Elle abrite aussi un immeuble de 6 500 pieds², lequel sert de résidence. Cependant, cette ZF souffre d'un problème d'infrastructure qui la rend difficilement accessible. En effet, 700 mètres de routes la relient à la route nationale # 2 sont à réhabiliter. La ZF Les Palmiers n'est parvenue jusqu'ici à accueillir qu'une seule entreprise franche.</p>
<p>Agritrans.S.A.</p>	<p>Agritrans S. A, résulte d'un investissement privé d'une valeur de 10 353 000 USD financé par le <i>Fonds de Développement des Investissements (FDI)</i>. Avec le concours du <i>MEF</i>, elle a pu mettre ensemble les portions de terres des membres de la Fédération des Planteurs Agricoles de Pissance (FEPAP).</p>
<p>Société Lafito Industrial Free Zone S.A.</p>	<p>L'investissement est privé et de l'ordre de 70 000 000 USD. Un bail foncier (landlist) a été signé avec une entreprise Taiwanaise (Reliable Source Industrial) pour la construction d'une entreprise franche Industrielle. 60 millions USD ont été investis par l'entreprise Taiwanaise qui a fait un dépôt de garantie de 100 000 \$US sur le bail</p>

ZF	Constats
	foncier. Il n'y a pour le moment qu'une seule entreprise franche à Lafito Industrial Free Zone S.A.
REPLADA.S.A.	REPLADA.S.A est un investissement privé de l'ordre de 10 187 500.00 USD. Cependant, elle n'est pas fonctionnelle. Cela n'empêche pas de tester la qualité du terrain pour les cultures en perspective.
GMC	Cette ZF est issue d'un investissement privé de 201 563 000 USD. Elle a accueilli à date 3 entreprises franches.
Zone Franche Digneron	L'investissement en question est de nature privée. Cette ZF est appelée à accueillir sur un million de pieds ² 20 bâtiments industriels et quelques immeubles administratifs intégrés. Les constructions s'étendent jusqu'ici sur une superficie de 310 000 m ² . Deux tronçons de routes reliant la ZF, respectivement à la commune de Tabarre (3 km) et à celle de la Croix-des-Bouquets (4 km) restent à construire.
Lafito Commercial Free Zone	Cet investissement privée est de l'ordre de 26 512 119 USD. La ZF est en cours d'implantation.
Zone Franche Mixte de Ganthier	Comme pour le précédent l'investissement est privé et s'élève à 47 214 000 USD. Cette ZF est également en cours d'implantation.

3.6.2 Parcs industriels et Zones franches : comparaisons régionales

Que font les autres pays de la région qui sont membres de l'AZFA (Association des zones franches des Amériques)?

Taille de l'infrastructure des ZF. A l'instar du Guatemala, l'offre d'Haïti en matière de Zones franches et de Parcs industries est, somme toute, réduite comparativement à d'autres pays de la région.

La République dominicaine est « la championne » des ZF, mais le Panama, le Honduras, le Nicaragua, le Costa Rica et El Salvador sont tous des pays qui accordent une place importante aux ZF dans leur politique de promotion des investissements (Tableau 16).

Tableau 16. Zones franches – Haïti et d'autres pays de la région⁷¹

PAYS	Nbre de ZF	Nombre d'entreprises	Nbre d'emplois directs	Nbre d'emplois indirects	Nombre total d'emplois	Exportations (millions USD)	Importations (millions USD)
République dominicaine	65	630	161 257	122 673	283 930	5 512	1 736
Honduras	39	493	146 000	164 000	310 000		
Nicaragua	50	207	110 314	330 942	441 256	2 557	
Costa rica	11	331	82 086	43 168	125 254	6 948	2 439
El Salvador	17	155	80 000	160 000	240 000	2 238	
<i>Panama Zone libre de Colon</i>	165	2 527	29 500			11 529	10 336
<i>Panama Zones franches</i>	20	154	5 115	6 234	11 349	220	
<i>Panama Pacífico</i>	230						
Haïti	11	75	31 850				
Guatemala	19	258	15 322	32 000	47 322	688	1 724

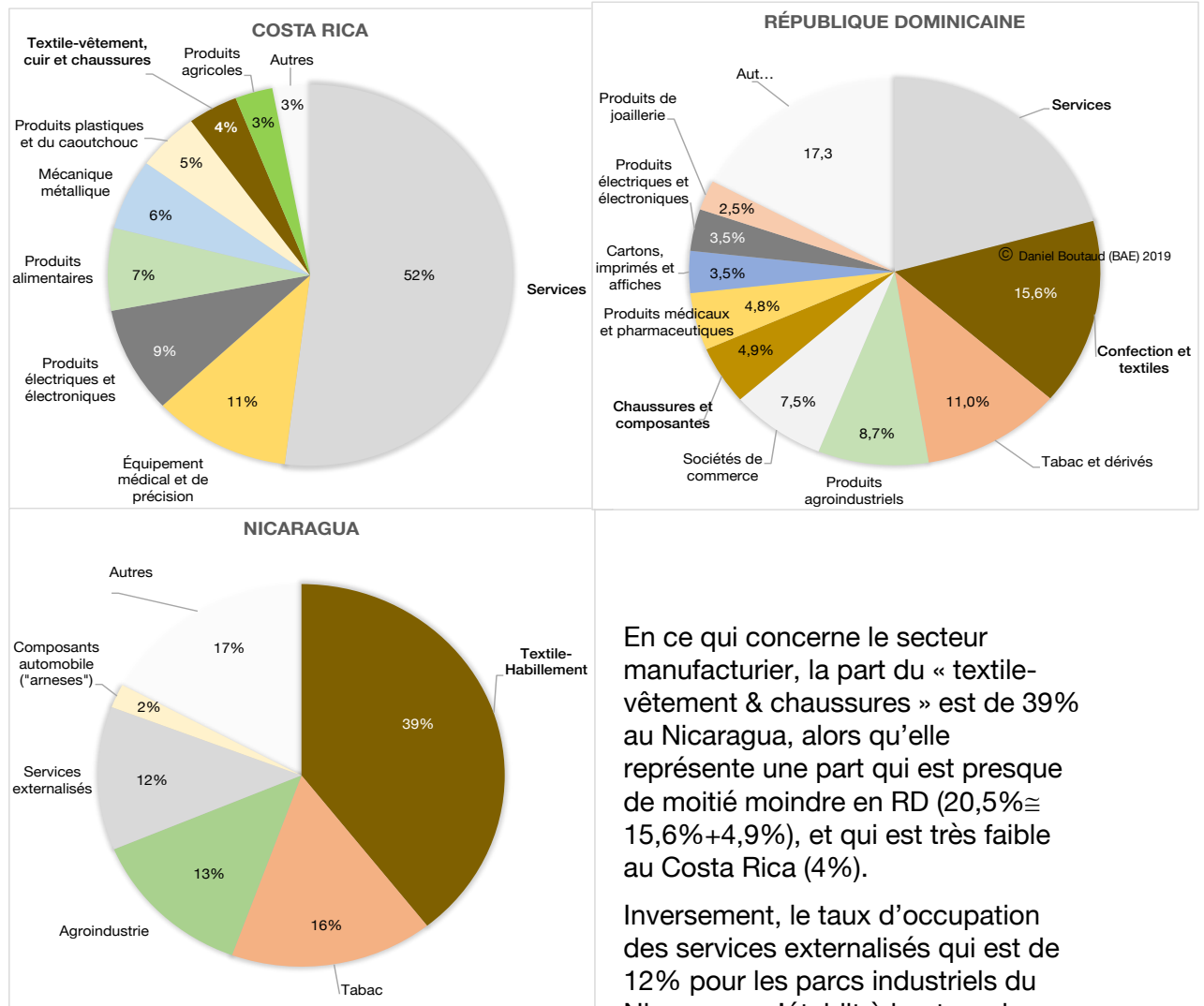
Notes: Données pays de 2015 des Rapports 2017. Pour El Salvador: Exportations 2012 (pas 2015). Pour Panama : emploi "généré" sans précision emploi direct ou total. Pour Haïti, emplois avec données 2018 pour PIC et PIM

Secteurs d'attraction des investissements dans les ZF. Sachant que le secteur textile-vêtement regroupe l'énorme majorité des emplois dans les parcs industriels en Haïti, il est utile de chercher à savoir ce qui se passe ailleurs, plus particulièrement chez les concurrents immédiats. Cette curiosité s'impose pour pouvoir décider, en connaissance de cause, de l'orientation à donner aux mesures de promotion des investissements en vue de répondre aux besoins de diversification des ZF en Haïti.

Dans cet ordre d'idées, le Graphique 29 ci-après présente une illustration de la configuration des ZF installées dans trois pays Centre Amérique et Caraïbe de référence, en l'occurrence Costa Rica, République dominicaine et Nicaragua, en termes de nombre de secteurs présents et de leur distribution. Le contraste est patent entre Haïti et ces pays, de par le nombre de secteurs présents dans les ZF et la panoplie de produits et de services offerts.

⁷¹ Source : compilation de l'auteur à partir des « Reporte anual estadístico; enero 2017 » par pays de la région, membres de l'AZFA (Asociación de Zonas francas de las Américas).

Graphique 29. Répartition de l'occupation sectorielle des ZF au Costa Rica, en RD et au Nicaragua⁷²



En ce qui concerne le secteur manufacturier, la part du « textile-vêtement & chaussures » est de 39% au Nicaragua, alors qu'elle représente une part qui est presque de moitié moindre en RD (20,5% \cong 15,6%+4,9%), et qui est très faible au Costa Rica (4%).

Inversement, le taux d'occupation des services externalisés qui est de 12% pour les parcs industriels du Nicaragua, s'établit à hauteur de 20,8% en RD; tandis qu'il représente un peu plus de la moitié de l'occupation totale au Costa Rica (52%).

Ces différences tiennent au fait que ces trois pays se trouvent à des stades différents de leur processus de développement des ZF. En référence à une approche stratégique évolutive de promotion ciblée des investissements, ce processus impliquerait quatre étapes : (i) attirer, dans un premier temps, des investisseurs à l'effet de constituer un petit noyau d'industries (comme le fait d'ailleurs Haïti aujourd'hui avec le textile-vêtement), (ii)

⁷² Source : compilation de l'auteur à partir des données des « Reporte anual estadístico; enero 2017 » par pays de la région, membres de l'AZFA (Asociación de Zonas francas de las Américas).

évoluer vers un 2^{ème} stade plus avancé de diversification industrielle, (iii) passer à un 3^{ème} stade de diversification vers les services, (iv) aboutir au 4^{ème} stade de « graduation » vers des industries hi-tech et des services TIC de plus haut niveau.

3.7 RÉSULTATS DU FCI 2017 – ACTIONS POUR L'AMÉLIORATION DE L'IDE

L'IDE dépend fortement de l'environnement des affaires et du système incitatif mis en place pour attirer les investissements. Le Forum sur la compétitivité et l'investissement (FCI2017) a servi de prétexte pour discuter une série de propositions d'actions destinées à améliorer l'environnement des affaires. L'encadré ci-après rappelle plus en détail le déroulement de cet événement. Les résultats sur le plan des actions proposées sont présentés, respectivement dans la section 7 sur l'évaluation de l'environnement d'affaires et dans la section 9 sur la politique et le cadre légal du commerce. Certaines actions, faisant explicitement référence aux incitations à l'investissement, sont présentées dans la présente section sur l'IDE (Tableau 17).

Le Forum Compétitivité et Investissement (FCI 2017) et l'utilisation de ses résultats dans la Revue à partir des Actes édités par le CFI (01-2019)

Le Forum sur la compétitivité et l'investissement (FCI2017) a été un événement de réflexions, d'échanges et de propositions publics-privés de grande ampleur. « L'un des objectifs du FCI était d'obtenir la contribution des intervenants et des participants au Plan d'action pour la compétitivité et l'investissement (PACI) ». Dans le but de préparer cette plateforme de dialogue sur la politique économique publique nationale, « l'équipe organisatrice du Forum avait produit ces matrices d'actions en analysant plus d'une trentaine d'études préalablement réalisées sur l'environnement des affaires et les secteurs sélectionnés. La dernière colonne des matrices était pour que les participants au FCI puissent ajouter des commentaires et une idée de priorisation sur les actions proposées. Il était aussi demandé aux participants au FCI d'indiquer s'ils pensaient à d'autres actions qu'il était pertinent d'ajouter ».

« Durant le Forum, l'audience travaillait par table en ateliers, et une matrice de commentaires était récupérée par table. Chacune des tables avait des représentants des secteurs public et privé, pour encourager le dialogue mixte ». L'équipe d'organisation s'est rendu compte pendant le FCI « que le format des ateliers n'était pas idéal pour collecter des commentaires en détail sur toutes les matrices, étant donné le peu de temps pour chaque secteur et thème, et le nombre élevé de participants. Cependant, plusieurs personnes ont pu contribuer sur les matrices », et le CFI a restitué certains de leurs commentaires dans le document des **Actes du Forum Compétitivité et Investissement (FCI2017) /CFI 01-2019**⁷³.

Il est important qu'un tel événement se soit tenu et que ses fruits ne soient pas laissés sur l'arbre, mais utilisés pour poursuivre le processus qui consiste à identifier et à mettre en œuvre les mesures prioritaires à l'amélioration de l'environnement d'affaires et de la compétitivité des secteurs porteurs de l'économie.

La Revue reprend alors les recommandations pertinentes du FCI qui offrent une bonne base pour : (1) lancer des discussions et revoir ces recommandations au regard des faits présentés dans cette Revue, (2) identifier et hiérarchiser les priorités selon un

⁷³ Les passages entre guillemets dans cet encadré sont extraits de ces Actes (p.62). La Revue remercie le FCI d'avoir partagé ce document des Actes pour contribuer à la préparation de la Revue.

canevas articulé et (3) susciter des propositions d'actions précises qui puissent permettre d'avancer.

Les résultats du FCI 2017 quant aux actions proposées ayant trait au commerce et à l'investissement sont intégrés dans les différentes sections concernées la Revue (commerce extérieur, environnement des affaires, politique commerciale et d'investissement, infrastructures, secteurs productifs).

Tableau 17. Résultats du **FCI 2017** - Actions proposées pour l'amélioration de l'environnement des affaires : échanges internationaux⁷⁴

deCONTRAÎNE À DESSERER	ACTIONS	COMMENTAIRES
1. FINANCEMENT		
1.1. Inclusion financière restreinte	<ul style="list-style-type: none"> Faciliter, dans un cadre de politiques publiques d'incitation aux investissements plus large, le crédit dans les régions 	Évaluation avant tout des potentialités de la région. Augmentation des fonds de garanties en milieu rural
1.2. Modalités d'octroi des avantages incitatifs non respectueux de la libre concurrence	<ul style="list-style-type: none"> Reprendre les critères d'octroi des avantages incitatifs pour les rendre plus transparents Mettre en place une politique de promotion des investissements pour la diaspora (en incluant des outils comme les bons de la Diaspora, les investissements directs de la Diaspora ...) 	<p>Publier une grille d'évaluation des projets d'investissement (Commission interministérielle des investissements) Créer une Unité de suivi des avantages incitatifs accordés aux entreprises</p> <p>Faire le recensement de la Diaspora, afin de déterminer le potentiel de leur apport.</p>
Développer un cadre incitatif et incitatif et infrastructurel pro-croissance (restitution Charles Cadet)	<p><u>Approche de l'État</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Réduction du coût d'accès à certains intrants Faciliter la commercialisation et la promotion des vêtements pour le marché intérieur 	<p><u>Réactions Secteur privé</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Modernisation des parcs Développement et encadrement de la formation professionnelle

⁷⁴ Sources : Actes du FCI 2017, CFI 01-2019; extraits pertinents pour le commerce et l'IDE sélectionnés par l'auteur.

4 RÉSULTATS DE CONCENTRATION-DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS ET MARGES INTENSIVE ET EXTENSIVE

4.1 QUELQUES NOTIONS ÉCONOMIQUES DE RÉFÉRENCE SUR L'ANALYSE DES EXPORTATIONS

Les notions de [marges intensive et extensive] et de [concentration - diversification] sont pertinentes, tant pour l'analyse de l'évolution des exportations que pour l'établissement des axes clés d'orientation de la stratégie de promotion des exportations d'un pays⁷⁵. Il s'agit de notions liées. La concentration va de pair avec une croissance des exportations portée par la marge intensive, tandis que la diversification a plutôt à voir avec une croissance portée par la marge extensive.

Marge intensive et marge extensive

- Les notions de marges intensive et extensive permettent d'appréhender et d'examiner de près la façon dont la croissance des exportations totales d'un pays s'est réalisée, à savoir si c'est par : (a) un accroissement des ventes sur des marchés-produits dans lesquels le pays exportait déjà ou par (b) l'entrée sur de nouveaux marchés géographiques et/ou par le développement des exportations de produits que le pays n'exportait pas auparavant? En d'autres termes...

« La croissance des exportations peut avoir lieu à la marge intensive (vente de produits existants sur les marchés existants) ou à la marge extensive (vente de produits existants sur de nouveaux marchés, de nouveaux produits sur de nouveaux marchés et nouveaux produits sur des marchés existants) »⁷⁶.

Graphique 30. Marge intensive et marge extensive⁷⁷

	MARCHÉ export déjà existant	Nouveau MARCHÉ export
PRODUIT existant déjà /actuellement exporté par Haïti	MARGE INTENSIVE	MARGE EXTENSIVE
Nouveau PRODUIT exporté par Haïti	MARGE EXTENSIVE	MARGE EXTENSIVE

- Il est évident que la croissance des exportations d'Haïti ces dernières années s'est massivement faite à la marge intensive, c'est-à-dire essentiellement sur les mêmes catégories de produits

⁷⁵ Les données disponibles sur les exportations d'Haïti ne sont pas suffisamment fines pour mesurer et suivre les indicateurs les plus appropriés de diversification. Néanmoins, elles permettent de dégager quelques indicateurs simples utiles. Dans le cas où des ressources suffisantes seraient mobilisées lors de futures éditions de la Revue diagnostique, des indicateurs plus instructifs pourraient être estimés.

⁷⁶ Source: "Trade Competitiveness Trade Competitiveness: Diagnostic Toolkit", International Trade Department of the World Bank; version 1.0; June 2011, p.57; traduction de l'anglais par l'auteur.

⁷⁷ Graphique courant, arrangé par l'auteur

– en l'occurrence dans le secteur *textile-vêtement* et le même grand marché géographique – c'est-à-dire les USA.

- Il est évident que, pour s'en sortir, Haïti doit pouvoir se tourner vers une stratégie mixte de promotion des exportations basée à la fois sur la marge intensive et la marge extensive

Concentration et diversification des exportations

- La concentration des exportations sur un nombre très limité de produits et/ou de marchés [géographiques, nationaux, régionaux] expose un pays à des risques importants qui peuvent résulter de la volatilité des marchés d'écoulement, d'une remise en cause éventuelle de son avantage compétitif par rapport à ses concurrents, ou encore de la concrétisation de risques élevés d'instabilité dans des pays de destination des exportations.
- Le degré de concentration des exportations peut être appréhendé par des indicateurs de mesure simples comme la part dans celles-ci du principal pays, ou celles des 3 ou des 5 premiers pays destinataires / importateurs. De même, elle se mesure par la part des principaux produits dans les exportations totales. Il existe des indicateurs bien plus sophistiqués pour mesurer le degré de concentration.
- Un pays peut, par exemple, se fixer comme objectif de diversifier ses exportations à forte composante de biens manufacturiers en mettant l'accent sur la promotion de produits de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de la sylviculture, etc. Plus spécifiquement, il peut entreprendre d'encourager la diversification de ses exportations agricoles en termes de produits comme en termes de marchés géographiques de destination. Son objectif de diversification peut aussi consister à stimuler des exportations de services, lorsque ses exportations totales sont trop fortement concentrées sur les produits des secteurs primaires et/ou secondaires.
- En principe, la diversification des produits et des marchés d'exportation va de pair avec une meilleure intégration au commerce international. Elle implique très possiblement une réduction de l'exposition globale aux risques.
- Cela dit, la marge intensive et la marge extensive sont, par excellence, les deux voies qu'un pays peut emprunter pour atteindre ses objectifs de croissance des exportations, y compris en combinaison. Un pays qui a une très forte concentration de ses exportations totales de biens et services sur un produit/marché (comme Haïti avec ses exportations de vêtements aux USA) a certes impérativement besoin de diversifier ses exportations (marge extensive). Toutefois, il peut être justifié qu'il poursuive en même temps une stratégie pour accroître ses ventes sur son produit-marché principal, dès lors que celui-ci offre un potentiel de croissance conséquent, auquel il est en mesure d'accéder. C'est le cas si ce produit-marché de destination croît et s'il est en position compétitive ou favorisée...

- Il peut être moins risqué et coûteux d'accroître ses exportations sur des marchés existants que sur de nouveaux produits-marchés, principalement s'il s'agit de secteurs et de produits pour lesquels le pays ne dispose pas d'une masse critique d'entreprises compétitives établies et expérimentées à l'exportation (coût de programme pour des nouveaux exportateurs sur de nouveaux marchés).

Il sera examiné dans les sous-sections suivantes de la revue les aspects se rapportant à la structure et à la dynamique du commerce extérieur (exportations et importations) d'Haïti selon les catégories générales de produits et de marchés « clients » et « fournisseurs » et en mettant en perspective le degré de concentration et de diversification, en termes de produits et de marchés

Pourquoi examiner et suivre systématiquement les données commerciales générales et détaillées?

L'économie nationale montre certaines caractéristiques structurelles qui n'évoluent guère, tel que, par exemple, le constat d'un énorme déficit de la balance commerciale qui perdure ou celui des exportations d'Haïti qui se trouvent massivement portées par la croissance des ventes sur le marché américain.

De toute évidence, la croissance des exportations d'Haïti s'est faite au cours de ces dernières années massivement à la marge intensive, c'est-à-dire en usant essentiellement des mêmes catégories de produits du secteur *textile-vêtement* ainsi que de son marché habituel au niveau régional, les USA. Comme évoqué plus tôt, Haïti a besoin, pour améliorer sa performance commerciale, de recourir à une stratégie mixte de promotion des exportations doublement axée sur la marge intensive et la marge extensive :

- Le recours à la marge intensive a pour but de contribuer à matérialiser dans la durée l'énorme potentiel de croissance de son secteur textile-vêtement sur le marché des USA qui s'est révélé un moteur plutôt performant pour les exportations nationales ;
- Le recours à la marge extensive est souhaitable pour Haïti qui en a besoin pour asseoir son économie, assainir ses finances publiques et diversifier ses exportations vers de nouveaux secteurs, notamment : le tourisme, l'agriculture, les industries culturelles et créatives, etc., qui disposent d'un potentiel de développement encore sous-exploité ou même inexploité. La très forte concentration des exportations haïtiennes présente à terme un risque important pour le pays, nonobstant l'avantage comparatif que lui confère la Loi HOPE sur ses concurrents. En effet, l'offre tend à évoluer vers des produits plus « technologiques » et les goûts des consommateurs vers des produits plus « performants ». Dans le même temps, les pays concurrents de la région et d'ailleurs ne restent pas figés. Ils sont en quête de nouveaux moyens pour améliorer leurs performances. Encore que la Loi HOPE ne soit pas appelée à durer indéfiniment.

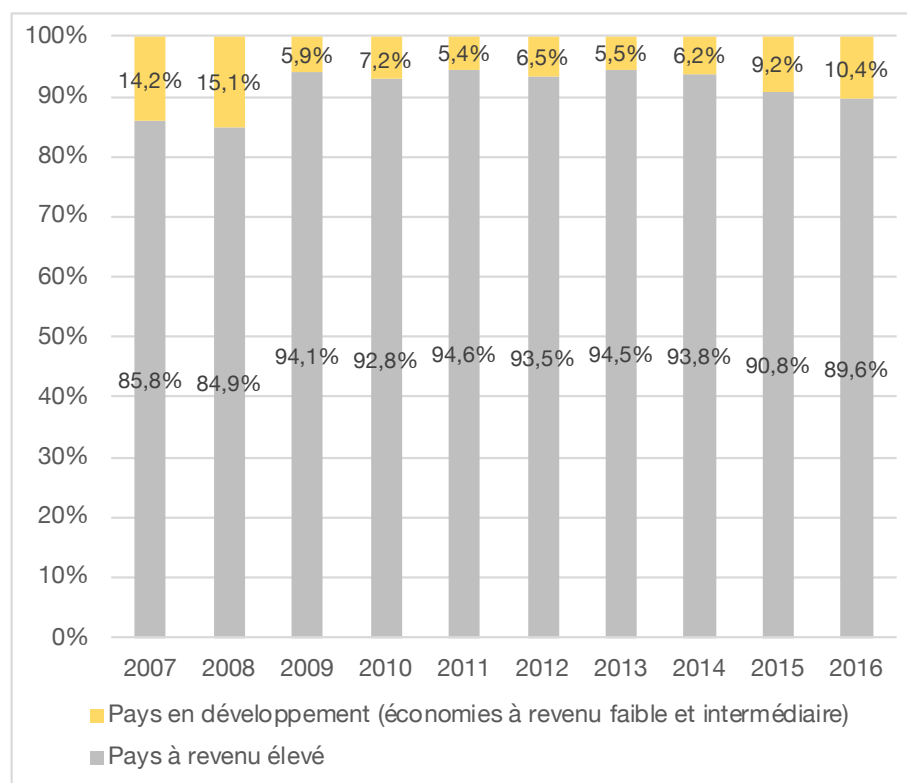
Besoin de se baser sur la production et l'analyse des données probantes en matière de commerce et d'investissement. Il est peu de choses que l'on puisse

faire en planification, programmation, gestion et promotion des exportations pour les secteurs et les PME sans suivre systématiquement et examiner les données commerciales générales et détaillées du pays, des concurrents et des marchés. Celles-ci sont de toute nécessité, ne serait-ce que pour bien déceler et circonscrire les produits et les marchés à potentiel, définir des objectifs clairs et précis, indiquer les résultats attendus, calibrer les incitations à offrir, etc...

4.2 ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES D'HAÏTI PAR RÉGION DE DESTINATION

Pays à revenu élevé vs pays en développement : Haïti exporte en très grande partie, soit 90% environ, vers des pays à revenu élevé. Néanmoins, il est encourageant d'observer que la part de ses exportations totales de marchandises à destination des pays en développement s'est accrue de 5,5% en 2013 à 10,4% en 2016 (Graphique 31).

Graphique 31. Répartition des exportations de marchandises d'Haïti par grandes catégories de pays de destination (% des exportations totales de marchandises)⁷⁸



⁷⁸ Source : BM, indicateurs de développement dans le monde (mise à jour 14/11/2018); compilation de l'auteur.

Avis. Il est absolument souhaitable qu'Haïti puisse accroître son commerce avec d'autres pays en développement, au premier chef avec la RD et d'autres pays de la région, via le CARICOM et la CSME⁷⁹ En même temps, il y a une forte sous-utilisation des accords de commerce sur de grands marchés. Il s'ensuit qu'il serait justifié d'établir des objectifs de croissance en volume ou en part tant vers les marchés priorités parmi les pays en développement que ceux priorités parmi les économies développées.

Pays en développement : Les faibles exportations d'Haïti vers les pays en développement sont, par ailleurs, très concentrées dans la région « Amérique latine et Caraïbes ». En effet, sur les 10,4% que représentent les pays en développement dans les exportations totales de marchandises du pays en 2016, l'Amérique latine et les Caraïbes comptent pour 8,1%, soit les 4/5 du total (Tableau 18).

Tableau 18. Part des exportations totales de marchandises d'Haïti vers les pays en développement par région (% des exportations totales de marchandises)⁸⁰

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Amérique latine et des Caraïbes	11,06%	10,44%	4,74%	5,02%	2,88%	2,39%	2,77%	3,12%	7,13%	8,10%
Asie de l'Est et du Pacifique	2,70%	4,31%	0,70%	1,86%	2,29%	3,16%	2,36%	2,29%	1,55%	1,17%
Moyen-Orient et d'Afrique du Nord	0,05%	0,00%	0,10%	0,01%	0,02%	0,04%	0,08%	0,59%	0,16%	0,64%
Asie du Sud	0,26%	0,25%	0,26%	0,21%	0,17%	0,76%	0,10%	0,14%	0,26%	0,33%
Afrique subsaharienne	0,05%	0,03%	0,07%	0,03%	0,02%	0,06%	0,03%	0,03%	0,07%	0,12%
Europe et d'Asie centrale	0,03%	0,08%	0,05%	0,03%	0,03%	0,07%	0,13%	0,08%	0,05%	0,06%
	14,15%	15,11%	5,90%	7,16%	5,40%	6,48%	5,47%	6,25%	9,22%	10,41%

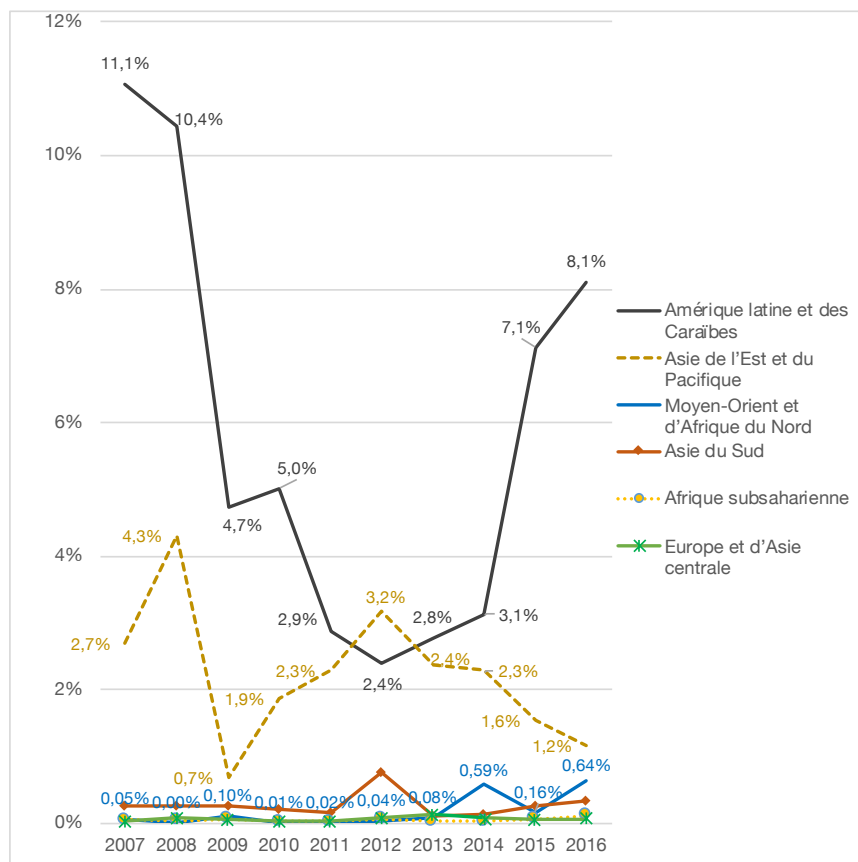
En suivant l'évolution des échanges d'Haïti avec les pays en développement de 2007 à 2016, il est observé un changement notable, marqué, pour commencer, par une forte baisse de la part des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, allant de 11,1% en 2007 à 2,4% en 2012; cette forte baisse a été suivie d'une nette remontée jusqu'à une part de 8,10% en 2016.

La tendance inverse a été observée pour la part des exportations haïtiennes vers l'Asie de l'Est et le Pacifique, de 2012 à 2016 (Graphique 32).

⁷⁹ Il lui faut pour cela entreprendre d'aligner son tarif douanier sur celui du tarif extérieur commun (TEC).

⁸⁰ Source : ibid.

Graphique 32. Part des exportations totales de marchandises d'Haïti vers les pays en développement par région (% des exportations totales de marchandises)⁸¹



Ce portrait de l'évolution des exportations totales de marchandises d'Haïti vers les pays en développement – par région - est complété ci-après par l'examen de la répartition de ces exportations totales entre ces régions (Tableau 19 et Graphique 33).

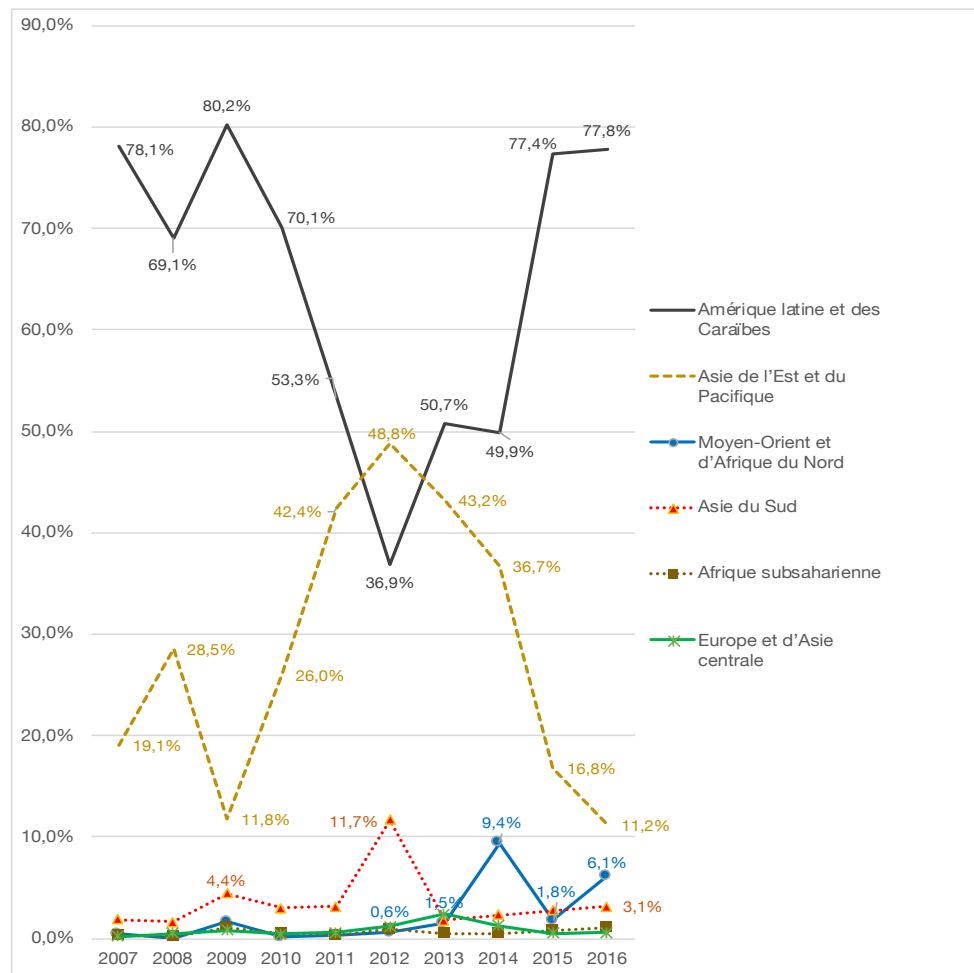
Tableau 19. Répartition entre régions des exportations de marchandises d'Haïti vers des pays en développement – 2007 à 2016 ⁸²

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Amérique latine et des Caraïbes	78,1%	69,1%	80,2%	70,1%	53,3%	36,9%	50,7%	49,9%	77,4%	77,8%
Asie de l'Est et du Pacifique	19,1%	28,5%	11,8%	26,0%	42,4%	48,8%	43,2%	36,7%	16,8%	11,2%
Moyen-Orient et d'Afrique du Nord	0,4%	0,0%	1,6%	0,1%	0,3%	0,6%	1,5%	9,4%	1,8%	6,1%
Asie du Sud	1,9%	1,6%	4,4%	3,0%	3,1%	11,7%	1,8%	2,3%	2,8%	3,1%
Afrique subsaharienne	0,4%	0,2%	1,1%	0,4%	0,4%	0,9%	0,5%	0,5%	0,7%	1,1%
Europe et d'Asie centrale	0,2%	0,5%	0,8%	0,4%	0,6%	1,1%	2,4%	1,3%	0,5%	0,5%
	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

⁸¹ Source : ibid.

⁸² Source : BM, indicateurs de développement dans le monde (mise à jour 14/11/2018); compilation de l'auteur.

Graphique 33. Répartition entre régions des exportations de marchandises d'Haïti vers des pays en développement – 2007 à 2016 ⁸³



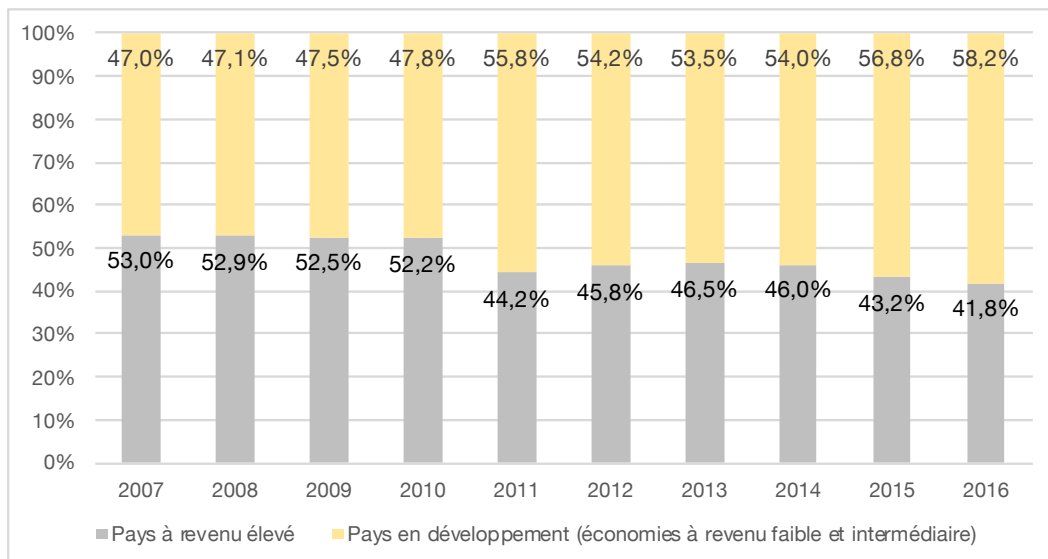
4.3 ÉVOLUTION DES IMPORTATIONS HAITIENNES DE MARCHANDISES SELON LES RÉGIONS D'ORIGINE

La composition des importations selon l'origine a beaucoup changé depuis une dizaine d'années.

À un niveau général, il y a lieu de faire remarquer qu'au cours de la dernière décennie les pays en développement (PED) ont nettement amélioré leur position par rapport à ceux à revenu élevé comme fournisseurs de marchandises en Haïti. Représentant 47% des importations du pays en 2007, la part des PED a augmenté à un point tel qu'elle est devenue nettement majoritaire en 2016 à 58,2% (Graphique 34).

⁸³ Ibid.

Graphique 34. Répartition des importations de marchandises d'Haïti par catégorie de pays selon le revenu (% des importations totales de marchandises)⁸⁴



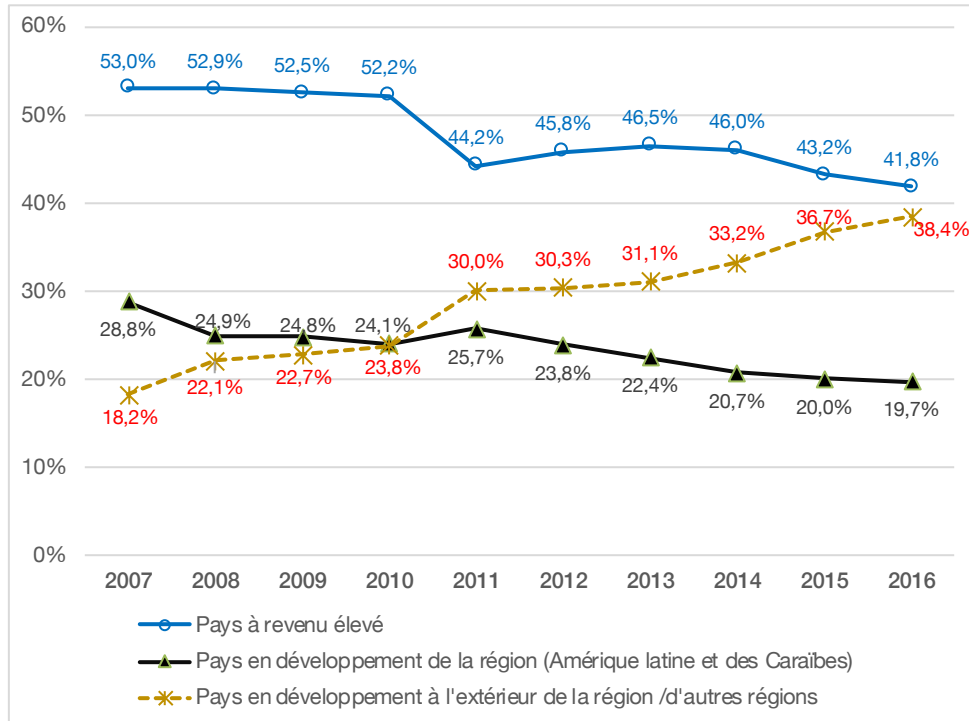
Cette évolution de leur position comme pays « fournisseurs » d'Haïti est à contrecourant de l'évolution de leur position comme pays « clients » présentée plus tôt. Bien que la part des pays en développement comme « marché de destination » des exportations de marchandises d'Haïti se soit accrue de 5 points de pourcentage de 2011 à 2016, elle n'en reste pas moins inférieure à leur part de « marché d'origine », soit 10,4% en 2016. Un niveau de performance, de loin inférieur, à ce qu'il a été il y a de cela une décennie (14,2% en 2007, 15,1% en 2008).

À un niveau moins agrégé, il peut être facilement montré ce qui a vraiment changé dans l'origine des importations de marchandises depuis une dizaine d'années. En général, elles proviennent beaucoup moins de pays à revenu élevé (41,8% en 2016 vs 53% en 2007), ainsi que de la région Amérique latine et Caraïbes (19,7% en 2016 vs 28,8% en 2007).

Par contre, la part de marché des pays en développement, incluant d'autres régions, est en pleine expansion (28,8% en 2007 vs 38,4% en 2016) - Graphique 35.

⁸⁴ Source : BM, indicateurs de développement dans le monde (14/11/2018); données ajustées pour un total par année de 100% pour les 3 séries (en faisant abstraction de la part des importations d'origine non-identifiées; un résidu min de 15,8% et max de 16,8%); compilation de l'auteur.

Graphique 35. Répartition de l'origine des importations de marchandises en Haïti par catégorie de pays et de régions d'origine (% des importations totales de marchandises) 2007 à 2016 ⁸⁵



À un niveau un peu plus fin, on peut clairement identifier que cette montée de la part des importations de marchandises en provenance de pays en développement de régions autres que l'Amérique latine et les Caraïbes (telle qu'illustrée par le Graphique 35) s'explique en fait presque entièrement par la poussée des importations en provenance des pays en développement de l'Asie de l'Est et du Pacifique (Graphique 36).

Cela dit, les importations totales de marchandises d'Haïti en provenance de pays en développement ont massivement pour origine l'Asie de l'Est et du Pacifique et l'Amérique latine et les Caraïbes. À elles seules, ces deux régions en couvraient 95,4% en 2016.

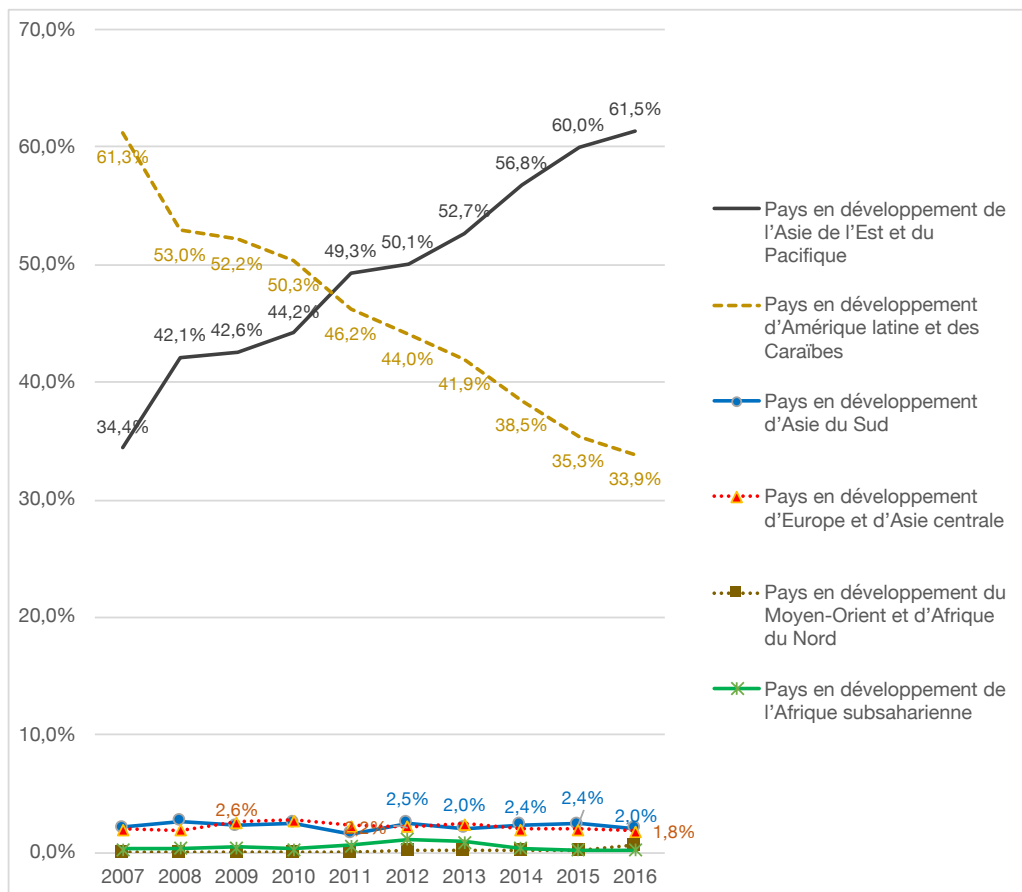
Les quatre autres grandes régions ne représentent ensemble qu'une portion congrue de ces importations, soit 4,6%. Les pays en développement francophones de l'Afrique subsaharienne et du Maghreb représenteraient un potentiel commercial possiblement intéressant, mais non encore exploité.

Quant aux quatre autres grandes régions, elles ne représentent qu'une portion congrue (4,6%) des importations du pays. Les pays en développement francophones de

⁸⁵ Source : BM, indicateurs de développement dans le monde (14/11/2018); données ajustées pour un total de 100% par année pour les 3 séries (en faisant abstraction de la part des importations d'origine non-identifiées; un résidu minimum de 15,8% et maximum de 16,8%; voir le Tableau Annexe D.1 pour les données d'origine); compilation de l'auteur.

l'Afrique subsaharienne et du Maghreb, représenteraient un potentiel commercial possiblement intéressant mais non encore exploré.

Graphique 36. Répartition des importations de marchandises d'Haïti de pays en développement par région d'origine (% des importations totales de marchandises en provenance de régions de pays en développement) 2007-2016 ⁸⁶



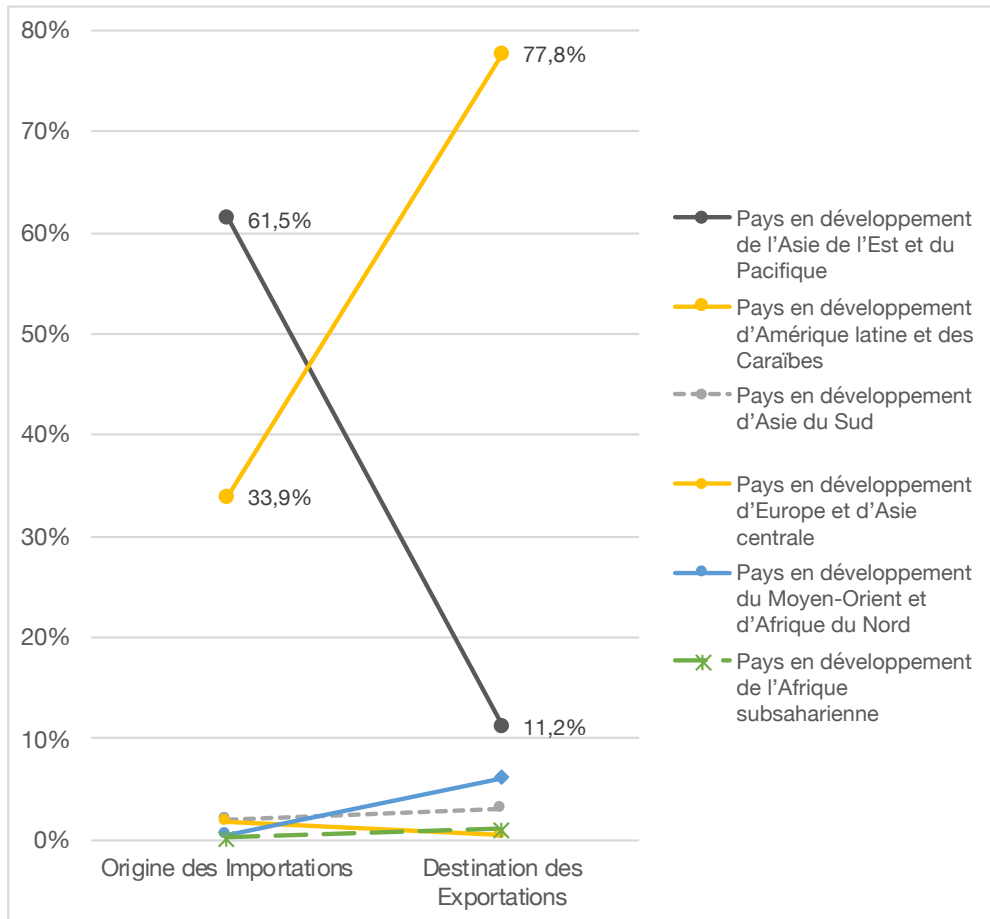
4.4 COMPARAISON ENTRE RÉGIONS DE DESTINATION ET D'ORIGINE

La comparaison entre elles des régions d'origine des importations et de destination des exportations d'Haïti a fait ressortir clairement une inversion de leurs positions respectives :

- en 2016, l'Amérique latine et les Caraïbes représentaient environ 78% des exportations du pays dans les PVD, mais comptaient pour 34% de ses importations en provenance des PVD;
- inversement, l'Asie de l'Est et du Pacifique représentait un maigre 11% des exportations d'Haïti dans les PVD, mais comptaient pour 62% de ses importations en provenance des PVD (Graphique 37).

⁸⁶ Source : ibid. voir Tableau annexe D.2 pour les données d'origine

Graphique 37. Répartition des importations et des exportations de marchandises d'Haïti parmi les PVD par région d'origine et régions de destination - 2016 ⁸⁷



À propos des sources de données sur les importations et les exportations : les données « miroir »

« Le deuxième usage des données miroir est la reconstitution de données manquantes : lorsque des données sur un pays X ne sont pas disponibles ou considérées comme fausses ou douteuses, on les calcule à partir des données d'importation et d'exportation des pays qui sont ses partenaires économiques (Yeats, 1995 ; Choo, 2008 ; Barbieri et al., 2009) ».

Source : « Analyse miroir et fraude douanière », Document de recherche de l'OMD no. 35, Thomas Canten (Avril 2015), p6

⁸⁷ Source : ibid.

4.5 CONCENTRATION, DIVERSIFICATION ET QUALITÉ DES EXPORTATIONS

La concentration-diversification des exportations peut être appréhendée selon différents indicateurs de mesure. Dans les fiches-pays sur l'Aide pour le commerce (APC) publiées par l'OCDE et l'OMC, les indicateurs présentés à ce sujet dans la partie [C. TRADE PERFORMANCE] sont notamment:

- 1) le Top 5 des marchés (soit les 5 pays destinataires qui représentent les exportations les plus élevées d'exportation de marchandises du pays) et le Top 5 des produits (en % du total et pour 2 années permettant de constater des changements à moyen ou long terme;
- 2) des indicateurs des sources OMC et UN-Comtrade .

Pour sa part, la Banque mondiale compile de « HH market concentration index », mais pas pour Haïti alors que l'indice est suivi pour 212 autres pays (source : WITS country profile /World Integrated Trade Solution)⁸⁸. Cette carence ne permet pas de faire des analyses consistantes pour élaborer et suivre des résultats importants attendus de la mise en œuvre d'une politique commerciale. [La nécessité s'impose de renforcer les capacités en la matière et de l'inscrire à l'agenda des mesures à planifier et à financer.](#)

4.5.1 Indices de diversification du FMI (Data Mapper)

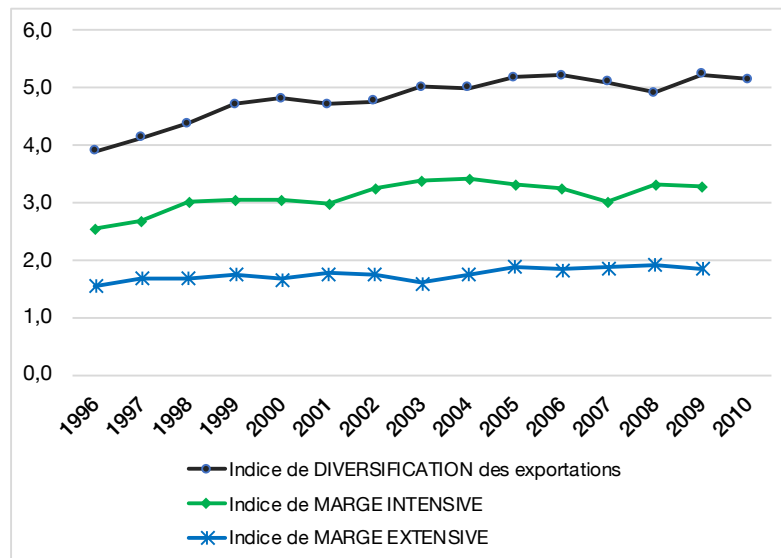
L'indice WITS n'est ainsi pas disponible pour Haïti, par contre ceux du FMI avec son outil **Data Mapper** sont accessibles. Quoique que ce dernier ne fournit de données que jusqu'à 2010, il est instructif de présenter ici une visualisation des résultats de trois compilations, notamment pour : (1) fournir un étalonnage qui reste absolument intéressant aujourd'hui, (2) illustrer comment les positions / rangs peuvent significativement changer, et 3) souligner l'utilité d'un système de statistiques commerciales pour établir des diagnostics comparatifs et des objectifs de politique de promotion des exportations.

Cet outil **DataMapper** du FMI offre depuis 2014 une rubrique « *Diversification des exportations* » qui fournit trois indicateurs de diversification des produits d'exportation de 1962 à 2010. L'indice de Theil fournit une *mesure globale* de la diversification des exportations. Cet indice global a été décomposé pour mesurer les *marges extensive et intensive*. *La marge extensive* reflète ici la concentration *du nombre de produits* par pays, tandis que *la marge intensive* prend en compte la concentration *des volumes d'exportation* relative aux produits. Des valeurs plus élevées pour les trois indices indiquent une diversification plus faible.

Comme le montre le Graphique 38 pour les exportations d'Haïti, les trois indices (indice global de diversification, indice de marge extensive et indice de marge intensive) ont eu tendance à augmenter sur le long terme; en l'occurrence sur la quinzaine d'années de 1996 à 2010. Cela signifie que la diversification a diminué ou que la concentration a augmenté davantage à la marge intensive (en valeur) qu'à la marge extensive (en moindre nombre de produits).

⁸⁸ L'indice HH (Hirschman Herfindahl) est une mesure de la dispersion des valeurs commerciales entre les partenaires d'un exportateur. Un pays dont les exportations ou les importations sont concentrés sur un très petit nombre de marchés aura un indice d'une valeur proche de 1. Au contraire, un pays avec un portefeuille commercial parfaitement diversifié aura un indice proche de zéro.

Graphique 38. Évolution des indices de diversification, de marge extensive et de marge intensive des exportations d'Haïti (FMI) – 1996 à 2010⁸⁹



4.5.2 Indices de qualité des exportations du FMI (Data Mapper)

La boîte à outils DataMapper du FMI contient également des mesures de la qualité des exportations pour différents niveaux d'agrégation des produits d'exportation. Outre l'indice de qualité des exportations qui mesure le niveau de qualité globale de chaque pays, l'outil donne accès à d'autres indices de qualité qui mesurent les niveaux de qualité sectoriels pour chaque pays. Par exemple, « Aliments et animaux » fournit une mesure de qualité pour le secteur des aliments et des animaux⁹⁰. Les valeurs obtenues des indices de qualité sont généralement comprises entre 0 et 1,2. *Des valeurs plus élevées pour les indices de qualité indiquent des niveaux de qualité plus élevés.*

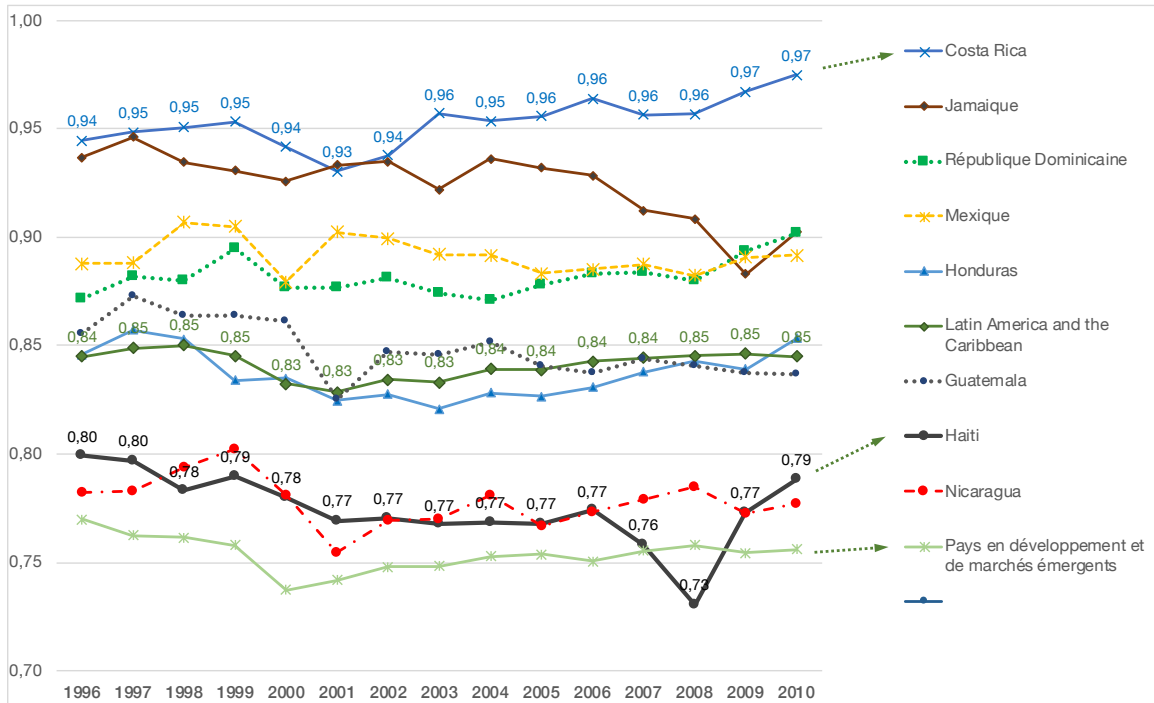
En ce qui concerne l'indice de qualité globale, un étalonnage préparé ici pour Haïti vs 7 autres pays de la région « Amérique latine et Caraïbes », incluant des PVD et des marchés émergents, montre une dégradation de son indice de qualité de 1996 à 2008, suivie d'une remontée de celui-ci, de 2008 à 2010. Cet indice pour Haïti est sensiblement plus élevé que celui de l'ensemble des PVD et avoisine celui du Nicaragua. Par contre, il reste nettement inférieur à celui des autres pays étalonnés (Graphique 39).

Le profil d'évolution de l'indice de qualité d'Haïti pour la catégorie « Aliments et animaux » est similaire à celui de l'indice global de qualité sur la période 1996-2010, mais le pays s'y positionne nettement mieux, dans le milieu du groupe de pays comparés, plutôt qu'en queue de ce groupe (Graphique 40).

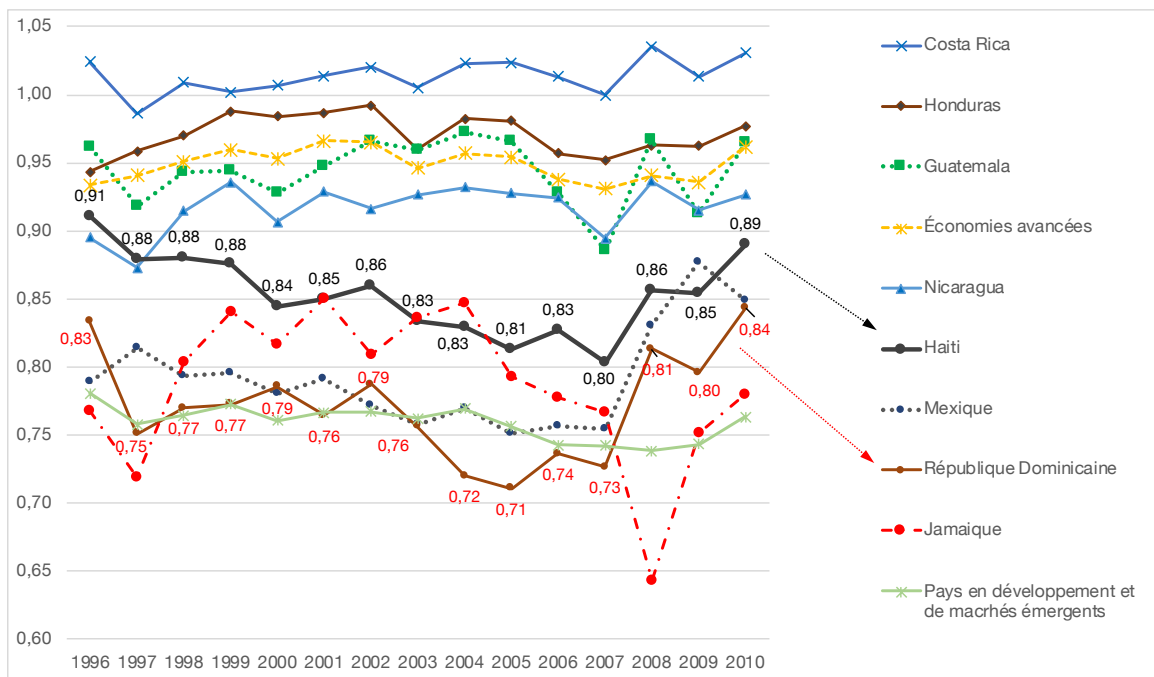
⁸⁹ Source : FMI Data Mapper, compilation de l'auteur.

⁹⁰ La méthodologie de base (voir Henn et al. (2013) estime la qualité sur la base de valeurs unitaires et constitue une version modifiée de Hallak (2006). Pour permettre des comparaisons entre produits, toutes les estimations de la qualité sont normalisées au 90^e centile de la combinaison produit-année correspondante.

Graphique 39. Niveau et évolution de l'Indice global de qualité des exportations – Étalonnage Haïti et 9 autres pays et catégories de pays - 1996 à 2010⁹¹



Graphique 40. Niveau et évolution de l'Indice de qualité des exportations de la catégorie des produits « Alimentaires et animaux vivants » Étalonnage Haïti et 9 autres pays et catégories de pays - 1996 à 2010⁹²



⁹¹ Source : Data Mapper /FMI; compilations de l'auteur. <https://www.imf.org/external/np/res/dfidimf/diversification.htm>

⁹² Ibid.

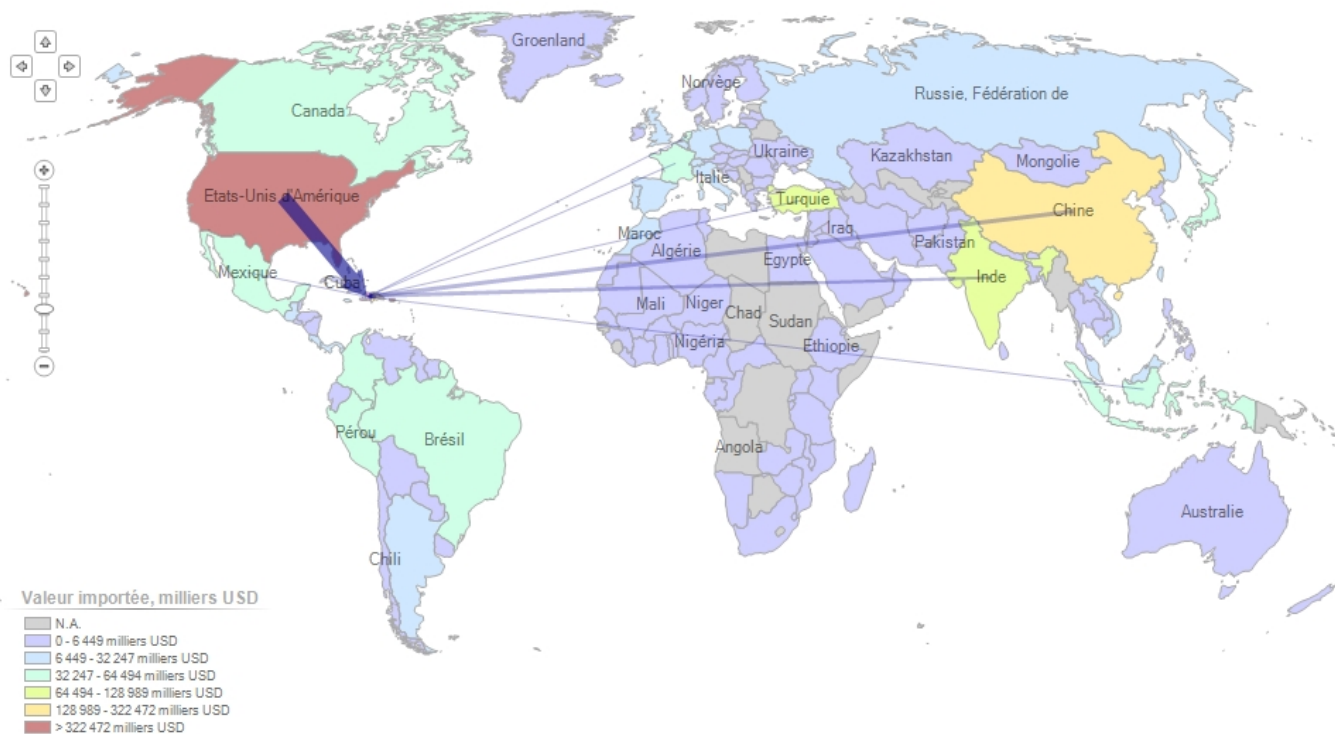
5 PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX : CONCENTRATION ET ÉVOLUTION

5.1 LES ÉTATS-UNIS : DE LOIN LE PRINCIPAL PARTENAIRE COMMERCIAL D'HAÏTI

Le Centre du Commerce international (CCI) donne un accès en ligne à des outils d'analyse de marché dont **Trade Map** qui permet de produire des cartes de visualisation des flux du commerce extérieur de marchandises d'un pays avec ses partenaires⁹³.

Les deux cartes ci-après montrant respectivement les flux d'origine des importations d'Haïti et ceux de destination de ses exportations font immédiatement ressortir la position des USA en tant que 1^{er} partenaire d'Haïti dans les deux sens et laissent même déjà entrevoir un fort degré de concentration des flux (Graphiques 41 et 42)

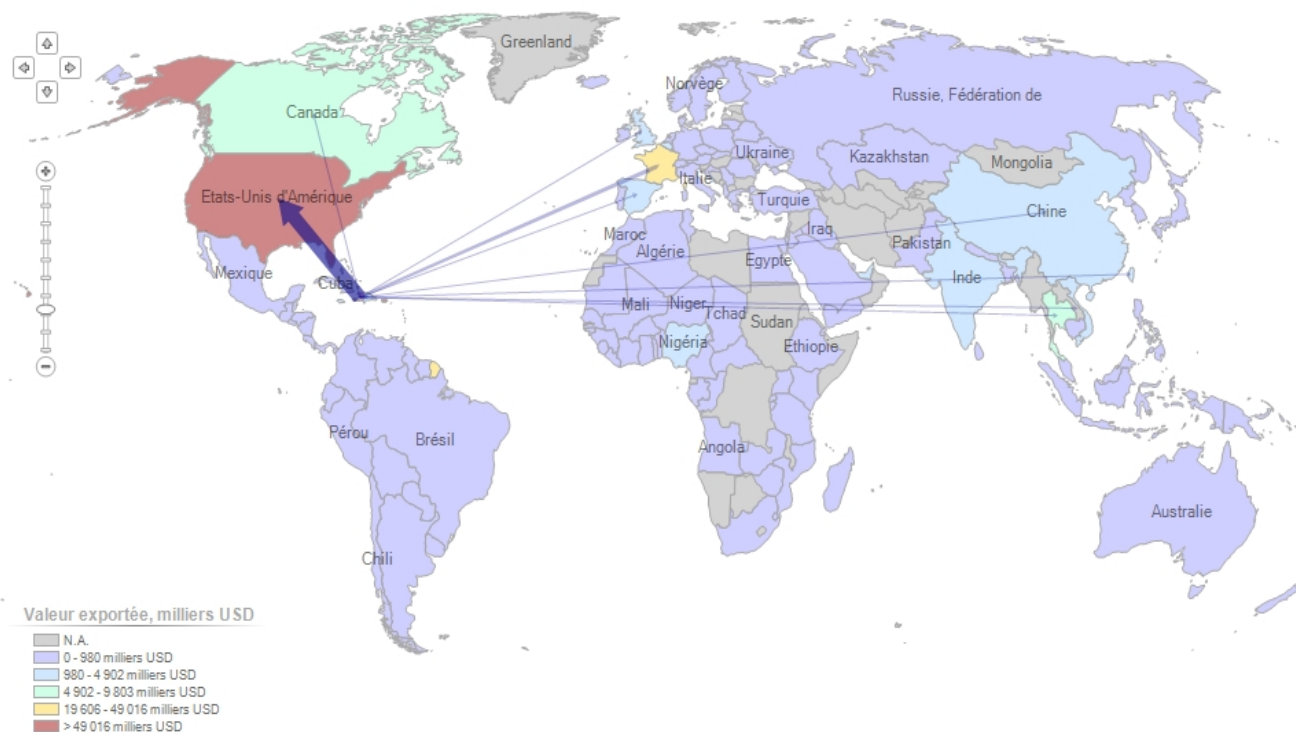
Graphique 41. Liste des marchés fournisseurs pour tous les produits confondus importés par Haïti en 2017⁹⁴



⁹³ Le Centre du Commerce international (CCI /ITC) est une agence conjointe de l'OMC et des Nations-Unies.

⁹⁴ Source: CCI; [Trade Map](#).

Graphique 42. Liste des marchés importateurs pour tous les produits confondus exportés par Haïti en 2017⁹⁵



Le Tableau 20 ci-après reprend la fiche statistique du *Bureau du représentant américain au commerce* pour Haïti, laquelle fournit un portrait en capsule de la situation du commerce USA-Haïti.

Tableau 20. Statistiques du commerce USA-Haïti⁹⁶

Fiche statistique du commerce et de l'IDE : HAITI-USA	
Volume total d'échanges commerciaux	Pour un volume d'échanges de marchandises (import + export) totalisant 2,3 milliards USD en 2017, les USA ont été, de loin, le 1 ^{er} partenaire commercial d'Haïti; alors que pour ce dernier, Haïti occupe le 76 ^{ème} rang comme partenaire commercial.
Exportations Haïti→USA	Les USA sont le 1 ^{er} marché d'exportation pour Haïti, via les produits du secteur textile et vêtement dont l'importation aux USA bénéficie de la Loi HOPE. Haïti était en 2017 le 77 ^{ème} plus important fournisseur de produits importés des États-Unis. Les exportations de marchandises d'Haïti aux USA ont totalisé 920 millions de dollars en 2017, soit une hausse de 2,3% (quelque 21 millions de dollars) par rapport à 2016 et de 88,5% par rapport à 2007.

⁹⁵ Source: CCI (ITC); [Trade Map](#);

⁹⁶ Source : Office of the United States Representative (USTRO), "U.S.-Haiti trade facts"; <https://ustr.gov/countries-regions/americas/haiti> ; traduit de l'anglais et adapté par l'auteur.

Fiche statistique du commerce et de l'IDE : HAÏTI-USA	
Exportations Haïti → USA (suite)	<p><u>Principaux produits importés d'Haïti par les USA en 2017⁹⁷</u></p> <p>701 m^{ns} Vêtements tricotés 161 m^{ns} Vêtements tissés 13 m^{ns} Parfumerie, cosmétiques 12m^{ns} Fruits comestibles et noix (mangues) 5 m^{ns} Produits spéciaux, autres (retours) 31m^{ns} Produits agricoles, dont principalement : 13m^{ns} Huiles essentielles 12m^{ns} Autres fruits frais 2m^{ns} Fèves de cacao 363K Café non torréfié 331K Fruits et légumes</p>
Importations Haïti ← USA	<p>Les USA sont le 1^{er} pays fournisseur d'Haïti, alors qu'Haïti est le 69^{ème} pays exportateur pour les USA. Les importations de marchandises d'Haïti en provenance des USA ont totalisé 1,4 milliards USD en 2017, soit une hausse de 29,3% (320 millions USD) par rapport à 2016 et de 107,4% par rapport à 2007.</p> <p><u>Principaux produits importés par Haïti aux USA en 2017⁹⁸</u></p> <p>467 m^{ns} Autres produits spéciaux (produits de donation) 276 m^{ns} Céréales (riz) 228 m^{ns} Autres combustibles minéraux 61m^{ns} Viande 52 m^{ns} Machines électriques 420 m^{ns} Produits agricoles, dont principalement 237m^{ns} Riz 65m^{ns} Viande de volaille et produits à base de viande (ex. œufs) 32m^{ns} Blé 14m^{ns} Produits laitiers 11m^{ns} Légumineuses</p> <p>Selon le Ministère du commerce des USA, les exportations américaines de marchandises vers Haïti ont soutenu environ 4000 emplois aux USA en 2015.</p>
Balance commerciale	<p>Le déficit commercial d'Haïti avec les USA (sur les biens) s'élevait à 491 millions USD en 2017, soit une augmentation de 155,8% (299 millions \$US) par rapport à 2016.</p>

⁹⁷ Catégories selon le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises à deux chiffres [SH-2] (les codes vont de 2 à 20 chiffres); données en millions USD (m^{ns}).

⁹⁸ Ibid.

Fiche statistique du commerce et de l'IDE : HAITI-USA	
IDE	Les investissements directs américains (IDE des États-Unis) en Haïti (stocks) se sont élevés à 34 millions USD en 2017, soit une augmentation de 36,0% par rapport à 2016 ⁹⁹ .

5.2 PRINCIPAUX PAYS « CLIENTS » ET PRINCIPAUX PAYS « FOURNISSEURS » : CONCENTRATION ET REPOSITIONNEMENT

5.2.1 Principaux pays clients

Sur la base des données collectées à partir de l'outil statistique du CCI sur les exportations haïtiennes par pays importateur, de 2014 à 2017, l'analyse conduite pour la présente Revue a recensé 144 pays différents vers lesquels Haïti a exporté des produits en une année au moins. De l'ensemble, il a pu être retracé des flux pour 109 pays en 2014, 112 pays en 2015, 118 pays en 2016 et 108 pays en 2017. L'observation de ces flux n'a pas révélé de changement significatif pendant ces quatre années de référence au cours desquelles 56% des 144 pays listés¹⁰⁰ (soit 81) ont, comme des partenaires commerciaux « réguliers », importé des produits d'Haïti, respectivement en 2014, 2015, 2016 et 2017.

- Les 20 principaux pays importateurs de la liste des 81 partenaires commerciaux d'Haïti (dits réguliers pendant les quatre années de référence) ont absorbé la quasi-totalité des exportations d'Haïti en 2017.
- La concentration des exportations par destination est forte. En effet, les 10 premiers partenaires commerciaux d'Haïti ont importé 95,8% des produits exportés par Haïti en 2017. Il y va en fait d'une concentration extrême :
 - les cinq principaux partenaires commerciaux d'Haïti, soit les États-Unis, la République Dominicaine, le Canada, la France et le Mexique ont ensemble représenté une part aussi élevée que 92,10% des exportations d'Haïti, tous produits confondus (2017);
 - comme illustré dans la section précédente, les États-Unis sont de loin le principal partenaire commercial d'Haïti. En 2017, à eux seuls, les États-Unis ont absorbé plus des 4/5 des exportations totales de produits du pays, soit 82,1%.
- L'Union européenne, considérée dans sa globalité plutôt que par pays partenaire individuel, a absorbé 4,92% des exportations totales d'Haïti en 2017. C'est relativement très peu, comparé aux exportations vers les USA ; néanmoins, l'UE est le 2^{ème} partenaire commercial d'Haïti.

Les Tableaux 21 et 22 montrent bien qu'il n'y a eu que peu de changements au cours des dernières années en ce qui a trait aux pays de destination des exportations.

⁹⁹ Selon la source (Office of the United States Representative), il n'existe aucune information sur la répartition des IDE américains en Haïti. Et aucune donnée sur l'IED d'Haïti aux États-Unis n'est disponible.

¹⁰⁰ Source: compilations de l'auteur d'après les données extraites de CCI Trade Statistics.

Tableau 21. Classement 2014 à 2017 des 25 principaux pays de destination
des exportations de produits d'Haïti en 2017¹⁰¹

Pays de destination	Rang				Valeur courante 2017 milliers \$US
	2014	2015	2016	2017	
États-Unis d'Amérique	1	1	1	1	939 787
République dominicaine	12	2	2	2	42 177
Canada	2	3	4	3	32 555
France	5	5	5	4	20 402
Mexique	3	4	3	5	20 064
Belgique	7	7	6	6	12 067
Royaume-Uni	6	8	9	7	9 899
Chine	4	6	10	8	7 610
Inde	21	16	14	9	6 477
Suisse	14	12	13	10	5 633
Espagne	11	9	7	11	5 485
Thaïlande	9	11	15	12	5 469
Taipei Chinois	13	20	20	13	3 570
Allemagne	15	17	16	14	3 345
Japon	19	15	12	15	2 960
Jamaïque	38	35	28	16	2 205
Émirats arabes unis	18	28	25	17	2 098
Australie	23	22	21	18	2 002
Pays-Bas	24	23	11	19	1 822
Corée, République de	17	10	19	20	1 800
Hong Kong, Chine	20	14	17	21	1 557
Chili	72	44	24	22	1 305
Italie	16	19	18	23	1 179
Brésil	22	24	30	24	1 115
Mali	110	113	99	25	1 040

■ Rangs 1 à 10 ; ■ Rangs 11 à 20

¹⁰¹ Source: compilations de l'auteur d'après les données extraites de CCI Trade Statistics. Utilisation des données « miroirs » pour les valeurs des exportations en USD courants : les données « directes » ne captent qu'une portion minimale des exportations de vêtements et de bonneterie (en 2017, 34 millions \$US sous les codes-produits 61-62, d'où seulement 98 millions \$US pour les importations totales des USA en produits provenant d'Haïti) et elles sous-estiment donc drastiquement les volumes et les valeurs réelles des exportations d'Haïti, comme d'ailleurs ses importations de produits (ex : importations de produits des USA par Haïti de 645 millions \$US en 2017) .

Observations principales (Tableau 21):

- 1) Extrême concentration en valeurs;
- 2) Très forte stabilité sur les 10 premiers rangs;
- 3) Forte stabilité sur les 10 rangs suivants.

Tableau 22. Classement des 20 premiers pays importateurs de produits d'Haïti en 2017 et leur rang sur la période 2015-2017¹⁰²

Pays importateurs	Rang 2015 à 2017	Rang 2017	Gain (+) ou perte (-) de rang 2015-2017 vs 2017
États-Unis d'Amérique	1	1	0
République dominicaine	2	2	0
Canada	3	3	0
France	5	4	1
Mexique	4	5	-1
Belgique	6	6	0
Royaume-Uni	8	7	1
Chine	7	8	-1
Inde	10	9	1
Suisse	11	10	1
Espagne	9	11	-2
Thaïlande	12	12	0
Taipei Chinois	17	13	4
Allemagne	15	14	1
Japon	13	15	-2
Jamaïque	24	16	8
Émirats arabes unis	23	17	6
Australie	21	18	3
Pays-Bas	18	19	-1
Corée, République de	16	20	-4

Observations principales (Tableau 22)

- 1) Très forte stabilité sur les 10 premiers rangs;
- 2) De plus en plus de différences entre les positions à moyen terme (2015-2017) et le classement 2017 : volatilité associée à de « petits flux » ou bien tendances à vérifier les deux prochaines années entre les partenaires « montants » et les partenaires « en recul »?

¹⁰² Source: compilations de l'auteur d'après les données extraites de CCI Trade Statistics (utilisation des données « miroirs »)

5.2.2 Les principaux pays « fournisseurs d'Haïti

Tableau 23. Importations d'Haïti 2017 : les 20 premiers pays « fournisseurs »¹⁰³

Exportateurs	Valeur importée 2017 <i>milliers USD</i>	% des importations totales 2017	% cumulé 2017
États-Unis d'Amérique	1 410 575	34,4%	34,4%
République dominicaine	852 525	20,8%	55,1%
Chine	532 574	13,0%	68,1%
Indonésie	120 365	2,9%	71,1%
Inde	92 424	2,3%	73,3%
Turquie	86 278	2,1%	75,4%
Corée, République de	74 226	1,8%	77,2%
Panama	71 021	1,7%	79,0%
Brésil	68 060	1,7%	80,6%
France	58 539	1,4%	82,0%
Pérou	58 431	1,4%	83,5%
Canada	57 186	1,4%	84,9%
Mexique	56 109	1,4%	86,2%
Japon	51 840	1,3%	87,5%
Colombie	50 869	1,2%	88,7%
Pays-Bas	44 148	1,1%	89,8%
Guatemala	36 407	0,9%	90,7%
Hong Kong, Chine	35 222	0,9%	91,5%
Taipei Chinois	34 510	0,8%	92,4%
Allemagne	29 921	0,7%	93,1%
Tous pays exportateurs	4 103 711	100,0%	

Observations principales (Tableau 23) :

- 1) Hormis les deux premiers pays fournisseurs (USA & RD), la liste et le classement des 20 premiers pays partenaires sont fort différents de la liste et du classement des principaux pays-clients présentés aux Tableaux 21 et 22.
- 2) Une moindre concentration est observée pour les pays de destination des exportations.
- 3) Cependant, une forte concentration est remarquée pour les 2/3 des importations qui proviennent de trois (3) pays, soit États-Unis, République dominicaine et Chine.

¹⁰³ Source: compilations de l'auteur d'après les données extraites de CCI Trade Statistics (utilisation des données « miroirs »)

- 4) Les importations totales en provenance de la RD sont fortement liées à la chaîne d'approvisionnement de la filière textile-vêtement et se retrouvent, par conséquent, en bonne partie dans la valeur des exportations d'Haïti pour ces produits.

DIAGNOSTIC DU RAPPORT CNUCED 2018 À PROPOS DES EXPORTATIONS

La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a fait sortir en octobre 2018 un rapport sur la Politique commerciale d'Haïti. Il est évoqué dans ce document la question de la vulnérabilité économique d'Haïti et l'impérieuse nécessité de promouvoir et de diversifier les exportations en vue d'y remédier :

- « Malgré une croissance rapide au cours des dix dernières années, les exportations de biens et services d'Haïti dénotent deux faiblesses structurelles concernant :
- 1) un niveau extrêmement bas par rapport aux importations, au PIB et aux résultats d'autres pays de la Caraïbe ;
 - 2) et une très forte concentration en termes de produits, services et marchés d'exportation.

La gamme très restreinte des exportations amplifie la vulnérabilité du pays aux chocs naturels et économiques. Pour réduire cette vulnérabilité, la diversification des exportations est une priorité »¹⁰⁴.

Les principaux constats dressés durant ces dernières années sur les résultats d'Haïti en matière d'exportation et ceux les plus à jour consignés ci-dessus dans la présente Revue sont en totale convergence avec la citation ci-dessus référencée de l'étude de la CNUCED. La clarté du diagnostic a plaidé en faveur d'un consensus sur l'élaboration par Haïti d'une politique de promotion des exportations axée, au mieux possible, sur la diversification, en termes de produits (surtout) et de marchés.

Recommandation de la Revue. C'est un axe stratégique à faire figurer à l'agenda du prochain forum dans le but d'en faire ressortir la pertinence et toute l'importance. De laa, il faudra, plus spécifiquement : (i) définir les axes stratégiques à privilégier pour la croissance des exportations à la double marge intensive et extensive, (ii) orienter et coordonner les efforts vers le développement des secteurs d'exportation, des infrastructures et des marchés-cibles; (iii) exploiter les accords liés au commerce, et (iv) promouvoir les investissements dont des IDE.

Dans cette perspective, il convient, pour commencer, d'évaluer, suivant une méthodologie appropriée, le potentiel de croissance des différents secteurs, ensuite d'établir des critères de priorisation pour les valoriser.

¹⁰⁴ Source : « [Formulation et mise en œuvre de la politique commerciale d'Haïti : la contribution de la CNUCED](#) », Francesco Abbate et Jean Daniel Élie, CNUCED, septembre 2018 ; « Axe 2 – « Mesures prioritaires pour la promotion et la diversification des exportations de biens et services », page 6.

6 COMMERCE INTÉRIEUR

6.1 ENJEUX DE CONNAISSANCE

Au-delà de l'intégration au commerce international, la Revue diagnostique se veut pour vocation de suivre l'évolution du commerce intérieur ainsi que l'efficacité de l'aide à ce niveau. Commerce intérieur et commerce international sont comme les deux faces d'une seule et même pièce de monnaie. Nombre de conditions (économiques, légales et réglementaires) relatives au commerce intérieur influencent également le commerce international et vice versa. Cela dit, le développement du commerce intérieur contribue en soi avantageusement à l'augmentation du PIB par la croissance du marché local et la substitution des importations.

Plus spécifiquement, la Revue vise à documenter différents aspects du commerce intérieur du pays, notamment : (1) les données statistiques sur les flux commerciaux et les prix, et (2) les éléments diagnostiques relatifs aux principaux enjeux à relever, aux faiblesses majeures à corriger et aux mesures qui s'imposent, indépendamment de leur statut « en vigueur », « en cours d'élaboration » ou à prendre.

Pour le prototype, la Revue a pu compter sur la contribution précieuse apportée à cet égard par la Direction du Commerce intérieur du MCI. Il est à noter que des dimensions importantes du commerce intérieur ne sont pas captées par les statistiques. La DCI est en mesure de suivre l'évolution du nombre de cartes d'identité professionnelle (CIP) délivrées annuellement ainsi que celle des prix d'un large éventail de produits alimentaires débités sur les marchés opérant à l'échelle nationale. Toutefois, elle n'est pas outillée pour évaluer la taille des marchés régionaux et locaux et pour analyser les dynamiques socioéconomiques selon les zones et en fonction de l'impact des programmes d'infrastructure et de développement agricole, du niveau d'accès aux services de base, au crédit financier et aux TIC, respectivement.

6.2 ÉVOLUTION DES PRIX DE MARCHÉ DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES DE CONSOMMATION COURANTE

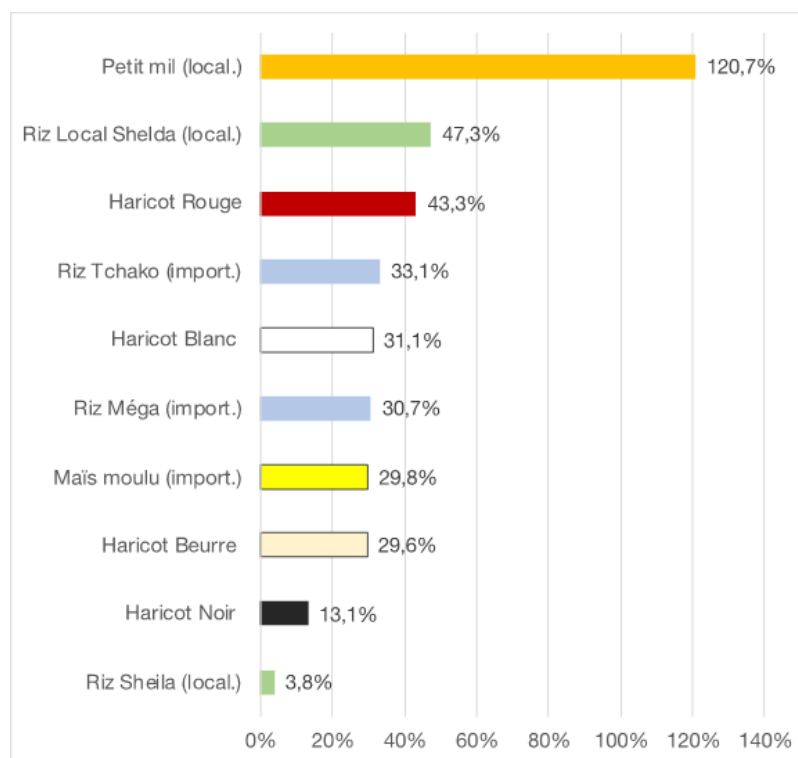
Il est important pour Haïti de suivre l'évolution des prix, laquelle est susceptible d'affecter favorablement ou défavorablement les pouvoirs d'achat des consommateurs, suivant que la tendance est à la baisse ou à la hausse. Ce suivi s'impose, principalement pour les produits alimentaires de base, compte tenu de l'état de pauvreté de la population haïtienne dont 60% vivent avec moins de deux dollars par jour. Il a pour but d'anticiper toute montée de prix et de faciliter la formulation de mesures pouvant permettre d'en atténuer l'impact durable sur la capacité d'achat des consommateurs. Dans le même temps, les prix ne varient pas de manière uniforme mais disparate selon les produits. Dès lors, il est utile d'en connaître les causes et d'en percevoir les effets socioéconomiques à l'effet de circonscrire les besoins, en termes de possibilités d'intervention.

Les augmentations de prix peuvent avoir diverses causes liées à des changements dans les conditions d'offre (à savoir une situation de pénurie ayant trait à un événement climatique, sanitaire ou autre, ou encore à la disponibilité accrue d'un produit similaire ou d'un substitut) ou de demande (tel qu'une évolution dans les goûts des consommateurs). Si le volume écoulé et le prix relatif d'un produit agro-alimentaire réalisé localement se

mettaient à croître, sur une base durable, les agriculteurs haïtiens tendraient à se tourner vers sa production, afin de profiter des opportunités d'accroissement de revenu, tout en favorisant, dans la foulée, une substitution d'importation. Parallèlement, les gains de productivité et de réduction de coûts qui en découleraient, en termes d'amélioration éventuelle des infrastructures de transport, de la logistique d'entreposage, de distribution et de vente de détail pourraient permettre de contenir les prix de marché à des niveaux qui génèrent des revenus accrus pour les producteurs sans affecter les consommateurs.

Des compilations effectuées à partir des données préparées par la DCI (MCI) ont permis de chiffrer l'évolution des prix d'une dizaine de produits agro-alimentaires essentiels pour la consommation de la population haïtienne au cours des quatre dernières années. Les résultats de ces compilations montrent une forte disparité des augmentations de prix allant de 4% à 121%, selon les produits, sur la période de 2015-2018. Toutefois, 8 des 10 produits considérés ont connu une augmentation prix de plus de 29% sur cette période, soit une augmentation à un taux annuel moyen de plus de 8,9% (Graphique 43, Tableau 24).

Graphique 43. Augmentation de prix 2015 à 2018 (en %) de produits agro-alimentaires de base sur les marchés locaux¹⁰⁵



¹⁰⁵ Source : compilations de l'auteur sur la base des données de compilations spéciales préparée par la DCI-MCI pour la Revue. Les prix annuels indiqués sont des moyennes arithmétiques calculées par l'auteur à partir des prix fournis par la DCI pour les marchés de : Croix des Bossades, Salomon, Pétion-Ville, Delmas 32, Carrefour, Tabarre, Croix des Missions et Nirvana.

Tableau 24. Augmentation de prix 2015 à 2018 et taux de croissance annuel moyen (en %) de produits agro-alimentaires de base sur les marchés¹⁰⁶

Unité : grande marmite	Augmentation de prix % 2015-2018 ; 4 années	Taux croissance annuel moyen 2015-2018
Petit mil (local.)	120,7%	30,19%
Riz Local Shelda (local.)	47,3%	13,79%
Haricot Rouge	43,3%	12,73%
Riz Tchako (import.)	33,1%	10,01%
Haricot Blanc	31,1%	9,45%
Riz Méga (import.)	30,7%	9,34%
Maïs moulu (import.)	29,8%	9,07%
Haricot Beurre	29,6%	9,01%
Haricot Noir	13,1%	4,20%
Riz Sheila (local.)	3,8%	1,25%

6.3 NORMALISATION DE L'ACTIVITÉ COMMERCIALE

La Direction du Commerce Intérieur (DCI) a, entre autres mission, de formaliser de grands et de petits commerçants pour l'obtention de leur carte d'identité professionnelle (CIP). Ce processus se déroule, en collaboration avec la Direction des affaires juridiques (DAJ) et la Direction Générale des Impôts (DGI).

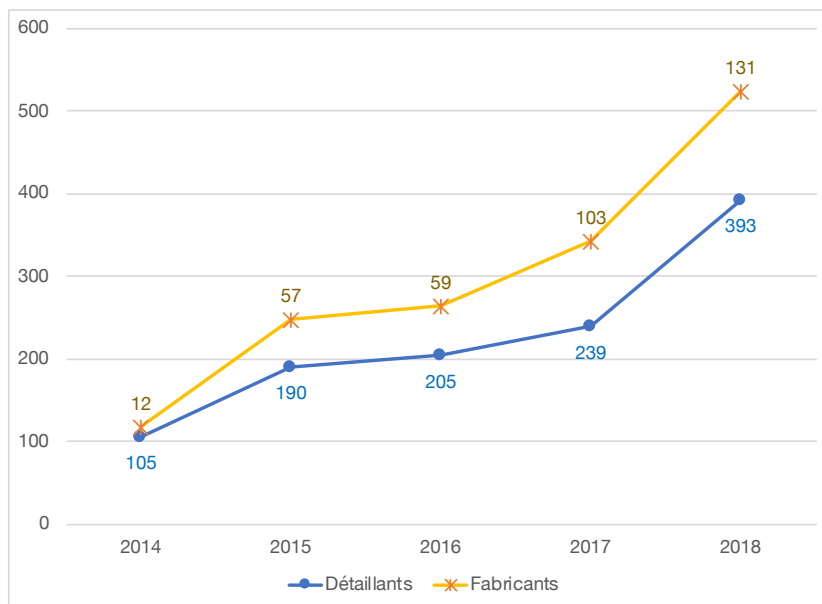
La DCI a compilé, à partir des CIP délivrées, des données sur l'évolution au cours des cinq dernières années du nombre de distributeurs et de détaillants pour le Département de l'Ouest. Il a été dénombré au total onze (11) catégories commerciales, mais la DCI a choisi d'assurer le suivi pour deux catégories, soit les détaillants et les fabricants. Les résultats sont présentés au tableau 25 et au graphique 44.

Tableau 25. Nombre de CPI délivrées 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Détaillants	105	190	205	239	393
Fabricants	12	57	59	103	131
	117	247	264	342	524

¹⁰⁶ Ibid.

Graphique 44. Nombre de CPI délivrées 2014 à 2018



La DCI note que « la majorité des commerçants sont dans l'informel, en partie, à cause d'un manque de communication et d'accompagnement financier. Il est, par conséquent, préconisé l'élaboration et la mise en œuvre à leur intention d'un programme de sensibilisation pour les encourager à se munir de la Carte d'Identité Professionnelle ». L'implantation d'un tel programme ne se conçoit pas en dehors de dispositions propres à en favoriser l'efficacité. D'où l'intérêt de ces propositions de mesures additionnelles visant, entre autres, à :

- formaliser des entreprises qui n'ont pas été encore enregistrées;
- encadrer des PME;
- contrôler des services fournis par les entreprises sur le plan sanitaire.

7 ÉVALUATION DE L'ENVIRONNEMENT D'AFFAIRES PERTINENT

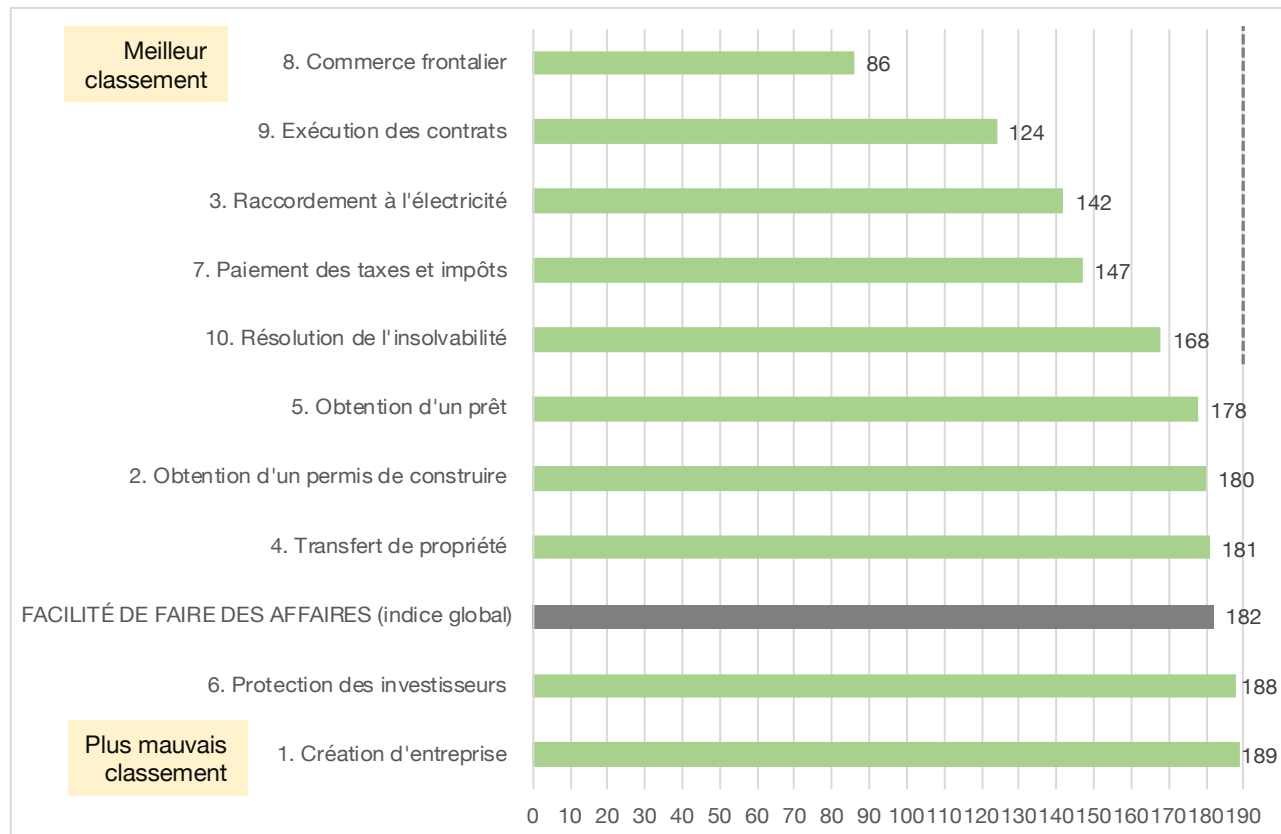
Cette section présente pour Haïti des éléments diagnostiques de l'environnement des affaires relatifs à la « facilitation des affaires », à la « facilitation des échanges » et aux « performances de son secteur logistique ». Ce sont là des facteurs de compétitivité qui s'avèrent déterminants pour l'établissement de diagnostics sur le commerce et l'investissement. Ils font l'objet de suivi statistique de la part de la Banque mondiale et de l'OCDE, à partir d'outils d'étalonnage (benchmarking) bien établis accessibles en ligne.

7.1 PERFORMANCES D'HAÏTI POUR LA FACILITÉ DE FAIRE DES AFFAIRES (BM)

Le Graphique 45 ci-dessous présente le classement actuel d'Haïti sur 190 pays au sujet de la « facilité de faire des affaires » tel qu'établi par l'outil **Doing Business** de la Banque mondiale, soit son classement relatif à 10 aspects d'évaluation (prenant chacun en compte plusieurs sous-aspects) et son rang, tel que défini par la valeur de l'indice global

calculée à partir de l'indice par aspect¹⁰⁷. Les performances obtenues selon ces indicateurs influencent très fortement les résultats en matière d'investissement dont l'IDE.

Graphique 45. Facilité de faire des affaires – Rang d'Haïti en 2019 selon les indicateurs Doing Business (BM)¹⁰⁸



La facilité de faire des affaires figure en bonne place parmi les indicateurs de choix des investisseurs internationaux pour comparer entre eux des pays. C'est là un point de départ à toute démarche éventuelle visant à améliorer l'environnement légal, la gouvernance publique, etc...

Constat. Dans le graphique 45 ci-dessus présenté, il est frappant de constater que le pays soit classé parmi ceux les moins ouverts aux affaires, aux investissements, en général, et aux IDE, en particulier.

Conclusion. Un constat qui a amené à l'évidente conclusion que les politiques, les dispositifs en place et les manières de faire ne fonctionnent pas.

Avis. Cela dit, il est nécessaire d'élaborer une politique en matière de commerce et d'investissement appropriée en l'accompagnant d'actions tangibles prioritaires bien ciblées au triple plan de législation, de gouvernance et de service d'appui. Cela devrait permettre au pays de faire des gains en matière de « facilitation des affaires »

¹⁰⁷ La description des 12 indicateurs BM de la facilité de faire des affaires peut être consultée à l'Annexe L.

¹⁰⁸ Source : compilé par l'auteur d'après la base de données extraite d'OpenDate I Haïti (Source : Doing Business /Banque mondiale).

Il y a lieu de relever qu'Haïti est très mal classée, en ce qui concerne notamment la « création d'entreprises » pour laquelle elle est en avant-dernière. Cet indicateur étant une composante essentielle en matière de développement des capacités, il convient pour le pays de soigner son image de marque par des actions conséquentes, tant sur le plan de la promotion de l'entrepreneuriat (côté demande) que de celui de l'appui aux PME (côté offre), pour ne rien dire des nouveaux exportateurs

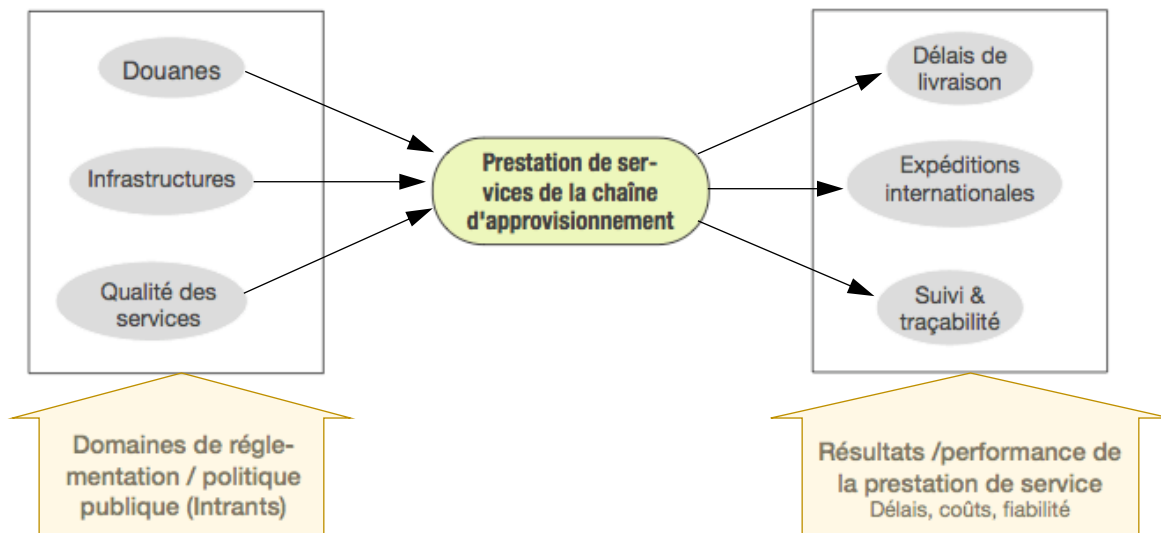
La performance est tout autant critique en ce qui a trait à la « protection des investisseurs ». Elle est, pour le moins, très mauvaise quant au « transfert de propriété ». Autant de domaines où le cadre législatif et l'efficacité du fonctionnement du système juridique et judiciaire sont essentiels.

7.2 INDICATEURS DE PERFORMANCE LOGISTIQUE D'HAÏTI (IPL-BM)

La performance logistique d'un pays peut être suivie par un outil fourni par la Banque mondiale, lequel est accessible en ligne . cet outil produit un « indice global de performance logistique » (IPL) calculé à partir des performances évaluées dans une série de domaines.

Pour une utilisation éclairée des indicateurs de performance logistique, il est utile de les ranger en deux catégories regroupant : d'une part, ceux qui relèvent de domaines de politique publique et de réglementation et qui sont de la nature d'intrants ou de facteurs déterminants des niveaux de performance des prestations de services logistiques et, d'autre part, ceux qui expriment/mesurent justement les résultats de ces politiques et mesures, en termes de délais, de coûts et de fiabilité (Graphique 46).

Graphique 46. Indicateurs de performance logistique : intrants et résultats¹⁰⁹



¹⁰⁹ Source: "Connecting to Compete 2018 - Trade Logistics in the Global Economy; The Logistics Performance Index and Its Indicators" J-F.Arvis (WB), L.Ojala (Turku School of Economics), B.Shepherd (DTC), A.Raj (WB), K.Dairabayeva; © 2018 IBDR / World Bank, p.7; traduit de l'anglais par l'auteur.

7.2.1 Évolution du rang d'Haïti selon les IPL 2007-2018

Haïti se voit accorder des conditions préférentielles pour accéder à des marchés, de taille plus ou moins importante. Sa localisation à proximité des grands marchés Nord Centre Amériques et Caraïbes représente un avantage potentiel important, en termes de possibilités d'allègement des coûts et des délais de transport. Par-delà la nécessité d'améliorer l'offre au double plan qualitatif et quantitatif pour faire d'Haïti une destination intéressante pour les grandes lignes maritimes et compagnies de transport, **il y a lieu, pour réaliser ce potentiel, de prendre les dispositions nécessaires pour relever le niveau de la performance logistique du pays par rapport à ses concurrents immédiats dont les pays voisins et ceux de la région qui sont des fournisseurs « concurrents »**. Les IPL mesurent cette performance (de 1 à 7).

Il ressort de l'observation de l'évolution comparative de l'Indice global de performance logistique (IPL) au cours de la dernière décennie un très mauvais classement d'Haïti qui est passé du 126^{ème} rang en 2017 au 153^{ème} rang en 2018 (Tableau 26).

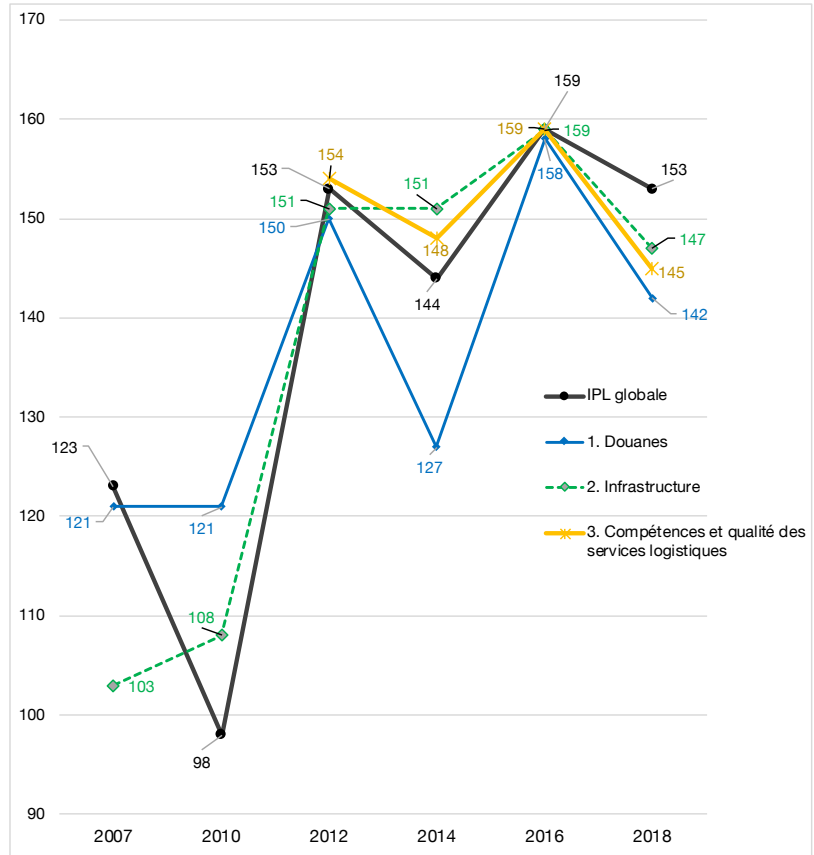
Tableau 26. Évolution de la performance logistique d'Haïti. Rang 2007 à 2018¹¹⁰

	2007	2010	2012	2014	2016	2018
IPL globale	123	98	153	144	159	153
1. Douanes	121	121	150	127	158	142
1.1 Plancher		68	145	124	156	140
1.2 Plafond		126	153	156	160	159
2. Infrastructure	103	108	151	151	159	147
3. Compétences et qualité des services logistiques			154	148	159	145
3.1. Services logistiques	122					
3.2. Qualité des services logistiques		93				
4. Coûts logistiques intérieurs	104					
5. Facilité d'expédition	122					
6. Suivi et traçabilité		120	139	135	158	154
6.1 Facilité de traçabilité	121					
7. Expéditions internationales		41	148	142	159	157
8. Respect des délais	125	119	129	138	160	149

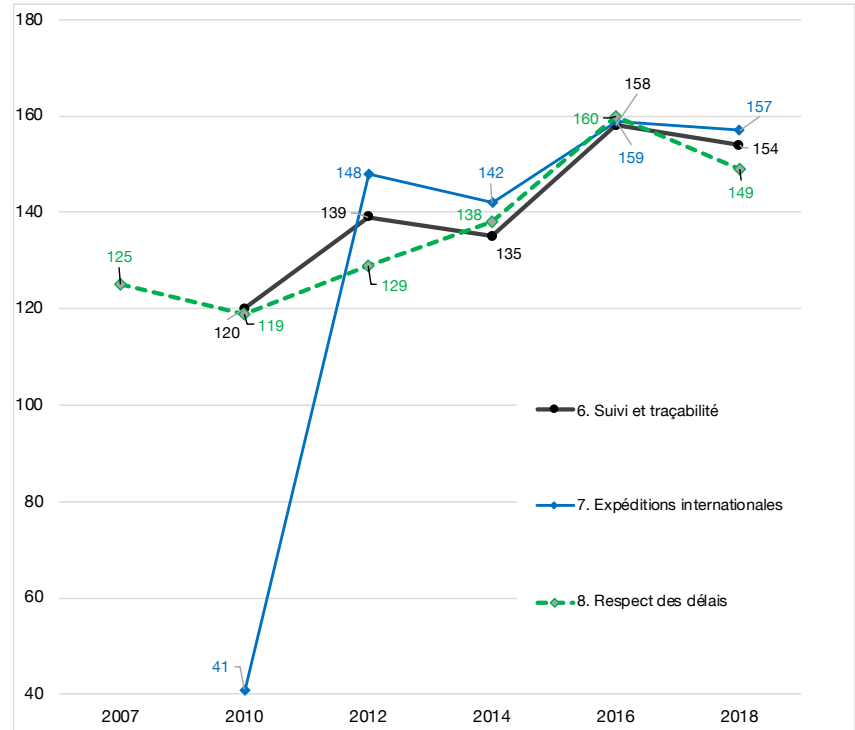
Le recul dans le positionnement d'Haïti se vérifie à travers 9 indicateurs pour lesquels des données sont disponibles, comme le montre le Tableau 26 précédent. Ce recul qui a été en très grande partie enregistré entre 2010 et 2012 est attribuable à l'impact du séisme du 12 janvier 2010 sur les capacités logistiques. Il y a eu entre 2012 à 2014 une amélioration notable dans la position d'Haïti (basé sur les valeurs IPL). Cette amélioration qui a été possible, grâce à la performance des services des douanes, n'a pas pu malheureusement se poursuivre de 2014 à 2018. Finalement, la période 2016-2018 a vu des résultats plus positifs sur l'ensemble des indicateurs (Graphiques 47A et 47B).

¹¹⁰ Source : Source : compilation de l'auteur d'après les données de la Banque mondiale (<https://datacatalog.worldbank.org/dataset/logistics-performance-index>)

Graphique 47A. Évolution de la performance logistique d'Haïti. IPL global et par composantes Rang 2007 à 2018¹¹¹



Graphique 47B. Évolution de la performance logistique d'Haïti. IPL global et par composantes Rang 2007 à 2018¹¹²



¹¹¹ Source : compilation de l'auteur d'après les [données d'IPL de la Banque mondiale](#)

¹¹² Ibid.

7.2.2 Comparaison des performances logistiques d'Haïti avec la RD, la Jamaïque et le Costa Rica (2017)

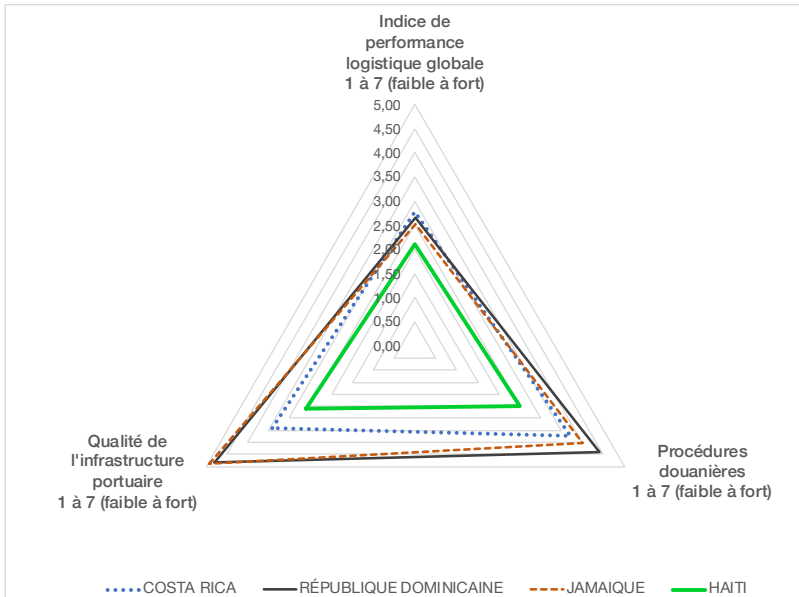
L'étalonnage des performances logistiques avec la RD, la Jamaïque (économies voisines) et avec Costa-Rica (économie à succès de référence pour la promotion /diversification des exportations et de l'IDE), a fait ressortir les écarts plus ou moins grands de performance selon les indicateurs.

Utilisation des indicateurs. Ces mesures comparatives permettent d'identifier les principales faiblesses ou retards à combler pour améliorer la position compétitive d'Haïti, même sur ce petit groupe. Il s'agit simplement de se servir des indicateurs pour repérer dans le Graphique 48 ci-après où se trouvent les écarts les plus grands, c'est-à-dire ceux qui peuvent causer« le plus de tort » au pays sur le plan compétitif.

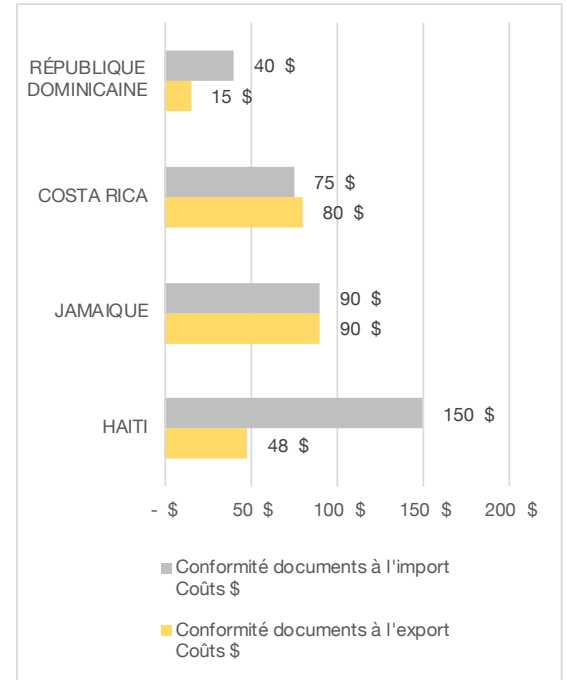
Recommandation. Ces mesures fournissent aussi une bonne base pour fixer les résultats à atteindre qui devraient être attachés aux objectifs spécifiques d'amélioration des capacités et de la performance logistique à intégrer dans la stratégie de promotion des exportations à formuler.

Graphique 48. Facilitation du Commerce (BM) – Haïti-RD-Jamaïque-Costa Rica;
Indicateurs 2017 : performance logistique globale, efficacité des procédures douanières, délais d'expédition export & import, qualité de l'infrastructure portuaire;¹¹³

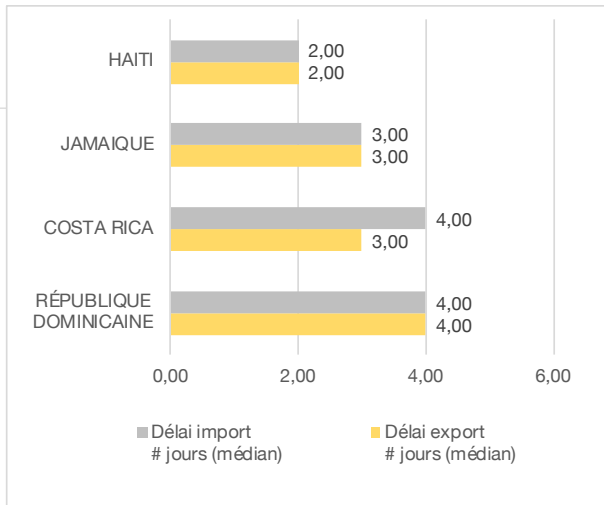
A. PERFORMANCE LOGISTIQUE GLOBALE - EFFICACITÉ DES PROCÉDURES DOUANIÈRES - DÉLAIS D'EXPÉDITION EXPORT & IMPORT - QUALITÉ DE L'INFRASTRUCTURE PORTUAIRE



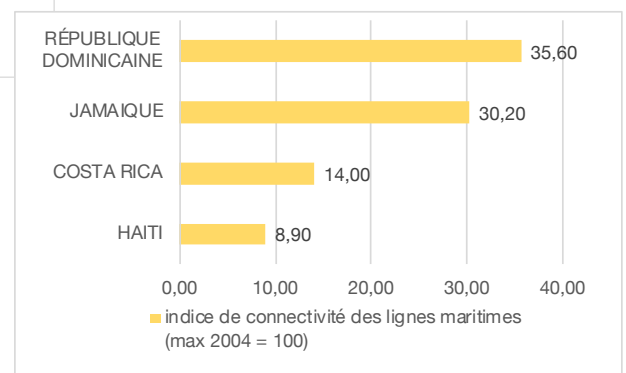
B. CONFORMITÉS DES DOCUMENTS À L'EXPORTATION ET À L'IMPORTATION



C. DÉLAIS EXPORT & IMPORT (jours)



D. INDICE DE CONNECTIVITÉ DES LIGNES MARITIMES



¹¹³ Source : compilation de l'auteur d'après les données d'IPL de la Banque mondiale.

7.3 INDICATEURS DE PERFORMANCES EN FACILITATION DU COMMERCE (OCDE)

L'OCDE fournit à valeur d'outil de mesure et d'étalonnage-pays une série d'[indicateurs sur la facilitation des échanges](#). Une liste de ces derniers est présentée dans le tableau ci-après. Certains de ces indicateurs se recoupent avec ceux de Performance logistique de la Banque mondiale, tandis que les autres couvrent des dimensions différentes.

Encadré 1. Les indicateurs de l'OCDE sur la Facilitation des échanges

Performance en Facilitation des échanges (moyenne)

- A. Disponibilité des renseignements
- B. Implication des négociants
- C. Décisions anticipées
- D. Procédures d'appel
- E. Redevances et impositions
- F. Formalités – Documents
- G. Formalités – Automatisation
- H. Formalités – Procédures
- I. Coopération interne entre diverses agences à la frontière
- J. Coopération externe entre les différentes agences à la frontière
- K. Gouvernance et impartialité

A défaut de disposer de données pour Haïti sur la question, il peut être instructif de comparer entre eux les pays de la région Centre Amérique et Caraïbes (incluant le Canada comme économie avancée de référence), sur la base de leur performance et classement respectifs par rapport à ces indicateurs de facilitation du commerce (Tableaux 27 et 28).

Tableau 27. Indicateurs sur la Facilitation des échanges (OCDE) – Comparaison des scores de 9 pays d'Amérique centrale et des Caraïbes (+ le Canada)¹¹⁴

	Performance en Facilitation des échanges (moyenne)	A. Disponibilité des renseignements	B. Implication des négociants	C. Décisions anticipées	D. Procédures d'appel	E. Redevances et impositions	F. Formalités – Documents	G. Formalités – Automatisation	H. Formalités – Procédures	I. Coopération interne entre diverses agences à la frontière	J. Coopération externe entre les différentes agences à la frontière	K. Gouvernance et impartialité
Canada	1,72	1,86	1,86	1,55	1,54	1,79	1,88	1,50	1,86	1,60	1,46	2,00
Mexique	1,49	1,14	1,50	1,40	0,92	1,69	1,56	1,77	1,48	1,46	1,55	1,89
Colombie	1,46	1,55	1,71	1,56	1,22	1,54	1,63	1,77	1,25	1,09	1,00	1,78
Costa Rica	1,4	1,43	1,50	1,56	1,46	1,57	1,50	1,62	1,28	1,00	1,00	1,44
Nicaragua	1,25	1,10	1,57	2,00	1,44	1,77	1,25	1,20	0,96	0,55	0,73	1,13
Guatemala	1,12	1,25	1,25	1,57	1,40	1,54	0,56	1,08	1,11	0,46	0,64	1,44
République dominicaine	1,1	1,30	1,38	1,00	0,73	1,14	1,78	1,00	1,33	0,55	0,46	1,44
Jamaïque	0,78	0,90	1,25	0,25	1,56	0,85	0,44	0,73	1,04	0,64	0,10	0,89
Honduras	0,77	1,00	0,43	1,00	1,22	0,92	0,89	0,82	0,47	0,36	0,55	0,83
Cuba	0,69	0,70	0,57	0,57	1,43	0,58	0,75	0,60	0,61	0,70	0,00	1,11

¹¹⁴ Source : OCDE – [Indicateurs sur la facilitation des échanges](#) ; extraction et compilation de l'auteur.

Tableau 28. Facilitation des échanges (OCDE) – Comparaison des rangs de 9 pays d'Amérique centrale et des Caraïbes (+ le Canada)¹¹⁵

	Performance en Facilitation des échanges (moyenne)	A. Disponibilité des renseignements	B. Implication des négociants	C. Décisions anticipées	D. Procédures d'appel	E. Redevances et impositions	F. Formalités – Documents	G. Formalités – Automatisation	H. Formalités – Procédures	I. Coopération interne entre diverses agences à la frontière	J. Coopération externe entre les différentes agences à la frontière	K. Gouvernance et impartialité
Canada	1	1	1	5	2	1	1	4	1	1	2	1
Mexique	2	6	4	6	9	3	4	1	2	2	1	2
Colombie	3	2	2	3	7	5	3	1	5	3	3	3
Costa Rica	4	3	4	3	3	4	5	3	4	4	3	4
Nicaragua	5	7	3	1	4	2	6	5	8	7	5	7
Guatemala	6	5	7	2	6	5	9	6	6	9	6	4
République dominicaine	7	4	6	7	10	7	2	7	3	7	8	4
Jamaïque	8	9	7	10	1	9	10	9	7	6	9	9
Honduras	9	8	10	7	7	8	7	8	10	10	7	10
Cuba	10	10	9	9	5	10	8	10	9	5	10	8

Ces résultats comparatifs suggèrent que le niveau de développement économique des pays est en rapport avec leur performance en matière de facilitation des échanges. Il est intéressant de voir que, quel que soit leur classement selon *leur performance moyenne*, les pays peuvent performer à des niveaux disparates selon les indicateurs relatifs aux différents aspects A à K. L'outil permet ainsi de pointer pour chaque pays les aspects qu'il aurait le plus intérêt à améliorer et de cibler les mesures adéquates.

Sources de données pour les diagnostics de compétitivité sectorielle

La section 7 a présenté une série d'éléments diagnostiques de l'environnement d'affaires d'Haïti pertinent au commerce et à l'investissement, lesquels sont, d'une façon générale, déterminants pour la compétitivité de son économie. Cela dit, la compétitivité au niveau plus spécifique des secteurs, des filières, des chaînes de valeur et autres peut être affectée, à des degrés divers, par les performances des dispositifs en place en matière de facilitation des affaires, de facilitation du commerce, de logistique, etc. La compétitivité des activités économiques est aussi influencée par d'autres facteurs généraux et/ou spécifiques relatifs aux politiques et aux aides sectorielles.

Des analyses détaillées sont nécessaires au niveau de chaque secteur pour mesurer la compétitivité et établir des diagnostics consistants (par le biais d'analyses SWOT basées principalement sur des données probantes) pour la formulation de stratégies et plans d'action sectoriels. À cet égard, le CCI constitue une des sources utiles pour documenter les analyses sectorielles en offrant un libre accès à son outil de cartographie de la compétitivité commerciale (*'Trade Competitiveness Map'*).

¹¹⁵ Source : OCDE – [Indicateurs sur la facilitation des échanges](#) ; extraction et compilation de l'auteur.

7.4 RÉSULTATS DU FCI 2017 – ACTIONS PROPOSÉES EN MATIÈRE D'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Tableau 29. Résultats du **FCI 2017** - Actions proposées pour l'amélioration de l'environnement des affaires¹¹⁶

CONTRAINTE À DESSERER	ACTIONS	COMMENTAIRES
2. CADRE MACROÉCONOMIQUE		
2.1. Persistance des déséquilibres macroéconomiques internes	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les capacités de la DGI et de l'AGD en investissant les ressources (humaines, financières et matériels) nécessaires Généraliser le Système informatisé de gestion fiscale (SGF/RMS) Étendre le système de SYDONIA au niveau géographique Instaurer le guichet unique au niveau de la Douane 	Créer un "One Stop shop » permettant d'obtenir en un seul et même lieu géographique tous les documents en autorisation
2.2. Réduire progressivement le déficit de la balance commerciale	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place des politiques publiques favorisant la promotion des exportations et la baisse des importations 	
3. FINANCEMENT		
3.1. Insuffisance du cadre légal régissant le secteur financier notamment la loi les assurances, sur la microfinance, sur le BIC, sur le crédit-bail	<ul style="list-style-type: none"> Finaliser les textes légaux en cours sur le secteur financier et les faire promulguer 	Classer les textes légaux par ordre de priorité et d'incidence, afin d'analyser leur cohérence pour une révision complète du cadre légal.
4. FONCIER		
Cadre légal vétuste	<ul style="list-style-type: none"> Voter et promulguer les quatre textes de lois préparés en 2015 sur le foncier 	Le processus d'achat d'un bien foncier est trop long, il faut le simplifier. L'une des choses qui fait perdre de temps c'est la transcription à la main des actes de vente. Il faudrait songer à la numérisation de leur enregistrement en modifiant la loi sur l'enregistrement et la conservation foncière

¹¹⁶ Sources : Actes du FCI 2017, CFI 01-2019; extraits pertinents pour le commerce et l'IDE sélectionnés par l'auteur.

CONTRAINTE À DESSERER	ACTIONS	COMMENTAIRES
Pas de cadastre	<ul style="list-style-type: none"> • Former les cadres pour la réalisation du Plan Foncier de Base (cadastre simplifié) et le titrement • Mettre en route le système national d'information sur le cadastre 	<p>Identifier un seul propriétaire pour chaque partie de terre et l'enregistrer dans le système électronique centralisé</p> <p>Mettre en place un système en ligne et centralisé accessible pour tous les bureaux des différentes régions</p>
Information sur les droits fonciers inaccessibles	<ul style="list-style-type: none"> • Numériser et indexer les 2 millions de pages d'archives de la DGI (conservation foncière et bureau du domaine) • Mettre en place les autorités régionales d'aménagement du territoire dans deux régions-pilotes 	<p>Rendre ces informations exploitables et utilisables en ouvrant ces données à tout le monde pour leur permettre de savoir à l'avance la situation d'un bien avant de s'engager</p>

8 L'AIDE POUR LE COMMERCE : PORTRAIT

8.1 AIDE POUR LE COMMERCE : PRÉSENTATION DE LA NOTION

8.1.1 Pourquoi mesurer l'aide pour le commerce?

1. L'aide pour le commerce est un enjeu à la fois pour la promotion de ce secteur, l'amélioration des performances des activités liées au commerce et le développement économique tout court.

Elle est bien connue comme tel depuis une vingtaine d'années et reste aujourd'hui encore fortement pertinente et pleinement utilisée

Le programme mondial CIR (OMC & partenaires, depuis 1997)



et l'initiative de l'Aide pour le commerce (A4T, OCDE-OMC, 2005)...



[AID 4 TRADE.org](http://AID4TRADE.org)

... visent à une meilleure prise en compte du commerce dans les politiques publiques et dans les programmes /projets d'investissement, notamment en matière d'amélioration de l'environnement des Affaires

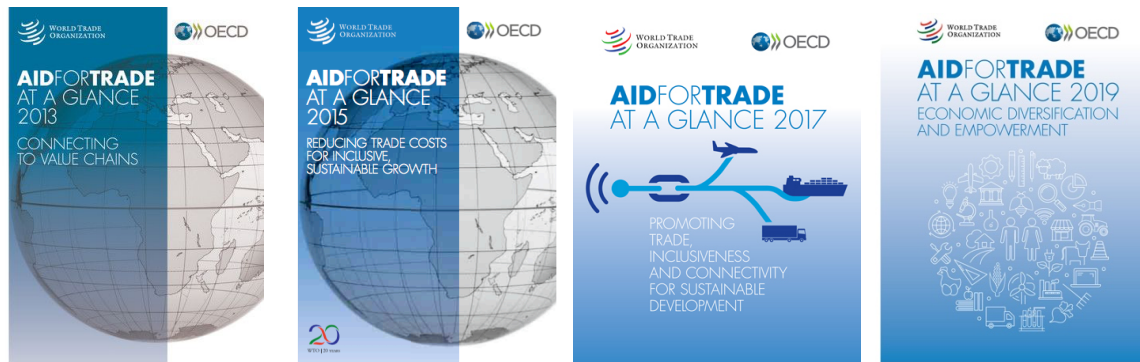
2. Le suivi et l'analyse de l'aide pour le commerce aux niveaux national – régional et global sont absolument essentiels pour savoir si les initiatives ont porté fruits et comment faire pour les adapter, de façon à les rendre plus efficaces

Pour suivre et analyser l'A4T, il faut la mesurer selon une méthode bien déterminée et des indicateurs quantitatifs appropriés

Mesurer avec une même méthode bien déterminée permet de faire un suivi dans le temps et de comparer le pays avec d'autres pour s'enquérir de sa performance, à savoir s'il arrive ou non à bien prendre en compte la notion de commerce dans ses politiques et programme



L'aide au commerce est mesurée et suivie par OCDE-OMC dans le cadre de l'initiative de l'aide pour le commerce (APC). Elle fait l'objet d'un suivi diagnostique global de leur part avec des ateliers et une publication biennale, la dernière parue en 2019¹¹⁷.



Dans cette publication biennale, on retrouve notamment des fiches analytiques par pays, un produit OCDE-OMC présentant des statistiques clés sur 2 pages dont la 1^{ère} porte plus spécifiquement sur des indicateurs de l'Aide pour le commerce (APC). OCDE-OMC ont décidé d'éditer de telles fiches pour qu'elles servent d'outils de soutien au dialogue politique sur la promotion du commerce. OCDE-OMC a produit pour Haïti des fiches analytiques dont la dernière en date est HAÏTI – **AIDFORTRADE AT A GLANCE 2015** ... avec des données remontant à 2013. Il n'y a pas de fiche pays pour Haïti dans les publications « Aid for Trade at a Glance » de 2017 et de 2019 de OMC-OCDE.

Les données figurant dans la présente revue ont le potentiel pour permettre de produire une fiche-pays similaire à celle de l'OMC/OCDE mais avec des données relativement plus récentes qui datent seulement de 2016 et de 2017, ou mieux de 2018, concernant certains indicateurs pour lesquels il est possible d'assurer un suivi évolutif.

La présente **Revue diagnostique C&I Haïti 2019** documente en fait de manière beaucoup plus large et détaillée la situation commerciale et l'aide pour le commerce à Haïti que ce que présente ces fiches-pays APC qui ont vocation à en fournir seulement un aperçu global. Il est à noter que la présente Revue a aussi été utilisée comme la principale source de données de la DCE du MCI pour renseigner le Questionnaire 2019 pour Haïti OMC-OCDE¹¹⁸.

8.1.2 Secteurs OCDE de l'aide pour le commerce (APC)

L'APC (A4T ou Aid for trade en anglais) est mesurée à partir d'une méthodologie développée par l'OMC-OCDE (2009). Celle-ci classe les projets d'aide pour le développement par secteur d'activité suivant des codes de 3 à 5 chiffres. Il a été défini par l'OCDE une série d'objets (ou de thématiques) pertinents au développement, lesquels sont associés à des domaines de politique publique. L'un de ces objets ou thématiques est l'APC qui regroupe 12 secteurs (à 3 chiffres) parmi les 25 secteurs identifiés comme tel par l'OCDE (Tableau 30).

¹¹⁷ L'Examen global 2019 de l'Aide pour le commerce, "Soutenir la diversification économique et l'autonomisation pour un développement inclusif et durable grâce à l'Aide pour le commerce", se tiendra à l'OMC à Genève du 3 au 5 juillet 2019.

¹¹⁸ Accès au [Questionnaire OMC-OCDE 2019 pour les pays partenaires sur l'Aide pour commerce](#).

Conceptuellement ces douze secteurs de l'APC sont apparentés à trois objets plus généraux ou thématiques : (1) la politique et la réglementation commerciales et l'ajustement lié au commerce; (2) l'infrastructure économique; et (3) le développement des capacités de production¹¹⁹.

Tableau 30. Secteurs OCDE intégrés à la mesure de l'APC¹²⁰

A. CATÉGORIES A4T OCDE	B1. CODES SNPC	B2. SECTEURS OCDE
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATION ET AJUSTEMENT RELIÉ AU COMMERCE	331	POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATION ET AJUSTEMENT RELIÉ AU COMMERCE
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE	210	TRANSPORT ET STOCKAGE
	220	COMMUNICATIONS
	230	GÉNÉRATION ET OFFRE D'ÉNERGIE
DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DE PRODUCTION	240XX	SERVICES BANCAIRES ET FINANCIERS
	25010	SERVICES ET INSTITUTIONS DE SOUTIEN AUX AFFAIRES
	25020	PRIVATISATION
	311XX	AGRICULTURE
	312XX	SYLVICULTURE
	313XX	PÊCHES
	321XX	INDUSTRIE
	322XX	RESSOURCES MINÉRALES ET MINES
	33210	TOURISME

Le Tableau 31 ci-après permet de saisir que ce que recouvre le secteur « Politique et réglementation commerciales et ajustement lié au commerce » au niveau des sous-secteurs OCDE considérés.

Tableau 31. Sous-secteurs OCDE du secteur d'APC « Politique commerciale, réglementation et ajustement lié au commerce »¹²¹

B. Secteurs OCDE A4T et code objet SNPC	C. Sous-secteurs OCDE	D. Ss-sect. OCDE "Aide au commerce" (A4T) selon la nomenclature actuelle site OCDE.org SNPC	E. Ss-sect. OCDE "Aide au commerce" (A4T) selon la nomenclature OCDE -MGAE-MPCE-HAITI
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATION ET AJUSTEMENT RELIÉ AU COMMERCE 331	Politique commerciale et gestion administrative	33110	33110
	Facilitation du commerce	33120	33120
	Accords commerciaux régionaux	33130	33130
	Négociations commerciales multilatérales	33140	33140
	Ajustement lié au commerce	33150	33150
	Education/formation dans le domaine du commerce	33181	33181

¹¹⁹ L'Annexe F fournit des indications plus précises sur la méthode de mesure de l'APC.

¹²⁰ Source: compilation de l'auteur d'après "Aid-for-trade data: Creditor Reporting System: EXPLANATORY NOTE", OECD;

¹²¹ Ibid.

8.2 RÉSULTATS GÉNÉRAUX DE L'APC DE 2009-2010 À 2015-2016

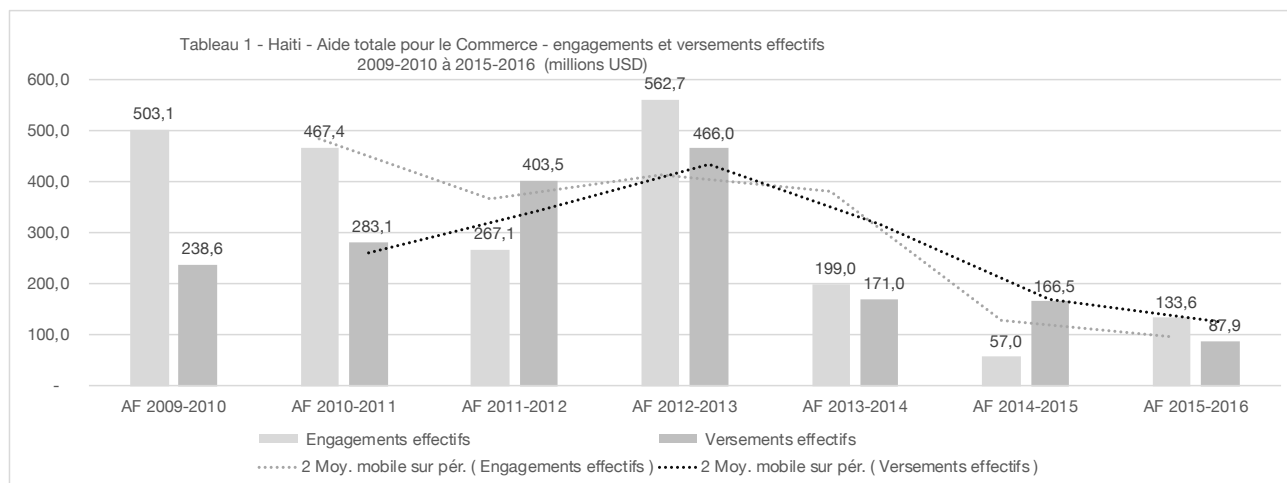
Les résultats relatifs à la mesure de l'APC présentés ici ont été obtenus en compilant les données fournies par le MGAE du MPCE (DCE/CAED). Pour cette collaboration précieuse MPCE-MCI, le MGAE a lui-même extrait pour la présente Revue tous les projets relevant de l'APC (*une première*) et fourni une base de données détaillées par projet ainsi qu'une base des engagements et des versements par secteur pour la période de 2009 à 2016, soit 7 années. Il y a lieu de relever que l'exercice fiscal 2015-2016 est le dernier disponible avec des données complètes validées par le MGAE au moment de la préparation de cette Revue.

8.2.1 Évolution des montants d'engagement et de versement

La base de données détaillées du MGAE compte pour la période à l'étude 533 lignes d'entrée de projets relevant de l'APC. Après vérification, il a été dénombré 462 projets distincts financés ou cofinancés par des PTF et des institutions haïtiennes. Certains d'entre eux, notamment ceux en cofinancement et à volets multiples, sont reportés plusieurs fois. D'où l'écart par rapport au nombre de lignes d'entrées.

Les résultats relatifs à l'évolution des montants annuels totaux des engagements et des versements effectifs sont présentés au Graphique 49. Il en ressort principalement une tendance à la baisse au cours des dernières années, comme cela a été également le cas au niveau des dons et de l'aide totale au développement accordée à Haïti.

Graphique 49. Évolution des montants annuels totaux des engagements effectifs et des versements effectifs en APC à Haïti - 2009-2010 à 2015-2016¹²²

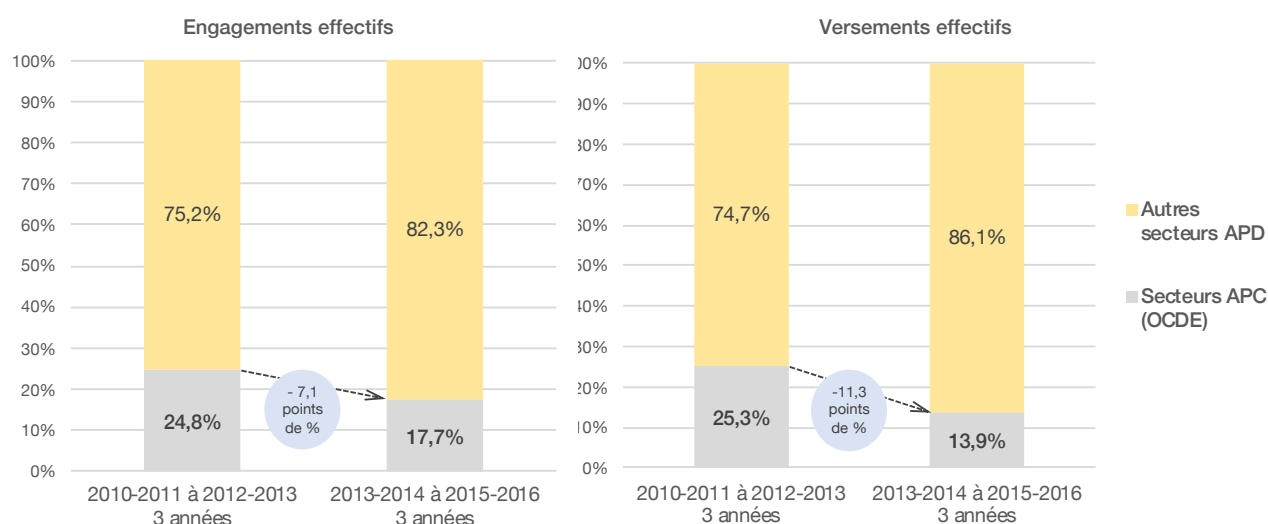


¹²² Source: Compilation de l'auteur à partir de la base de données agrégées des secteurs APD de l'OCDE réalisée par le MGAE.

8.2.2 Évolution de la part de l'APC dans l'aide totale au développement (APD) à Haïti et dans 7 autres pays

Constat diagnostique. Si, comme souligné plus haut, l'APC a fortement diminué ces dernières années et que la même tendance a été observée aussi bien pour les dons officiels que pour l'aide totale au développement à Haïti, il convient de faire remarquer que l'APC a reculé davantage. En effet, la part de l'APC dans l'APD totale à Haïti s'est abaissée de 24,8 % à 17,7% (soit une diminution de 7,1 points de pourcentage) en ce qui a trait aux engagements effectifs de 2010-2013 à 2013-2016; et elle a diminué de 25,3% à 13,9% (soit une baisse de 11,4 points de %) en ce qui concerne les versements effectifs, comparant les deux mêmes périodes (Graphique 50 et Tableau 32).

Graphique 50. Part de l'Aide pour le commerce dans l'Aide totale pour le développement – Haïti - Évolution 2010-2011 à 2012-2013 vs. 2013-2014 à 2015-2016¹²³



Interprétation diagnostique : Il y a matière à se questionner sur l'impact d'une telle réduction sur le développement des capacités et sur les résultats qui peuvent être attendus quant à l'amélioration des conditions de production des entreprises.

Tableau 32. APC et ADP – Haïti 2009-2010 à 2015-2016 : montants (millions \$US) et %¹²⁴

Engagements effectifs	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2010-2011 à 2012-2013	2013-2014 à 2015-2016	2010-2011 à 2015-2016
	Secteurs APC (OCDE)	467	267	563	199	57	134	1 297	390
Tous secteurs APD (OCDE)	1 925	740	2 566	1 238	560	404	5 231	2 203	7 434
APC / APD	24,3%	36,1%	21,9%	16,1%	10,2%	33,1%	24,8%	17,7%	22,7%
Versements effectifs	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2010-2011 à 2012-2013	2013-2014 à 2015-2016	2010-2011 à 2015-2016
	Secteurs APC (OCDE)	283	403	466	171	166	88	1 153	425
Tous secteurs APD (OCDE)	1 349	1 121	2 090	1 251	1 238	562	4 560	3 051	7 611
APC / APD	21,0%	36,0%	22,3%	13,7%	13,4%	15,6%	25,3%	13,9%	20,7%

¹²³ Sources : compilation de l'auteur d'après (1) une compilation de données agrégées des secteurs APD de l'OCDE réalisée par le MGAE et (2) une extraction de données du MGAE pour l'APD globale par l'auteur.

¹²⁴ Sources : compilation de l'auteur d'après (1) une compilation de données agrégées des secteurs APD de l'OCDE réalisée par le MGAE et (2) une extraction de données du MGAE pour l'APD globale par l'auteur.

À titre de comparaison, le Tableau 33 indique le ratio APC / APD de pays de la région plus le Vietnam. On peut y constater que le Vietnam et le Costa Rica qui ont affiché une bonne dynamique de développement des exportations et de l'IDE ont des ratios élevés. Cela n'est pas le cas de la RD selon les données de ses deux dernières fiches OMC relatives à l'APC.

Tableau 33. Évolution du ratio APC/APD – 7 pays et Haïti¹²⁵

	2006/2008	2010/2012	2012/2014	2013	2015
Vietnam	44,5%		58,0%		57,0%
Costa Rica	42,5%		18,8%		36,9%
Honduras	7,9%		38,9%		24,0%
Colombie	13,5%		16,6%		15,1%
El Salvador	22,2%		30,9%		13,4%
Guatemala	5,0%		21,6%		12,2%
République dominicaine	23,4%	41,2%	31,2%	13,0%	8,1%
Haïti	8,8%	13,5%		21,6%	

2010-2013
25,3%

2013-2016
13,9%

8.2.3 Évolution de l'APC par PTF à Haïti

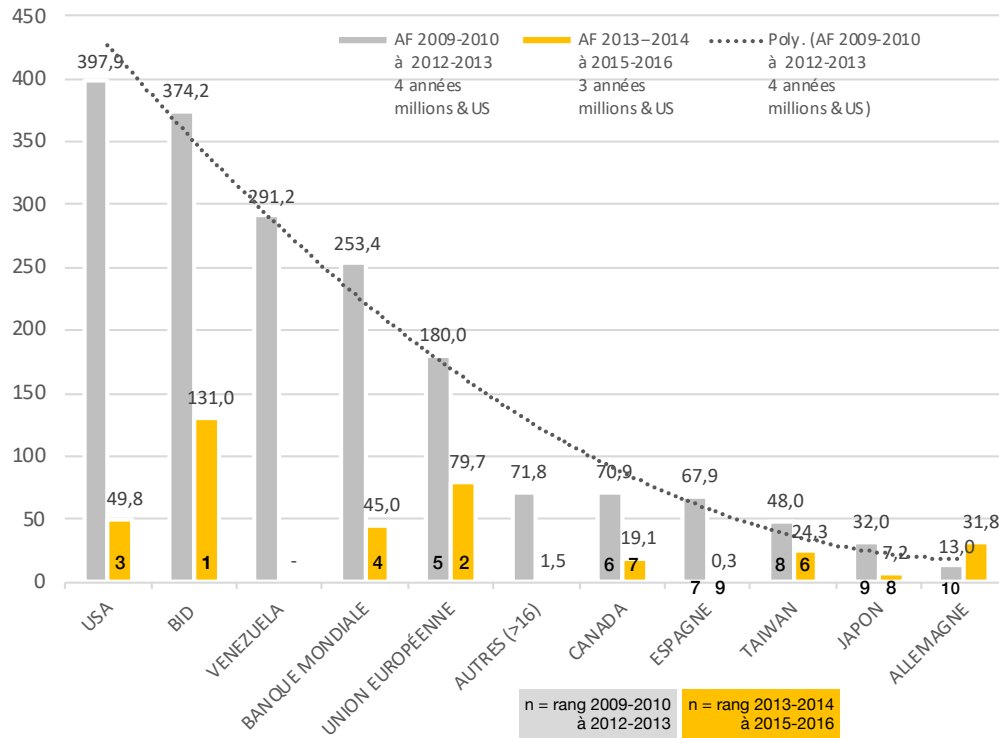
Constats.

- La BID et les USA sont les deux principaux fournisseurs d'APC à Haïti.
- Le Venezuela a été le 3^{ème} pourvoyeur de l'APC entre 2009-2010 à 2012-2013, mais ne figure plus depuis parmi les PTF de l'APC au pays.
- La Banque mondiale, l'UE et le Canada sont les autres partenaires majeurs d'Haïti en matière d'APC.

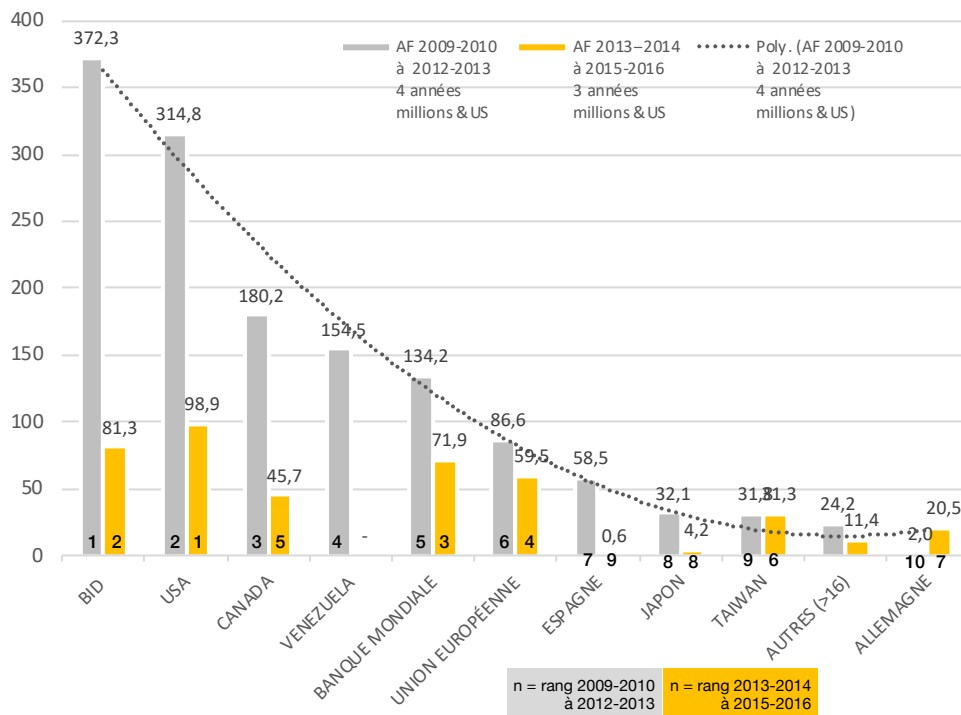
Le Graphique 51 montre les résultats relatifs aux engagements et le Graphique 52 ceux relatifs aux versements qui ont été effectués. Ils se conjuguent pour permettre de comparer entre elles les ressources engagées et versées sur les deux périodes suivantes [2009-2010 à 2012-2013] et [2013-2014 à 2015-2016].

¹²⁵ Source : Compilation de l'auteur d'après les fiches pays dans "OCDE/OMC (2017), Aid at a Glance 2017. Promoting Trade, Inclusiveness and Connectivity for Sustainable Development", WTO, Geneva/OECD Publishing. Paris; les données additionnelles pour Haïti présentées en bulle sont celles calculées pour la Revue avec les données MGAE.

Graphique 51. APC par PTF – Engagements ; montants et rangs [2009-2010 à 2012-2013] et [2013-2014 à 2015-2016]¹²⁶



Graphique 52. APC par PTF- Versements ; montants et rangs [2009-2010 à 2012-2013] et [2013-2014 à 2015-2016]¹²⁷



¹²⁶ Source : compilation de l'auteur d'après les données du MGAE pour l'APC.

¹²⁷ Source : compilation de l'auteur d'après les données du MGAE pour l'APC.

Constats diagnostics. Il peut être constaté :

- une baisse très importante des engagements et des versements de la part des USA, de la Banque mondiale et du Canada, de la 1^{ère} à la seconde période;
- la même tendance du côté de l'UE mais moins drastique;
- une avancée dans le classement des fournisseurs de l'APC de la part de pays comme l'Allemagne et Taiwan qui sont des partenaires bilatéraux de longue date d'Haïti en matière d'APC.

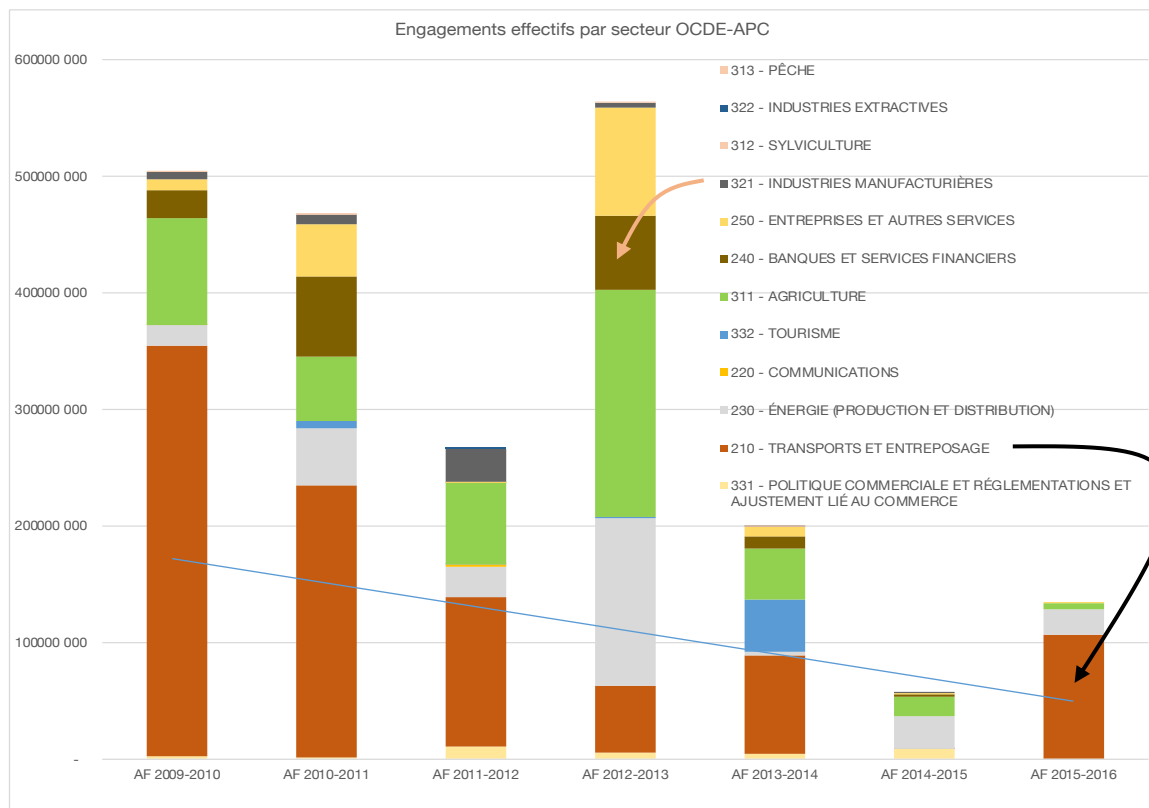
8.3 ÉVOLUTION DE L'APC PAR SECTEUR EN HAÏTI

8.3.1 Vision comparative globale de l'évolution sectorielle de 2009 à 2016

- Les trois principaux secteurs d'APC au regard des engagements et des versements effectifs sont dans l'ordre, respectivement : « Transport et entreposage », « Agriculture » et « Énergie - production et distribution ». (Graphique 53 et Tableau 34 pour les engagements; Tableau 35 pour les versements).
- Ils sont suivis par les appuis allant aux objets « Banques et service financiers » et « Entreprises et autres services ».
- Sur les 7 années à l'étude (2009-2010 à 2015-2016), le secteur « Transport et entreposage » a mobilisé 962 millions USD en engagements et 798 millions USD en versements effectifs; ce qui représente dans les deux cas 44% de l'APC totale sur la période qui a été de 2,2 milliards USD pour les engagements et de 1,8 milliards USD pour les versements.
- En ajoutant « l'énergie » et « transport », ces deux secteurs d'infrastructure représentent un peu plus de la moitié de l'aide pour le commerce sur la période de 7 ans ci-dessus référencée : soit 57% des engagements totaux et 55% des versements totaux.
- En ce qui a trait à l'aide sectorielle pour le développement des capacités productives, « l'agriculture » se démarque, de très loin, en tête de liste des secteurs bénéficiaires de l'APC, alors que le tourisme et la sylviculture suscitent de plus en plus d'intérêt (en termes d'engagements), comparativement à d'autres secteurs.
- Les « industries manufacturières » bénéficiaires, par ailleurs, de la politique d'investissement et de son principal levier – qui est l'accès à des espaces de production et aux infrastructures correspondantes (parcs industriels / zones franches) assortis d'avantages incitatifs douaniers et fiscaux – viennent après le tourisme pour les engagements.
- L'objet « politique commerciale et réglementation » a représenté dans les 31 millions USD en engagements et 20 millions USD en versements (soit respectivement 1,4% et 1,1% de l'APC). Il s'agit, certes, d'un objet « soft » de gouvernance et non pas d'infrastructures coûteuses à financer, mais les ressources restent, pour le moins, fort modestes par rapport aux efforts à consentir.

- Les ressources allouées « aux entreprises et autres services » ont représenté 120 millions en 7 ans (soit une moyenne de 17 millions environ par an); ceci, en l'absence d'une agence et d'une architecture de programme en matière de promotion et de développement des exportations et de l'IDE.

Graphique 53. Aide pour le commerce – engagements effectifs par secteur 2009-2010 à 2015 -2016¹²⁸



¹²⁸ Source : compilation de l'auteur d'après les données du MGAE pour l'APC.

Tableau 34. APC par secteur selon les Engagements effectifs – Rang, montants et % APC totale [2009-2010 à 2015-2016]¹²⁹

Secteurs OCDE APC	RANG 2009-2010 à 2012-2013 4 années	RANG 2013-2014 à 2015-2016 3 années	RANG 2009-2010 à 2015-2016 7 années	% A4T totale 7 années	Engagements effectifs 7 années (millions \$US)
210 - TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	1	1	1	43,9%	961,5
311 - AGRICULTURE	2	2	2	21,8%	477,6
230 - ÉNERGIE (PRODUCTION ET DISTRIBUTION)	3	3	3	13,3%	291,5
240 - BANQUES ET SERVICES FINANCIERS	4	6	4	7,7%	168,3
250 - ENTREPRISES ET AUTRES SERVICES	5	7	5	7,2%	157,2
332 - TOURISME	8	4	6	2,4%	51,9
321 - INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES	6	8	7	2,2%	47,5
331 - POLITIQUE COMMERCIALE, RÉGLEMENTATION ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE	7	5	8	1,4%	31,4
220 - COMMUNICATIONS	9	10	9	0,1%	1,4
322 - INDUSTRIES EXTRACTIVES	10	10	10	0,1%	1,2
312 - SYLVICULTURE	12	9	11	0,0%	0,2
313 - PÊCHE	11	10	12	0,0%	0,1
					2189,8

Tableau 35. APC par secteur selon les Versements effectifs – Rang, montants et % APC totale [2009-2010 à 2015-2016]¹³⁰

Secteurs OCDE APC	RANG 2009- 2010 à 2012-2013 4 années	RANG 2013- 2014 à 2015-2016 3 années	RANG 2009- 2010 à 2015- 2016 7 années	% A4T totale 7 années	Versements effectifs 7 années (millions \$US)
210 - TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	1	1	1	43,9%	797,8
311 - AGRICULTURE	2	2	2	27,1%	491,6
230 - ÉNERGIE (PRODUCTION ET DISTRIBUTION)	3	3	3	11,6%	210,1
240 - BANQUES ET SERVICES FINANCIERS	4	4	4	8,0%	145,4
250 - ENTREPRISES ET AUTRES SERVICES	5	5	5	6,6%	119,7
321 - INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES	6	8	6	1,1%	20,6
331 - POLITIQUE COMMERCIALE, RÉGLEMENTATION ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE	7	6	7	1,1%	20,0
332 - TOURISME	8	7	8	0,5%	9,4
312 - SYLVICULTURE	9	10	9	0,0%	0,8
322 - INDUSTRIES EXTRACTIVES	12	9	10	0,0%	0,5
220 - COMMUNICATIONS	10	11	11	0,0%	0,4
313 - PÊCHE	11	11	12	0,0%	0,1
					1816,5

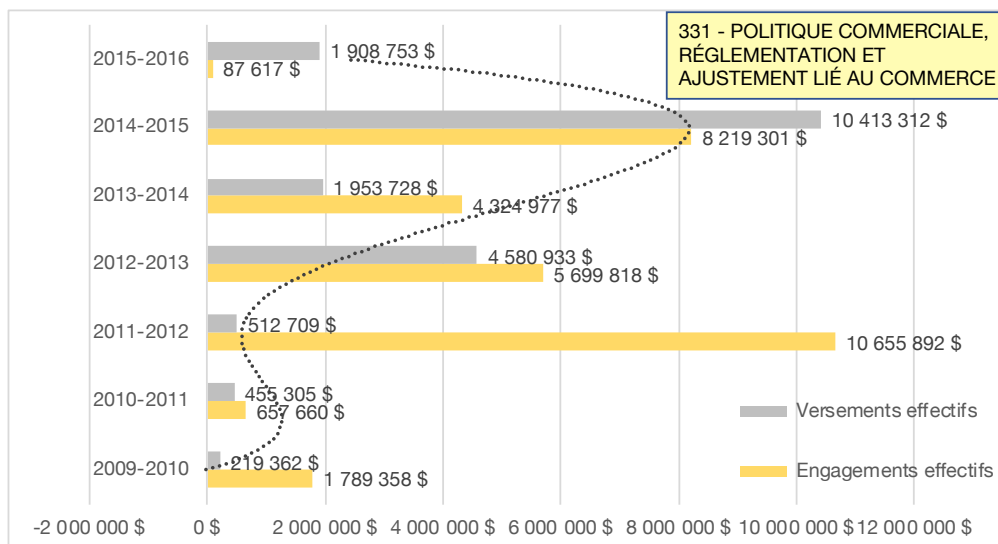
¹²⁹ Source : compilation de l'auteur d'après les données du MGAE pour l'APC.

¹³⁰ Source : Ibid.

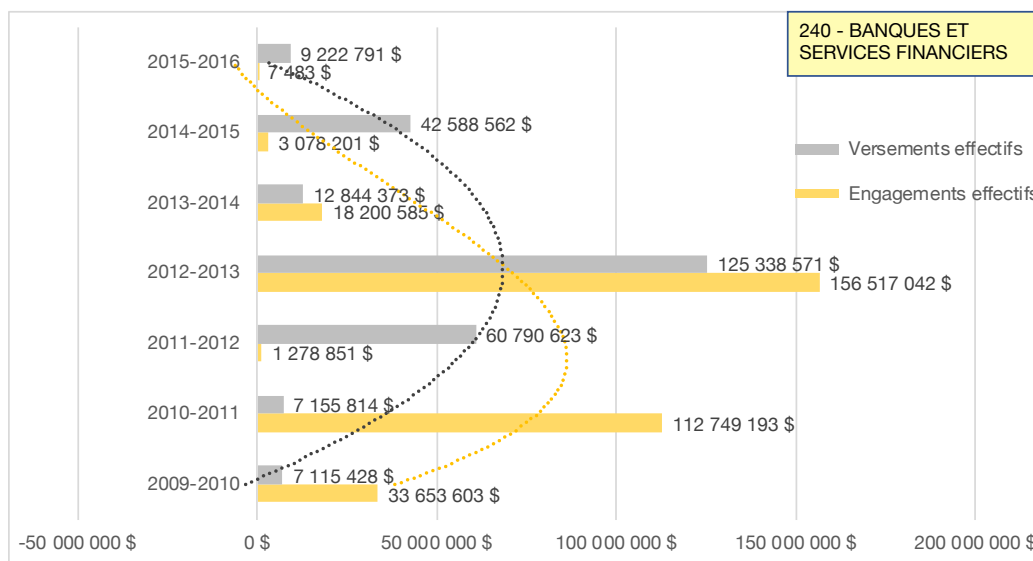
8.3.2 Évolution des versements et des engagements par secteur APC (OCDE)

Cette sous-section propose une série de graphiques (54 à 61) montrant l'évolution annuelle des engagements et des versements pour chacun de secteurs OCDE d'APC de 2009-2010 à 2015-2016¹³¹. On peut y voir des profils variés qui montrent la pertinence de l'examen des situations à ce niveau et de l'utilisation des résultats (principaux constats) en support aux discussions en forums centrées sur les secteurs.

Graphique 54. Engagements et versements ; 2009-2016 - Secteur OCDE 331

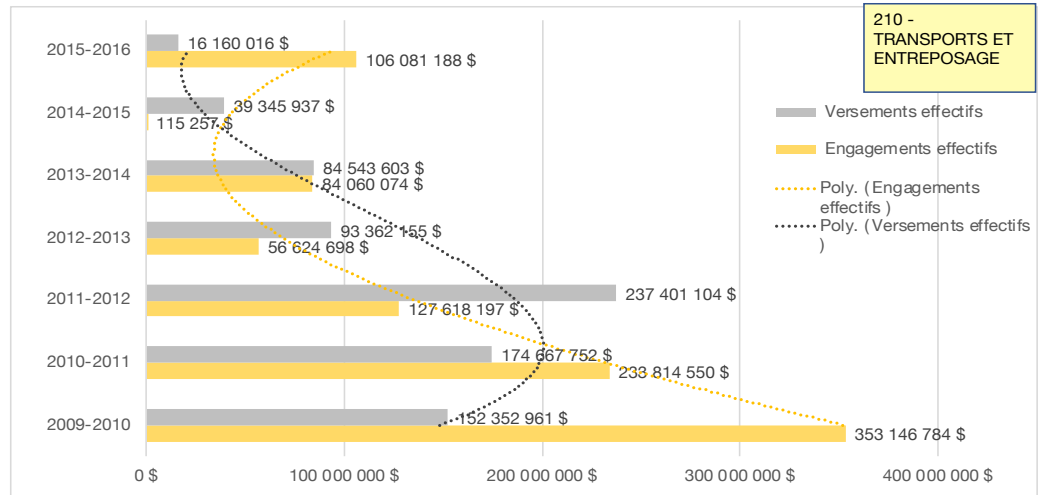


Graphique 55. Engagements et versements 2009-2016 - Secteur OCDE 240

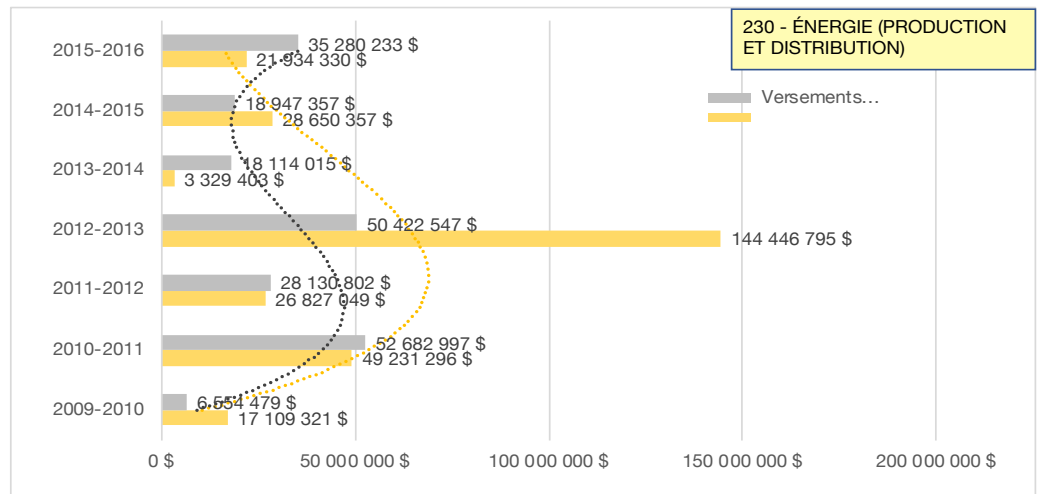


¹³¹ Ibid. Source : compilation de l'auteur d'après les données du MGAE pour l'APC.

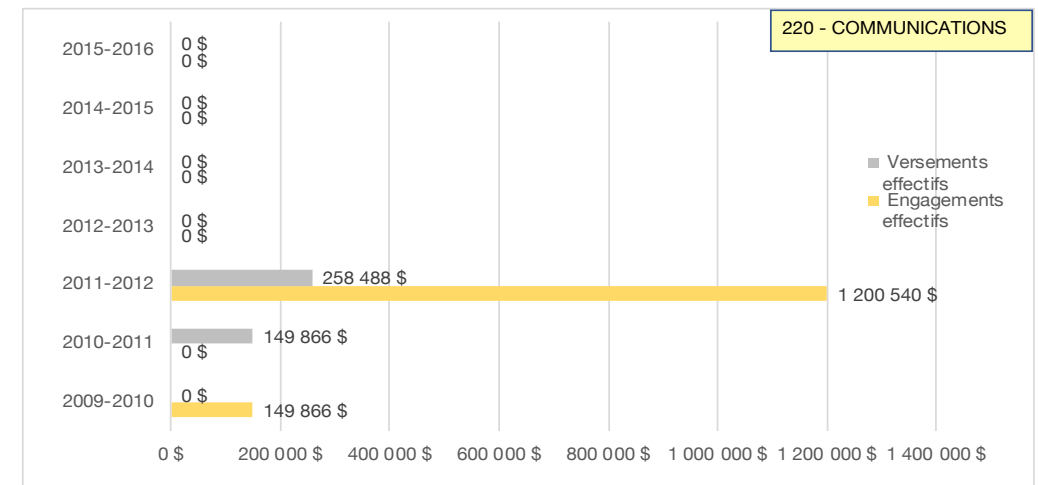
Graphique 56.
Engagements et
Versements
2009-2016
Secteur OCDE 210



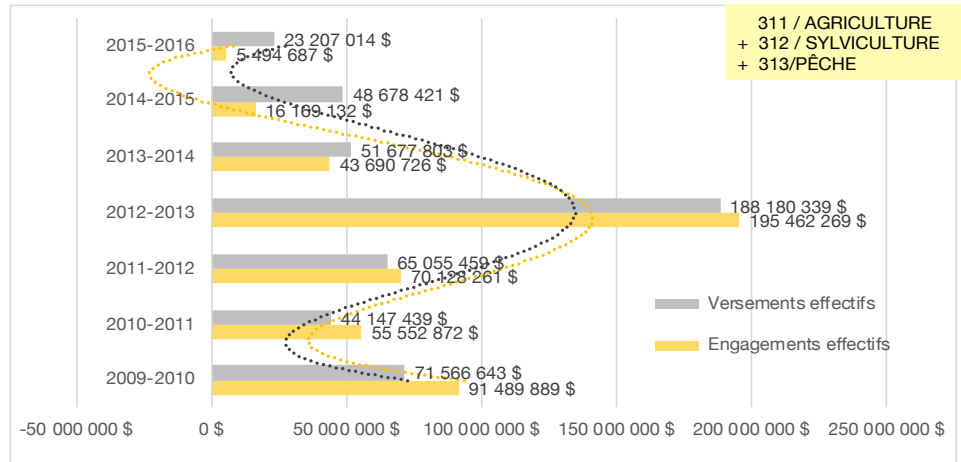
Graphique 57.
Engagements et
Versements
2009-2016
Secteur OCDE 230



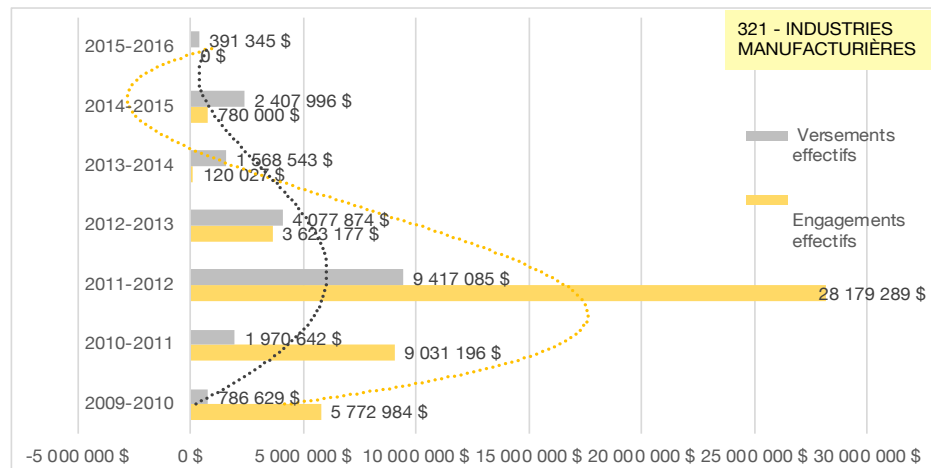
Graphique 58.
Engagements et
Versements
2009-2016
Secteur OCDE 220



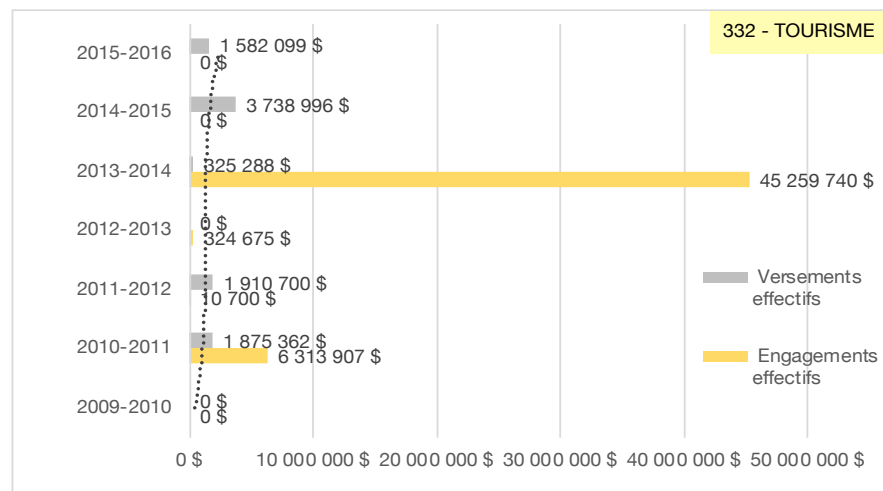
Graphique 59.
Engagements et
Versements
2009-2016
Secteur OCDE
3110312-313



Graphique 60.
Engagements et
Versements
2009-2016
Secteur OCDE 321



Graphique 61.
Engagements et
Versements
2009-2016
Secteur OCDE 332



8.3.3 Versements des PTF par secteur APC 2015-2016

Le tableau 36 présente les versements effectifs par PTF par secteur pour l'exercice fiscal 2015-2016. Il est à faire remarquer que les trois principaux secteurs qui ont mobilisé le gros de l'APC au cours de cet exercice sont aussi ceux qui ont impliqué le plus de PTF.

De ce point de vue, « l'agriculture » est parmi eux le secteur qui a mobilisé le plus grand nombre de PTF (8 au total), devant « l'énergie » (6 PTF), soit le double du secteur « transport » (3 PTF). Quant aux autres secteurs, ils ont mobilisé entre 1 à 3 PTF seulement.

Toutefois, au plan de la coordination et de l'efficacité de l'aide, il s'agit de considérer les complémentarités et synergies à réaliser entre projets dans une perspective intersectorielle et régionale sur la base des stratégies sectorielles. C'est pour cela que la formulation d'une stratégie de promotion des exportations et de l'IDE en toute cohérence avec les stratégies sectorielles est primordiale et urgente. Il est nécessaire de définir des orientations et des lignes d'action à ces niveaux pour agir de manière coordonnée entre institutions.

Tableau 36. APC par PTF et secteur selon les Versements effectifs – 2015-2016¹³²

Somme de Versements effectifs 2015-2016	210 - TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	230 - ENERGIE (PRODUCTION ET DISTRIBUTION)	240 - BANQUES ET SERVICES FINANCIERS	250 - ENTREPRISES ET AUTRES SERVICES	311 - AGRICULTURE	312 - SYLVICULTURE	321 - INDUSTRIES MANUFACTURIERES	322 - INDUSTRIES EXTRACTIVES	331 - POLITIQUE COMMERCIALE ET REGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIE AU COMMERCE	332 - TOURISME	Total général
États-Unis		27 099 034 \$		2 106 996 \$	3 724 141 \$						32 930 171 \$
Banque interaméricaine de développement	5 670 270 \$			1 599 275 \$	10 937 726 \$					13 425 \$	18 220 696 \$
Banque mondiale	4 420 838 \$	7 406 734 \$	1 243 574 \$		2 081 794 \$					1 531 682 \$	16 684 622 \$
Union européenne	4 327 482 \$	229 956 \$			1 258 861 \$			116 097 \$	1 817 338 \$		7 749 734 \$
Canada		45 708 \$	2 695 742 \$	1 577 204 \$	2 178 047 \$		139 126 \$		91 415 \$		6 727 242 \$
Taiwan	1 741 426 \$				1 742 936 \$						3 484 362 \$
Autres (à spécifier)					776 210 \$		252 218 \$				1 028 428 \$
Ministères - Services internes centraux					507 299 \$						507 299 \$
Fonds mondial Nations Unies		387 715 \$									387 715 \$
Espagne		111 087 \$									111 087 \$
Argentine										36 992 \$	36 992 \$
Autres organisations internationales universelles ou régionales											
Total général	16 160 016 \$	35 280 233 \$	3 939 316 \$	5 283 475 \$	23 207 014 \$	0 \$	391 345 \$	116 097 \$	1 908 753 \$	1 582 099 \$	87 868 349 \$
Nombre de PTF présents	4	6	2	3	8	0	2	1	2	3	11
Classement sectoriel	3	1	5	4	2	10	9	9	6	7	

8.3.4 Constats relatifs aux caractéristiques des projets et à la qualité des données APC (MGAE)

Une analyse textuelle des données descriptives « titre du projet », « objectif du projet » et « résultats attendus du projet » a été effectuée sur la base de données détaillées des projets APC fournies par le MGAE.

- Il s'agissait, tout d'abord, de vérifier s'il y avait plus d'une ligne d'entrée pour un projet et, le cas échéant, s'il ne s'agissait pas d'un doublon ou triplet, du moins de (1) composantes distinctes d'un même projet d'un PTF donné relevant de plus d'un secteur OCDE ou de (2) projets cofinancés par deux PTFs ou plus. Un contrôle a été alors effectué pour vérifier si le coût du projet ne faisait pas l'objet d'une double inscription.

¹³² Source : compilation de l'auteur d'après les données du MGAE pour l'APC.

Résultats. Il a été dressé les constats suivants :

- 462 projets APC ont été dénombrés pour un total de 533 lignes d'entrées;
- 34 projets ont été cofinancés par la BID et une institution gouvernementale (dont 2 avec la participation de l'UE et du Canada);
- 23 projets avec plus d'une entrée, correspondant à des projets à multiples composantes d'un même PTF dont 15 du Canada et seulement deux cofinancés par 2 PTFs.

Cet état de choses semble suggérer que les PTF qui ont une vue holistique cherchent plutôt à établir des complémentarités entre des volets de leur intervention plutôt qu'avec un PTF partenaire (*voir en annexe H le Tableau H2*).

b. Il s'agissait ensuite d'examiner une quinzaine de mots clés pertinents au commerce, à l'IDE, et à la compétitivité, exprimés aussi bien en français et qu'en anglais. Cet exercice s'imposait pour vérifier si les projets, tels que décrits prenaient bien en compte ces domaines et les préoccupations y afférentes, ou, en d'autres termes, s'ils en reflétaient une bonne intégration. Résultats :

- les résultats se sont révélés assez surprenants, sinon frappants, eu égard au nombre d'occurrences qui reste peu élevé ou très peu élevé en ce qui concerne des mots-clés tels que : *commerce / trade, compétitivité / competitiveness, concurrence / competition*; il n'a été comptabilisé aucune occurrence pour d'autres mots-clés aussi pertinents et attendus que : *politique commerciale / trade policy, politique d'investissement / investment policy, petits producteurs, trade regulations / trade law, tarifs / tariffs*.
- le nombre d'occurrences s'avère plus important pour les termes : *marchés / markets* mentionnés 39 fois, *import / imports, export / exports*, faisant chacun l'objet d'une dizaine de notations exclusivement en langue anglaise (*voir en annexe H le Tableau H1*).
- **Diagnostic** : On peut en conclure que la formulation des projets APC et/ou leur transcription descriptive, telle que rapportée par les PTF n'intègre et n'exprime que fort peu / fort mal, ou plutôt, minimalement, les préoccupations relatives au développement du commerce et de l'investissement.

À ce propos, on peut relever dans l'étude exhaustive et stratégique réalisée par le CIRAD sur le secteur agricole/rural haïtien et les investissements publics requis pour son développement (2016), le commentaire suivant au sujet des financements externes d'Haïti.

« *Nous avons constaté une très grande hétérogénéité dans la manière dont chaque donateur alimente le MGAE. Certains fournissent des informations extrêmement précises (tel le Canada), d'autres restent extrêmement vagues dans la répartition des flux financiers. Il s'ensuit un manque de précision préjudiciable à l'analyse. En conséquence, les résultats obtenus requièrent une certaine prudence dans leur interprétation* »¹³³.

¹³³ Source : « Étude exhaustive et stratégique (SWOT) sur le secteur agricole/rural haïtien »; Van Vliet Geert (ed.), Pressoir Gaël (ed.), Marzin Jacques (ed.), Giordano Thierry (ed.). Montpellier : CIRAD, Chapitre 13.

Par-delà ce commentaire ponctué d'une mise en garde, il y a lieu de relever la très forte insuffisance des renseignements affectant la description des « objectifs » et, plus particulièrement, celle des « résultats attendus » des projets.

- description des « objectifs » : 42% de cellules vides (= 228/533);
- description des « résultats attendus » ; 80% de cellules vides (= 429/533).

Finalement certains projets ne sont pas catégorisés correctement. C'est le cas, par exemple, de projets sur la « politique commerciale » qui se trouvent rangés sous la catégorie de "support aux entreprises ou sur celle de mécanisme de promotion du commerce et de l'investissement en Haïti. En conclusion, il y a beaucoup à faire pour sensibiliser les PTF à mieux renseigner et à catégoriser correctement les projets en ce qui a trait à l'Aide pour le commerce, en particulier.

9 POLITIQUE COMMERCIALE

9.1 RÉSULTATS DU FCI 2017 – ACTIONS POUR L'AMÉLIORATION DU COMMERCE EXTÉRIEUR¹³⁴

Tableau 37. Résultats du **FCI 2017** - Actions proposées pour l'amélioration de l'environnement des affaires : échanges internationaux¹³⁵

CONTRAİNTE À DESSERER	ACTIONS	COMMENTAIRES
1. ÉCHANGES INTERNATIONAUX		
1.1. Manque de politique publique claire concernant les échanges commerciaux	<ul style="list-style-type: none"> • Créer un comité mixte d'élaboration de la politique commerciale du pays, tourné vers la protection de la production nationale 	On doit renforcer l'offre locale ainsi que les institutions nationales tout en tenant compte des priorités définies par l'État. Il faut avoir une politique industrielle.
1.2. État pas encore en mesure de contrôler les produits entrants	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprendre une campagne de sensibilisation sur l'importance du maintien de la mesure relative aux 23 produits interdits d'entrer par voie terrestre en provenance de la République dominicaine • Mettre en œuvre le plan d'amélioration des infrastructures de contrôle 	Il faut veiller à l'équilibre des échanges Renforcer les services de quarantaine

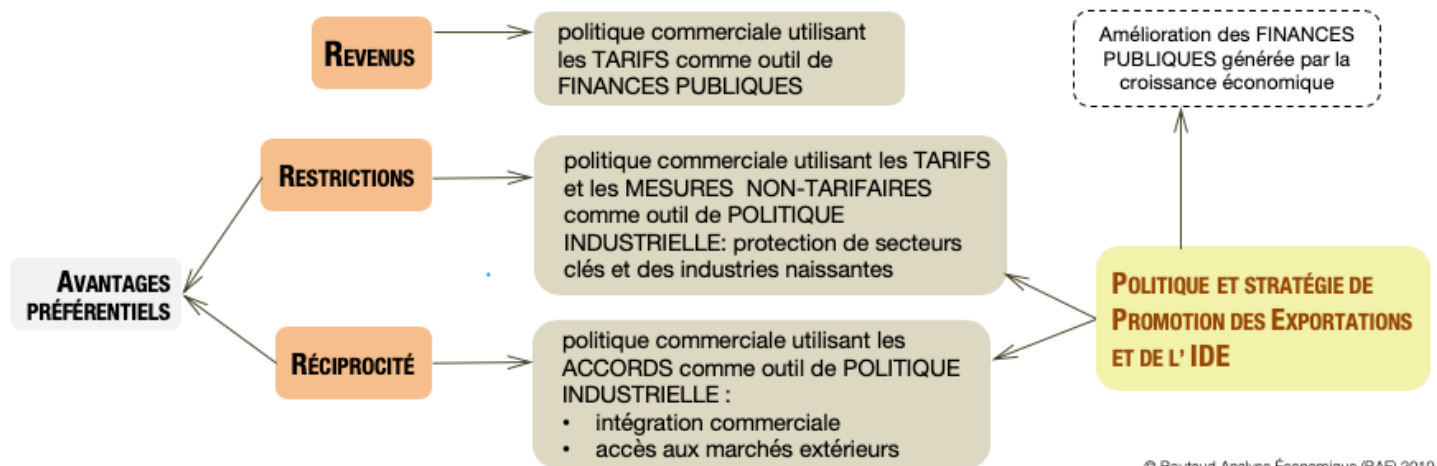
Flux financiers publics et privés dans l'agriculture » Thierry Giordano; Version finale 29 Juin 2016, p.575; <http://agritrop.cirad.fr/580373/>

¹³⁴ Voir l'encadré sur la méthodologie du FCI 2017 page 61.

¹³⁵ Sources : Actes du FCI 2017, CFI 01-2019; extraits pertinents pour le commerce et l'IDE sélectionnés par l'auteur.

➔ une avancée importante depuis, avec le rapport CNUCED 10-2018 sur la « Formulation et mise en œuvre de la politique commerciale d'Haïti : un plan d'action » dont plusieurs résultats sont partagés dans cette Revue¹³⁶.

Graphique 62. Quelques notions de base : les utilisations de la politique commerciale
Objectifs et instruments de politique commerciale¹³⁷



© Boutaud Analyse Économique (BAE) 2019

9.2 CADRE LÉGAL DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT

9.2.1 Études de référence sur la politique commerciale et le cadre légal du commerce et de l'investissement

En ce qui a trait à la politique commerciale, le Prototype de la Revue propose essentiellement la présentation des principaux constats, conclusions diagnostiques et recommandations (mesures proposées) de deux études récentes :

- une étude de cadrage de la politique commerciale d'Haïti réalisée par la CNUCED sur demande d'A.T. du MCI (transmise le 24 octobre 2018)¹³⁸; Cette étude est structurée autour de trois axes stratégiques de la politique commerciale :

- Axe 1** Adéquation et modernisation du cadre juridique, réglementaire et institutionnel ;
- Axe 2** Mesures prioritaires pour la promotion et la diversification des exportations de biens et services ;
- Axe 3** Renforcement institutionnel et des capacités : besoins et plan d'action

¹³⁶ Auparavant, il y avait eu le document de Politique commerciale et industrielle de 03-2015 du MCI réalisé dans le cadre du PAMCI appuyé par l'Union européenne.

¹³⁷ Source : visualisation et adaptation de l'auteur à partir de la catégorisation adoptée par Douglas A. Irwin dans son ouvrage 'Clashing over Commerce – A History of US Trade Policy', The University of Chicago Press, 2017.

¹³⁸ Source : « Formulation et mise en œuvre de la politique commerciale d'Haïti : un plan d'action - La contribution de la CNUCED » ; Francesco Abbate, consultant international et Jean Daniel Élie, consultant national, CNUCED, septembre 2018 ; 78 pages
http://cir.ht/documents/CNUCED_Rapport_Projet_d_etude_politique_commerciale_final_24_oct_2018.pdf

- un **Rapport d'inventaire du MCI-CIR sur les instruments juridiques nationaux et internationaux liés au commerce et à l'investissement, dont l'investissement direct étranger (IDE)**¹³⁹.

Le rapport d'inventaire a recensé /identifié :

- 228 textes de lois ayant trait au commerce et à l'investissement;
- 70 projets et avant-projets de loi liés au commerce et à l'investissement dont l'IDE à ratifier et/ou à promulguer;
- 52 mesures administratives; et
- 6 propositions de textes de loi liés au commerce et à l'investissement à finaliser.

Outre ces deux études, il y a lieu également de considérer les recommandations touchant à la politique et à la réglementation commerciales issues des ateliers du Forum sur la compétitivité et l'investissement de 2017 qui ont été intégrées par le CFI dans les **Actes du FCI 2017** (01-2019).

9.2.2 Résultats du **FCI 2017** – Actions proposées en matière d'amélioration de l'environnement des affaires au plan légal

Tableau 38. Résultats du **FCI 2017** - Actions proposées pour l'amélioration de l'environnement des affaires au plan légal-réglementaire ¹⁴⁰

CONTRAINTE À DESSERER	ACTIONS	COMMENTAIRES
5. CADRE LÉGAL		
5.1.Plusieurs textes en attente de promulgation	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser des séances d'informations sur ces textes • Elaboration, sur la base d'une large concertation, un avant-projet de loi sur la concurrence, prévoyant notamment la création d'une Autorité de régulation 	<ul style="list-style-type: none"> • Il est important de lancer les débats avec les principaux intéressés • Réfléchir sur la façon dont cette autorité de régulation pourra s'y prendre pour générer des revenus pouvant en assurer sa durabilité • Penser à des sanctions à pénaliser aux fins d'alimenter le budget de l'institution
5.2.Sécurisation de la propriété intellectuelle faible	<ul style="list-style-type: none"> • Analyser le cadre légal envigueur concernant la 	Ratification par Haïti des conventions relatives à la

¹³⁹ Source : « Rapport d'inventaire des instruments juridiques nationaux et internationaux liés au commerce et à l'investissement dont l'investissement direct étranger (IDE) »; MM. Dugas et Charlemagne (chefs d'équipe); MCI-CIR; 21 janvier 2019

¹⁴⁰ Sources : Actes du FCI 2017, CFI 01-2019; extraits pertinents pour le commerce et l'IDE sélectionnés par l'auteur.

CONTRAİNTE À DESSERER	ACTIONS	COMMENTAIRES
5.3. Manque de spécialistes des questions commerciale	<ul style="list-style-type: none"> propriété intellectuelle et proposer des modifications Initier un programme de formation des juges aux questions commerciales 	<p>propriété intellectuelle et industrielle</p> <p>D'une façon générale, les juges ne sont pas bien inbus de ces questions et sont parfois corrompus. L'UEH est à associer à la démarche, afin de développer des programmes de cours axés sur les aspects commerciaux.</p>
41 textes de lois priorisés par certains participants pour une rapide promulgation ...	<p>7 Douanes : 2 Traités internationaux ;</p> <p>2 Normalisation ; 4 Transports et APN ;</p> <p>3 Réformes foncières {Les chiffres ne sont pas clairs ici}</p>	Voir les recommandations de l'Inventaire MCI 2019 a ce sujet

9.3 ÉTUDE DE CADRAGE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE D'HAÏTI RÉALISÉE PAR LA CNUCED SUR DEMANDE D'A.T. DU MCI (10-2018)¹⁴¹

L'étude est structurée autour de trois axes stratégiques de la politique commerciale :

- Axe 1 Adéquation et modernisation du cadre juridique, réglementaire et institutionnel ;
- Axe 2 Mesures prioritaires pour la promotion et la diversification des exportations de biens et services ;
- Axe 3 Renforcement institutionnel et des capacités : besoins et plan d'action.

Axe 1 – Adéquation et modernisation du cadre juridique, réglementaire et institutionnel

« Les obligations de mise en œuvre des accords commerciaux multilatéraux et régionaux sont jusqu'à présent rendues très difficiles pour Haïti en raison de nombreux goulots d'étranglement constitués entre autres par *l'inadaptation du cadre légal en vigueur, l'absence de cadre légal dans la quasi-totalité des domaines régis par les accords de l'OMC, la CARICOM et l'APE, ainsi que les problèmes de capacité et de coordination institutionnelles.* » (p.4)¹⁴²

« Les actions destinées à résoudre les problèmes rencontrés en matière légale revêtent un caractère prioritaire » et « devraient aller dans le sens de la **modernisation des lois et réglementations existantes** applicables à des domaines déterminés, puis

¹⁴¹ Source : « Formulation et mise en œuvre de la politique commerciale d'Haïti : un plan d'action - La contribution de la CNUCED » ; Francesco Abbate, consultant international et Jean Daniel Élie, consultant national, CNUCED, septembre 2018 ; 78 pages
http://cir.ht/documents/CNUCED_Rapport_Projet_d_etude_politique_commerciale_final_24_oct_2018.pdf

¹⁴² Le passage de la citation surligné en *italique bleu* a été appliqué par l'auteur de la présente Revue.

d'envisager **l'élaboration du cadre légal approprié** devant règlementer des instruments de politique commerciale qui ne sont encore assujettis à aucune législation ». Le Rapport d'inventaire, réalisé en 2018-2019 par le MCI avec des ressources du CIR, fournit dans la sous-section suivante une analyse détaillée à cet égard ainsi qu'une liste de recommandations.

Actions prioritaires (CNUCED)

1. **Droits de propriété intellectuelle** : « La législation applicable est aujourd'hui dépassée. Elle ne répond plus aux besoins actuels et n'est pas en conformité avec l'Accord ADPIC de l'OMC. Haïti a besoin d'élaborer pour régir ce domaine un nouveau cadre juridique qui soit en harmonie avec les dispositions de cet Accord. En tant que PMA, Haïti bénéficie grâce à une décision prise par l'OMC en faveur de cette catégorie de pays » d'un moratoire pour se conformer avec cette obligation, lequel expire en 2021.
2. **Évaluation en douane des marchandises** : « C'est encore la valeur de Bruxelles qui est appliquée en Haïti. Cependant, en tant que Membre de l'OMC, Haïti doit obligatoirement appliquer les règles consignées dans le Mémoire d'Accord sur la Mise en Œuvre de l'Article VII du GATT de 1994 ».
3. **Services de télécommunications** : Ils « sont encore régis par une loi de 1977 qui confère à l'État haïtien le monopole dans ce domaine, même si ce sous-secteur a été en partie libéralisé. Si les télécommunications n'ont fait l'objet jusqu'ici d'aucun engagement spécifique de la part d'Haïti auprès de l'OMC et de l'APE, elles devront sans aucun doute se libéraliser totalement en raison du fait qu'elle est assujettie à l'obligation d'éliminer toutes les restrictions applicables aux services ».
4. **Domaines où aucun cadre légal n'existe** :

« Les mesures prioritaires concernent l'établissement d'une loi sur :

- 1) les normes et les réglementations techniques,
- 2) les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) ;
- 3) les mesures de défense commerciales (dumping, subventions, sauvegardes),
- 4) la concurrence et
- 5) le commerce des services. »

« *La législation doit être en conformité avec le cadre juridique des accords de l'OMC y afférents, mais également avec l'APE et la CARICOM qui incorporent les mêmes composantes. La loi sur la concurrence se place plus spécifiquement dans le cadre de l'APE et de la CARICOM, étant donné que ce domaine n'est pas régi par aucun accord commercial multilatéral* ».

5. « **Autres actions méritant l'attention des autorités** :

- 6) **la ratification de la Loi sur la normalisation** afin de faciliter la protection des personnes, des animaux et des végétaux en conformité avec l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC) ;

- 7) **La promulgation du Code Douanier** en vue de la mise en œuvre effective des règles de l'OMC sur la valeur en douane ;
- 8) **La révision du Code des investissements**, en vue de l'élimination des éventuelles MIC¹⁴³ qui y figurent encore ;
- 9) **La rationalisation des statistiques sur le commerce extérieur.**

Plusieurs institutions sont impliquées dans l'élaboration de ces statistiques. Elles opèrent, de manière individuelle, sans rechercher la synergie qu'il faut pour leur traitement et divulgation tant au niveau national qu'international. Les problèmes répertoriés concernent non seulement le commerce des marchandises mais également celui des services ainsi que la propriété intellectuelle ».

9.4 RECOMMANDATION DU RAPPORT D'INVENTAIRE DES INSTRUMENTS JURIDIQUES NATIONAUX ET INTERNATIONAUX MCI-CIR (03-2019)

Comme susmentionné, le rapport d'inventaire des instruments juridiques nationaux et internationaux préparé par le MCI avec les ressources du CIR a recensé : (i) 67 avant-projets de loi liés au commerce et à l'investissement dont l'IDE¹⁴⁴ qui sont à ratifier et/ou promulguer, et (ii) 6 propositions de textes de loi se rapportant à ces domaines qui restent à finaliser. Les recommandations 1 et 2 dudit rapport portent sur l'impératif d'agir pour adapter et moderniser ce cadre législatif.

« **Recommandation No 1** : Tenant compte de l'obsolescence de certaines lois relatives au commerce et à l'investissement en vigueur et l'urgente nécessité pour l'État haïtien de moderniser et de redynamiser le secteur des affaires, **l'Exécutif et le Parlement se doivent de s'activer pour finaliser, approuver, ratifier et/ou faire promulguer des avant-projets et/ou, projets de loi en souffrance** (la liste de ces textes est fournie dans les Annexes I et J).

Recommandation No 2 : Que les institutions publiques travaillant sur des propositions de textes de loi mettent les bouchées doubles pour les finaliser et les soumettre à l'exécutif aux fins appropriées ».

Recommandation No 3 : Que le MCI, de concert avec ses différents partenaires, réactive le dossier de création du **Guichet Unique Électronique (GUE)**, prévoyant la constitution des Sociétés Anonymes dans un délai ne dépassant pas dix (10) jours.

Recommandation No 4 : Que le MCI initie déjà auprès de la Banque Mondiale les démarches nécessaires pour l'obtention d'une **extension du Programme de Développement des Affaires et des Investissements (PDAI)** pour une période à déterminer¹⁴⁵.

¹⁴³ MIC : mesures concernant les investissements et liées au commerce

¹⁴⁴ Source : « Rapport d'inventaire des instruments juridiques nationaux (Lois, Décrets, Règlements, Mesures administratives etc.) et internationaux (Accords, Traités ou Conventions) liés au commerce et à l'investissement dont l'investissement direct étranger (IDE) »; MM. Dugas et Charlemagne (chefs d'équipe); MCI-CIR; 21 janvier 2019

¹⁴⁵ Source : ibid., p.13.

Recommandation de la Revue. Vu que la liste des projets concernés est très longue, la présente Revue recommande de : (i) établir une liste de projets à finaliser en priorité par les institutions parties prenantes, (ii) en définir les responsabilités, (iii) élaborer des calendriers d'exécution, y compris un outil de suivi fonctionnel.

9.4.1 Liste et statut des accords

Le BACoz a complété pour la revue une série de fiches relatives aux accords. Il est consigné dans le Tableau 39 une liste combinée d'accords signés et/ou actuellement négociés par Haïti. Ceux-ci figurent avec leur statut et diverses autres données dans le Tableau 40 subséquent.

Tableau 39. Liste des accords de commerce existants et en négociation par Haïti¹⁴⁶

Acronyme de l'accord	Intitulé de l'accord
1. OMC	Organisation Mondiale du Commerce
2. CARICOM	Communauté et Marché Commun des Caraïbes
3. SGP	Système Généralisé de Préférences
4. CBI (USA)	CARIBBEAN BASIN INITIATIVE (Program)
5. HOPE & HELP	- Haitian Hemispheric Opportunity through Partnership Encouragement (HOPE) - Haiti Economic Lift Program (HELP)
6. TSA (UE)	Tout Sauf les Armes
7. APE /CARIFORUM-(UE)	Accord de Partenariat Économique CARIFORUM UE
8. ZLEA	Zone de Libre Échange Amérique

Tableau 40. Statut des accords de commerce existants et en négociation par Haïti¹⁴⁷

1. OMC	Organisation mondiale du Commerce					
États membres	• 164 pays					
Statut selon le processus	Signé et ratifié	Signé et non ratifié	En négociation	Observateur	Projet d'accord abandonné	Autre
	✓					
Date de signature	<ul style="list-style-type: none"> • OMC - Haïti - 30 janvier 1996 • GATT - Haïti - 1 janvier 1950 			Date de ratification (si applicable)		
Avantages particuliers de l'accord pour Haïti : nature des avantages (quotas, tarifs) et catégories de produits concernés			Accès aux marchés développés sans obligation de réciprocité			
3 principaux enjeux /dossiers /besoin du BACoz au niveau national /interinstitutionnel pour mieux tirer parti des accords (ou les ratifier selon le cas)			Renégociation en cours du tarif consolidé d'Haïti à l'OMC.			

¹⁴⁶ Source : BACoz, note complétée pour la Revue diagnostique, 07-01-2019, p.1

¹⁴⁷ Source : données renseignées dans les fiches par accord préparées par le BACoz; 07-01-2019.

2. CARICOM		Communauté et le Marché Commun des Caraïbes					
États membres	• 15 pays membres						
Statut selon le processus	Signé et ratifié	Signé et non ratifié	En négociation	Observateur	Projet d'accord abandonné	Autre	
	✓						
Date de signature	Juillet 2002		Date de ratification (si applicable)		Octobre 2007		
Si ratification en suspens...	a) quel horizon prévisible pour la ratification						
	b) facteur(s) principal(aux) de blocage /déblocage		Retard de la Mise en œuvre du CSME				
Avantages particuliers de l'accord pour Haïti : nature des avantages (quotas, tarifs) et catégories de produits concernés			Cet accord constitue un marché d'exportation importante avec ses importations extra-régionale de 28 milliards US. La Zone a un potentiel touristique majeur et peut attirer les IED en Haïti				
3 Principaux enjeux /dossiers /besoin du BACCOZ au niveau national /interinstitutionnel pour mieux tirer parti des accords (ou les ratifier)			Mise en œuvre du CSME				
3. SGP		Système Généralisé de Préférences					
États membres	<ul style="list-style-type: none"> • Pays développés • Pays en développement et moins avancés (Haïti) 						
Statut selon le processus	Signé et ratifié	Signé et non ratifié	En négociation	Observateur	Projet d'accord abandonné	Autre	
	✓						
Date de signature (si applicable)	Conférence II CNUCED à New Delhi en 1968		Date de ratification (si applicable)				
Avantages particuliers de l'accord pour Haïti : nature des avantages (quotas, tarifs) et catégories de produits concernés			Cet arrangement peut contribuer à augmenter les recettes d'exportation d'Haïti. Il peut aussi favoriser son industrialisation et accélérer son taux de croissance économique				
4. CBI (USA)		CARIBBEAN BASIN INITIATIVE (Program)					
États membres	<ul style="list-style-type: none"> • HAITI • USA 						
Statut selon le processus	Signé et ratifié	Signé et non ratifié	En négociation	Observateur	Projet d'accord abandonné	Autre	
	✓						
Date de signature (si applicable)	-1983, Caribbean Basin Economic Recovery Act (CBTPA) -2000, Caribbean Basin Trade Partnership Act (CBTPA)			Date de ratification (si applicable)			

3 principaux enjeux /dossiers /besoin du BACOZ au niveau national /interinstitutionnel pour mieux tirer parti des accords (ou les ratifier selon le cas)	
--	--

5. HOPE &HELP	- Haitian Hemispheric Opportunity through Partnership Encouragement (HOPE) - Haiti Economic Lift Program (HELP)					
États membres	•					
Statut selon le processus	Signé et ratifié	Signé et non ratifié	En négociation	Observateur	Projet d'accord abandonné	Autre
	✓					
Date de signature	HOPE I :2006 HOPE II :2008 HELP: 2010		Date de ratification (si applicable)			
Avantages particuliers de l'accord pour Haïti : nature des avantages (quotas, tarifs) et catégories de produits concernés			Dans le cadre de l'accord HOPE / HELP Haïti bénéficie d'un accès préférentiel au marché des USA avec des règles d'origine très flexibles concernant certains produits. Ceci aide, entre autres, à la relance des exportations des textiles et vêtements vers les USA et à la création d'emplois dans le pays.			
3 principaux enjeux /dossiers /besoin du BACOZ au niveau national /interinstitutionnel pour mieux tirer parti des accords (ou les ratifier selon le cas)			Aucun			

6. TSA (UE)	Tout Sauf les Armes					
États membres	• UE • PMA					
Statut selon le processus	Signé et ratifié	Signé et non ratifié	En négociation	Observateur	Projet d'accord abandonné	Autre
	✓					
Date de signature	26 février 2001		Date de ratification (si applicable)			
Avantages particuliers de l'accord pour Haïti : nature des avantages (quotas, tarifs) et catégories de produits concernés			L'arrangement TSA permet aux PMA, dont Haïti, d'exporter d'exporter sur le marché européen en franchise de droits de douane et sans contingentement aucun tous produits, sauf les armes. Comme les autres préférences, le TSA peut contribuer à augmenter les recettes d'exportation du pays. Cela devrait faciliter l'échange entre les deux parties et créer plus d'emplois en Haïti			

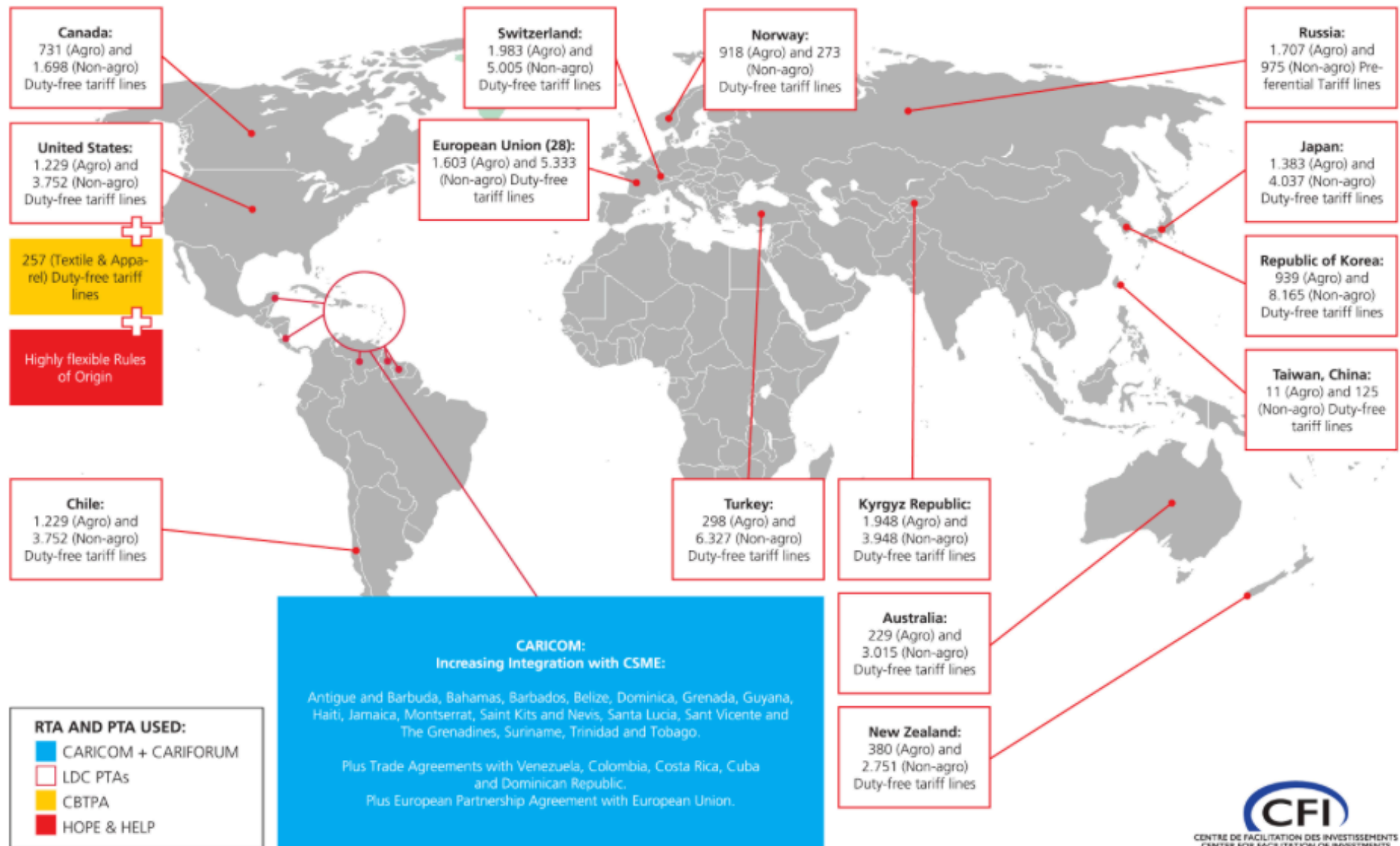
7. APE CARIFORUM (UE)	Accord de Partenariat Économique- CARIFORUM-UE					
États membres	• Pays de la CARICOM + La République Dominicaine					
Statut selon le processus	Signé et ratifié	Signé et non ratifié	En négociation	Observateur	Projet d'accord abandonné	Autre
		✓				
Si ratification en suspens...	a) quel horizon prévisible (mois, année) pour la ratification		au Parlement haïtien			
	b) facteur(s) principal(aux) de blocage /déblocage					
Avantages particuliers de l'accord pour Haïti : nature des avantages (quotas, tarifs) et catégories de produits concernés			L'Union européenne détient actuellement un APE avec le groupe CARIFORUM qui représente les États de la Communauté des Caraïbes et la République dominicaine. Cependant, Haïti n'a pas encore ratifié l'accord. L'APE pourrait être une opportunité majeure pour Haïti, en vue d'attirer des investissements directs étrangers			
3 principaux enjeux /dossiers /besoin du BACOF au niveau national /interinstitutionnel pour mieux tirer parti des accords (ou les ratifier selon le cas)			Aucun			

8. ZLEA	Zone de Libre Échange des Amériques					
États membres	• Il engloberait 34 pays, soit toute l'Amérique excepté Cuba, la France (DROM), le Royaume-Uni et les Pays-Bas					
Statut selon le processus	Signé et ratifié	Signé et non ratifié	En négociation	Observateur	Projet d'accord abandonné	Autre
					✓	

9.4.2 Cartographie des accords (CFI)

Le Graphique 63 reprend la carte des blocs régionaux et des pays avec un accord de libre-échange ou des arrangements tarifaires préférentiels avec Haïti.

Graphique 63. Blocs régionaux et pays avec un accord de libre-échange ou des arrangements tarifaires préférentiels avec Haïti



9.4.3 Les goulots d'étranglement à la mise en œuvre des accords et des actions prioritaires selon la CNUCED (étude 10-2018)

Selon la CNUCED, « les obligations de mise en œuvre des accords commerciaux multilatéraux et régionaux sont jusqu'à présent rendues très difficile pour Haïti en raison de nombreux goulots d'étranglement constitués, entre autres, par l'inadaptation du cadre légal en vigueur et le vide juridique affectant la totalité des domaines régis par les accords OMC CARICOM et APE, **pour ne rien dire des problèmes de capacité de coordination institutionnelle** ».

Au sujet de cette inadaptation du cadre légal en vigueur, les auteurs de l'Étude de la CNUCED ont fait observer qu'Haïti n'a pas encore procédé à l'harmonisation des législations et dispositions réglementaires au cadre juridique des accords commerciaux multilatéraux. Or, « **les textes légaux haïtiens sont dans l'ensemble anachroniques et méritent, par conséquent, d'être modernisés. En d'autres termes, Haïti se trouve dans l'obligation impérative d'adapter les textes juridiques au dispositif des accords commerciaux multilatéraux, afin de prévenir d'éventuels conflits commerciaux pouvant découler de l'application de deux types de règles contradictoires** ».

L'étude de cadrage de la CNUCED sur la politique commerciale (10-2018) met alors en exergue parmi les accords internationaux à régulariser :

Actions prioritaires (CNUCED 10-2018)

1) **la signature et la ratification de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) de l'OMC**

« La mise en œuvre de l'AFE qui comporte des dispositions relatives à l'A.T. et au renforcement des capacités, devrait aider Haïti à réduire les inefficacités à la frontière et les coûts qui en résultent »

2) **la ratification de l'Accord de Partenariat Économique (APE) CARIFORUM/Communauté Européenne**

« L'APE est un accord axé sur la réciprocité au niveau des échanges commerciaux de marchandises et de services. Par contre, l'initiative "Tout sauf les armes" dont Haïti bénéficie actuellement, est de caractère non réciproque et ainsi sujet à des changements unilatéraux de la part de l'UE. De plus, cette initiative contient des règles d'origine moins favorables par rapport à l'APE.

9.4.4 Les actions prioritaires selon le Rapport d'inventaire des instruments juridiques MCI-CIR 2019

Actions prioritaires (Inventaire légal MCI/CIR)

Recommandation No 20 – Propriété intellectuelle

« Qu'il soit procédé à la ratification des traités ou conventions multilatéraux relatifs à la Propriété Intellectuelle et à l'actualisation du cadre légal national s'y rapportant en accélérant le processus de promulgation des projets de loi en souffrance ».

Recommandation No 21 – Actes publics étrangers

« Que l'État haïtien entreprenne de ratifier la Convention de La Haye du 5 octobre 1961 qui offre la possibilité de remplacer par une simple apostille la pratique de légalisation en chaîne des actes publics et privés qui a cours en Haïti, laquelle fait intervenir, chacune en ce qui la concerne, des institutions aussi importantes que la Direction générale des Impôts, le Parquet près le Tribunal Civil, le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique et le Ministère des Affaires Étrangères et des Cultes. L'adhésion éventuelle d'Haïti à cette Convention permettrait d'alléger le processus de légalisation qui se révèle un véritable calvaire pour les universitaires, les hommes de loi, les ministères publics, les fonctionnaires de l'État, bref les ressortissants haïtiens pour la reconnaissance de l'authenticité de leurs diplômes, actes de naissance, de mariage et autres documents dans des pays signataires ».

Recommandation No 22 - CARICOM-TEC

« Que soit initié le processus de ratification du projet d'alignement des tarifs douaniers d'Haïti sur le Tarif Extérieur Commun (TEC) de la CARICOM en vue de sa promulgation pour l'intégration commerciale du pays au reste de la Caraïbe ».

Recommandation No 23 – APE- action parlementaire

« Que les Institutions publiques, privées et internationales impliquées dans le processus de mise en œuvre de l'APE organisent, au profit des Parlementaires, des séances de sensibilisation et de motivation, pour les porter à mieux appréhender l'importance de cet Accord pour le développement économique du pays ».¹⁴⁸

¹⁴⁸ Source : « Rapport d'inventaire des instruments juridiques nationaux et internationaux liés au commerce et à l'investissement dont l'investissement direct étranger (IDE) »; MM. Dugas et Charlemagne (chefs d'équipe); MCI-CIR; 21 janvier 2019; version révisée partagée avec l'auteur de la Revue le 10 mars 2019, p.7.

9.4.5 Éléments diagnostics et recommandations du rapport d'évaluation du programme CSME-volet Haïti (DUE 12-2018)

Éléments diagnostics du rapport d'évaluation

L'Union Européenne a récemment réalisé une évaluation du programme Caribbean Single Market and Economy "CSME" - Volet Haïti. Au niveau diagnostic, le rapport d'évaluation pointe notamment un enjeu de connaissance, caractérisé par un manque d'analyse préalable des situations, besoins et opportunités qui a limité les résultats du projet en ce qui concerne la possibilité de fournir une réponse appropriée aux problèmes identifiés. Ainsi, l'évaluation conclut que les activités du projet ne sont pas bien articulées aux politiques, stratégies et plans de développement d'Haïti. Ce qui laisse présumer d'un besoin de coordination, auquel il faudra chercher à répondre :

« Le projet n'a pas suivi les plans nationaux, il a suivi les plans du CARIFORUM, ainsi que la stratégie régionale de l'UE. Le projet répond de manière limitée aux besoins à cause d'une identification sans analyse des problèmes, avec des hypothèses fortes. La stratégie choisie fut de remplir divers engagements avec le CARICOM sans passer par les bénéficiaires. De même, l'identification des besoins d'un appui à l'infrastructure qualité n'a pas tenu compte des diagnostics et des priorités de la politique nationale sur les normes et qualité. Si bien le projet (CSME -volet Haïti)_ a voulu sensibiliser divers acteurs dans tout le pays sur l'importance de l'intégration régionale, il l'a fait sans avoir identifié au préalable les enjeux et les opportunités spécifiques de l'intégration avec le CARICOM à travers le CSME¹⁴⁹.

Par ailleurs, le rapport d'évaluation conclut que le projet CSME a obtenu certains résultats immédiats qui, quoique positifs, ont eu, au bout du compte, un impact limité quant à l'avancement du processus d'intégration d'Haïti :

« Les activités du projet ont permis de sensibiliser de nombreux acteurs sur l'existence et les défis de l'intégration d'Haïti dans le CARICOM et le CSME et les engagements du pays envers la région. Le projet a permis de réaliser certains états de lieux par rapport à ces engagements, avec une portée limitée du fait de la non validation et non-diffusion de ceux-ci, expliquant ainsi le manque d'avancée dans le processus d'intégration »¹⁵⁰.

Sous l'angle de la durabilité, le rapport d'évaluation conclut principalement que « le manque de connaissance à date des opportunités spécifiques de l'intégration régionale cause un manque d'appropriation de la part des institutions parties prenantes haïtiennes du processus de mise en œuvre du CSME, et le projet,....,]n'a pu que mettre en lumière les nombreux défis à surmonter »¹⁵¹.

¹⁴⁹ Source : « Évaluation finale du programme Caribbean Single Market and Economy "CSME" - Volet Haïti; DUE Haïti ; Rapport de Synthèse - Version finale ; Mr. Diego RUIZ, Cardno et AETS Novembre 2018, révisé 6-12-2018, p.7

¹⁵⁰ Ibid. p.11

¹⁵¹ Ibid., p.25

Aussi, le rapport soulève une question très pertinente :

« Lorsque des ressources sont mobilisées sans pouvoir communiquer des enjeux et les opportunités spécifiques aux bénéficiaires présents, et que l'on se réfère principalement à des engagements auxquels nous sommes tenus de participer, il est difficile de créer l'intérêt suffisant qui fasse que les activités deviennent prioritaires, que la participation soit accrue, et qu'il y ait validation ».

Commentaire et avis de la Revue. Cet état de choses n'est pas typique au projet SCME-Haïti mais concerne également d'autres pays de la région. Il est important de réfléchir sur les techniques applicables au contexte de gouvernance dans le pays pour bien les connaître et faire des choix qui puissent favoriser l'implication effective des parties prenantes dans le processus de mise en œuvre et l'appropriation de leur part des résultats, notamment en ce qui concerne les organes de coordination. C'est justement ce que se propose de réaliser la Revue.

Recommandations du rapport d'évaluation CSME-H (UE)

Les principales recommandations du rapport d'évaluation sur les plans stratégique et opérationnel retenues par la Revue sont reprises ci-après au Tableau 41¹⁵².

Tableau 41. Actions prioritaires recommandées par les évaluateurs
du projet CSME-HAITI (DUE 12-2018)

R1. Études d'impact et d'opportunités d'intégration CARICOM-SCME / (MCI, BACCOZ, FESP)

« *Mettre les bœufs devant la charrue* avec comme activité prioritaire la réalisation d'études d'impact et d'opportunités sectorielles d'une intégration d'Haïti à la CARICOM, en particulier au CSME, ainsi que de la mise en œuvre des Accords de la CARICOM avec des pays tiers comme Cuba. Poursuivre cet objectif en ciblant les filières potentielles d'appui (tant dans les biens que les services) à travers de véritables études de marché dans la région, en consultation avec le secteur privé, de manière décentralisée au niveau des départements et des régions, directement avec les producteurs et les fournisseurs des filières potentielles identifiées. Adapter ensuite les activités du futur appui en conséquence ». (p.26)

R2. Feuille de route pour la mise en œuvre du CSME (MCI, BACCOZ, FESP)

« A l'instar des propositions du Forum Économique du Secteur Privé, définir une feuille de route pour la mise en œuvre du CSME - et éventuellement l'APE – par Haïti, avec des priorités, responsabilités et mécanismes de validation et de suivis clairs sur la mise en œuvre des engagements d'une part, mais aussi des actions cherchant à profiter des opportunités que représentent l'intégration régionale pour les divers acteurs haïtiens, d'autre part. Cette mise en œuvre doit tenir compte du Plan de mise en œuvre du CSME¹⁵³ adopté par la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CARICOM et validé par l'État haïtien et

¹⁵² Source : « Évaluation finale du programme Caribbean Single Market and Economy "CSME" - Volet Haïti; DUE Haïti ; Rapport de Synthèse - Version finale ; Mr. Diego RUIZ, Cardno et AETS Novembre 2018, révisé 6-12-2018, p.25

¹⁵³ CARICOM 2017 Plan de mise en œuvre du CSME 2017-2019.

de la politique commerciale d'Haïti, en vue de son insertion dans les plans triennaux d'investissement du PSDH ». (p.26)

R3. Capacités d'élaboration, de suivi et de validation MCI, BACCOZ, FESP, UE)

« Pour améliorer les capacités d'initiative, développer les capacités liées aux mécanismes d'élaboration, de suivi de validation (rejet), et de diffusion de produits auprès des différentes instances en charge de la mise en œuvre du CSME. Pour chaque développement de capacité, prendre en considération tant le développement des capacités individuelles qu'organisationnelles ». (p.26)

R4. Coordination des PTF (UE)

« Dans chaque appui dans le pays, améliorer la coordination entre les bailleurs de fonds, afin d'éviter d'une part des doublons, et d'autre part des incohérences avec des résultats non viables, en veillant toujours à assurer une complémentarité des actions plutôt qu'à avoir des appuis isolés, notamment en ce qui concerne la définition de la politique commerciale, et le développement de l'infrastructure qualité ». (p.26)

R7. Coordination & complémentarités intersectorielles liées à des filières (MCI, BACCOZ, FESP, UE)

« Au moment de l'identification des appuis, à l'instar de ceux de la Banque mondiale en synergie avec le Ministère de l'Agriculture pour la promotion des exportations auprès des producteurs de divers produits, chercher à lier des appuis potentiels d'infrastructure qualité à des filières spécifiques pouvant se développer à l'échelle de la région, incluant les Bahamas, Cuba et la République Dominicaine. Ces pays n'étant pas membres du CSME, il y a lieu de rechercher des synergies avec d'autres appuis existants : i) approche pour la mangue et l'avocat, l'adaptant au marché régional, ne fut-ce que temporairement jusqu'à la mise en place d'une infrastructure qualité propre dans le pays qui soit suffisamment performant pour l'exportation ; et ii) les filières déjà couvertes par le Service d'Appui aux Entreprises (SAE) du MCI. (p.26)

R9. Cadre logique et indicateurs de résultats (CARICOM/CARIFORUM/UE)

« Au moment de la signature de la CF, définir le cadre logique du Programme suffisamment désagrégé, avec des indicateurs de résultats mesurables. Par exemple :

- I. Feuille de route de mise en œuvre du CSME par Haïti validé par le secteur public et privé ;
- II. Nombre de filières identifiées à potentiel de croissance dans la région : CSME, Bahamas, Cuba ;
- III. Nombre de produits CSME validés par les instances compétentes ;
Nombre de produits CSME diffusés, rendus publics digitalement ». (p.27)¹⁵⁴

¹⁵⁴ Selon une précision donnée en réponse à un commentaire sur le rapport d'évaluation, l'idée est ici de souligner « l'importance d'avoir des indicateurs opérationnels », aussi bien applicables aux marchandises qu'aux services.

9.5 PROMOTION DES EXPORTATIONS ET DE L'IDE : RECOMMANDATIONS CNUCED POUR HAITI (10-2018)

9.5.1 Recommandations générales de la CNUCED (10-2018) sur la promotion des exportations

Comme susmentionné dans la section 8.1, l'axe stratégique 2 de l'étude de cadrage de la politique commerciale d'Haïti réalisée par la CNUCED pour le compte du MCI (10-2018) porte sur les **mesures prioritaires à la promotion et à la diversification des exportations de biens et services**. Les auteurs y relèvent divers efforts entrepris par d'autres Ministères ou institutions publiques comme le CFI et des organisations du secteur privé pour la promotion des exportations, tout en soulignant la « fragmentation » et le manque de coordination de ces initiatives et leur impact sur la diffusion de l'information parmi les parties prenantes. Dans certains cas, le risque de chevauchement et double emploi est très élevé ».

Selon la CNUCED, « il manque avant tout dans ce domaine une **vision globale de la promotion des exportations**, laquelle va au-delà d'une simple approche sectorielle. Cette vision holistique est justifiée pour des raisons diverses, dont les liens productifs entre les secteurs et leurs besoins communs qui demandent une approche transversale et des actions gouvernementales en support du secteur privé. Cette vision devrait être concrétisée par une politique d'exportation appuyée sur un engagement formel du Pouvoir exécutif pour faire de l'exportation le fer de lance de l'économie.

La CNUCED a appelé à une prise de conscience de la nécessité et de l'importance d'une vision globale ainsi que du rôle de l'État, car il y va du premier jalon pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une **politique et d'une stratégie des exportations dans le cadre de la politique commerciale nationale** ». (p.6)

Les auteurs rappellent qu'Haïti est l'un des rares pays en développement où il n'existe pas, à l'heure actuelle, une structure publique pour la promotion des exportations. Deux aspects fondamentaux, liés au renforcement institutionnel, sont identifiés au niveau de la mise en œuvre :

- 1) le choix du **mécanisme qui serait en charge** de cette fonction et
- 2) le rôle d'un **mécanisme efficace de suivi et d'évaluation** de l'ensemble de la stratégie et de ses composantes sectorielles.

Avis de la Revue. À ce propos, il peut être considéré qu'un tel mécanisme pourrait être pensé, organisé et mis en œuvre...

- 1) selon l'approche de développement d'un système et d'un produit de Suivi et Évaluation (S&É) des situations et des actions tel qu'initié avec la présente Revue diagnostique évolutive et intégrée du commerce et de l'investissement, dont l'IDE ;
- 2) selon l'approche de développement d'un noyau solide de collaborateurs intra et interinstitutionnel ; et *fondamentalement*
- 3) en support au mécanisme de concertation dans le cadre de la table sectorielle thématique (TST) prévue par le CAED.

9.5.2 Recommandations spécifiques de la CNUCED (10-2018) pour la promotion des exportations vers la République dominicaine

L'étude de la CNUCED est d'avis qu'une composante spécifique de la stratégie de promotion des exportations devrait être dédiée à la RD selon une approche globale.

« La formulation d'une stratégie globale de promotion des exportations vers la RD revêt une importance particulière. Cet exercice devrait bénéficier au maximum des instruments disponibles dans le cadre du **Programme Binational** et de **Caribbean Export**. Parmi les mesures proposées, celles qui méritent d'être examinées sont les suivantes :

- 1) un fonds d'appui à l'exportation permettant de subventionner partiellement la prospection commerciale ainsi que le conseil en matière de logistique, accès aux marchés et marketing ;
- 2) un programme de crédit pour financer les investissements nécessaires à l'exportation ;
- 3) un fonds géré localement, qui aurait pour objectif de toucher des producteurs de plus petite taille et plus éloignés de la capitale ;
- 4) la mise en place d'une structure de commercialisation centralisée par zone de certains produits, comme le café et la mangue ;
- 5) l'amélioration des infrastructures de base dans les localités frontalières, tenant compte des recommandations de l'Agenda socio-économique du secteur privé rédigé par le FESP ».

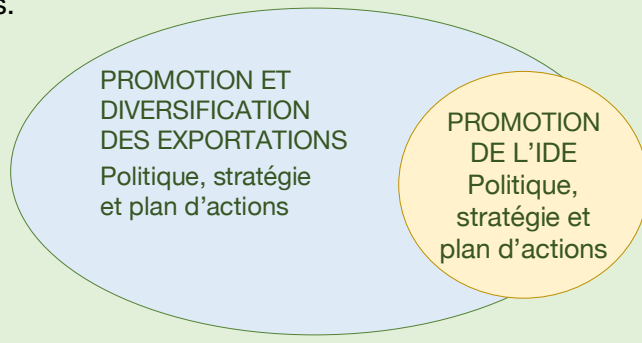
9.5.3 Recommandations spécifiques de la CNUCED (10-2018) pour la promotion de l'IDE

Promotion des exportations et promotion de l'IDE

La politique de promotion de l'IDE est une composante de la politique et de la stratégie de promotion et de diversification des exportations. Un pays veut attirer de l'IDE pour soutenir le financement, le transfert de technologie et l'insertion dans des chaînes de valeur internationales en vue, généralement, de développer des activités exportatrices et de créer de la V.A. et des emplois.

Cela dit, l'IDE peut aussi être promu pour créer des revenus et développer des emplois dans des activités dont les produits (biens ou services) sont en tout ou partie destinés au marché local, notamment en vue de réaliser de la substitution à des importations.

Graphique 63. Promotion & diversification des Exportations et Promotion de l'IDE (articulation)



Dans l'étude réalisée en 2018 par la CNUCED pour le compte du MCI, les auteurs ont rappelé que « les **investissements directs étrangers** (IDE) pouvaient jouer un rôle important dans l'accroissement et la diversification des exportations haïtiennes de marchandises et de services » mais que leurs flux vers le pays se sont révélés jusqu'ici « dérisoires par rapport à l'investissement intérieur ». Ils relèvent que « les flux d'IDE se sont davantage dirigés vers les infrastructures (télécommunications en particulier) plutôt que vers des activités dédiées aux exportations ». Les auteurs de ladite étude ont relevé parmi les causes de la contreperformance du pays en matière d'IDE : « l'instabilité politique, la croissance très lente de l'économie, les désastres naturels et, de façon plus générale, le climat des affaires défavorable ». Cette liste s'est accrue, du reste, par l'effet néfaste de « **l'absence d'une politique active d'attraction des IDE** ceci, malgré la création en 2006 du Centre de facilitation des investissements (CFI) ».

Ils ont, au-delà d'une politique active de promotion des IED, attiré l'attention sur d'autres aspects qui sont à considérer dans la **formulation d'une stratégie globale...**

- le cadre de l'investissement (conditions générales et mesures spécifiques) ;
- les perspectives stratégiques, en termes de potentiel et éléments de compétitivité ;
- **la mobilisation des ressources de la diaspora** qui figure déjà dans la politique d'investissement du pays, un élément potentiellement important qui devrait être examiné en profondeur dans l'élaboration de la stratégie de promotion des IDE. « (p.7)

10 INFRASTRUCTURES ET RÉSEAUX

10.1 TRANSPORT

10.1.1 Recommandation du Rapport d'inventaire des instruments juridiques nationaux et internationaux MCI-CIR

« **Recommandation No 16** : Que l'État poursuive, à travers le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications et le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (Direction des infrastructures agricoles), **ses efforts de construction, de routes principales et secondaires et/ou de pistes agricoles**, en vue d'améliorer les conditions de transport en général et de faciliter, par là-même, la circulation des marchandises et des personnes et l'acheminement des denrées périssables vers les centres de transformation, les ports d'embarquement et les marchés d'écoulement. **Autant d'effets susceptibles de contribuer à la réduction des pertes de récolte, des coûts de transport et des prix à la consommation.**

Recommandation No 17 : Que les Pouvoirs publics mettent tout en œuvre pour **développer un système de cabotage** destiné à l'acheminement par mer de marchandises et de passagers entre des ports rapprochés disposant d'infrastructures adéquates le long des 1500 kilomètres de côte d'Haïti. ».¹⁵⁵

¹⁵⁵ Source : « Rapport d'inventaire des instruments juridiques nationaux et internationaux liés au commerce et à l'investissement dont l'investissement direct étranger (IDE) »; MM. Dugas et Charlemagne (chefs d'équipe); MCI-CIR; janvier 2019, version révisée mars 2019.

10.1.2 Résultats du FCI 2017 – Actions proposées en matière d'amélioration des infrastructures

Tableau 42. Résultats du **FCI2017**
Actions proposées pour l'amélioration de l'environnement des affaires¹⁵⁶

CONTRAINTE À DESSERER	ACTIONS	COMMENTAIRES
6. INFRASTRUCTURES		
Manque de politique publique claire concernant les infrastructures de transport	<ul style="list-style-type: none"> Produire et faire valider par consensus national une politique de développement des infrastructures de transport, contenant notamment un cahier des charges des investissements privés 	<p>Intégrer davantage les mairies dans les discussions</p> <p>Renforcer la capacité des mairies à réglementer r les transports dans les communes</p>
Manque de capacités	<ul style="list-style-type: none"> Former les agents publics, afin de pouvoir gérer efficacement les projets d'infrastructures, notamment en PPP 	<p>Il faudrait aussi penser au renforcement des mairies et des administrations communales en gestion des PPP</p>

10.1.3 D'autres services que les coûts de transport entrent aussi dans l'équation de compétitivité : les coûts de signallement

Les capacités et performances en matière de transport sont toujours d'une très grande importance pour la compétitivité internationale. En ce qui concerne la compétitivité des entreprises, elle dépend aujourd'hui fortement des stratégies commerciales que celles-ci ont adoptées pour se donner une visibilité et s'offrir comme références sur les plateformes consultées par les acheteurs. Cela vaut autant pour les produits numériques et touristiques que pour les produits manufacturiers et agroalimentaires. C'est une dimension-clé qu'il faut intégrer dans les stratégies de ces secteurs et filières ainsi que dans les programmes d'appui aux entreprises et associations.

Jean Tirole sur les coûts de transaction (*prix Nobel d'économie 2014*)

« Pendant très longtemps, la science économique a procédé comme si le progrès économique revenait à inventer de nouveaux produits, à les produire à moindre coût et à mieux les échanger. Pour mieux échanger, il suffisait de baisser les coûts de transaction, et notamment les coûts de transport et les droits de douane qui entravent le commerce international (les travaux empiriques testant la « théorie gravitationnelle du commerce international » montrent effectivement que le niveau de commerce augmente au fur et à mesure que les coûts de transport diminuent). » (page 510).

« Avec la technologie numérique, le coût de transport d'un produit numérique à l'autre bout de la planète est devenu proche de zéro ; les catalogues sont désormais infinis. Nous disposons de trop d'offres et non de

¹⁵⁶ Sources : Actes du FCI 2017, CFI 01-2019; extraits pertinents pour le commerce et l'IDE sélectionnés par l'auteur.

trop peu. Notre problème est d'utiliser au mieux le temps et l'attention que nous décidons d'allouer à ces activités. Cette économie de l'attention modifie fondamentalement les comportements et les interactions, dans les industries de contenu.

Les coûts de transaction les plus pertinents sont désormais les coûts liés à la lecture des offres et à la sélection des partenaires, et les coûts de signalement (visant à convaincre les partenaires potentiels à l'échange de sa fiabilité), et non plus les coûts de transport ». (p.511).

« Économie du bien commun », Jean Tirole - PUF, 1^{ère} édition « Quadrige », mai 2018

Les consommateurs s'attendent à recevoir rapidement leurs produits commandés en ligne et à pouvoir éventuellement les retourner si justifié (taille, confort... vêtement, chaussures...). Cela incite certains producteurs et distributeurs à se rapprocher des marchés.

10.2 ÉNERGIE

Recommandation du Rapport d'inventaire des instruments juridiques nationaux et internationaux MCI-CIR

« **Recommandation No 19** : « Qu'il soit entrepris de renforcer les capacités régulatrices, opérationnelles et managériales des organismes publics en charge des questions énergétiques pour les faciliter dans leurs tâches de promotion des énergies renouvelables, d'amélioration de la production, de distribution et de commercialisation du courant électrique ». ¹⁵⁷

10.3 INDICATEURS POSSIBLES DU COTÉ DES CONTRAINTES D'OFFRE ET CHAÎNE DE RÉSULTATS

Le Tableau 42 reprend une suggestion d'indicateurs relatifs aux contraintes d'offre et des indicateurs de résultats.

¹⁵⁷ Source : « Rapport d'inventaire des instruments juridiques nationaux et internationaux liés au commerce et à l'investissement dont l'investissement direct étranger (IDE) »; MM. Dugas et Charlemagne (chefs d'équipe); MCI-CIR; 21 janvier 2019

Tableau 43. Indicateurs possibles relatifs aux contraintes d'offre¹⁵⁸

Réalisation des objectifs immédiats du projet (les extrants)	Mesures du coût du commerce et de la compétitivité (résultats à court terme)	Mesures du commerce et des flux d'investissement (résultats à moyen terme)	Impact relatif aux objectifs ultimes
<ul style="list-style-type: none"> • Kilomètres de routes construits et entretenus • Augmentation de la capacité des ports et aéroports • Augmentation de l'accès aux lignes fixes, aux téléphones portables, à Internet • Accès au crédit • Réduction des pannes d'énergie • Accès aux entrepôts réfrigérés surtout dans les zones rurales • Conformité accrue avec les mesures sanitaires et phytosanitaires OMC et autres normes internationales • Rationalisation, harmonisation des réglementations liées au commerce, au transit dans les accords commerciaux régionaux, notamment dans le cas des pays sans littoral 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction du nombre de formulaires requis pour importer / exporter • Réduction du nombre de jours de dédouanement des marchandises • Réduction des taxes commerciales, en particulier sur les technologies clés, autres intrants • Réduction du temps de transit interne vers le marché, le port ou l'utilisateur final • Réduction du temps total d'acheminement des marchandises à destination • Réduction de la part de la production n'atteignant pas le marché en raison de retards de livraison • Concurrence mesurée par les parts de marché des cinq ou dix principales entreprises fournissant des services de logistique et de transport • Réduction des coûts de transport (changements de CAF / FOB) • Taille des stocks détenus • Effets de l'aide sur le taux de change 	<ul style="list-style-type: none"> • Capacité accrue dans les secteurs produisant des biens et / ou des services échangeables • Augmentation de la valeur ajoutée dans les secteurs des biens et / ou des services échangeables • Augmentation de la productivité au niveau de l'entreprise • Changement dans la part des exportations mondiales (totales et dans les secteurs - clés) • Diversification des exportations (part des 5 principaux produits dans les exportations totales) • Augmentation de l'investissement privé (étranger ou national) dans et autour des projets d'infrastructure et des secteurs de production bénéficiant de l'aide pour le développement 	<ul style="list-style-type: none"> • Niveaux d'emploi plus élevés dans le secteur des biens et / ou services échangeables • Augmentation du nombre d'agriculteurs de subsistance se livrant à des activités marchandes (locales ou à l'exportation) • Baisse de la part du secteur informel dans les activités économiques et l'emploi • Croissance économique plus élevée et soutenue qui suit l'augmentation du commerce • Emploi plus élevé dans l'ensemble si croissance stimulée • réduction des taux de pauvreté

¹⁵⁸ Source: OECD (2011), Strengthening Accountability in Aid for Trade, The Development Dimension, OECD Publishing." <http://dx.doi.org/10.1787/10.1787/9789264123212-en> ; "Chapter 4. Getting results in aid for trade: Setting targets and using performance indicators"; p.91; librement traduit par l'auteur.

11 DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS PRODUCTIVES

11.1 SERVICES BANCAIRES ET FINANCIERS

L'examen des projets d'investissement en matière de services bancaires et financiers (code secteur OCDE) est important pour celui de la politique d'investissement et de l'aide pour le commerce, respectivement. Haïti est, selon Doing Business, classée pour l'année 2019, au titre de la Facilité de faire des affaires, au 180^{ème} rang sur 190 pays en regard au critère de performance relatif à l'obtention d'un prêt (Réf.: Section 7 sur l'environnement des affaires Graphique 45, page 82).

11.2 SERVICES ET INSTITUTIONS DE SOUTIEN AUX AFFAIRES

En principe, cette catégorie regroupe tous les projets liés à la promotion de l'entrepreneuriat, au développement des PME et au renforcement des associations. Les investissements restent, somme toute, modestes dans cette catégorie (120 millions versés sur 7 ans) comme reflété dans les tableaux 34 et 35.

11.3 SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE

11.3.1 CNUCED 2018- Mesures sectorielles prioritaires recommandées pour l'Agro-industrie

Agro-industrie	Pour augmenter la valeur ajoutée des exportations, examiner les instruments: labels de qualité, indications géographiques et appellations d'origine , et éventuellement utilisés par des produits comme le café , le cacao , le mangue , le vétiver , et autres.
-----------------------	--

11.3.2 FCI 2018- Mesures sectorielles prioritaires recommandées pour l'Agriculture et l'Agro-industrie

CONTRAİNTE À DESSERER	ACTIONS	COMMENTAIRES
1.1. Faiblesse du cadre légal pour l'Agriculture et l'Agro-Industrie	<ul style="list-style-type: none"> Évaluer les différents accords commerciaux et ratifier ceux qui offrent la possibilité de développer un avantage compétitif Préparer un plan de standardisation et d'amélioration des systèmes de collecte, de conditionnement et de distribution (en intégrant les Micro- Parcs) en support au Projet de loi sur le quota 	<p>Il faut rendre ces accords accessibles au grand public</p> <p>Mettre l'emphase sur l'emballage pour un marketing compétitif sur les marchés extérieurs.</p> <p>Implanter définitivement le projet des micro parcs industriels.</p> <p>Organiser la protection du consommateur</p>

CONTRAINTE À DESSERER	ACTIONS	COMMENTAIRES
1.2. Faible compétitivité (prix en particulier et qualité) par rapport aux produits importés	<ul style="list-style-type: none"> Réviser tous les documents de politique (crédit, semences, fertilisants...) liés à l'agriculture et à l'agro-Industrie 	Développer de préférence des micros-parc d'équipements motorisés par arrondissement. Bannissement des fertilisants chimiques
	<ul style="list-style-type: none"> Consolider l'ensemble des politiques du MARNDR dans un Document de Politique Générale pour l'Agriculture (tout en reconfirmant les filières agricoles prioritaires) 	Établir un cadre de politiques publiques autour des filières porteuses, afin d'établir les chaînes de valeur
	<ul style="list-style-type: none"> Inclure dans la composante « Politique des fertilisants » des avantages fiscaux/incitatifs à toutes les entreprises agricoles qui utilisent des engrais naturels bio 	Aménager un cadre favorisant l'IDE dans les filières porteuses
	<ul style="list-style-type: none"> Créer une Commission Nationale pour une révision complète des tarifs appliqués sur l'ensemble des produits agricoles et agroalimentaires stratégiques (produits céréaliers, snacks et biscuits, produits protéagineux, alcools, les contenants écologiques, machineries) 	Former et informer les producteurs sur la nécessité de se mettre ensemble juste pour avoir une économie d'échelle par rapport au coût de production et sur toute autre politique ou avantage en vigueur. Prioriser l'agriculture biologique
	Finaliser la renégociation des tarifs d'Haïti avec l'OMC et les partenaires commerciaux internationaux (en prenant en compte les recommandations de la Commission)	Politique publique favorisant la traçabilité des produits
	<p><i>FCI 2017 - Actualiser la liste des 23 produits interdits d'entrée sur le territoire d'Haïti par voie terrestre en y incluant de nouveaux produits locaux</i></p> <p><i>BRH 2019 – A ce sujet, la BRH tient à souligner que cette actualisation de la liste devrait être envisagée en s'appuyant sur une évaluation de cette mesure, y compris des probables effets pervers; par ex. l'augmentation</i></p>	<p>Mettre en œuvre une structure de contrôle des frontières</p> <p>Faire une révision de la politique commerciale des deux pays afin de prendre de justes décisions</p>

CONTRAINTE À DESSERER	ACTIONS	COMMENTAIRES
	<i>de la contrebande avec comme corollaire une diminution des recettes sur ces importations</i>	
	Publier les résultats de l'étude nationale sur l'offre de la viande et la gestion des abattoirs	Standardiser les abattoirs en révolutionnant les structures d'abattage

11.3.3 MCI-CIR Inventaire 2019 - Mesures sectorielles recommandées pour l'Environnement, l'Agriculture et l'Énergie

Recommandation No 14 : Que soit inscrit au menu de l'agenda de la Commission mixte binationale des négociations entre la République d'Haïti et la République dominicaine sur l'opportunité d'un accord éventuel entre les deux États portant sur l'utilisation, la conservation et la protection du fleuve Artibonite qui prend sa source dans le pays voisin. Un tel accord s'avère de toute nécessité pour Haïti qui en a besoin pour convenir avec la République dominicaine des règles pour l'utilisation, la mise en valeur, la conservation, la gestion et la protection des eaux du fleuve et protéger ainsi son territoire et certains secteurs vitaux de l'économie dont l'agriculture, la production de l'énergie électrique qui dépendent très largement d'un environnement préservé.

La Revue recommande par ailleurs de consulter une [étude du CIRAD](#) exhaustive et très approfondie du secteur agricole/rural haïtien et des investissements publics requis pour son développement qui été publiée en 2016¹⁵⁹. S'y trouve consignée toute une série de propositions de mesures de politique et d'investissements.



11.3.4 « Le Programme SYFAAH, une Innovation, une Expérience à répliquer »

La Revue vise à offrir au cours des prochaines années des résumés synthèses sectoriels des principaux constats et des principales leçons tirées des études d'évaluation de projet-programme les plus pertinentes. Pour amorcer cet exercice, la présente édition 2019 de la Revue a présenté plus tôt un résumé des résultats de l'évaluation du programme Caribbean Single Market and Economy "CSME" - Volet Haïti (DUE- déc.2018). Dans le même sens, cette sous-section propose une note récapitulative de l'expérience du programme SYFAAH dans le domaine de l'appui au financement agricole. Le rappel de ce genre d'expérience peut offrir un point de départ pour engager des discussions en TST sur, par exemple, la coordination et l'efficacité de l'aide au développement du secteur et des petits producteurs.

Cette note a été rédigée par Monsieur Hugues Charles, un expert du secteur agricole qui a, entre autres, à son actif une large expérience de collaboration avec la coopération canadienne à Haïti.

¹⁵⁹ Source: « Étude exhaustive et stratégique du secteur agricole/rural haïtien et des investissements publics requis pour son développement » ; sous la direction de Geert van Vliet, Gaël Pressoir, Jacques Marzin et Thierry Giordano ; Version finale - 29 juin 2016 ; CIRAD ; Convention CO0075-15 BID/IDB

Objectif du projet SYFAAH

L'une des grandes interventions réalisées dans le secteur du financement agricole en Haïti durant ces dernières années a été le programme SYFAAH : Système de financement et d'assurances agricoles en Haïti, financé par le gouvernement canadien de 2011 à 2019. Le SYFAAH reflétait la volonté des autorités haïtiennes de donner un essor à l'agriculture au-delà des tentatives antérieures. Son objectif ultime était de mettre en place en Haïti un système de financement et d'assurances agricoles pour structurer de façon globale l'offre de services financiers destinés aux agro entrepreneurs, dans le but de faciliter le développement d'un secteur agroalimentaire relativement plus productif et propice à une croissance économique et à une sécurité alimentaire accrue en Haïti. A travers ces trois grandes composantes, le programme SYFAAH a contribué à jeter les bases d'un système qui se veut prometteur et durable face aux enjeux et défis du secteur.

Composante Financement agricole

La composante « Financement agricole » du programme a, dans une certaine mesure, contribué à **améliorer l'accès des agro entrepreneurs aux services financiers** à l'aide de mécanismes et de dispositifs mis en place. Préalablement au programme SYFAAH, l'offre de crédit agricole était très faible, pour ne pas dire quasi-inexistante en Haïti. Le secteur bancaire n'y allouait qu'une infime partie de son portefeuille de crédits, soit moins de 1 % du portefeuille de ses prêts. Les institutions de microfinance qui consacraient 20 % de leur portefeuille à ce secteur ont dû se rétracter en raison des pertes importantes enregistrées. L'absence de crédit agricole n'avait pas favorisé le développement d'une agriculture de marché.

Cette composante a également contribué à **la professionnalisation des institutions financières partenaires (IFP)** ayant accepté de s'impliquer pleinement dans le secteur du crédit agricole. Le personnel de ces IFP s'est progressivement transformé en spécialistes du crédit agricole, disposant de plus en plus de connaissances nécessaires à un meilleur déploiement de leurs activités. Les emprunteurs ont eux aussi fait part de leur satisfaction des services de proximité auxquels ils ont pu ainsi accéder ce, grâce à une meilleure compréhension de leurs besoins de la part d'officiers de crédit agricole mieux formés en place dans les institutions financières.

En huit ans, on peut dire que le programme SYFAAH a pu développer **une expertise qui en a fait une référence en matière de financement agricole**. Le programme a réellement créé un système de financement agricole professionnel dont les bases sont en train de se consolider et de se perpétuer. Cette innovation dans le secteur a été rendue possible grâce à l'existence d'un mécanisme d'atténuation des risques prenant corps sous la forme d'un Fonds d'assurance prêts agricole - ayant permis aux IFP d'accroître leur investissement dans le secteur agricole.

Composante « Assurance-récolte (ASREC) »

La composante « Assurance-récolte », était **la première expérience du genre dans le secteur agricole et le domaine de l'assurance en Haïti**. Le pays n'avait mis en place avant SYFAAH aucun mécanisme pour protéger les agriculteurs contre les défis et les enjeux des risques climatiques et naturels. L'ASREC qui est le programme d'assurance-récolte, expérimenté uniquement dans le périmètre irrigué de l'Artibonite, a été conçu, afin de répondre aux effets négatifs des catastrophes naturelles, des attaques de rongeurs, des maladies et des pestes dans les exploitations agricoles des zones

d'intervention du pays. L'objectif principal était de créer, un mécanisme de gestion des risques agricoles permettant aux agriculteurs **d'avoir accès à un fonds d'assurance-récolte** garantissant leur investissement en cas de catastrophes.

Pendant la mise en œuvre du programme SYFAAH la composante ASREC a permis d'acquérir de nouvelles connaissances dans le domaine et à jeter les bases d'un système moyennant la maîtrise des contraintes et des opportunités facilitant la mise en place d'un cadre financier et d'un déploiement en mode commercial du système. Les éléments d'information structurants et les résultats issus de cette expérience forment déjà une base solide non seulement pour un éventuel déploiement commercial, mais également pour la sensibilisation des décideurs sur la pertinence de ce nouveau mécanisme et le rôle crucial que l'Etat devrait jouer dans la poursuite des activités en assurance-récolte dans le pays.

L'expérience acquise au cours des dernières années **demeure riche en informations pertinentes pour une suite commerciale et une institutionnalisation de l'assurance-récolte en Haïti**. Les parties prenantes, privées et publiques, sont en mesure maintenant d'apprécier les connaissances en ce qui concerne les risques climatiques et naturels des cultures dans les régions agricoles analysées et la base de données de rendement de production compilées avec les années. Des données existent aussi pour d'autres zones dans lesquelles des études de pré-faisabilité et de faisabilité pour quelques cultures ont été réalisées. Dans le cadre du programme SYFAAH, l'assurance-récolte représente également un mécanisme de protection innovant pour lequel il reste encore beaucoup de chemin à parcourir par l'État haïtien qui voudrait se l'approprier en vue de promouvoir un système de protection des exploitations agricoles des agro-entrepreneurs.

Composante Appui-conseil et politique nationale du SYFAAH

La composante « Conseil-appui aux agriculteurs et politique nationale » a complété le paquet du programme SYFAAH. L'appui conseil représente au même titre que l'ASREC **une grande innovation**, à travers le système de Conseillers en gestion, un métier inexistant en Haïti. Cette composante devrait normalement permettre au Ministère de l'Agriculture (MARNDR) et aux différents intervenants du secteur de mieux répondre aux besoins du secteur agroalimentaire par la mise en place d'un cadre légal et/ou réglementaire offrant des services appui-conseils via des Conseillers technique en gestion.

Dans le cadre de cette composante le projet a pu produire un document **de cadre légal et un autre document de politique nationale pour le volet financement et assurances agricoles** en adéquation avec les besoins du pays. Ces deux documents, bien qu'approuvés par le Ministère de l'agriculture, n'aient pas pu obtenir un vote au Parlement haïtien parce que n'étant pas considérés comme prioritaires par les autorités. Cependant ils constituent **des bases intéressantes pour la poursuite des démarches** devant aboutir à la formalisation d'une politique ou d'une loi en matière de financement et d'assurances agricoles en Haïti.

Il y a lieu pour développer le secteur agricole en Haïti et favoriser son plein essor de : i) créer et de garder les emplois capables d'augmenter les revenus, et ii) promouvoir l'entrepreneuriat, tout en favorisant l'innovation dans toutes les chaînes de valeur. C'est pour répondre à ces grands défis que la composante Appui-conseil aux agriculteurs a été introduite par le programme SYFAAH.

En termes de stratégie, les services-conseils ont été, suivant une approche pluridimensionnelle, introduits avec ses Conseillers techniques en gestion (CTG) en un tout cohérent (c'est-à-dire un paquet), intégrant le crédit agricole, les services-conseils et les assurances agricoles. Grâce aux revenus générés dans les entreprises, les agro-entrepreneurs (AE) vont être capables d'adresser une demande de financement aux institutions financières participantes et/ou de rembourser les emprunts contractés.

Le travail des CTG auprès des AE a contribué à la fois à restructurer certaines exploitations agricoles et à en favoriser l'émergence d'autres. Ils ont aidé les AE qu'ils ont accompagnés à créer des opportunités, à mettre en valeur des capacités innovantes, à mieux comprendre leur environnement d'affaires et à augmenter leurs revenus. Des valeurs ajoutées ont pu ainsi être créées, améliorant, du coup, les conditions de vie économiques et sociales. Dans toutes les zones d'intervention des CTG, les AE ont exprimé un grand niveau de satisfaction pour l'accompagnement reçu.

Conclusion relative à l'expérience SYFAAH en appui au financement agricole

Au regard des résultats atteints dans le cadre de ce vaste programme, de la satisfaction exprimée par les bailleurs de fonds et surtout de la volonté manifestée par les autorités haïtiennes de préserver et de construire sur les acquis, les principales parties prenantes ont considéré le programme SYFAAH non seulement un succès mais aussi et surtout un pas significatif vers le développement et la croissance du secteur agricole en Haïti.

Avec l'essor actuel du crédit agricole sous l'impulsion de cet outil financier, les craintes des agriculteurs ont tendance à se dissiper. Les banques et les caisses populaires ont, grâce à des méthodologies de réduction des risques, repris confiance dans ce marché. L'implication des banques est ainsi devenue irréversible dans ce marché; certaines d'entre elles ont songé déjà à recourir au refinancement pour desservir les agriculteurs et garder en équilibre l'ensemble de leur portefeuille de crédits.

La garantie de prêt, a constitué définitivement un incitatif de taille pour les banques et les caisses en vue d'intégrer le marché agricole, considéré à risque. Cet outil de gestion de risques est une grande réalisation pour le projet SYFAAH, car il constitue la concrétisation des bases d'un système national de financement et d'assurance agricole en Haïti. Avec l'implication remarquable des autorités haïtiennes, le programme de garantie de prêt et les fonds correspondants ont été transférés dans une institution haïtienne, le Fonds de développement industriel (FDI). Une structure de gestion adaptée aux réalités haïtiennes a été mise en place dans cette institution afin de préserver la vocation des fonds et de favoriser également son développement pour répondre aux besoins grandissants de garantie dans le pays. La durabilité de ce fonds est en quelque sorte assurée avec la mise en place de cette structure.

En lien avec la gestion des risques, l'assurance-récolte a, quant à elle, surmonté le défi technique qui consistait, d'une part, à établir les rendements de référence par zone et, d'autre part, à déterminer les limites de la protection, dans un environnement exposé aux aléas climatiques et autres phénomènes. L'évaluation des impacts a démontré que le projet a réussi à sensibiliser une bonne partie des riziculteurs œuvrant dans le département de l'Artibonite. Cela a constitué en soi un pas important. Bien qu'il y ait encore des défis majeurs à surmonter dans ce domaine nouveau, le gouvernement haïtien a montré qu'il était intéressé à aller de l'avant en capitalisant sur les acquis du projet SYFAAH.

Finalement les services Appui-conseils aux agriculteurs, ont joué un rôle déterminant dans l'optimisation des rendements des différentes productions agricoles. Indéniablement, les services-conseils ont contribué à changer la perception de l'agriculture qui est désormais considérée comme une activité économique et non de subsistance. L'apport des services-conseils a été observé également dans la synergie entre les officiers de crédit et les agents d'assurance. Le service Conseil technique en gestion (CTG) est maintenant considéré comme un métier. Ce qui n'existait pas auparavant.

En guise de conclusion, on peut dire que le programme SYFAAH a été un succès dans la mesure où il a déjà contribué à rendre le secteur agroalimentaire relativement plus productif grâce au système de financement mis en place et répondant mieux aux besoins des agroentrepreneurs. Ce système a également permis la professionnalisation des institutions financières. Il a été un appui de taille pour les agriculteurs haïtiens, qui peuvent maintenant compter sur un mécanisme fiable et durable. L'institutionnalisation du fonds de garantie au FDI va certainement contribuer à renforcer cette durabilité. Le financement agricole a toujours été un enjeu majeur et l'une des grandes priorités pour le développement du secteur agricole en Haïti. C'est l'une des expériences innovantes et porteuses réalisée en Haïti avec l'aide du gouvernement canadien pour le développement et la croissance de son secteur agroalimentaire. Il reste, toutefois, beaucoup de défis à relever tant au niveau de l'assurance récolte que de l'élaboration d'une politique nationale de financement agricole.

11.4 SECTEUR MANUFACTURIER

11.4.1 CNUCED 2018 - Mesures recommandées pour l'Industrie du textile-vêtement

- Exploiter rapidement et au maximum les préférences accordées par la loi HOPE qui terminent en 2025
- Développer des liens productifs stables entre l'industrie des vêtements et les autres secteurs de l'économie haïtienne.

11.4.2 FCI 2018- Mesures sectorielles prioritaires recommandées pour le textile-vêtement (assemblage)

Rendre les secteurs plus attractifs : Textile & assemblage (Restitution Charles Cadet)	<u>Approche de l'État</u>	<u>Réactions Secteur privé</u>
	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction du coût d'accès à certains intrants • Faciliter la commercialisation et la promotion des vêtements pour le marché intérieur 	<ul style="list-style-type: none"> • Modernisation des parcs • Développement et encadrement de la formation professionnelle

11.4.3 MCI-CIR Inventaire 03-2019 - Recommandations pour l'Industrie du textile-vêtement

R.10 Espaces industriels Que les institutions concernées, notamment le Ministère du Commerce et de l'Industrie et le Ministère de l'Économie et des Finances combinent leurs efforts en vue de contribuer à l'augmentation qualitative de la capacité d'accueil du pays, en termes d'espaces industriels tant publics que

privés pour répondre aux besoins sans cesse croissants des investisseurs/entrepreneurs haïtiens et étrangers qui cherchent à mettre à profit les opportunités découlant de l'extension de la loi HOPE/HELP jusqu'en 2025.

R.12 Missions de promo. Que les Institutions publics et privées impliquées dans le processus de développement industriel organisent des **missions de prospection**, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, pour promouvoir les potentialités d'affaires de la nouvelle extension de la loi HOPE-HELP en vue d'attirer plus d'investisseurs/entrepreneurs et d'IDE et nationaux.

R.11 Formation RH Que les institutions publiques et privées impliquées dans le développement industriel renforcent et poursuivent les programmes de formation du personnel en vue d'augmenter les **compétences des cadres et ouvriers/ouvrières** et de disposer ainsi d'une main-d'œuvre assez qualifiée pour exploiter toutes les chaînes de valeur du secteur textile.

R.13 One Stop Shop Qu'il soit procédé à la création d'un « One Stop Shop » pour fournir dans un seul et même espace les services relatifs aux opérations d'investissement, sitôt l'approbation de l'étude commanditée à cet effet.

11.5 SECTEUR TOURISTIQUE, INDUSTRIES CRÉATIVES ET CULTURE

11.5.1 Le tourisme comme levier de croissance économique et d'emploi

Le tourisme est un puissant levier de croissance économique et d'emplois. En témoignent les expériences de plusieurs pays de la Caraïbe et de l'Amérique centrale I. Ce levier opère par la vente direct de services d'hébergement et de restauration ainsi que d'une variété de services touristiques connexes.



Les PMA peuvent-ils tirer parti du tourisme pour leurs activités de fabrication? Transformer les PMA en orientant le tourisme vers de nouveaux types de croissance¹⁶⁰ » (novembre 2018)

« La petite part des produits manufacturés dans les exportations totales des pays en développement à très faible revenu (PMA), ainsi que le degré élevé de concentration des produits, mettent en évidence l'urgent besoin de diversification économique et de transformation structurelle.

En même temps, le tourisme international, ou "tourisme d'exportation", s'est développé dans de nombreux PMA et il continue de présenter un excellent potentiel de croissance. "Le tourisme est largement reconnu comme un secteur

¹⁶⁰ Source: "Can LDCs leverage tourism for manufacturing? To transform LDCs, turning tourism into new kinds of growth", Dale Honeck, Frank Van Rompaey, Hang T.T. Tran; 22 novembre 2018; librement traduit de l'anglais par auteur ; <https://trade4devnews.enhancedif.org/en/news/can-lDCs-leverage-tourism-manufacturing>

clé pour la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies, compte tenu de son potentiel majeur de création d'emplois et de richesse dans les pays en développement." (CIR-OMT-CCI 2017).

Le tourisme est une activité à forte intensité de main-d'œuvre, offrant de nombreuses possibilités d'emplois décents et d'entrepreneuriat, aussi bien pour les femmes que pour les jeunes, vivant notamment dans les zones rurales ou détenant des PME. Alors que dans de nombreux PMA, l'industrie manufacturière a tendance à se regrouper dans les Zones économiques spéciales situées près des zones urbaines, par exemple, le tourisme se produit généralement dans des zones isolées et rurales qui ne disposent que de peu d'alternatives économiques.

Sur le plan pratique, par exemple, des hôtels et restaurants urbains de qualité et d'autres installations liées au tourisme sont essentiels au succès commercial international, ainsi qu'à l'attraction et à la rétention d'investissements directs étrangers.

Les réseaux existants d'approvisionnement et de distribution du tourisme peuvent être utilisés pour aider à développer l'industrie manufacturière nationale et régionale.

Les approches régionales en matière d'investissement dans l'industrie légère liée au tourisme pourraient contribuer à réaliser les économies d'échelle nécessaires pour devenir plus compétitives par rapport aux fournisseurs de produits importés. Ceci pourrait, en retour, appuyer les efforts en cours pour la libéralisation du commerce régional et la facilitation du commerce.

Toutes les entreprises touristiques des PMA ont besoin d'approvisionnement constant en intrants manufacturés, dont la plus grande partie est actuellement importée. En conséquence, les chaînes d'approvisionnement déjà établies, sont stables et hautement prévisibles, en termes de demande existante et future. Comme indiqué précédemment, l'application d'un avantage comparatif dynamique pourrait entraîner une augmentation constante du nombre d'intrants touristiques fabriqués dans le pays, avec l'avantage supplémentaire d'accroître les capacités technologiques pour un développement économique plus poussé.

À cet égard, Joseph Stiglitz attribue à la demande extérieure un rôle en tant que mécanisme temporaire pour compenser les marchés intérieurs sous-développés, offrant aux entreprises locales l'espace nécessaire pour développer leurs capacités productives et technologiques.

Il est important de noter que le tourisme offre également de nombreuses opportunités pour le développement de la capacité de services nationaux en raison de la forte demande d'intrants tels que le marketing, les finances, la construction, l'architecture et les services d'ingénierie.

Le rapport 2016 de l'ONUDI au Groupe de travail sur le développement du G20, « L'industrialisation en Afrique et dans les pays les moins avancés », déclarait : "qu'en liant le tourisme et la culture à l'agroalimentaire, il est possible de créer une forte valeur ajoutée générant des retombées sociales et économiques telles que l'innovation, la diversification et l'emploi, spécialement dans les zones rurales." À ce jour, toutefois, peu de projets de développement semblent se concentrer directement sur le tourisme et la fabrication.

<https://trade4devnews.enhancedif.org/en>

11.5.2 CNUCED - Mesures recommandées pour le Tourisme et l'industrie créatives

Tourisme. Utiliser une approche « chaîne de valeur » destinée à exploiter pleinement le potentiel de ce secteur et à optimiser la valeur ajoutée nationale, en réduisant les fuites de devises provenant des intrants importés. Cela requiert une forte coordination entre le Ministère du Tourisme (MT) et les autres ministères et institutions publiques et privées concernées.

Le tourisme est le secteur probablement le plus touché par la perception d'insécurité du pays de la part des étrangers. Le défi auquel le MT doit faire face est celui d'exploiter davantage jusqu'au retour à la normalité des niches touristiques qui sont moins influencées par les médias, notamment la **diaspora et l'écotourisme**.

Industries créatives. Un diagnostic exhaustif est nécessaire pour mieux cerner le potentiel de ce secteur, ses lacunes et les mesures nécessaires pour son essor de la part de tous les acteurs concernés. Cet examen devrait se pencher sur certains paramètres comme les questions transversales, les questions spécifiques sectorielles, la stratégie nationale et le plan d'actions.

11.5.3 FCI 2017 – contraintes à desserrer et actions pour le tourisme et la culture

Tableau 43. Résultats du FCI 2017 – Tourisme et Culture ¹⁶¹

CONTRAINTE À DESSERER	ACTIONS	COMMENTAIRES
1.3. Manque de facilités nécessaires au développement des entreprises touristiques et de la promotion	<ul style="list-style-type: none"> Établissement d'une feuille de route entre les parties concernées 	Étude de rentabilité du patrimoine matériel et immatériel (??)
1.4. Absence de plan cadastral pour les zones touristiques prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration et mise en œuvre d'un programme de relevé cadastral de chaque zone 	Mettre en œuvre un plan d'aménagement des zones touristiques prioritaires
1.5. Manque de main d'œuvre qualifié et d'organisation des filières du secteur	<ul style="list-style-type: none"> Insertion de nouvelles filières dans l'offre de formation touristique 	D'abord procéder à une évaluation de l'offre actuelle en vue de son amélioration
<p>Rendre plus attractifs : les secteurs Tourisme & culture (Restitution par Charles Cadet)</p>	<p><u>Approche très diversifiée de l'État</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Développement de multiples mécanismes de financement : fond d'investissement, fonds de garantie 	<p><u>Positions plus critiques du Secteur privé</u></p> <ul style="list-style-type: none"> « Le tourisme est une industrie avec des règles, des normes qui sont adoptées au niveau international

¹⁶¹ Sources : Actes du FCI 2017; CFI 01-2019; Actions proposées pour les secteurs).

CONTRAINTE À DESSERER	ACTIONS	COMMENTAIRES
	<ul style="list-style-type: none"> • Avantages incitatifs pour les PME • Établissement de cadastres des zones touristiques prioritaires • Plan d'assainissement de ces zones pendant les saisons touristiques • Diversification de l'offre de formation dans le secteur 	<p>pour évoluer dans le secteur. »</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les freins rencontrés ...sont d'ordre étatique. Les décisions trop tardives de l'État freinent le développement du secteur.

11.6 SECTEUR MINIER – MESURES PRIORITAIRES CNUCED

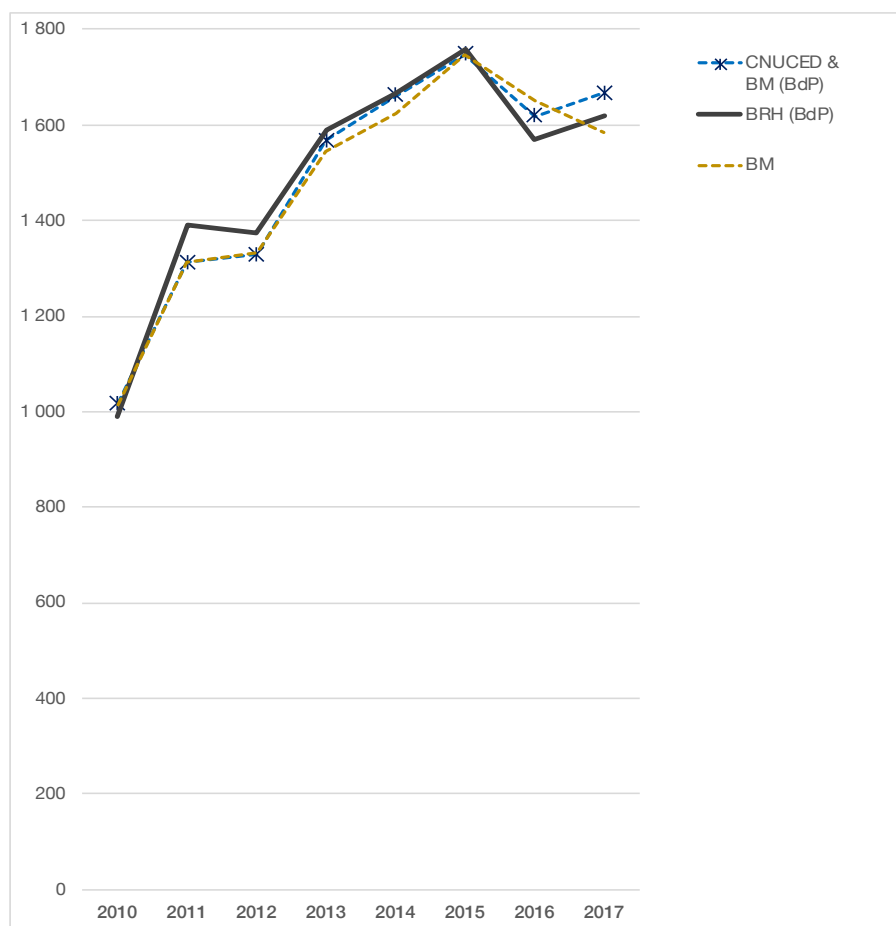
- Promulgation de la nouvelle loi minière.
- Formulation d'un Plan d'Action pour la modernisation institutionnelle du secteur.
- Efforts de la part du CFI pour attirer, en coopération avec le Bureau des Mines et Énergie (BME), des IDE. Ces efforts devraient surtout cibler les entreprises minières dites juniors, qui, comparées aux séniors, ont montré une vision à plus long terme et une propension relativement marquée au risque.

ANNEXE A. DONNÉES STATISTIQUES SUR LES EXPORTATIONS DE B&S

Valeur courante des exportations (USD) selon différentes sources

Il a été relevé parmi les données d'exportation comptabilisées à l'année civile par la BRH et, conjointement par la CNUCED et la Banque mondiale (BM), sur la base de la Balance des paiements (BdP), certains écarts. Ces variations, également observées dans les données de la BM basées sur les valeurs d'exportations courantes de biens et services, se sont révélées, toutefois, limitées et leurs profils d'évolution plus ou moins identiques (voir Annexe A, Graphique A.1). Les données des dernières années représentent des estimations provisoires et ne sont pas, par conséquent, définitives).

Graphique A1. Évolution de la valeur courante des exportations totales de biens et services – Haïti 2010-2017 (millions USD) – mesures et sources différentes¹⁶²



¹⁶² Sources : BRH, Banque mondiale (source FMI), CNUCED; compilation de l'auteur.

Tableau A1. Évolution de la valeur courante des exportations totales de biens et services – Haïti 2010-2017 (millions USD) – mesures et sources différentes¹⁶³

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
CNUCED & BM (BdP)	1016,4	1311,7	1327,8	1566,9	1662,1	1747,8	1617,5	1665,9
BRH (BdP)	989,6	1389,9	1374,0	1590,7	1665,7	1759,9	1570,7	1619,4
BM	1016,0	1311,7	1334,0	1543,0	1625,1	1745,6	1651,7	1583,9

Quelques définitions d'indicateurs d'exportation...

Exportations de biens et services (BdP; \$ US courants) /indicateurs de développement - Banque mondiale

Les exportations de biens et services comprennent toutes les transactions entre les résidents d'un pays et le reste du monde par le biais desquelles des biens généraux, envoyés en traitement ou en réparation, de l'or non monétaire et des services de résidents changent de main et deviennent la propriété des non-résidents du pays. Les données sont en dollars américains courants. *Source : Fonds monétaire international, Balance of Payments Statistics Yearbook and data files.*

Exportations de biens et services (\$ US courants) /indicateurs de développement - Banque mondiale

Les exportations de biens et de services représentent la valeur de tous les biens et services offerts au reste du monde. Elles englobent la valeur des marchandises, des frets (maritimes, aériens, etc.), des assurances, des services de transport, des redevances, des frais de licence et d'autres services relevant des domaines des communications, de la construction, des services financiers, commerciaux, pour ne citer que ceux-là. Les exportations de biens et de services ne tiennent pas compte de la rémunération des employés et des revenus d'investissements (anciennement appelés services des facteurs) et des paiements de transfert. Les données sont en dollars américains courants. *Source : Fonds monétaire international, Balance of Payments Statistics Yearbook and data files*

Exportations de marchandises (\$ US courants) /indicateurs de développement - Banque mondiale

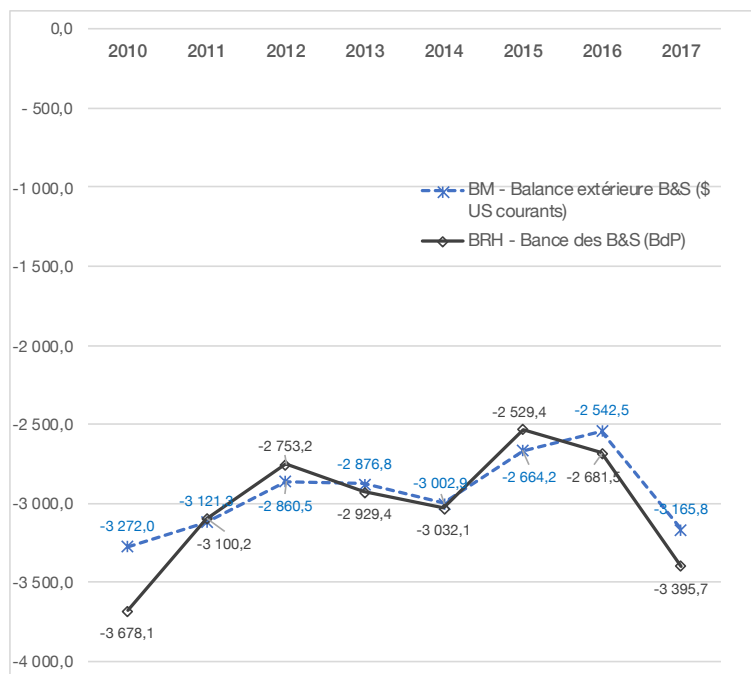
Les exportations de marchandises (biens) indiquent la valeur f.o.b. des marchandises fournies au reste du monde évaluée en dollars américains courants.

¹⁶³ Sources : ibid.

ANNEXE B. DONNÉES STATISTIQUES SUR LA BALANCE COURANTE DE B&S

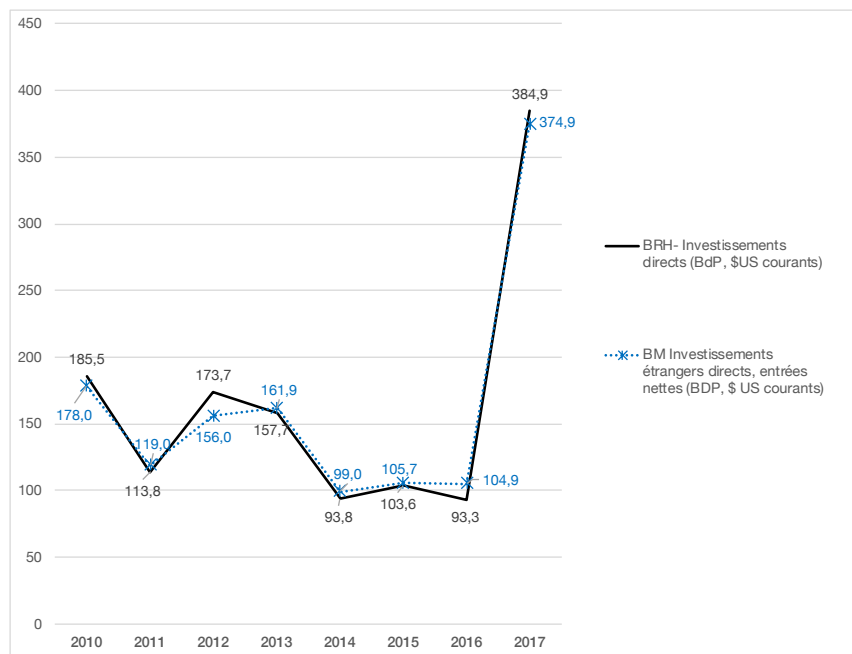
Valeur courante du solde de la balance (USD) selon différentes sources

Graphique B1. Évolution du solde de la balance des biens et services
Haïti 2010-2017 (valeur courante, millions USD) – mesures et sources différentes¹⁶⁴



ANNEXE C. DONNÉES STATISTIQUES SUR L'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER

Graphique C1. Investissements directs étrangers 2010-2017
selon les sources BRH-BdP et BM-BdP (FMI); 2008-2017¹⁶⁵



¹⁶⁴ Sources : BRH (BdP), Banque mondiale; compilation de l'auteur.

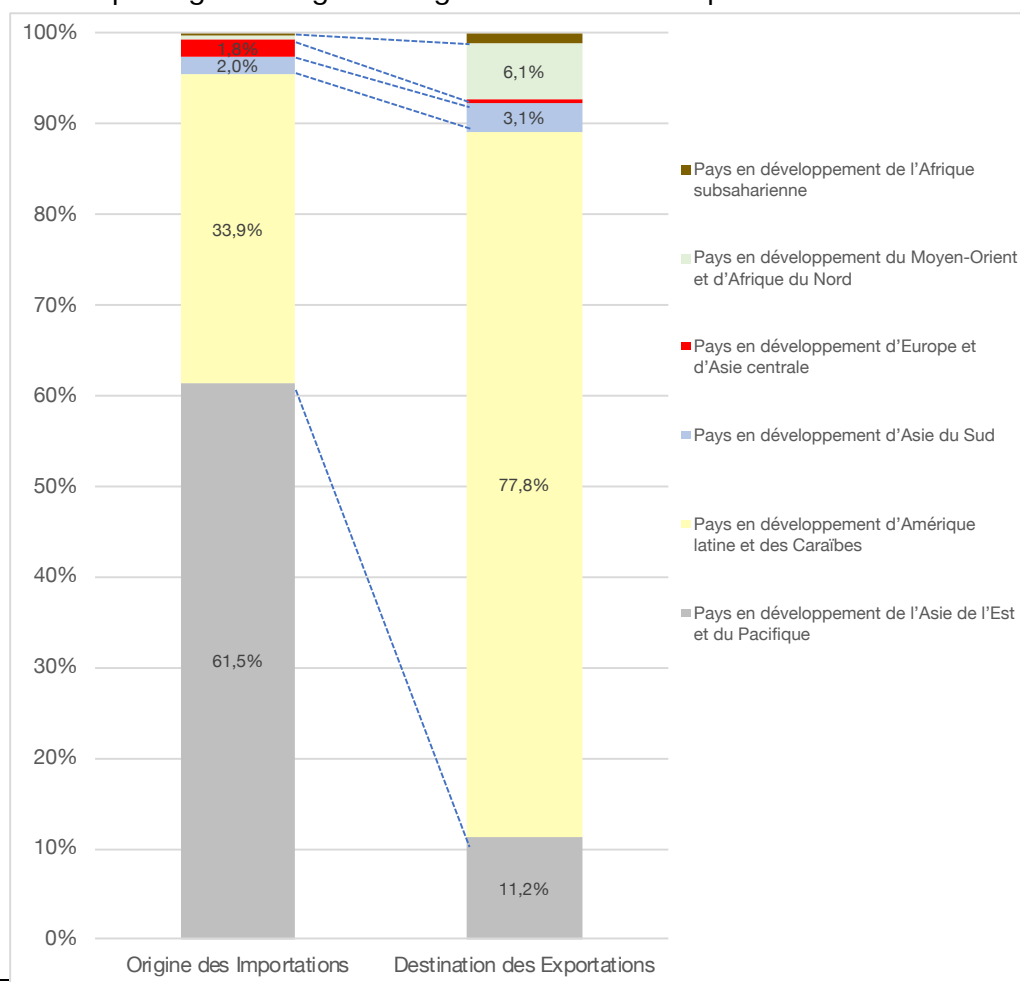
¹⁶⁵ Source : BRH (BdP); BM (indicateurs de développement dans le monde, BdP; mise à jour 14/11/2018); compilation de l'auteur.

ANNEXE D. ORIGINE DES IMPORTATIONS ET DESTINATIONS DES EXPORTATIONS PAR RÉGION

Tableau D.1. Répartition de l'origine des importations de marchandises à Haïti par catégories de pays et régions d'origine (% des importations totales de marchandises)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Pays à revenu élevé	44,1%	44,1%	43,8%	43,1%	37,1%	38,4%	38,9%	38,5%	36,3%	35,2%
Pays en développement de la région (Amérique latine et des Caraïbes)	24,0%	20,8%	20,6%	19,9%	21,6%	20,0%	18,8%	17,3%	16,8%	16,6%
Pays en développement à l'extérieur de la région /d'autres régions	15,1%	18,4%	18,9%	19,6%	25,2%	25,4%	26,1%	27,8%	30,8%	32,4%
<i>Non-identifié</i>	16,8%	16,7%	16,7%	17,3%	16,1%	16,2%	16,2%	16,4%	16,0%	15,8%
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Pays à revenu élevé	53,0%	52,9%	52,5%	52,2%	44,2%	45,8%	46,5%	46,0%	43,2%	41,8%
Pays en développement de la région (Amérique latine et des Caraïbes)	28,8%	24,9%	24,8%	24,1%	25,7%	23,8%	22,4%	20,7%	20,0%	19,7%
Pays en développement à l'extérieur de la région /d'autres régions	18,2%	22,1%	22,7%	23,8%	30,0%	30,3%	31,1%	33,2%	36,7%	38,4%
	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Graphique D.1. Répartition des importations et des exportations de marchandises d'Haïti par région d'origine et régions de destination parmi les PVD- 2016¹⁶⁶



¹⁶⁶ Source : ibid.

ANNEXE E. ÉVOLUTION DES PRIX DE PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES DE CONSOMMATION COURANTE SUR LE MARCHÉ LOCAL

Source des données présentées en Annexe E: compilations de l'auteur sur la base des données de compilations spéciales préparée par la DCI-MCI pour la Revue.

Tableau E1. Produits importés sélectionnés 2014-2018 – Évolution des prix de marché

Produits importés - unités de mesure	2014	2015	2016	2017	2018
Riz Tchako Sac/25 kgs	1007,5	1009,7	1084,4	1095,7	1233,8
Riz Tchako G.M	126,2	127,8	141,4	147,6	170,2
Riz Tchako Pte.M.	25,1	25,6	28,3	29,5	34,0
Riz Méga Sac/25kgs	1000,5	997,8	1064,4	1075,0	1224,8
Riz Méga G.M	125,1	126,7	136,7	145,5	165,7
Riz Méga Pte.M.	25,0	25,4	27,3	29,1	33,1
Maïs moulu Sac/65 lbs	1097,6	1108,2	1229,4	1337,5	1331,1
Maïs moulu G.M.	146,1	151,3	170,5	191,0	196,3
Maïs moulu	29,2	30,2	34,1	38,3	39,3

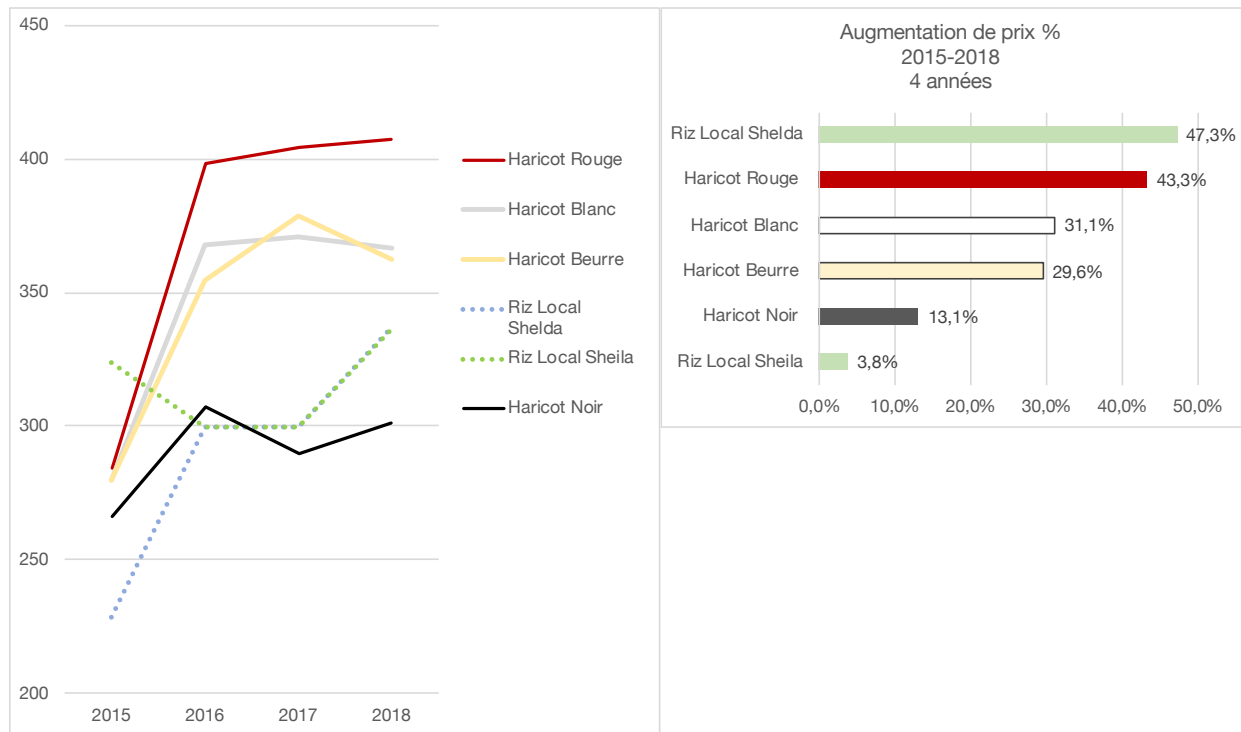
Tableau E2. Produits importés sélectionnés 2014-2018 – Augmentation des prix de marché 2014-2018

Produits importés - unités de mesure	Augm 2014-2016	Augm 2016-2018	Augm. totale 2014-2018	Taux de croissance annuel moyen 2014-2018
Riz Tchako Sac/25 kgs	7,6%	13,8%	22,5%	5,2%
Riz Tchako G.M	12,0%	20,4%	34,8%	7,8%
Riz Tchako Pte.M.	12,5%	20,4%	35,5%	7,9%
Riz Méga Sac/25kgs	6,4%	15,1%	22,4%	5,2%
Riz Méga G.M	9,3%	21,2%	32,5%	7,3%
Riz Méga Pte.M.	9,2%	21,1%	32,3%	7,3%
Maïs moulu Sac/65 lbs	12,0%	8,3%	21,3%	4,9%
Maïs moulu G.M.	16,7%	15,1%	34,4%	7,7%
Maïs moulu	16,8%	15,2%	34,5%	7,7%

Tableau E3 Produits locaux et de provenance variable – Évolution des prix 2014-2018

Produit local - unités de mesure	2014	2015	2016	2017	2018
Petit Mil G.M	105,6	115,6	148,5	231,8	255,0
Petit Mil Pte.M.	21,0	23,1	29,7	46,2	50,8
Augm. annuelles %		Augm 2014-2015	Augm 2015-2016	Augm 2016-2017	Augm 2017-2018
Petit Mil G.M		9,5%	28,5%	56,1%	10,0%
Petit Mil Pte.M.		9,7%	28,8%	55,3%	10,0%
Augm. biennuelles et totale %		Augm 2014-2016		Augm 2016-2018	Augm. totale 2014-2018
Petit Mil G.M		40,6%		71,8%	141,5%
Petit Mil Pte.M.		41,3%		70,9%	141,4%

Graphique E1. Produits locaux et de provenance variable - Évolution des prix 2015-2018



Les prix annuels indiqués sont des moyennes arithmétiques calculées par l'auteur à partir des prix fournis par la DCI pour les marchés de : Croix des Bossales, Salomon, Pétion-Ville, Delmas 32, Carrefour, Tabarre, Croix des Missions et Nirvana.

ANNEXE F. COMMENT L'AIDE POUR LE COMMERCE EST-ELLE MESURÉE, QUE COUVRE CETTE MESURE ET QUI MESURE?

L'APC (A4T) est mesurée selon une méthodologie développée par OCDE-OMC (2009). Pour la comprendre, il faut suivre l'information sur les projets d'aide qui est organisée et utilisée à 4 niveaux dont les 3 premiers sont:

- | | |
|---------------------------------------|--|
| SNPC
(CRS) | <u>Niveau 1</u> : l'OCDE gère la base de données sur les activités / projets d'aide au développement du <i>Système de notification des pays créanciers (SNPC) ou Système de reportage des créanciers (SRC)</i> . |
| Codes-objets
SNPC | <u>Niveau 2</u> : le Comité de l'aide au développement (CAD) de l'OCDE a établi une nomenclature de 25 codes-objets (à 3 chiffres) permettant de catégoriser/regrouper les projets d'aide selon le secteur d'appui dans cette base de données. |
| Codes-objets
APC
(A4T) | <u>Niveau 3</u> : l'OCDE a défini des secteurs thématiques qui regroupent les codes-objets pertinents pour circonscrire l'aide reliée aux grands objectifs de développement. <ul style="list-style-type: none">• L'un d'entre eux est « l'Aide pour le commerce » qui regroupe 12 codes-objets (secteurs d'activités à 3 chiffres) |

➡ On obtient une mesure globale de l'Aide pour le commerce dans un pays et sa répartition sectorielle à partir des données d'engagement et de versement pour les 12 codes-objets APC.

Pour une description détaillée de la mesure de l'APC, voir le document de support à la formation CIR suivante : « *Mesure de l'Aide pour le commerce dans les programmes d'investissement public - Formations CIR-Haïti 2018 – Atelier thématique 1* »; Daniel Boutaud, Consultant international; MCI-CIR Haïti; 24 septembre 2018

ANNEXE G. AIDE POUR LE COMMERCE PAR PTF 2009-2010 À 2015-2016

Tableau G1. APD Haïti – Principaux PTF – Engagements effectifs par année
2009-2010 à 2015-2016

Engagements effectifs	AF 2009-2010	AF 2010-2011	AF 2011-2012	AF 2012-2013	AF 2013-2014	AF 2014-2015	AF 2015-2016
BID	146,6	155,6	50,9	21,0	25,0	-	106,0
USA	3,1	33,9	2,4	358,5	12,2	10,9	26,7
BANQUE MONDIALE	72,3	6,0	65,1	110,0	45,0	-	-
VENEZUELA	160,5	130,7	-	-	-	-	-
UNION EUROPÉENNE	20,1	18,0	89,8	52,0	70,6	8,9	0,2
CANADA	50,3	11,4	9,3	-	18,0	1,1	-
TAIWAN	6,5	11,9	13,2	16,4	24,3	-	-
ESPAGNE	-	67,2	0,4	0,3	0,3	-	-
ALLEMAGNE	-	-	13,0	-	0,2	31,7	-
JAPON	11,4	0,1	19,9	0,6	3,2	4,0	-
AUTRES (>16)	32,3	32,5	3,2	3,8	0,3	0,5	0,7
TOTAL APC	503,1	467,4	267,1	562,7	199,0	57,0	133,6

Tableau G2. APD Haïti – Principaux PTF – Engagements effectifs par période
2009-2010 à 2012-2013 / 2013-2014 à 2015-2016 / 2009-2010 à 2015-2016

Engagements effectifs	AF 2009-2010 à 2012-2013 4 années millions &US	AF 2013-- 2014 à 2015-2016 3 années millions &US	les 7 années millions &US	AF 2009-2010 à 2012-2013 4 années RANG	AF 2013-- 2014 à 2015-2016 3 années RANG	les 7 années RANG
BID	374,2	131,0	505,2	2	1	1
USA	397,9	49,8	447,7	1	3	2
BANQUE MONDIALE	253,4	45,0	298,4	4	4	3
VENEZUELA	291,2	-	291,2	3		4
UNION EUROPÉENNE	180,0	79,7	259,7	5	2	5
CANADA	70,9	19,1	90,0	6	7	6
TAIWAN	48,0	24,3	72,3	8	6	7
ESPAGNE	67,9	0,3	68,2	7	9	8
ALLEMAGNE	13,0	31,8	44,8	10	5	9
JAPON	32,0	7,2	39,2	9	8	10
AUTRES (>16)	71,8	1,5	73,3			
TOTAL APC	1 800,2	389,6	2 189,8			

Tableau G3. APD Haïti – Principaux PTF – Versements effectifs par année
2009-2010 à 2015-2016

Versements effectifs	AF 2009-2010	AF 2010-2011	AF 2011-2012	AF 2012-2013	AF 2013-2014	AF 2014-2015	AF 2015-2016
BID	138,9	98,2	97,4	37,8	35,8	27,3	18,2
USA	-	-	-	314,8	14,0	52,0	32,9
BANQUE MONDIALE	27,3	12,9	47,2	46,8	33,2	22,0	16,7
VENEZUELA	1,6	66,2	86,7	-	-	-	-
UNION EUROPÉENNE	0,8	41,1	22,7	22,0	18,1	33,7	7,7
CANADA	61,4	41,5	51,7	25,5	30,1	8,9	6,7
TAIWAN	-	5,1	13,7	12,9	21,3	6,5	3,5
ESPAGNE	0,7	2,0	55,5	0,3	0,5	0,1	0,0
ALLEMAGNE	-	-	2,0	-	9,4	11,1	-
JAPON	0,1	11,4	20,0	0,6	-	4,2	-
AUTRES (>16)	7,7	4,6	6,6	5,3	8,7	0,7	2,0
TOTAL APC	238,6	283,1	403,5	466,0	171,0	166,5	87,9

Tableau G4. APD Haïti – Principaux PTF – Versements effectifs par période
2009-2010 à 2012-2013 / 2013-2014 à 2015-2016 / 2009-2010 à 2015-2016

Versements effectifs	AF 2009-2010 à 2012-2013 4 années millions &US	AF 2013-- 2014 à 2015-2016 3 années millions &US	les 7 années millions &US	AF 2009-2010 à 2012-2013 4 années RANG	AF 2013-- 2014 à 2015-2016 3 années RANG	les 7 années RANG
BID	372,3	81,3	453,6	1	2	1
USA	314,8	98,9	413,7	2	1	2
BANQUE MONDIALE	134,2	71,9	206,1	5	3	4
VENEZUELA	154,5	-	154,5	4		5
UNION EUROPÉENNE	86,6	59,5	146,1	6	4	6
CANADA	180,2	45,7	225,9	3	5	3
TAIWAN	31,8	31,3	63,0	9	6	7
ESPAGNE	58,5	0,6	59,2	7	9	8
ALLEMAGNE	2,0	20,5	22,4	10	7	10
JAPON	32,1	4,2	36,4	8	8	9
AUTRES (>16)	24,2	11,4	35,6			
TOTAL APC	1 391,1	425,4	1 816,5			

ANNEXE H. L'APC À HAITI 2009-2010 À 2015-2016 : RÉSULTATS DE L'ANALYSE
TEXTUELLE DE LA BASE DE DONNÉES DÉTAILLÉES DES PROJETS MGAE-APC
2009-2010 À 2015-2016

Tableau H1. Repérage de la fréquence des mentions de mots-clés pour l'APC dans le titre et dans les descriptifs de l'objectif et des résultats escomptés des projets ¹⁶⁷

MOTS	Nombre d'occurrences dans le descriptif "Titre du projet"	Nombre d'occurrences dans le descriptif "Objectif"	Nombre d'occurrences dans le descriptif "Résultats escomptés"
Nombre total de lignes d'entrée "projet"	533	533	533
Nombre total de cellules renseignées (non vides)	531	305	104
commerce	9	2	0
trade	1	2	0
marché + marchés	8	25	5
market + markets	3	14	0
compétitivité	0	1	1
competitiveness	8	9	0
concurrence	0	0	0
competition	2	2	0
exportations + exportation	3	2	0
exports + export	7	11	0
importations + importation	0	0	1
imports + import	3	14	0
IDE + investissement direct étranger + investissements directs étrangers	1	0	0
investissements + investissement	6	31	15
FDI + foreign direct investments + foreign direct investment	0	0	0
investments + investment	11	13	0
politique commerciale	0	0	0
trade policy	0	0	0
politique d'investissement	0	0	0
investment policy	0	0	0
loi du commerce + loi sur le commerce + réglementation commerciale	0	0	0
trade regulation + trade law + tarif	0	0	0
tarifs	0	0	0
CARICOM	0	0	0
emplois + emploi + jobs	3	45	9
petits producteurs + small producers	0	1	0
pauvreté + poverty	4	12	4

Résultat: On décompte très très peu d'occurrences explicites 'commerce'

Conclusion: il y a beaucoup à faire pour sensibiliser les PTF sur la nécessité de mieux informer et de mieux catégoriser les projets, en ce qui a trait à l'Aide pour le commerce.

¹⁶⁷ Source : compilation de l'auteur à partir de la base de données détaillées des projets MGAE d'APC (533 lignes).

Tableau H2. Base de données détaillée des projets MGAE-APC : Repérage des doublons de projets (projets multibailleurs) ¹⁶⁸

Nombre total de lignes d'entrée "projet"	533	533
Nombre de lignes d'entrée avec un titre de projet ayant plus d'une occurrence	130	130
Projets ayant plus d'une occurrence (entrée)		
Projets CAN	15	
Projets CAN - 2 entrées = 2 composantes		11
Projets CAN - 3 entrées = 3 composantes		1
Projets CAN - 4 entrées = 4 composantes		3
		15
Projets BM - 2 entrées = 2 composantes	4	
Projets ALL - 3 entrées = 3 composantes	1	
Projets BEL - 3 entrées = 3 composantes	1	
Projets autres (CAN) - 2 entrées = 2 composantes	2	8
Projets UN-ARG-Autres - 3 entrées co-Finact	1	
Projets Fonds mondial-UN - 2 entrées Co-Finact	1	2
Projets BID-GOUV - 2 entrées Co-Finact	32	
Projets BID-CAN-GOUV - 3 entrées Co-Finact	1	
Projets BID-UE-GOUV - 3 entrées Co-Finact	1	34
Nombre total de projets ayant plus d'une occurrence	59	59
Nombre total de projets (titres) différents	462	462

¹⁶⁸ Source : compilation de l'auteur à partir de la base de données détaillées des projets MGAE d'APC (533 lignes).

ANNEXE I. LISTE DES AVANT-PROJETS DE LOI À RATIFIER ET/OU PROMULGUER
LIÉS AU COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT DONT L'IDE – Extrait du rapport
d'inventaire MCI-CIR, janvier 2019

Le Rapport d'inventaire a recensé 67 avant-projets de loi liés au commerce et à l'investissement qui sont à ratifier et/ou promulguer :

« **Annexe 7.1** Liste des Avant-projets de loi à ratifier et/ou promulguer¹⁶⁹ »

- 1) Projet de loi portant création de l'entreprise à responsabilité limitée et refonte du droit des sociétés
- 2) Projet de loi relative à la protection du consommateur
- 3) Projet de révision du Code du Commerce
- 4) Projet de Loi portant sur la vente, la production, la consommation de produits alcoolisés et la protection des enfants
- 5) Projet de loi portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence Nationale de Développement de l'Entrepreneuriat (ANDE)
- 6) Projet de loi portant création du Centre National de Normalisation, de Certification, de Promotion de la Qualité
- 7) Avant-Projet de loi portant sur les coopératives financières
- 8) Avant-Projet de loi portant sur le financement agricole
- 9) Avant-projet de loi sur la Microfinance
- 10) Projet de loi réformant le droit des suretés
- 11) Projet de loi portant règlementation des opérations de crédit-bail
- 12) Avant-projet de loi sur l'insolvabilité commerciale
- 13) Projet de loi portant garantie de la propriété foncière
- 14) Avant-projet de loi organisant la publicité foncière
- 15) Avant-projet de loi fixant les nouvelles règles relatives à l'exécution des travaux de cadastre et établissant une nouvelle administration du cadastre
- 16) Avant-projet de loi règlementant la profession de notaire et établissant le cadre juridique de l'exercice de cette profession
- 17) Avant-projet de loi règlementant la profession d'arpenteur-géomètre et établissant le cadre juridique de l'exercice de cette profession
- 18) Avant-projet de loi sur la propriété privée en Haïti
- 19) Projet de loi portant sur le bail à usage professionnel
- 20) Projet de loi sur la taxation des carrières
- 21) Projet de loi relatif au Code Douanier
- 22) Avant-projet de loi portant création et organisation de l'organe de régulation et de contrôle des assurances
- 23) Avant-projet de loi sur les assurances agricoles

¹⁶⁹ Source : « Rapport d'inventaire des instruments juridiques nationaux et internationaux liés au commerce et à l'investissement dont l'investissement direct étranger (IDE) »; MM. Dugas et Charlemagne (chefs d'équipe); MCI-CIR; 21 janvier 2019

« **Annexe 7.1** Liste des Avant-projets de loi à ratifier et/ou promulguer¹⁶⁹ »

- 24) Avant-projet de loi portant sur les brevets, dessins et modèles industriels
- 25) Projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux
- 26) Projet de loi relatif au contrôle de la qualité des denrées alimentaires
- 27) Avant-projet de loi portant encadrement technique et financier des agriculteurs pour la revalorisation de l'agriculture
- 28) Avant-projet de loi relative au relèvement agricole
- 29) Avant-projet de loi sur les exploitations agricoles
- 30) Projet de décret créant un fonds de développement agricole
- 31) Avant-projet de loi relative au curage des rivières
- 32) Avant-projet de loi relative à l'irrigation
- 33) Avant-projet de loi relative à l'application du Code rural de François Duvalier de 1962 ;
- 34) Avant-projet de loi relative aux ouvriers et entrepreneurs agricoles
- 35) Avant-projet de loi fixant le statut général des organisations professionnelles agricoles
- 36) Avant-projet de loi protégeant l'industrie de l'élevage
- 37) Avant-projet de loi portant réglementation générale des pêches et de l'aquaculture
- 38) Avant-projet de loi modifiant l'Article 2 de la loi du 18 décembre 2002 portant création d'un organisme à caractère autonome dénommé : Fonds d'Entretien Routier (FER)
- 39) Projet de loi portant création, organisation et fonctionnement de l'Autorité nationale de transport routier (ANATRANS)
- 40) Projet de loi portant réforme du secteur portuaire et créant l'Autorité Nationale de Régulation du Secteur Portuaire (ANAREP)
- 41) Projet de loi portant création de la Société nationale de gestion et d'exploitation des ports (SONAGEP)
- 42) Avant-projet de loi sur la communication audiovisuelle radio et télévision
- 43) Avant-projet de loi sur les télécommunications
- 44) Avant-projet de loi portant sur la réforme du secteur des communications électroniques
- 45) Avant-projet de loi portant création, organisation et fonctionnement de la Direction Générale des Télécommunications et des Nouvelles Technologies (DGTNT)
- 46) Avant-projet de loi fixant le régime juridique de l'hydroélectricité à petite échelle
- 47) Avant-projet de loi portant redynamisation du Conseil National du Tourisme (CNT)
- 48) Avant-projet de loi portant sur l'organisation et le fonctionnement de l'Institut de formation en hôtellerie et tourisme (INFORTH)
- 49) Avant-projet d'arrêté portant sur les zones franches touristiques

« Annexe 7.1 Liste des Avant-projets de loi à ratifier et/ou promulguer¹⁶⁹

- 50) Avant-projet de mise en opération d'un fonds d'investissement touristique
- 51) Avant-projet de loi portant sur la révision du statut juridique des agences de voyage
- 52) Projet de refonte du plan de développement touristique
- 53) Projet de loi portant reconnaissance et validation des acquis professionnels
- 54) Projet de loi portant sur la formation professionnelle
- 55) Projet de loi établissant le cadre d'organisation des professions et des métiers
- 56) Projet de décret portant rationalisation et régulation du développement et du fonctionnement de la formation technique et professionnelle comme composante du système éducatif national
- 57) Projet de loi organisant l'Agence Nationale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
- 58) Projet de loi portant organisation, fonctionnement et modernisation de l'enseignement supérieur
- 59) Projet de loi réglementant la production, la distribution, les conditions d'importation et d'exportation, le stockage et la consommation des médicaments
- 60) Projet de décret autorisant le Bureau Haïtien du Droit d'Auteur à percevoir, au titre de rémunération pour copie privée, entre 2 % et 10 % de la valeur des supports vierges importés
- 61) Projet de loi portant organisation de l'Administration Centrale de l'État
- 62) Projet de révision des clauses du code des Marchés publics, de l'introduction de l'obligation à faire au soumissionnaire étranger d'engager un partenariat avec les entreprises locales
- 63) Projet de loi modifiant les articles 42-1, 48, 49, 54, de la loi du 10/06/09 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et aux conventions de concessions d'ouvrage de service public
- 64) Projet de loi portant élaboration d'un nouveau Code pénal
- 65) Projet de révision du code de procédure pénale
- 66) Avant-projet de loi instituant la carte d'identification nationale unique (CINU)
- 67) Projet d'abrogation de la licence d'étranger et du permis de travail pour l'étranger qui crée une entreprise

ANNEXE J LISTE DES PROPOSITIONS DE TEXTES DE LOI À FINALISER – Extraite du rapport d'inventaire MCI-CIR, janvier 2019

Le Rapport d'inventaire a recensé 6 propositions de textes de loi à finaliser qui sont liés au commerce et à l'investissement.

« **Annexe 7.2** Liste des propositions de textes de loi à finaliser¹⁷⁰ »

- 1) Proposition de projet d'un Cadre légal et réglementaire sur la concurrence
- 2) Proposition de projet sur les assurances agricoles
- 3) Proposition de projet d'un Code du transport aérien
- 4) Projet de loi sur l'Institution au sein du Ministère de l'Économie et des Finances, de la Direction Générale des Domaines, Partenariats et Participations (PPP)
- 5) Avant-projet de loi portant création, organisation et fonctionnement du service d'appui aux PPP
- 6) Proposition du projet de révision du Code des Investissements.

¹⁷⁰ Source : « Rapport d'inventaire des instruments juridiques nationaux et internationaux liés au commerce et à l'investissement dont l'investissement direct étranger (IDE) »; MM. Dugas et Charlemagne (chefs d'équipe); MCI-CIR; 21 janvier 2019

ANNEXE K. ACTES DU **FCI 2017** : TEXTES DE LOIS PRIORISÉS PAR CERTAINS PARTICIPANTS POUR UNE RAPIDE PROMULGATION (p.67-68)

Thème	Titre texte
Droit des sociétés	Projet de loi sur l'entreprise individuelle à responsabilité limitée et refonte du droit des sociétés
Droit des sociétés	Projet de loi portant réforme du statut du commerçant et des actes de commerce et organisant le registre du commerce
Assurances	Projet de loi-cadre sur l'assurance
Electricité	Avant-projet de loi régissant le secteur de l'électricité
▶ Réformes foncière	Loi fixant de nouvelles règles relatives à l'exécution des travaux de cadastre et établissant une nouvelle administration du cadastre
Insolvabilité	Avant-projet de loi sur l'insolvabilité commerciale
Travail	Nouveau Code du Travail
Réformes foncière	Loi réglementant la profession de notaire et établissant le cadre juridique de l'exercice de cette profession
Réformes foncière	Loi réglementant la profession d'arpenteur et établissant le cadre juridique de l'exercice de cette profession
Bureaux de Crédit	Avant-projet de loi sur les Bureaux de Crédit
▶ APN	L'Autorité Nationale de Réglementation du secteur Portuaire (ANAREP)
▶ APN	Société Nationale de Gestion et d'Exploitation des Ports (SONAGEP)
▶ Douanes	Nouveau Code Douanier
▶ Douanes	Tarif Douanier
Financement agricole	Projet de loi créant une Banque Nationale de Développement Agricole
Justice	Réforme du Code Pénal
Investissement	Accord de Promotion et Protection Réciproques d'Investissement Haiti-Mexique
Normalisation	Projet de loi relative au contrôle de la qualité des denrées alimentaires
Normalisation	Avant-projet de loi portant création du Centre National de la Normalisation, de Certification et de Promotion de la Qualité
Bail commercial	Projet de loi sur le bail à usage professionnel
Microfinance	Projet de loi sur le fonctionnement des institutions de microfinance
Exploitations agricoles	Proposition de loi sur le statut de l'exploitant agricole
Financement agricole	Proposition de loi portant encadrement technique et financier des agriculteurs pour la revalorisation de l'agriculture
▶ Douanes	Loi organique de l'Administration Générale des Douanes
Douanes	La convention de Kyoto
Taxation	Impôt sur le revenu
Taxation	Taxe sur le chiffre d'affaires
▶ Traités internationaux	Projet de décret adoptant pour produire leur plein et entier effet les dispositions de la Convention internationale relative aux contrats de transport de marchandises effectué partiellement ou entièrement par mer
▶ Traités internationaux	Projet de décret adoptant pour produire leur plein et entier effet les dispositions de la Convention de New York du 14 juin 1974 sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises
Travail	Convention de l'Organisation Internationale du Travail concernant les Représentants des Travailleurs
Formation	Projet de loi Organisant l'Agence Nationale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Formation	Projet de loi portant Organisation, Fonctionnement et Modernisation de l'Enseignement Supérieur
Métiers	Projet de loi établissant le cadre d'organisation des métiers et des professions
Formation	Projet de Décret sur la Validation des acquis de l'expérience professionnelle (VAEP)
Coopératives financières	Projet de loi sur l'organisation et le fonctionnement des coopératives financières
▶ Douanes	Le cadre réglementaire pour l'exploitation des magasins sous douane
Douanes	La convention de Bâle
Douanes	La convention de Johannesburg
Taxation	Caisse Assistance Sociale (CAS)
▶ Transport	Code transport aérien
Transport	Code maritime

ANNEXE L. FACILITÉ DE FAIRE DES AFFAIRES – INDICATEURS DOING BUSINESS
/BANQUE MONDIALE¹⁷¹

Critères d'évaluation	Aspects / composante de mesure
1. Facilité de faire des affaires	indice ou rang global basé sur la moyenne des scores selon les 10 domaines (ou 11)
2. Création d'entreprise	prend en compte la procédure, le délai, les frais officiels et le capital minimum exigé pour créer une entreprise
3. Obtention d'un permis de construire	prend en compte le nombre de procédures, le délai et les frais officiels nécessaires à l'obtention d'un permis de construire
4.Raccordement à l'électricité	prend en compte les procédures, les délais et les travaux nécessaires pour être raccordé à l'électricité
5. Transfert de propriété	prend en compte les procédures, les délais et les coûts que doit exécuter une entreprise pour acheter une propriété à une autre entreprise
6. Obtention d'un prêt	évalue la protection juridique des emprunteurs et des prêteurs dans le cadre des transactions garanties au moyen d'un ensemble d'indicateurs, ainsi que le partage des informations sur le crédit au moyen d'un autre indicateur
7. Protection des investisseurs	évalue le niveau de protection des actionnaires minoritaires contre l'utilisation abusive des actifs de la société par les administrateurs à des fins personnelles
8. Paiement des taxes et impôts	recense le nombre et le montant des taxes, impôts et cotisations obligatoires qu'une entreprise moyenne doit payer et évalue les démarches administratives nécessaires pour leur paiement
9. Commerce frontalier	recense le temps et le coût (hors droits de douane) associés à l'exportation et l'importation d'une cargaison standard de marchandises par voie maritime
10.Exécution des contrats	mesure l'efficacité du système judiciaire en matière de résolution de litiges commerciaux
11.Résolution de l'insolvabilité	étudie les délais, le coût et le résultat des procédures d'insolvabilité pour les entreprises nationales
12.Régulation du marché du travail	12ème critère d'évaluation ajouté en 2017

¹⁷¹ Source : liste des indicateurs reprise en français dans Wikipédia; arrangée par l'auteur

ANNEXE M. ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

ACM	Accords Commerciaux Multilatéraux
ACR	Accords commerciaux régionaux
AGD	Administration Générale des Douanes
APC	Aide pour le Commerce A4T Aide for Trade
APE	Accord de Partenariat Économique
APN	Autorité Portuaire Nationale
BACOZ	Bureau de Coordination et de Suivi des Accords CARICOM, OMC, ZLEA
BHDA	Bureau Haïtien des Droits d'Auteur
BHN	Bureau Haïtien de Normalisation
BID	Banque interaméricaine de développement
BM	Banque Mondiale
BRH	Banque de la République d'Haïti
CAED	Cadre de Coordination de l'Aide externe d'Haïti
CARICOM	Communauté de la Caraïbe
CCI	Centre du commerce international
CCJ	Cour Caribéenne de Justice
CDB	Caribbean Development Bank
CEDA	Caribbean Export Development Agency
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CFI	Centre de Facilitation des Investissement
CIR	Cadre Intégré Renforcé
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CONATEL	Conseil National des Télécommunications
CROSQ	Caribbean Regional Organization for Standards and Quality
CSME	Caribbean Single Market and Economy
CTMO-HOPE	Commission Tripartite de Mise en œuvre de la loi HOPE
DCE/MCI	Direction du Commerce Extérieur du MCI
DCE/MPCE	Direction de la Coopération externe du MPCE
DCI/MCI	Direction du Commerce intérieur du MCI
DCQPC/MCI	Direction du Contrôle de la Qualité et de la Protection du Consommateur
DCRI/MCI	Direction du Contrôle et de la Réglementation industrielle du MCI
DR/MCI	Directions régionales /départementales du MCI
DEDI/MCI	Direction de l'Entreprenariat et du Développement Industriel du MCI
DEP (UEP)	Direction des Études et de la Programmation (Unité d'Études et de Programmation)
DZF/MCI	Direction des zones franches du MCI
FDI	Fonds de Développement Industriel

FESP	Forum économique du Secteur Privé
FMI	Fonds monétaire international
HTG	Gourde haïtienne
IDE	Investissement direct étranger
IG	Indication Géographique
INAGHEI	Institut National d'Administration, de Gestion et des Hautes Études Internationales
MARNDR	Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural
MCI	Ministère du Commerce et de l'Industrie
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MGAE	Module de gestion de l'Aide externe du CAED/MPCE
MIC	Mesures concernant les investissements et liées au commerce
MT	Ministère du Tourisme
MTPTC	Ministère des Travaux Publics, Transports et Communication
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement Économique
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMD	Organisation Mondiale des Douanes
OMPI	Organisation Mondiale de la Propriété intellectuelle
OMT	Organisation mondiale du tourisme
OTC	Obstacles techniques au commerce
PIMT	Plan Intersectoriel à Moyen Terme pour l'Aide au Commerce
PMA	Économies en développement à très faible et faible revenu
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le Développement
PTF	Partenaires techniques et financiers
PPP	Partenariat public-privé
PROBE	Promotion of business and exports
PROMINEX	Centre de promotion des investissements et des exportations
RD	République Dominicaine
SNCP	Système de notification des pays créanciers de l'OCDE
SPS	Mesures sanitaires et phytosanitaires
\$US	Dollar des USA
TEC	Tarif extérieur commun
USAID	United States Agency for International Development
UE	Union Européenne